

هك ان لول

TIMOR

La guérilla oubliée

(Page 4)

JORDANIE

Trente ans de règne du roi-soldat

(Page 2)

ÉTATS-UNIS

M. Maire chez M. Reagan

(Page 3)

DOSSIER

Les pacifistes sur le pied de guerre

(Pages 6 et 7)

ÉDUCATION

L'ordinateur : comme un livre d'exercices

(Page 11)

LECTURE

Le retour des cendres du « Napoléon noir »

(Page 8)

Dans « le Monde Dimanche » quatre pages de radio et de télévision

Justice pour les « immigrés de l'intérieur » !

M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés, a demandé, mardi 10 mai, aux commissaires de la République réunis au ministère de l'intérieur, d'accorder une attention prioritaire aux problèmes que continuent de connaître les Français musulmans rapatriés d'Algérie et leurs enfants. Dans le plaidoyer qu'on lira ci-dessous, l'ancien sénateur de l'Aude témoigne, à propos des débats que suscite la condition des travailleurs étrangers immigrés en France, du sentiment d'injustice et du désespoir qui habitent généralement ces « immigrés de l'intérieur ».

En 1962, plusieurs dizaines de milliers de familles. En 1983, une communauté de quatre cent mille personnes. Mais, quel qu'il soit leur nombre, ces citoyens français, rapatriés ou enfants de rapatriés d'origine musulmane n'ont cessé d'être des victimes. Hier de la décolonisation, aujourd'hui du racisme ambiant. Entre-temps et pendant vingt ans ? L'oubli. Quand ce n'était pas l'abandon...

Prenez en charge, en juin 1981, le secrétariat d'Etat aux Rapatriés. J'ai trouvé ces plus défavorisés de tous les Français rapatriés d'outre-mer installés dans un véritable statut de citoyens de deuxième catégorie. Souvent les aînés, ceux de la deuxième génération, étaient relégués, à l'écart des agglomérations ou des villages, dans des hameaux qui, le temps aidant, avaient pris ou repris l'aspect de camps de transit ; les plus jeunes, nés dans l'Hexagone après 1962, s'étaient regroupés dans des banlieues, en des ghettos fonctionnant comme tels à l'intérieur même de ghettos de travailleurs immigrés.

Bref, autant de victimes désignées à l'avance. Pour le chômage depuis 1974 ; et désormais, pour des campagnes racistes qui osent de plus en plus - soyons en gré sur ce point à leurs auteurs ! - dire leur nom.

Tel était, vingt ans après, le bilan. Un lourd bilan. Par exem-

par
RAYMOND COURRIÈRE (*)

ple, 65 % des jeunes Français musulmans âgés de dix-huit à vingt-cinq ans étaient sans emploi. Aux fils de ceux à qui on avait donné un fusil, on refusait même un balai. Ni les initiatives généreuses de quelques Français - souvent eux-mêmes des rapatriés d'origine européenne - ayant eu leurs propres problèmes de réinsertion à résoudre, ni l'action de certains élus locaux, ni le dévouement de fonctionnaires ou d'officiers, en nombre restreint, hélas, n'ont pu suppléer à la carence des gouvernements successifs de l'ancienne majorité.

En logant tant bien que mal les anciens suppléants, en les aidant dans le meilleur des cas à trouver du travail, mes prédécesseurs ont, dans les années 70, cru en avoir été quitte avec ce qu'ils ne manquaient jamais d'appeler un « douloureux problème ». Hélas, les lois avaient été implantées à l'écart des lieux d'habitation des Français métropolitains, le travail octroyé sans nulle formation professionnelle à des gens d'origine essentiellement rurale est vite devenu aléatoire ; et, surtout, les enfants ont grandi sans que les pouvoirs publics ne se soient souciés, à l'époque, de leur devenir.

Trop souvent j'ai rencontré, et je rencontre encore, des Français musulmans âgés qui - tous espoirs perdus pour eux-mêmes et une croix tracée sur leur vie - s'interrogent avec angoisse sur ce que sera le sort futur de leurs enfants ou petits-enfants.

Vingt années, le temps qu'une génération devienne adulte, se sont écoulées. Théoriquement plus que le temps nécessaire pour que ces familles « dépayées » au sens le plus littéral du terme s'insèrent dans la vie de leurs compatriotes, que ceux-ci apprennent à reconnaître la richesse culturelle de ces Français aussi français qu'eux-mêmes.

(*) Secrétaire d'Etat aux rapatriés, ancien sénateur de l'Aude.

Hélas, ce ne fut surtout que du temps perdu. Carences budgétaires, imprévoyances politiques : autant de faits établis. Mais peut-être aussi quelque chose d'infinitement plus pernicieux, à laquelle certaines attitudes, certains discours tenus pendant la dernière campagne électorale nous obligent à penser. Ne serait-ce parce que dans la rue rien ne différencie un Français musulman d'un travailleur étranger d'origine maghrébine.

(Lire la suite page 9.)

Certains excédents, propose une hausse de prix très faible. Si faible que la diminution des M.C.M. (montants compensatoires monétaires) positifs, élément qui aurait pour effet de réduire encore cette hausse, est rendue très difficile. M. Rocard a fait de cette diminution son cheval de bataille. Or les Allemands et quelques autres estiment suffisante l'augmentation proposée par la Commission. Un compromis était en voie d'être trouvé, mais ce sont l'Italie et le Danemark qui, présentant des exigences nouvelles, ont refusé de conclure. Le 29 avril, à Luxembourg, ce fut donc l'échec. Le gouvernement français demande alors une diminution des M.C.M. négatifs, ce qui aurait permis d'augmenter d'environ 2 % les prix en France. Un pis-aller en attendant l'accord introuvable.

JACQUES GRALL

(Lire la suite page 17.)

FESTIVAL DE CANNES

COMPÉTITION

Histoire de Pierre, de Marco Ferreri

Affaire classée, de Mrinal Sen

LIRE PAGES 12 et 13

BEYLIE & CARCASSONNE

Les auteurs de ce « cinéma » sont deux spécialistes reconnus du 7^e art. L'auteur BEYLIE est rédacteur en chef de « L'Avant-scène cinéma » et conservateur à la Cinéma-thèque universitaire. Philippe CARCASSONNE est rédacteur en chef adjoint de la revue « Cinéma ». A la fois historien du cinéma et réflexion sur ses rapports avec la société et la culture, l'ouvrage de Claude Beylie et Philippe Carcassonne aborde les multiples aspects de l'acte cinématographique considéré comme un art, une technique et une industrie. Il donne le point de vue des théoriciens, analyse les films les plus marquants, trace un portrait des hommes et des femmes qui ont marqué le 7^e art. Un livre abondamment illustré par ses auteurs et par des photographes de renom. 250 pages, format 25 x 32, 320 illustrations en noir et en couleur, relié « sous-jacket ». Prix 295 francs. Prix de souscription jusqu'au 30.03.83 : 250 F.



BORDAS

DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

AVEC LE SUPPLÉMENT DU DIMANCHE

QUARANTIÈME ANNÉE - N° 11911

4,80 F

DIMANCHE 15 - LUNDI 16 MAI 1983

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23

LES PRIX AGRICOLES

Les paysans français vont « contrôler » les postes-frontière

Les 16 et 17 mai, pendant que les ministres de l'agriculture de la Communauté recherchent, pour la quatrième fois depuis la mi-mars, un compromis sur les prix agricoles de la campagne 83-84, commencée depuis le 1^{er} avril, les agriculteurs français « contrôleront » les postes-frontières de Belgique, d'Allemagne fédérale et d'Espagne. Ainsi en ont décidé la F.N.S.E.A. et le C.N.J.A. Dans les départements de l'intérieur il y aura des opérations de « sensibilisation de l'opinion ».

On connaît le scénario sur lequel s'opposent les Dix : la Commission européenne, soucieuse de limiter les dépenses de la C.E.E. et inquiète devant la montée de

certain excédents, propose une hausse de prix très faible. Si faible que la diminution des M.C.M. (montants compensatoires monétaires) positifs, élément qui aurait pour effet de réduire encore cette hausse, est rendue très difficile. M. Rocard a fait de cette diminution son cheval de bataille. Or les Allemands et quelques autres estiment suffisante l'augmentation proposée par la Commission. Un compromis était en voie d'être trouvé, mais ce sont l'Italie et le Danemark qui, présentant des exigences nouvelles, ont refusé de conclure. Le 29 avril, à Luxembourg, ce fut donc l'échec. Le gouvernement français demande alors une diminution des M.C.M. négatifs, ce qui aurait permis d'augmenter d'environ 2 % les prix en France. Un pis-aller en attendant l'accord introuvable.

La Commission a refusé de transmettre cette demande au conseil des ministres en dehors d'une reprise de la négociation sur les prix. Les contacts bilatéraux se sont poursuivis, cependant que, dans les campagnes, chassés des champs par la pluie qui les inquiète, les agriculteurs se sont livrés à un sport dont ils se sont fait une spécialité : le « contrôle » des produits agricoles importés.

JACQUES GRALL

(Lire la suite page 17.)

L'ÉRUPTION DE L'ETNA

La coulée de lave est partiellement détournée

A 4 h 10, samedi 14 mai, 400 kilogrammes d'explosifs ont ouvert une brèche de 15 mètres dans la « moraine » de la rive droite du flot de lave descendant de l'Etna. Après deux minutes d'hésitation, une partie de la lave s'est engouffrée dans l'ouverture ainsi aménagée pour elle par les artificiers dirigés par le Suédois Rolf Lennart Abersten (un élève du « pompier volant » américain Red Adair). Puis elle s'est mise à couler dans le chenal long de 500 mètres, préparé depuis huit jours par deux cents hommes et cent engins.

De notre envoyé spécial

Catane. - Les quelques centaines de curieux venus pour la plupart en famille, caméras et jumelles en bandoulière, et les touristes de trois autocars montés tout exprès de Taormina en avaient été pour leurs frais et ne cachaient pas leur déception lorsqu'ils durent se résigner, vendredi vers 22 h 30, à regagner qui sa villa de la plaine et qui, son hôtel du bord de mer.

Ici, à Monti Rossi, 4 kilomètres après Nicolosi, élégante petite bourgade de villégiature qui s'est d'elle-même baptisée à juste titre « la Porte de l'Etna », on avait longuement piétiné depuis la fin de l'après-midi, léché faute de mieux quelques-unes des crèmes glacées d'un marchand bien inspiré, scruté le ciel et la montagne et tenté en vain d'arracher aux carabiniers, qui n'en savaient rien, le secret de l'heure H.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND

(Lire la suite page 10.)



« DEUX MILLE ANS DE BONHEUR »

M.-A. Macciocchi romancière politique

Entre Paris, Bruxelles, Luxembourg, Strasbourg, une abeille folle... une lièvre ouverte... Ces métaphores de fabuliste, Maria-Antonietta Macciocchi se les applique à elle-même aux premières lignes d'un gros ouvrage dans les dimensions qu'elle affectionne : six cents pages, qui ne ressemblent à rien de ce qu'elle a jamais écrit. Autobiographie, essai politique, reportages ? Roman ou film plutôt, composés d'un patchwork de choses vues, vécues et pensées, dont le fil ne suit qu'un tracé, celui du mouvement de l'écriture vers l'inattendu. La seule logique est dictée par le plaisir d'écrire par l'aisance des mots et des images dont l'association surprend l'auteur lui-même.

Tout et le contraire de tout s'enchaînant dans un souffle, la seule unité est celle de la vie et du style. Le compte rendu, le commentaire, sont inévitablement erronés par impuissance à dessiner une rationalité de cette superbe œuvre baroque, explosant de couleurs et de fièvres. Erronés par égarement dans ce labyrinthe à mille entrées, dont aucune n'est la bonne.

Maria-Antonietta raconte Macciocchi et s'en targue explicitement. Cette Alice romaine décrit

son itinéraire de l'autre côté du miroir, dans les lieux où elle a toujours rejeté l'image que les autres lui renvoyaient d'elle-même, et posait une question en deux parties : une femme est-elle jamais autorisée à vouloir ce que veut un homme ? Et à vouloir ce qu'elle veut en tant que femme ?

Enigme ? Certes pas pour la petite fille des années d'avant-guerre, heureuse en fin de compte entre une mère bigote, qui tentait de la plier aux contraintes sociales de son sexe et de son rang social, et un père brillant, joueur, flatteur. Futile peut-être mais résolument antifasciste au temps où le fascisme triomphait. Très lucide sur les enfances de Maria-Antonietta, Macciocchi met en place de façon pudique et nette l'essentiel des désirs parentaux qui éclaire la suite.

Elle entraîne le double mouvement qui, toujours, l'incitera à s'intégrer dans un appareil, une organisation, ce qu'elle nomme par dérision un « groupe de coordination technique », en se rebellant au même moment contre cet encadrement. Elle est fascinée par le piège et par l'arrachement à ce piège.

JACQUES NOBECOURT.

(Lire la suite page 9.)

Provence-Roussillon

La crise du « tiers-secteur »

QUE vient faire aux Saintes-Maries-de-la-Mer (Bouches-du-Rhône) le Carrefour international de la communication (CIC) ? On sait que en mars 1982 le président de la République a décidé la construction à la Défense d'un centre qui témoigne de l'engagement de la France « dans le monde de l'audiovisuel, de la communication et du cinéma ». Ce grand projet de septennat, au même titre que l'Opéra de la Bastille et le musée de la Ville, a tout le flou de opérations de prestige. La division d'étude, confiée à M. Serge Antoine, le définit à la fois comme un monument architectural, un vitrine internationale, un lieu ouvert dans le style du Centre Pompidou et, décentralisation oblige, un point nodal pour les réseaux régionaux de l'audiovisuel. Encore faut-il faire accepter à ces derniers partenaires un projet qui ne peut manquer d'apparaître, une fois de plus comme un parfait exemple du centralisme parisien !

C'est pourquoi, l'équipe du CIC parcourt la France depuis quelques semaines en organisant des rencontres régionales de la communication. Les protagonistes des régions Provence-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon, réunis aux Saintes-Maries, semblaient toutefois plus soucieux de leur survie immédiate que de la définition du futur centre. En l'absence remarquée de la presse régionale et du secteur privé, en dehors de quelques responsables de Radio France et de FR 3, la majorité des participants appartenait à ce qu'il est coutume d'appeler le « tiers-secteur » de l'audiovisuel : enseignants, amateurs socio-culturels, associa-

tions de micro-informatique, groupes vidéo.

Une classification pratique qui ne doit pas cacher l'hétérogénéité des groupes concernés. Qu'y a-t-il de commun entre Radio-Fil-à-soie, la petite station conviviale des Cévennes, et Forum 92, qui s'appuie sur le puissant mouvement mutualiste, entre la Gazette vidéo qui parcourt, tel un cinéma ambulant, les petites communes des Hautes-Alpes, et Vidéo 13, qui travaille depuis dix ans avec un matériel professionnel sur des commandes institutionnelles ? Tout les sépare : les stratégies, les budgets, l'expérience. Un seul point commun pourtant : le statut ambigu de l'expérimentation, qui les a maintenus depuis des années en marge du monopole mais les rapproche parfois de la demande sociale.

Les incertitudes du câble

Cela forge chez tous ces acteurs régionaux de l'audiovisuel une sorte de langage commun. On se situe volontiers dans une « perspective éducative », mais pour constater aussitôt que l'éducation nationale constitue, hélas, un bastion de résistance incontournable. On parle beaucoup d'« appropriation des nouvelles technologies » par les usagers, même si l'on a du mal à définir exactement ce que l'on met sous ce mot. On place ses espoirs dans la décentralisation et les stratégies de développement local pour tenter de sortir du marasme financier.

Car tous ces groupes sont les premières victimes du sous-développement du marché français de l'audiovisuel. Les plus chanceux s'autofinancent en par-

tie grâce aux commandes des institutions, les autres font une chasse continue aux maigres subventions. Une situation qui risque encore de s'aggraver. En libéralisant l'accès aux canaux de diffusion, la loi sur la communication audiovisuelle semblait ouvrir enfin la voie vers le public et le financement. Mais en y regardant de plus près, le « tiers-secteur » de l'audiovisuel commence à s'interroger. Sans ressources publicitaires, les radios locales sont condamnées à l'asphyxie progressive : Forum 92 ne vient-elle pas de licencier douze personnes ? Par leur convergence, le satellite de télévision directe et la quatrième chaîne semblent réservés aux gros producteurs privés.

Reste le câble qui, à travers le futur réseau de Montpellier et les projets évoqués à Marseille et à Nice, paraît plus près des entreprises régionales. Mais le représentant de la Mission télédiffusion, présent aux Saintes-Maries, a tempéré les enthousiasmes : le pari technologique des fibres optiques rend le câblage coûteux, et l'équilibre économique des sociétés d'exploitation sera précaire pendant les premières années. De plus, la programmation d'un canal de télédiffusion suppose un volume de production et un professionnalisme dont les groupes régionaux sont pour le moment fort éloignés. Comment, dès lors, concilier la montée en charge des réseaux et celle de la production indépendante ?

« Si l'on veut préserver la pluralité des réseaux et la production locale », a souligné le représentant de la Mission, le service public doit centraliser à un rôle essentiel à jouer, en collaboration avec tous les acteurs régionaux de l'audiovisuel. Mais, là encore, le dialogue est

difficile. A la demande de collaboration des radios locales, M. Didier Béraud, conseiller à la présidence de Radio France, répond par la prudence : « La chose est plus que souhaitable, mais c'est l'affaire des conseils régionaux de la communication audiovisuelle qui ne sont pas encore mis en place. » Même prudence chez M. Romaric Sulgerbuel, conseiller pour la régionalisation à la présidence de FR 3, qui évoque les résistances éventuelles du personnel et les habitudes du public : « Seules les futures sociétés régionales de télévision pourront envisager des coproductions avec le secteur non professionnel de l'audiovisuel. »

En attendant le déblocage institutionnel, quelques initiatives ébauchent une collaboration entre le service public et le « tiers-secteur » de l'audiovisuel. FR 3 a loué son antenne au mouvement mutualiste pour la diffusion d'un magazine mensuel. Pour Jean-Pierre Cotté, responsable de Colimason, producteur régional du magazine, l'opération est rentable : « L'antenne nous coûte 50 000 F et la production d'une demi-heure de programme environ 600 000 F. Mais si on prend en compte l'audience d'une telle diffusion, le coût-contact s'élève à 15 centimes ; moins cher qu'un timbre-poste. » La direction de FR 3 Provence-Côte d'Azur compte, pour sa part, inviter les producteurs indépendants à présenter leurs réalisations dans le cadre de la programmation régionale ouverte de 17 h 30 à 20 heures à partir de septembre prochain. Une invitation gratuite bien entendue. Ce n'est pas encore cela qui assurera à la production indépendante un équilibre financier.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

PRATIQUES

VIDÉO

Transport et protection

La firme française Sacer, installée à Saint-Chamond (Loire), est spécialisée dans l'audiovisuel, et plus spécialement dans le sac de transport pour matériel vidéo. Tout naturellement, ce fabricant a tiré sa gamme vers le vidéo amateur. Parmi le nombreux modèles du catalogue, on distingue deux tendances. Les sacs de transport qui sont réalisés en matière souple et déformable (nylon, polyamide ou cuir vinylique) et dont certains modèles sont spécialement étudiés pour ne pas gêner la prise de vue comme ce sac à dos rembourré mousse et pouvant contenir un portable et une quantité appréciable d'accessoires. L'autre famille est plutôt prévue pour les voyages et se compose d'une gamme de robustes coffres en aluminium « point de fixation », renforcés aux angles et des coins métalliques et munis de fermatures à cliquet. Les coffres sont conçus pour transporter des magnétoscopes de salon ou de reportage et ou sans caméra et alimentant. La société Sacer diffuse au travers d'un système d'alimentation. Il s'agit d'un panneau dépliant solaire qui l'on fixe sur le sac à dos de la marque et qui permet la recharge des batteries en de toute prise de courant électrique une heure d'autonomie pour deux heures de chargement.

Cassette haute performance

La firme Japan Victor Co (J.V.C.) lance prochainement une nouvelle génération de cassettes vidéo qui intègre les derniers progrès en matière de support magnétique à haute performance. Cette avancée technique est due, en partie, au développement du format

compact - V.H.S.C. - et de la nécessité d'assurer à la copie des enregistrements une qualité irréprochable. L'exigence du public en matière de qualité d'image et de son se faisant de plus en plus grande, il était logique que les fabricants améliorent aussi les cassettes au format normal. L'amélioration du rendu des couleurs et de la résolution, la réduction sensible des manques d'information - drop outs - ont été rendus possibles par l'utilisation d'un enduit magnétique formé par des particules fines qui augmentent considérablement la densité de la surface magnétisable. L'emploi de liants plus performants, d'un support plastique plus résistant aux efforts mécaniques et d'un procédé de traitement à haute température sont aussi pour beaucoup dans l'élévation de plusieurs décibels des rapports signal/bruit, tant en vidéo qu'en audio. L'arrivée prochaine des magnétoscopes et des cassettes préenregistrées stéréo a rendu plus que nécessaire une amélioration généralisée des qualités de l'enregistrement magnétique.

PHILIPPE PELAPRAT.

HIFI

Un vecteur sonore

Le câble Vecteur est un des rares produits français à se situer sur le créneau étroit du conducteur haute performance pour la haute fidélité. La structure originale du cordon, qui a fait l'objet d'un dépôt de brevet, permet d'établir des liaisons dont la qualité est pratiquement indépendante de la longueur et élimine pratiquement toute perte et tout parasite. Cette structure comporte quatre conducteurs rigides en cuivre pur spécialement traités pour en modifier la conductibilité. L'isolation et le blindage ont fait l'objet de soins particuliers qui leur assurent une efficacité optimale. Cette fabrication méticuleuse impose un mode d'utilisation très précis. Ainsi la modulation doit circuler dans le sens in-

diqué par les flèches imprimées sur le gainé du câble. Les fils doivent respecter l'ordre de branchement indiqué par les repères colorés. A noter que la gamme Vecteur comprend aussi bien des cordons pour liaisons modulation (de la platine à l'ampli, par exemple) que pour l'alimentation des haut-parleurs.

[Vecteur est distribué par AU-DEUS : 30, av. du Docteur-Netter, 75012 Paris (307.73.22)].

Ph. P.

Un lecteur laser très compact

La firme japonaise Alva a mis à profit son savoir-faire dans le domaine de la miniaturisation pour proposer un lecteur de disque audio-numérique très compact - 7 cm d'épaisseur et 33 cm de large - qui s'intègre parfaitement dans la gamme « Midi » de la marque. Le chargement se fait en façade, par tiroir motorisé. La gestion du programme est très complète : détection des plages musicales, répétition, jusqu'à dix fois, du morceau choisi, deux vitesses d'avance rapide et de retour, recherche par lecture des huit premières secondes de chaque plage, etc. Les niveaux d'écoute au casque, de sortie vers un enregistreur ou un amplificateur sont réglables indépendamment. Trois microprocesseurs sont nécessaires pour gérer l'ensemble des fonctions de ce mini-lecteur.

Ph. P.

PHOTO

Standardisation des procédés en couleurs

De tous les producteurs de surfaces sensibles, Agfa-Gevaert, le plus grand firme européenne, est la dernière à s'aligner sur les procédés de Kodak en mettant sur le marché des émulsions dites « compatibles », c'est-à-dire pouvant se traiter dans les mêmes bains et selon les mêmes pro-

cessus que les films concurrents (essentiellement ceux de Kodak, de Fuji, de 3 M et de Sakura). Dans une conférence réunie le 22 avril dernier à Anvers, M. André Leyens, président du groupe, a en effet annoncé qu'Agfa-Gevaert commercialiserait, au printemps 1984 une nouvelle gamme de films négatifs et inversibles : compatibles, reposant sur la nouvelle technologie qui permet d'obtenir des photos très fines, même avec une sensibilité élevée.

Les négatifs sont des Agfacolor 100, 200 et 400, dont les sensibilités sont respectivement de 100/21°, 200/24° et 400/27° ISO. Leur traitement se fait indifféremment dans les bains Agfa ou Kodak C 41. Parmi ces négatifs, un Agfacolor DISC de 200/24° ISO sera utilisable dans les appareils à disque. Ce sera le premier film de ce type produit par Agfa.

La gamme des films inversibles (pour réalisation de diapositives de projection) n'a pas été précisée. Mais il est probable que ce seront des Agfachrome 50, 100 et 400. (En ce qui concerne la sensibilité de 200/24° ISO, un Agfachrome 200 Professionnel vient d'être commercialisé en avril.) Ces émulsions se traitent dans les bains Agfa AP44 ou dans les bains Kodak E8 Ektachrome. Il est probable aussi qu'à cette date il n'existera plus de films Agfachrome ayant un développement spécifique Agfa, comme c'est le cas, par exemple, de l'ancien Agfachrome 50 (sensibilité de 50/18° ISO).

Cette standardisation devenait une nécessité pour la firme germano-belge, en raison des coûts des équipements industriels de traitement et de l'impossibilité de les rentabiliser avec de faibles quantités de films. Ainsi les laboratoires accepteraient-ils de moins en moins d'entretenir une chaîne de développement pour les seuls films Agfa, à côté d'une chaîne traitant l'ensemble des films des autres marques.

ROGER BELLONE.

VIDEOCASSETTES SELECTION

Edith Piaf

Si malgré votre admiration inconditionnelle pour la « Môme Piaf » vous ne pouvez vous résoudre à aller voir le dernier film de Claude Lelouch, si vous préférez le bonnet du souvenir aux péripéties des reconstructions, alors précipitez-vous sur cette cassette. Grâce aux archives de l'Institut national de la communication audiovisuelle, de Paris et de quelques autres, Denis Darden a composé un portrait plein de respect et de ferveur. Il suit Edith Piaf des trottoirs de Belleville jusqu'au Carnegie Hall de New-York, de la Gascogne du pauvre Jean jusqu'à Je ne regrette rien.

Echappant aux pièges traditionnels des films de montage, Denis Darden a préféré aux témoignages les entretiens de la chanteuse avec un Pierre Tchernin plein de délicatesse et de tendresse. On lui fait gré aussi d'avoir privilégié la chanson par rapport aux discours et de nous permettre de garder ainsi l'image éternelle d'une grande professionnelle, d'une petite bonne femme vibrante, transportée par son chant.

Edith Piaf, Edité par Cinéclaque, collection « Ces chers disparus ». Distribué par G.C.R.

FILMS

Films étrangers

L'Apprentissage de Ducky Krevitz, de Ted Kotcheff, avec Richard Dreyfuss. Edité par Brooklyn Video et distribué par G.C.R.

Barbe-Bleue, d'Edward Dmytryk, avec Richard Burton, Raquel Welch et Vint LaSalle. Edité et distribué par M.P.M. Productions.

Au nom du peuple italien, de Dino Risi, avec Ugo Tognazzi et Vittorio Gassman. Edité et distribué par Proserpine Editions.

Nous les femmes, de Dino Risi, avec Monica Vitti. Edité et distribué par Proserpine Editions.

Romances et confidences, de Mario Monicelli, avec Ugo Tognazzi et Ornella Muti. Edité et distribué par Proserpine Editions.

Grands classiques

Henry V, de Laurence Olivier, avec Laurence Olivier. Version originale sous-titrée. Edité et distribué par R.C.V., collection « La mémoire du cinéma ».

Menages, d'Yves Allégret, avec Simone Signoret. Edité et distribué par R.C.V., collection « La mémoire du cinéma ».

J.-F. L.

Aux quatre coins de France

Produits régionaux

HUILE D'OLIVE VIERGE EXTRA

Produit naturel de renommée millénaire Catalogne et tarif M gratuit.

Demande à STE HELIOLENE, BP. 37 SALON-DE-PROVENCE, 13652 Cedex.

Vacances et loisirs

19320 Saint-Pardoux-la-Croix

Hôtel Le Beau Site - 14

Etang, piscine, tennis privés.

PARC NATUREL DU VERCORS

Hôtel du Sept, 26150 Bournane.

Repas sur commande. Séminaires.

Tél. (75) 46-97-63. Prix 100 à 120 F.

Cuisine, piscine, repos, promenade.

AVEYRON STAGES ÉDITION

Prépare, ANS, et perfectionne par instructeur le LUPUT, DOMAINE DE VAIN - 12500 ORT.

VACANCES EN CORSE DU SUD

FLITOSA (près de Propriano)

Studios de 2, 3 ou 4 personnes

10 mn de la mer. Eau très calme

Rens. Tél. : 16 (95) 74.00.91

de 10 h à 12 h

PARTICIPAUX AUX MOISSONS

DANS LES ALPES DU SOLEIL

AVEC

« POLYGO »

7, rue Dragon,

13006 MARSEILLE

Vins et Alcools

CROZES HERMITAGE

Grand vin A.O.C.

CAVE des CLAIRMONTS

PRODUCTEUR ÉLEVEUR

DU DOMAINE A VOTRE TABLE

« VIGNES VIEILLES »

REUNION-MONTRE - 38000 TAIN L'HERMITAGE

VINS FINS DE BORDEAUX. MÉDAILLES

conc. ag. Roupe Blanc Roup. Bout. ou est.

Tarif sur dem. à Serge SIMON, viticulteur.

Château Vieux-Moulin, 33141 VILLEGOUGE

GRAND VIN DE BORDEAUX

A.O.C. Fronsac - Les Treize-Croix

GUILLOU-KEREDAN, 33126 Fronsac

Tarif. Se recommander de journal.

Tél. : 16 (57) 84-32-89.

CHAT. MAZERIS BELLEVUE. Vins

boris a.c. Cuvée Fronsac. Vente dir.

Bout. cabit. Tarif s/dem. BUSSIER,

33143 SAINT-MICHEL-DE-FRONSAC.

Découvrez un HAUT-MÉDOC

LE CHATEAU DILLON

Vente directe - Prix franco

LYCÉE AGRICOLE DÉPARTEMENT

33290 BLANQUEFORT - Tél. 35-02-27

BARSAC SAUTERNES DIRECT

Producteur : Roger PUJOLS

n. de la Paix 3378, BARSAC - Tél. (56) 27-18-45

CHATEAU LA TOUR DE BY

Cru Grand Bourgeois du Médoc

Bégadan, 33340 Lesparre Médoc

Tél. : (56) 41-50-03

Documentation et tarif sur demande.

Bordeaux supérieur Rouge 1981

Médaille d'or Concours général

agricole Paris 1983

24 bt. : 480 F. 60 bt. : 1 050 F. Fr.

DOM. TEMPLEY - 33550 FAYET.

CHATEAU ANNEXE : COTES D'OR

VIGNOBLES MICHEL PION

Haux 33550 LANGOIRAN

Vin rouge 15 F.T.T.C. Départ

VINS DE BOURGUEIL

Domaine du Grand-Clos

Georges Audoubert, 37148 BOURGUEIL

POUR 385 F

Frais de port inclus

12 BOUT. VIN DE CHARENTAIS A.C.

Médaille 75-80

1 Bte. Mac. 100 grs d'Alc. 200 g.

Expédition

après réception règlement à :

TOUR DU PAPE JEAN-XXII

Gastronomie

3, boulevard Gambetta

46000 CAHORS

Tél. (55) 35-39-52

Découvrez le POUILLY-LOCHÉ

et le POUILLY-VINZELLES

Vins blancs A.O.C.

Pirot-Charbonnay

Tarif sur demande

Cave des Grands Crus, 71145 VINZELLES

Vins blancs de Bourgogne-Sud

POUILLY FUISSE

Saint-Véran, Mâcon

Tarif sur demande à

Ets G. Burrier, 71148 Fuisse

DE L'APÉRITIF

AU DESSERT...

OFFREZ ET DÉGUSTEZ DU

MONBAZILLAC

de la CAVE COOPÉRATIVE

de MONBAZILLAC

Documentation et tarif

sur simple demande à :

CAVE COOPÉRATIVE

DE MONBAZILLAC

24246 MONBAZILLAC

Tél. : (53) 57-06-38

GRAND VIN DE BORDEAUX

TOUR SAINT-CHRISTOPHE 1978

Appellation contrôlée

Saint-Émilion Grand Cru

Prix spécial avant vendange

valable jusqu'à fin septembre

36 bouteilles : 850 F.T.T.C.

Franco domicile France/Métropole

T.V.A. comprise

GUITER, viticulteur

33300 SAINT-ÉMILION

Etranger

BULLETIN

Une nouvelle résolution de l'ONU sur Chypre

« La base essentielle d'une solution rapide » de la question de Chypre réside dans « le retrait immédiat de toutes les forces d'occupation turques ». Tel est le texte voté dans la soirée du 13 mai par l'Assemblée générale des Nations unies. Elaborée par l'Algérie et plusieurs pays non alignés, cette résolution demande « des négociations constructives, visant à obtenir des résultats » entre les deux communautés chypriotes, sous les auspices du secrétaire général de l'ONU, qui a déclaré son intention de participer à nouveau personnellement à la recherche d'une solution.

Le texte a été voté par cent trois voix contre cinq et vingt abstentions. Les adversaires ont été la Turquie, le Pakistan, la Malaisie, la Somalie et le Bangladesh. L'U.R.S.S., la Chine, la France, la Grèce et l'Irlande ont voté en faveur de la résolution. Tous les autres pays de la C.E.E. se sont abstenus.

M. Spyros Kyprianou, président de la République de Chypre, et M. Andreas Papandréou, premier ministre grec, ont exprimé leur « entière satisfaction » pour un vote qui soulignait totalement leur thèse et qu'ils interprètent comme une manifestation de « la solidarité de la communauté internationale ». Reste à savoir si cette résolution ne restreint pas encore la marge de manœuvre déjà étroite dont dispose M. Peres de Césaire pour débloquer les entraves intercommunautaires de Nicosie.

Le secrétaire général des Nations unies avait été, entre 1975 et 1977, représentant à Chypre de son prédécesseur. Connaissant profondément le problème, il venait d'engager dans les dernières semaines un nouveau processus, en rencontrant le président Kyprianou et en invitant à New-York M. Rauf Denkash, président de l'« Etat fédéré » sur Chypre et le texte de la résolution déposée, avait amené sa venue en faisant dire qu'elle était retardée d'« au moins six mois ».

Il est de fait que les petits pas marqués par les conversations intercommunautaires ont toujours été provoqués par des accords de principe conclus entre les premiers responsables des deux communautés, l'éthnarque Makarios et M. Denkash en février 1977, MM. Kyprianou et Denkash en mai 1979. Ils avaient permis de fixer le catalogue des points constitutionnels et territoriaux à régler. Mais les négociations n'ont jamais tourné en discussions réelles et les deux parties se sont réciproquement accusées d'avoir recouru à des manœuvres dilatoires.

M. Peres de Césaire, couvert par la nouvelle résolution de l'Assemblée générale, va reprendre ses efforts dans le cadre du mandat plus souple qu'il a reçu du Conseil de sécurité. Mais les temps ne semblent pas mûrs pour une solution. S'il est certain que les relations entre Athènes et Nicosie ne sont pas toujours plus aisées que celles entre Ankara et Lefkosia (secteur turc de Nicosie), c'est en définitive l'état des relations entre la Grèce et la Turquie qui détermine les progrès de la question de Chypre.

Or ces relations se tendent à nouveau du fait que la Chambre américaine vient de supprimer toute clause restrictive à l'aide militaire à la Turquie. Celle-ci en a immédiatement tiré argument pour envoyer quelques chasseurs affirmer la caducité des prétentions grecques à contrôler le trafic aérien sur la mer Egée. Une nouvelle phase de tension s'ouvre donc, de la Méditerranée jusqu'à Chypre.

AVANT LE SOMMET DE WILLIAMSBURG

Une délégation de syndicats (dont la C.F.D.T. et F.O.) des pays de l'O.C.D.E. a été reçue par le président Reagan

De notre correspondant

Washington. — Le président Reagan a reçu, vendredi 13 avril à la Maison Blanche, une délégation syndicale des pays de l'O.C.D.E., venue lui remettre des « recommandations » avant le sommet occidental de Williamsburg. Trois Français faisaient partie de cette délégation de vingt-cinq personnes : MM. Edmond Maire et Jacques Chérèque, respectivement secrétaire général et secrétaire général adjoint, la C.F.D.T., ainsi que M. Jean Rouzier, secrétaire de Force ouvrière pour les affaires internationales.

C'est devenue une tradition : chaque année, les syndicats non communistes de l'O.C.D.E. tiennent leur propre sommet pour tenter d'influencer celui des chefs d'Etat. Ils n'avaient pas été reçus à l'Elysée en 1982, avant la réunion de Versailles, pour échanger des vues avec la C.G.T. française et la C.G.I.L. italienne. Mais la Maison-Blanche leur a été ouverte vendredi, malgré les vives critiques adressées à la politique réaganienne. Cette réception avait été précédée d'un déjeuner chez le secrétaire d'Etat, M. George Shultz.

Les syndicats recommandent une coordination des politiques nationales pour donner la priorité à l'emploi. « Seul un changement radical, entrepris en commun par tous les pays de l'O.C.D.E. pourrait empêcher le chômage de s'accroître encore », a déclaré M. Lane Kirkland, président de l'A.F.L.-C.I.O. et organisateur de la rencontre de Washington. « Les gouvernements devraient essayer de chercher la reprise à travers la déflation, la baisse des salaires et le démantèlement de la protection sociale. Un changement réel ne peut se fonder sur les seules forces du marché ».

M. Edmond Maire a développé le même thème au cours de son intervention. Il s'en est expliqué ensuite devant la presse française, répondant aussi à des questions sur les rapports entre la C.F.D.T. et l'A.F.L.-C.I.O.

S'en remettre à la régulation par le marché pour redresser l'économie et l'emploi est une fausse piste, estime M. Maire. « C'est la philosophie qui prévalait avant 1929. On se souvient de ses conséquences... Cette politique conduit à une recherche de compétitivité sauvage au prix de la diminution des salaires et de la protection sociale. Et comme les économies sont interdépendantes, elles s'entraînent l'une et l'autre dans un cycle déflationniste. Il en résulte un fractionnement de l'économie mondiale en blocs de pays, et dans chaque pays, une société durable, éolée ».

Cette politique de laisser-faire, chère à M. Reagan, ne peut d'ailleurs atteindre son but, selon le secrétaire général de la C.F.D.T. La loi du plus fort qui la sous-tend est en panne, car aucun pays, pas même les Etats-Unis, n'est seul en mesure d'imposer ses règles du jeu. « Nous assistons, dit-il, à un match de catch qui peut dégénérer en pugilat. Chaque pays est renvoyé aux seuls rapports de force, et les politiques déflationnistes l'emportent. La France vient d'en faire l'amère expérience ».

Quelle reprise ?

La reprise américaine ? M. Maire est convaincu qu'elle ne durera pas : « Il ne faut pas s'illusionner sur quelques indices roses. Une hironde ne fait pas le printemps. Depuis des années, les périodes de récession sont plus fortes et plus longues que les périodes de stabilisation et d'essor de reprise ». Ses interlocuteurs de l'A.F.L.-C.I.O. lui ont dressé un tableau très sombre de la situation aux Etats-Unis.

Selon la C.F.D.T., quatre actions sont indispensables : 1) Les gouvernements doivent coordonner leurs politiques monétaires et d'échanges commerciaux, revoir la nature des interventions du Fonds monétaire international et ne pas faire d'un seul pays la locomotive de la reprise ; 2) L'Europe doit se donner un plus grand rôle et, en particulier,

faire de son unité monétaire, l'ECU, un instrument de transaction avec les pays tiers ;

3) Les taux d'intérêt doivent répondre à certaines règles, les taux de change être stabilisés et surveillés en commun ;

4) La politique de l'emploi doit devenir « un axe majeur et non un sous-produit » des politiques économiques.

« La réduction de la durée du travail est une nécessité incontournable », a dit M. Maire aux dirigeants syndicaux des autres pays de l'O.C.D.E. C'est, paraît-il, une idée qui fait son chemin. Mais pas encore aux Etats-Unis, reconnaît le secrétaire général de la C.F.D.T. : « Les syndicats américains voient la réduction de la durée du travail comme un progrès social, non comme un moyen de lutte contre le chômage. Et ils ne pensent pas pouvoir imposer un progrès social en pleine crise ».

C'est la première fois qu'un secrétaire général de la C.F.D.T. a été reçu au siège de l'A.F.L.-C.I.O. Les deux organisations sont sorties, en effet, d'une période de crispation réciproque au cours de laquelle leurs rapports étaient quasiment inexistant. On le doit aux efforts d'ouverture de M. Kirkland, mais aussi à l'évolution des dirigeants cégétistes. « Nous devons faire comprendre à nos militants que le syndicalisme aux Etats-Unis est un vrai syndicalisme, qu'il ne se confond pas avec le politique international de Washington », a affirmé M. Chérèque. Un syndicalisme qui, dans ces circonstances, doit apprendre et avec lequel il faut agir ».

Que signifie la visite de M. Maire à la Maison Blanche ? L'intéressé hausse les épaules : « Nous avons voulu désacraliser l'Elysée. Alors, le Mémorandum. Notre lien avec M. Giscard d'Estaing en 1978 avait fait un certain bruit. On ne se bat pas contre les mythes sans gestes symboliques ». M. Chérèque enchaîne : « Un ouvrier ne va-t-il pas voir son patron quand les choses ne vont pas ? Reagan, je le considère comme un super-P.D.G. ».

ROBERT SOLÉ.

L'AFFAIRE DES FAUX CARNETS DE HITLER

La rédaction de « Stern » occupe le journal

Les rédacteurs de Stern ont commencé dans la soirée du 13 mai l'occupation des locaux de l'hebdomadaire, en fixant un ultimatum à la direction : celle-ci doit revenir avant le dimanche 15 mai à midi sur le choix des deux nouveaux rédacteurs en chef qu'elle a désignés en remplacement de Peter Koch et Felix Schnick, tous deux démissionnaires.

De notre correspondant

Bonn. — Le magazine de Hambourg a fait appel à deux notables éprouvés du journalisme allemand, Peter Scholl-Latour, correspondant principal de la deuxième chaîne de télévision allemande, et Johannes Gross, directeur de la publication de Capital, mensuel destiné aux milieux d'affaires, publié par la maison Gruner et Jahr, dont Stern était jusqu'ici le fleuron.

Quoique très différents de tempérament, Scholl-Latour est l'un des derniers grands reporters à mériter ce titre, tandis que Gross est peut-être plus introverti. L'un et l'autre sont d'un talent et d'une probité au-dessus de tout éloge. Ils ont écrit des livres remarquables — celui, très émouvant, que Scholl-Latour a consacré aux guerres d'Indochine a été traduit en français, — tant par leur actualité (Scholl-Latour vient de publier un volume sur la révolution hispanique) que par leur acuité d'analyse. Ce sont, en outre — ce qui ne gâche rien, — d'excellents confères et de bons connaisseurs des choses françaises.

Mais le choix de Stern ne fait pas l'unanimité de la rédaction, ni celle d'avoir été traitée en mineure par les « initiés » de l'affaire Hitler et d'en supporter maintenant les conséquences morales. C'est que, selon le projet en cours, il s'agit de confier à Scholl-Latour et à Gross non seule-

ment la rédaction en chef de Stern (ce contre quoi la rédaction n'aurait pas d'objection), mais la direction de la publication. Il serait même question de la faire entrer au comité directeur de Gruner et Jahr, et c'en serait donc fini de l'indépendance de la rédaction de Stern, que les membres de cette dernière ne voyaient assurée que par la distinction entre la rédaction en chef et l'édition. Il y a toujours eu des tensions au sein de Stern, dont Henri Nammen était le « patron » exigeant. Mais, cette fois, c'est peut-être une vraie crise qui couve.

Qui a trompé qui ?

A Stuttgart, la police a perquisitionné le petit magasin où Conrad Fischer, alias Dr Kujaw, débauchait ses souvenirs du III^e Reich — ce Fischer qui aurait livré au journaliste Heidemann les faux carnets de Hitler.

Les soixante-cinq cahiers et les pièces s'y rapportant sont donc désormais dans les mains des juges. Il y a bien eu, en effet, tromperie, mais qui a trompé qui et qui s'est laissé complaisamment tromper ? S'il s'avère, comme Heidemann le prétend aujourd'hui, que les carnets ont pris un à un le chemin de Stern — que la livraison s'est donc étendue sur plusieurs mois, — pourquoi le magazine de Hambourg a-t-il attendu qu'il soit trop tard pour en faire vérifier l'authenticité par des experts dignes de ce nom ? On eût ainsi évité le scandale, quitte à passer à profits et pertes les sommes déjà empoignées par le vendeur, voire les 25 000 marks que Heidemann aurait touchés de Stern pour chaque « feuillet ».

Les policiers, qui ont procédé à la perquisition, se sont surtout intéressés aux exemplaires de Conrad Fischer, qui, selon une des hypothèses en circulation pour l'instant, pourrait bien avoir rédigé les faux de ses propres mains. Le nommé Fischer est introuvable. Il téléphone de temps à autre d'un parc de camping que l'on soupçonne de se trouver dans un pays de l'Est. En tout cas, il ne donne pas ses coordonnées, et il ne paraît pas impossible qu'il s'apprette

à couler des jours heureux loin de Stuttgart, avec les 9 millions de deutschemarks qu'il a extorqués au Stern.

N'avait-il pas fallu à Heidemann de mystérieuses allusions à un des parents portant le même nom, qui occuperait un poste important parmi les officiers de la R.D.A. ? C'est de lui qu'il aurait tenu certains de ces « souvenirs » du Reich hitlérien. De toute façon, sa mythomanie est insupportable du commerce des reliques hitlériennes qui entourent du même nuage sulfureux le vrai et le faux.

Un professeur de l'université de Stuttgart, Eberhard Jäckel, en sait quelque chose. Ayant mis en chantier, il y a quelques années, un recueil de tout ce qui sortait de la main de Hitler entre 1905 et 1926, qu'il se soit agi de simples copies de textes insignifiants ou de discours-programmes, il s'aperçut, une fois l'ouvrage imprimé et mis en vente, qu'il contenait 2 % de faux. Comme ce compendium n'était pas destiné au grand public mais aux chercheurs et aux bibliothèques (il comprend plus de mille pages et vaut dans les 200 marks), Eberhard Jäckel publia aussitôt une mise au point dans les Cahiers trimestriels d'histoire contemporaine, organe de l'institut d'histoire contemporaine de Munich, spécialisé dans le passé nazi, ce qui était le moyen le plus sûr — car le plus répandu dans les milieux intéressés — de mettre en garde ses lecteurs.

A la différence de Stern, le professeur ne dépense pas un pfennig pour obtenir les documents qu'il rassemble. Mais qu'un historien de profession, rompu à la pratique de la critique des textes, ait pu se faire piéger à diverses reprises montre dans quelle obscurité opaque plonge l'hilérisme et avec quelle prudence il faut les manier. A l'occasion de ces recherches, Eberhard Jäckel serait d'ailleurs tombé sur l'un de ces cahiers qui firent la gloire éphémère de Stern mais n'y prêtent pas attention, car ils n'entraînent pas dans le champ de ses préoccupations. On tenta cependant de l'aliéner en lui en promettant davantage. Mais il résista à la tentation.

ALAIN CLÉMENT.

M. CHEYSSON A MADRID

« Nous avons dissipé nos phantasmes » déclare le ministre espagnol des affaires étrangères

De notre correspondant

Madrid. — A en juger par la conférence de presse conjointe qu'ont tenue le vendredi 13 mai les ministres des affaires étrangères français et espagnol, MM. Cheysson et Morán, à l'issue de la visite de vingt-quatre heures que le premier ministre a faite à Madrid, tout va pour le mieux entre les deux pays.

La brève de son séjour n'a pas empêché M. Cheysson d'être reçu par le roi, de déjeuner avec le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, de converser à plusieurs reprises avec M. Morán et de rencontrer les principaux responsables économiques du gouvernement. M. Cheysson a abordé avec ses interlocuteurs les thèmes internationaux, notamment l'Amérique centrale, le Maghreb et l'Afrique australe, ainsi que les problèmes bilatéraux longtemps conflictuels comme la lutte contre le terrorisme et l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E.

Depuis le séminaire de travail qui a réuni en janvier, à La Celle-Saint-Cloud, quatre ministres français, avec leurs collègues espagnols, la crispation traditionnelle dans les rapports entre les deux pays s'est progressivement dissipée. La presse de Madrid a cessé de rendre la France responsable de tous les maux qui accablent l'Espagne. Cinq rencontres entre ministres des deux pays ont eu lieu, six autres sont prévues, et M. Mauroy pourrait venir en juin à Madrid à titre privé. M. Cheysson a préparé avec ses hôtes un second séminaire auquel participeront, au début de juillet, près de Ségovie, les ministres des affaires étrangères et les ministres de l'économie des deux gouvernements.

« Nous avons dissipé nos phantasmes », a affirmé M. Morán pour expliquer le déblocage des relations bilatérales. « En période de crise, tous les pays ont tendance à voir chez autrui l'incarnation de leurs difficultés, mais il faut dépasser ce stade. Faisant allusion plus précisément à la candidature espagnole à la Communauté, il a affirmé : « Nous sommes maintenant conscients que les obstacles sont dus aux problèmes intracommunautaires et non à une volonté délibérée de la France de fermer la porte aux produits espagnols ». Un tel langage était impensable à Madrid il y a six mois.

M. Cheysson plaide en faveur de l'intégration espagnole, car, pour lui,

THIERRY MALINIAK.

TROIS RENCONTRES EUROPÉENNES EN QUATRE JOURS

Les finances de la Communauté au centre des discussions

Plusieurs réunions européennes importantes sont organisées à partir de ce samedi 14 mai : samedi et dimanche, réunion périodique privée des ministres des affaires étrangères de l'Europe des Dix au château de Gymnich, près de Bonn ; lundi et mardi, quarante et unième sommet régulier franco-allemand à l'Elysée (et non à Rambouillet comme cela avait été envisagé) ; simultanément, à Bruxelles, reprise des discussions ministérielles pour la fixation des prix agricoles.

Si le sommet franco-allemand doit être consacré à toutes les affaires mondiales (notamment la préparation du sommet de Williamsburg), européennes et bilatérales, un dossier sera (sous des angles parfois différents) abordé à toutes ces réunions : celui du financement de la Communauté européenne. Il sera, avec le projet d'union européenne (dit « Giscard-Colombo »), au centre des discussions de Gymnich.

Il semble, en revanche, qu'on évitera de se quereller sur la date du Conseil européen de Stuttgart, qui provoque cependant quelque irritation de l'égard des Britanniques, notamment chez les Allemands. Le premier ministre britannique, M^{re} Thatcher, a, en effet, décidé de fixer les élections en Grande-Bretagne au 9 juin, deux jours après le Conseil de Stuttgart, de longue date fixé aux 6 et 7 juin. Elle a, en

outre, laissé planer un doute sur sa participation personnelle. Le chancelier Kohl, qui présidera, aurait envisagé de demander un ajournement, mais il ne l'a finalement pas fait. Les autres participants, y compris la Grande-Bretagne, n'y étaient pas favorables.

Parlant mercredi à la B.B.C., M^{re} Thatcher a laissé entendre qu'elle n'irait à Stuttgart que si elle était assurée que les revendications budgétaires britanniques (cheval de bataille de la campagne électorale) y seraient satisfaites : « Manifestement », a-t-elle dit, « il s'agit seulement d'aller là-bas (à Stuttgart) pour une négociation finale, j'irais ». Dans le cas contraire, apparemment, elle laisserait la responsabilité de l'échec au chef de la diplomatie britannique, M. Pym.

Une telle tactique est ressentie chez les partenaires de la Grande-Bretagne comme une pression, aucun n'étant vraiment désireux de favoriser les adversaires travaillistes de M^{re} Thatcher. Le premier ministre britannique fait, en outre, preuve d'une désinvolture certaine : les conseils européens sont destinés avant tout à maintenir un contact personnel régulier entre les chefs d'Etat et de gouvernement qui, par définition, ne peuvent valablement se faire représenter.

MAURICE DELARUE.

Etranger

TIMOR

La voix d'une guérilla oubliée

La partie orientale de l'île de Timor a su un destin singulier et tragique. Colonie portugaise jusqu'à la révolution des caillots, décolonisée dans la panique, indépendante un seul jour, puis envahie par l'Indonésie qui la jugeait sienn... C'était le 7 décembre 1975. La guérilla qui s'est éternisée depuis lors est, sans doute, la plus oubliée du monde.

En décembre 1975, il vivait dans une région proche de la frontière avec Timor-Occidental. Les troupes indonésiennes sont arrivées. Il s'est réfugié dans la montagne. Trois ans en se nourrissant de racines et de fruits, jusqu'à ce que le bataillon 315 le fasse prisonnier. Comme d'autres Timorais, il a été obligé de suivre les militaires. Sa mission consistait à transporter des munitions ou des cadavres de soldats victimes des embuscades du Front de libération de Timor-Oriental (Fretilin). Le calvaire a duré quatre mois, jusqu'au moment où un capitaine « plus compréhensif » l'a laissé regagner Dili, la capitale.

Employé comme infirmier par une organisation humanitaire américaine, il a parcouru beaucoup de villages et côtoyé la famine, la maladie et la mort, sans manifester le moindre signe de révolte. « Car, explique-t-il, lorsqu'un Japonais se méfie d'un Timorais, il le tue. » L'année dernière, il a assisté à l'assassinat d'un instituteur du village de Vemasse, soupçonné d'avoir des contacts avec le Fretilin. Il évoque aussi le cas d'Adelino de Carvalho, un chef traditionnel abstrait au début de l'occupation.

Pour avoir droit à un peu de lait concentré et à une poignée de riz, il faut bien se tenir, mais également bien voter. L'année dernière, la population de Timor-Oriental a été appelée à désigner ses représentants au Parlement de

Djakarta. « Dans le bureau de vote, il y avait trois urnes. Au milieu, l'urne du Golkar, le parti du gouvernement. D'un côté et de l'autre, celles du parti musulman et du parti démocrate indépendant. Les urnes étaient assez éloignées les unes des autres, et le bureau n'avait aucune porte : seul un rideau qui ne touchait pas le plancher. Dehors, un policier surveillait nos pas. » Résultat : le Golkar a obtenu à Timor-Oriental 99,5 % des suffrages exprimés.

Un jour, notre interlocuteur reçoit un message de sa femme qui a réussi à gagner Lisbonne six ans auparavant. Elle l'invite à « se tenir tranquille », car son nom figure sur la liste de la Croix-Rouge internationale, et bientôt il pourra rejoindre sa famille. La nouvelle lui est confirmée en janvier : « J'ai été appelé au siège de l'Intel, la police politique indonésienne, où un officier a annoncé mon départ. Il m'a prévenu que si je disais quelque chose contre l'Indonésie, on m'arrêterait et on me renverrait à Timor. »

Il a donc peur de donner son nom. Mais, dans sa mémoire, il garde l'image sinistre de l'immeuble du R.P.K.D., unité de commando de l'armée indonésienne particulièrement haine de la population. Il devait s'y présenter le lundi et le jeudi de chaque semaine, sans jamais savoir s'il en sortirait. « Savez-vous comment on y tue les gens ? On leur lie les mains et les pieds, puis on les coupe en morceaux », dit-il, encore terrorisé. Tout en reconnaissant formellement le droit au regroupement familial des Timorais, l'Indonésie s'oppose à une sortie en masse qui dévoilerait au monde entier la tragédie.

On part donc clandestinement. Pays de destination : l'Australie, identifiée au paradis. L'odyssée commence à Dili, où il faut payer des fonctionnaires corrompus pour pouvoir quitter l'île. Première escale : Djakarta. Ici aussi, il faut payer afin d'obtenir un passeport. On attend de six mois à un an, coupé du monde, avec la peur d'être repéré par les autorités et renvoyé à Timor.

Toutefois la législation australienne est très restrictive. Aussi, pour les Timorais, le chemin de Sydney, de Melbourne ou de Perth s'allonge-t-il. Deuxième escale : Lisbonne. Nourris et logés par le gouvernement portugais, ils attendent qu'en Australie quelqu'un s'engage à les héberger pendant au moins un an.

Malgré les facilités accordées par le Portugal, l'exode coûte cher : 300 000 rupiahs (un franc vaut environ 140 rupiahs) pour sortir clandestinement de Dili ; un million pour obtenir le passeport, plus le séjour à Djakarta, plus le prix du billet d'avion Dili-Djakarta-Lisbonne.

A quelques rares exceptions près, seuls les Chinois de Timor ont les moyens, car ils travaillent généralement dans le commerce. Indifférents à la politique, ils n'avaient rien à voir avec le Fretilin. Pourtant, ils ont constitué une des cibles préférées des troupes indonésiennes. La vieille animosité sino-indonésienne s'est exprimée dans toute sa brutalité.

Une mosaïque d'ethnies

Actuellement, quatre mille réfugiés timorais travaillent légalement en Australie, alors que deux mille s'y trouvent sans papiers. Deux mille autres s'entassent dans de petits hôtels de Lisbonne ou dans des baraques construites à une quinzaine de kilomètres de la capitale. De dix à douze mille attendent à Djakarta le moment de poursuivre leur voyage.

Chacun essaie de se débrouiller pour faire venir le plus tôt possible les parents restés à Dili. La sensation d'isolement est totale. « Le monde a assisté sans réagir au génocide d'un tiers de la population de Timor-Oriental. De 1975 à 1978, plus de deux cent mille personnes y ont été tuées », s'exclame l'ancien premier ministre, M. Lourdes Pintasilgo, aujourd'hui conseiller du président de la République pour la question de Timor. Une résolution de l'Assemblée générale des Nations

unies condamnant l'Indonésie et reconnaissant les droits du Portugal à administrer ces 20 000 km² perdus dans le Pacifique sud a recueilli, en 1975, 73 voix contre 9 et 43 abstentions. En 1982, la résolution a été modifiée : l'Indonésie n'était plus exclusivement condamnée ; en revanche, on demandait au secrétaire général de l'ONU d'entreprendre des consultations avec « toutes les parties intéressées » en vue de la recherche d'une solution au conflit. Cinquante délégations ont voté pour, 46 contre, et 50 se sont abstenues.

« Certains pays, qui se prennent pour les premiers défenseurs des droits de l'homme, constatent amèrement M. Pintasilgo, oublient leurs principes et donnent la priorité à des préoccupations d'ordre matériel. Peu de temps avant la dernière Assemblée générale, le ministre de la défense de l'Indonésie s'est rendu à Paris pour y négocier l'achat de Mirage. Les Pays-Bas, ancienne puissance colonisatrice, fournissent les frégates qui assurent la liaison entre les treize mille îles de l'archipel. La Suède cherche à ne pas compromettre les contrats obtenus par Volvo. » Il n'est pas agréable de se mettre à dos un grand pays islamique, non aligné et membre de l'OPEP.

Fondateur d'un groupe de soutien au sein du Parlement de Lisbonne, M. Manuel Tilmans, né à Timor, se désespère pas. Selon lui, l'Indonésie semble, depuis le début de l'année, plus ouverte à la discussion. La situation devient de plus en plus délicate pour Djakarta. Le coût des trente mille militaires stationnés dans l'île, dont les deux tiers occupent des fonctions administratives, est considérable. Or les Indonésiens ne parviennent pas à pacifier l'île. Cet échec tient à surtout à des raisons d'ordre culturel, Timor comptant une et une même population ethnolinguistique, qui résultent d'un mélange des populations locales avec des Chinois, des Portugais et des gens venus de Goa et de Macao. La langue de base est le tetun, et l'indonésien y est peu

parlé. La majorité de la population est animiste. Les missions y ont multiplié le nombre de chrétiens (en 1970, on comptait deux cent mille catholiques), alors que l'islam est presque absent. Les efforts des Indonésiens pour imposer leur religion et leur langue se heurtent donc à une résistance obstinée.

La position du Fretilin

Avant 1975, l'habitat était extrêmement dispersé. La production de café représentait 80 % des exportations. L'élevage, allié à une agriculture de subsistance, permettait aux Timorais d'être à l'abri de la famine. Pour mieux contrôler la population, les Indonésiens l'ont cantonnée dans les villages qui bordent la côte et dans des hameaux de l'intérieur. Tous les témoignages recueillis à Lisbonne confirment : ces agglomérations sont généralement situées dans des régions peu fertiles, et, pour trouver de la terre cultivable, il est nécessaire de se déplacer. Mais, dès que les guérilleros manifestent leur présence, l'armée tire sur tout ce qui bouge. L'agriculture, pour s'alimenter, ne dispose que d'une par-

tie des dons des organisations internationales.

Dans ces conditions, beaucoup de villageois préfèrent se réfugier dans la montagne où ils trouvent leur subsistance. Ils deviennent donc indirectement des « alliés » du Fretilin. Pour les Portugais, la solution du problème passe par une consultation populaire. La victoire du Fretilin correspondrait à un vote pour l'indépendance, celle de l'APODETI (pro-indonésien) vaudrait acquiescement à l'intégration. Mais on n'exclut pas ici la possibilité de discuter d'une « formule intermédiaire ».

Au cinquième étage d'une tour, aux portes de Lisbonne, M. Abilio Araújo, entouré de trois autres membres du comité central du Fretilin, expose son point de vue. Le mouvement est pour un référendum et des élections mais refuse toutes les solutions « intermédiaires » et n'accepte pas de se faire représenter par les Portugais. Il compte sur l'appui des pays africains insoumis qui portent, chaque année, la question de Timor devant l'Assemblée générale de l'ONU.

Bien mince consolation pour une guérilla qui, sans ce rappel, serait oubliée du monde entier.

JOSÉ REBELO.



Dessin de FRANCHINI.

ALGÉRIE

Le développement marque un but

Les deux parties de football qui viennent d'opposer l'Algérie au Bénin pour la Coupe d'Afrique des nations étaient les premières sorties officielles de l'équipe nationale depuis l'épopée du Mondial. A l'aller comme au retour, le score a été sans appel en faveur de l'« onze » algérien. Celui-ci a cependant déçu un public exigeant. Le méfier de champion n'est pas de tout repos dans un pays où le football constitue une forme de la « bataille du développement ».

De notre correspondant

Alger. — Quand l'Algérie du pétrole, du gaz et de l'industrie lourde a-t-elle eu l'impression que son produit national brut n'excédait pas celui de la Sierra Leone ? Le jour où son équipe nationale de football, disputant un match éliminatoire pour la qualification à la Coupe du monde, n'obtient qu'un 2-2 face aux joueurs de Freetown. C'est du moins ce que dit une bande dessinée, intitulée Jibouba Ya Louled (« Apportez-la les gars ! », par allusion à la coupe) et publiée récemment par El Moudjahid. L'austère quotidien algérien se bornait à prendre acte de la place éminente du foot dans la vie sociale, voire politique, du pays.

L'épopée du Mondial est encore présente dans tous les esprits. La dernière fois qu'Alger est descendu dans la rue ce fut pour exprimer son soutien à une équipe « portée par tout un peuple pen-

dant la campagne d'Espagne », comme disait la presse locale.

Six mois plus tard, Révolution africaine, l'organe officiel du parti, n'était pas loin de considérer l'absence de la valeureuse Algérie en finale comme le résultat d'un complot contre le tiers-monde : « En battant la R.F.A. (championne du monde sortante) par un score sans appel de deux buts à un, l'Algérie avait imposé son veto au système établi. Comme nul ne l'ignore, ce n'est que grâce à une odieuse tricherie entre Allemands de l'Ouest et Autrichiens que l'Algérie a été écartée. »

Après l'euphorie du Mondial, le football algérien a connu une période de relâchement marquée par plusieurs forfaits désinvoltes lors du championnat national. Entre deux analyses consacrées à l'« élévation de la maturité politique au niveau de la base » et au « véritable militantisme », Révolution africaine devait insister sur la nécessité de « rectifier le tir » en matière de ballon, dénonçant le comportement « de personnes censées être engagées dans la bataille du développement sportif ».

« Services rendus à la nation »

Algérie Actualité, l'hebdomadaire de l'intelligentsia, fait une large place à la vie culturelle mais ne trouve pas indigne de ses lecteurs de consacrer une double page au « malaise » des associations sportives, tout en montrant un bout d'oreille de contestataire de gauche : « Des joueurs qui ne possèdent pour tout capital que leurs pieds se sont vus du jour au lendemain logés à une enseigne qui fait regretter aux cadres du monde scientifique ou culturel les années tuées sur le banc de



Dessin de SERGUEI

l'université. Certains, même, ont réussi à avoir en quelques mois ce que les prestigieux noms du football algérien des années 60 n'ont pas eu durant toute leur carrière. « Pour services rendus à la nation », aime-t-on à clamer par-ci par-là. Comme si toutes les autres catégories de la société travaillaient pour des primes et n'étaient redevables d'aucun service. »

Idolâtrés par le public ou soupçonnés par la presse de couler trop facilement « des jours heureux à se donner au bon vieux soleil de l'Algérie », les membres du « onze » national ne sont pas seulement tenus de gagner, ils doivent plaire. Plus de vingt-huit mille « spectateurs payants », sans parler des autres, les attendaient à l'œuvre au stade du 5-Juillet, pour leur premier match de la Coupe d'Afrique des nations 1983. Après treize minutes de jeu, ils menaient déjà par quatre buts à zéro contre l'équipe du Bénin.

Le match se termina cependant sous les huées d'une partie du public, avec une marque de 6-2. C'est que l'équipe nationale avait finalement cédé au démon de l'« individualisme », raient ainsi un score qui aurait probablement figuré dans le Guinness Book », explique El Moudjahid.

Le 26 novembre 1982, attirés par un match entre deux équipes très populaires, plus de trente mille personnes se pressaient au stade du 20-Août, à Alger, qui ne pouvait en contenir que la moitié. La foule était si dense sur la toiture d'une tribune que celle-ci s'effondra. « Bilan officiel : huit morts, plus de cinq cents blessés. La plupart des victimes étaient des jeunes gens de vingt ans. L'engouement des garçons pour le foot se manifeste quotidiennement de façon moins dramatique : même en plein centre d'Alger, il est difficile de marcher longtemps sur un trottoir sans être pris dans une

partie « sauvage », un journal pressé en boue faisant parfois office de ballon.

Les adultes font un usage moins désinvolte de la chose écrite en lisant crayon à la main les articles des vedettes de la chronique sportive pour préparer les grilles du Pari sportif algérien, l'équivalent local du tiercé. L'espoir de gains substantiels n'explique pas tout. Souvent tenus en suspicion, les sentiments régionalistes trouvent à s'exprimer sur la pelouse. Quand une équipe algérienne se déplace à l'étranger, c'est en revanche le nationalisme qui mobilise les émigrés. Petit écho d'El Moudjahid au début d'avril : « A Roubaix, notre équipe nationale « juniors » n'a pas été lâchée d'une semelle par nos compatriotes émigrés. Particulièrement par les jeunes qui la suivaient partout, accompagnés de banderoles aux couleurs nationales. C'était pour eux une occasion d'exprimer tout haut leur identification vis-à-vis de la mère patrie. »

Le stade ou la mosquée

Le thème du sport au service de la nation revient comme un leitmotiv. « Nul n'est idéaliste, nous continuons à penser que le simple fait de revêtir le maillot national suffit à ancrer la notoriété d'un footballeur », écrit El Hadef, l'hebdomadaire sportif algérien, pour dénoncer lors de la récente rencontre contre le Bénin le comportement d'une équipe dont les membres ne poursuivaient que le rêve individuel de marquer « la but dit d'anthologie ».

Les autorités voient plutôt d'un bon œil les queues qui se forment dès le matin devant les guichets des stades les jours de grand match. Si la population algérienne ne

manque nullement de pain, le pouvoir ne lui offre guère de jeux : cinémas minables, programmes de télévision monotones, maisons de jeunes rudes. De l'aveu même des dirigeants, le succès de certaines réunions dans les mosquées contestataires du régime s'explique par le désenchantement d'une partie de la population masculine. Ses dirigeants préfèrent l'agitation des tribunes à l'échauffement des esprits lors de certains rassemblements à l'occasion de la prière du vendredi.

Des lazzi pleuvent souvent des gradins quand les forces de l'ordre se montrent au bord de la pelouse dans les moments d'intense « participation » du public. Il ne s'agit pas seulement de libérer un trop-plein de vitalité mais aussi d'exprimer sans risque certains sentiments. L'ambiance reste cependant détonante, preuve que le match remplit sa fonction de dédoublement collectif. La vie du champion avec ses facilités nourrit par ailleurs les rêveries d'une multitude de jeunes espoirs dans un pays où les occasions de s'enrichir légalement ne sont pas nombreuses. Le foot est peut-être le legs de la colonisation qui a le mieux fructifié ici. Avant l'indépendance, à l'époque où le jeune Albert Camus goûtait dans l'affrontement autour de la balle un des plaisirs du corps les plus mémorables, la fierté nationale algérienne trouvait déjà à s'incarner dans certains champions. A Sétif il y a un stade du 8-Mai-1945, jour des manifestations historiques pour la formation d'un gouvernement algérien suivies d'une terrible répression. Signe des temps nouveaux, c'est dans ce stade qu'a eu lieu récemment une rencontre amicale avec l'équipe de Rennes, dans le cadre du jumelage des deux villes.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Une certaine idée de l'Angleterre

La « Dame de fer » n'entend pas seulement gagner les élections du 9 juin. Elle veut rassembler les Anglais pour longtemps autour d'un grand dessein. Mais la « certaine idée » qu'elle a de l'Angleterre ressemble fort à celle de la regrettée reine Victoria.

De notre correspondant

Londres. — Paradoxalement, le parti conservateur a été pris de court par la décision de provoquer des élections anticipées le 9 juin prochain. Son programme électoral n'était pas tout à fait prêt. Pour imposer à vrai dire, le meilleur drapeau électoral des Tories porte un nom : Margaret Thatcher. Sans doute la démocratie britannique s'accommodait-elle difficilement du plébiscite. Le système électoral — le candidat arrivé en tête dans chaque circonscription emporte la siège quelle que soit sa majorité — laisse une place importante aux considérations locales, et il est déjà arrivé que le parti obtenant le plus grand nombre de voix au plan national se retrouve en minorité à la Chambre des communes.

En 1979 déjà, la campagne avait pris un tour présidentiel très marqué, bien que la triomphatrice d'alors ait été moins populaire que son adversaire, M. James Callaghan. Les Britanniques n'appréhendent pas entre mesure une personnalisation trop poussée du débat politique et aiment à penser qu'il se décide sur des programmes. Ces considérations tempèrent un peu l'affirmation initiale : elles ne contredisent pas l'appétit d'une innovation dans la vie de la Grande-Bretagne : le « phénomène Thatcher ».

M. de Lapeyre l'aurait dit : M^{me} Thatcher est d'abord une femme, et une femme courageuse. C'est pourquoi elle force l'admiration. En 1965, sa carrière ministérielle à peine entamée, elle disait :

« En politique, si vous voulez des paroles, demandez à un homme ; si vous voulez des actes, demandez à une femme. » Un de ses admirateurs qui ne craint pas l'émphase la place dans la lignée des grandes dames de l'histoire anglaise : « La Grande-Bretagne s'est toujours bien portée quand elle a été gouvernée par des femmes : les reines Anne, Elizabeth P^{re}, Victoria... et Margaret Thatcher. »

Sa personne, sa vision de la politique et ses résultats : voilà les arguments par lesquels les conservateurs vont essayer de convaincre une majorité d'électeurs de les maintenir au pouvoir. Sans oublier la crise des Malouines qui a porté la popularité de la « Dame de fer » à son zénith. M^{me} Thatcher doit une fibre chancelière aux généraux argentins, à leur aveuglement et à leur aveuglement. Contre l'attente des observateurs et l'avis des principaux dirigeants de son parti, elle a décidé de se battre jusqu'au bout, et elle a gagné.

« L'esprit de l'Atlantique sud »

La fierté d'avoir reconquis une des dernières possessions de l'empire a nourri un nationalisme fort. Mais M^{me} Thatcher n'en joue que modérément. Elle ne veut pas s'exposer au reproche d'utiliser à des fins partisanes une épée qui appartient à la nation tout entière. Elle se contente de rappeler que les Britanniques sont capables d'exploits, et pas seulement dans le domaine militaire : « L'esprit de l'Atlantique sud » n'est-il pas « l'esprit britannique dans ce qu'il a de meilleur » ?

L'expédition des Malouines n'a pas servi à jeter un voile pudique sur d'autres aspects moins reluisants de la politique thatchérienne. Le premier ministre avait vu sa popularité — en baisse inquiétante à la fin de 1980 — remonter au début du printemps de l'année suivante, qu'il les premiers fruits d'une stratégie économique rigoureuse commencent à apparaître. Elle est bien

consciente que sa politique ne plaît pas à tout le monde, mais « il existe un accord général des gens sur un point : ce que fait le gouvernement est fondamentalement juste et il fallait le faire ».

Car M^{me} Thatcher ne travaille pas pour une législature, ni même deux. La baisse de l'inflation et des taux d'intérêt, la réduction des dépenses publiques, la hausse de la productivité — et l'augmentation du chômage — qui ont dominé son premier mandat, ne seraient résumés sa politique. M^{me} Thatcher ne s'intéresse pas seulement à l'immédiat ; elle est animée d'une ambition plus large et se sent investie d'une mission historique. En arrivant au 10 Downing Street, en mai 1979, elle disait : « La mission de ce gouvernement va plus loin que la mise en œuvre du progrès économique. Elle vise à renouer avec l'esprit et la solidarité de la nation » ; et d'en appeler à saint-François d'Assise, l'apôtre de l'harmonie, de la paix, de la vérité.

« Tout le monde a été, est ou sera gaulliste. » Clin d'œil de l'histoire, même les Anglais, qui n'ont jamais débordé de tendresse pour le général, confirment le célèbre aphorisme en se flattant de le devenir. Rattachés sur les principes et continués dans leur mise en œuvre, sans de l'histoire et de la patrie, défense des intérêts nationaux, fondent la parenté entre l'homme du 18 juin et la Jeanne d'Arc de Port-Stanley. Margaret Thatcher serait-elle donc un de Gaulle au japon ?

Gaulliste comme M. Jourdain

A juste titre, ses partisans trouvent valorisante une comparaison qui va d'ailleurs au-delà des principes généraux. M^{me} Thatcher défend avec acharnement les intérêts britanniques dans la Communauté européenne sans crainte de se rendre odieuse à ses partenaires et s'oppose à la règle de la majorité. Elle reste inflexible sur l'existence d'une force de dissuasion purement britannique, même si l'intégration de celle-ci

dans l'OTAN en limite singulièrement l'indépendance. Pendant la crise des Malouines, elle n'a pas hésité à mettre à l'épreuve ses relations avec le président des Etats-Unis pour imposer une cause qu'elle croyait juste. Si elle sait écouter ses conseillers, c'est seule qu'elle prend ses décisions. Et jusqu'à un certain sens théâtral de la mise en scène politique, la rapproche du général.

Sans doute « Maggie » est-elle gaulliste comme M. Jourdain faisait de la prose, sans le savoir. Mais le « phénomène Thatcher » a un impact sociologique qui n'est pas sans rappeler celui du gaullisme. Dans un système politique largement dominé par les partis, le premier ministre qui, dans la tradition n'est que le *primus inter pares* a su créer un lien direct avec l'opinion, une nouvelle manière de lui parler. Elle ne s'adresse pas seulement à la clientèle traditionnelle du parti conservateur. Elle veut ignorer les différences de classe et elle a su attirer une partie de la classe ouvrière qui votait traditionnellement pour les travaillistes. S'il lui reste fidèle, c'est cet électeur populaire qui assurera, comme en 1979, sa victoire aux prochaines élections.

M^{me} Thatcher n'est pas seulement, comme la dépeignent parfois certains caricaturistes, le représentant de la moyenne bourgeoisie des petits boutiquiers, même si celle-ci se reconnaît mieux en elle qu'en M. Michael Foot, l'éternel étudiant « gauchiste ». Les trois millions de chômeurs pesent moins lourd, dans une partie de la classe ouvrière elle-même, que le respect de soi rendu à la Grande-Bretagne. Le premier ministre a provoqué une prise de conscience, peut-être limitée, que « les choses ne pouvaient plus continuer comme avant », et qu'il y avait un prix à payer pour que la Grande-Bretagne renoue avec sa splendeur.

Se famille, sa jeunesse, son éducation — elle rappelle volontiers que son père était un petit épicer de province qui prêchait le

dimanche à l'église méthodiste — la plaçaient de plain-pied avec cet électeur populaire. « Si le parti conservateur était le parti des privilégiés, qu'aurais-je à y faire ? », affirme-t-elle contre ses collègues de l'establishment au paternalisme patelin !

« Valeurs victorienne, valeurs éternelles »

Son prédécesseur conservateur, M. Edward Heath, devenu entre-temps un paragon de libéralisme, était aussi d'origine modeste. Comme elle, il se proposait de guérir le « mal anglais », de mettre un terme au consensus « progressiste » et d'amorcer la « désocialisation » de la Grande-Bretagne. Il a été obligé de composer, avant d'être battu. M^{me} Thatcher, elle, reste ferme sur les principes. Elle n'ignore pas les contingences, elle les utilise à son profit. Encore un trait gaullien.

Elle n'a pas toutefois les envolées lyriques de de Gaulle et sa conception de l'histoire peut apparaître rabougrie par rapport au grand dessein du général. Ses modèles, elle va les chercher dans le passé : « J'ai été élevée par une grand-mère victorienne. On nous a appris à travailler dur, à faire nos preuves, à nous suffire à nous-mêmes, à vivre de ce que nous avions, à-t-elle récemment confié dans une interview. On nous a appris que la propriété était proche de la pitié. On nous a appris le respect de nous-

mêmes et des autres, à tendre la main à notre prochain. On nous a enseigné une immense fierté de notre pays... Toutes ces valeurs sont des valeurs victorienne. Ce sont aussi des valeurs éternelles. »

La « révolution conservatrice » — pour employer un terme qui n'est pas thatchérien, — c'est ce retour « au bon vieux temps », quand l'Etat n'était pas omniprésent mais que les gens s'entraidaient, que les plus riches bâtissaient pour les plus pauvres des hôpitaux et des écoles, quand le volontariat remplissait la bureaucratie. « Vous n'entendez plus beaucoup parler de ces choses, ces temps-ci, mais ce sont de bonnes valeurs qui ont conduit à une formidable amélioration du niveau de vie. Le gouvernement doit agir de telle sorte que des possibilités s'offrent à citoyens et que ceux qui réussissent profitent de leur propre maison, de leurs économies. La société tout entière en profite, parce que vous avez une société responsable de sens responsables. »

M^{me} Thatcher a raison : pour réaliser ce programme la baisse de l'inflation pendant une législature ne suffit pas. Il y faut une génération de « thatchérisme ». C'est là le véritable enjeu des élections du 9 juin.

DANIEL VERNET.

(1) Anthony Sampson : The Changing Anatomy of Britain, Hodder and Stoughton, Londres 1982.



Dessin de VIOLETTE LE QUÈRE

Allah dans l'imbroglio yougoslave

La Yougoslavie, mosaïque de peuples, n'avait pas cessé de problèmes. Dans plusieurs villages de Bosnie-Herzégovine, « travailleurs et citoyens » ont dénoncé, le mois dernier, l'action des « nationalistes musulmans ». L'imam Khomelny met le trouble là où les Turcs installèrent l'Islam.

De notre correspondant

Belgrade. — Honte à un certain Smajlich, fonctionnaire de la communauté musulmane ! Selon la presse, il propagait les thèses de l'« islam militant » pour assurer la victoire des lois coraniques par tous les moyens, « y compris les armes ». Smajlich a été arrêté pour « intolérance religieuse et propagation de la haine nationale ». A peu près simultanément, la presse a annoncé que onze personnes soupçonnées de « propagande hostile », dont un ingénieur, un professeur, deux juristes et deux religieux musulmans, avaient été incarcérées à Sarajevo. On leur reproche des activités « menées à partir de positions actives musulmanes et dirigées contre l'unité et la fraternité des peuples qui vivent en Yougoslavie ». Leur cas semble d'autant plus grave qu'ils ont été en contact avec les « milieux réactionnaires étrangers ». Ces arrestations — il y en aurait d'autres — interviennent au moment où une vaste campagne est déclenchée par le régime contre les « nationalistes de tous bords ».

Multinationale, la Yougoslavie est également un pays multiconfessionnel. L'Etat reconnaît, en effet, une quarantaine de communautés religieuses, dont les effectifs varient entre quelques cen-

taines de fidèles et quelques millions.

C'est sur le territoire de l'actuelle Yougoslavie que s'est exercée, au long des siècles, la plus forte influence de l'Eglise chrétienne d'Orient et d'Occident, puis, après la chute de Constantinople et l'invasion des Balkans par les Turcs, que s'est installé l'Islam conquérant.

Qui sont ces musulmans « nationalistes » dont les faits et gestes irritent tant le régime ? La plus forte concentration se trouve en Bosnie-Herzégovine, où ils constituent près de 40 % d'une population de 4,2 millions d'habitants (37,3 % sont des Serbes orthodoxes et un peu plus de 20 % des Croates catholiques). Cette région ayant été pendant des siècles sous domination ottomane, une partie de sa population passa à l'Islam, adoptant sa culture, sa civilisation et ses mœurs, et forma progressivement une entité ethnique distincte. Après le congrès de Berlin de 1878 et le départ des Turcs, la Bosnie fit partie de l'Empire austro-hongrois, puis en 1918 elle fut intégrée au royaume des Serbes, Croates et Slovènes, premier Etat commun des Slaves du sud, devenu par la suite une République fédérative.

Des « athées islamiques »

Pendant toute cette période, les tentatives des musulmans pour obtenir le statut de peuple sont restées vaines. Ce n'est qu'après la dernière guerre que ce statut leur fut reconnu par le régime communiste, et la Yougoslavie compte ainsi un peuple de plus — le peuple musulman. Tous ceux qui y appartiennent n'étant pas nécessairement croyants — notamment quand ils sont membres du parti communiste — il ne faut pas s'étonner de l'étrange profession de foi : « Je suis musulman athée ». Il serait trop simple de

s'en tenir là : certains musulmans, tout en demeurant fidèles à la religion de leurs ancêtres, optent pour la nationalité serbe ou croate. Plus curieux encore est le cas de certaines familles où parents et enfants se déclarent de nationalités différentes. Tels ces parents musulmans dont un enfant est inscrit au registre de l'Etat civil comme Serbe et un autre comme Croate.

Les « musulmans » parlent la même langue que les Serbes et les Croates. Pendant longtemps, ils ont donné exclusivement à leurs enfants des noms islamiques. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui leur donnent des noms slaves, ce qui n'aide pas à débrouiller l'écheveau, d'autant qu'il existe aussi des musulmans monténégrins et macédoniens.

La jeune génération suit la mode européenne : blue-jeans, jupes courtes, cheveux longs. Les plus âgés, spécialement à la campagne, demeurent attachés au turban ou au fez, empruntés aux Turcs. Ce mélange de peuples et de religions se reflète dans l'architecture religieuse des uns et des autres. Copeaux des églises orthodoxes, clochers des églises catholiques, minarets des mosquées, élanés vers le ciel, du haut desquels retentit l'appel à la prière du muezzin, offrent, par tout, un spectacle unique en Europe. Le chef suprême de la communauté islamique, le Reis-ul-Ulma, installé à Sarajevo, dispose de mille six cents ministres du culte officiant dans près de trois mille mosquées, de plusieurs écoles secondaires pour la préparation des cadres et d'une faculté de théologie. Certains religieux font des études dans les grandes écoles islamiques à l'étranger, en Irak, en Libye ou en Egypte.

Comme les autres communautés religieuses, les musulmans ont leur presse, dont l'organe cen-



Scène de vie en Herzégovine (l'Univers illustré, 1874.)

tral, Glasnik, paraît également à Sarajevo. Les rapports entre le régime et la communauté islamique sont considérés, de part et d'autre, comme bons. Le régime ne voit aucun inconvénient, par exemple, à ce que des milliers de musulmans se rendent chaque année en pèlerinage à La Mecque.

Depuis quelque temps, cependant, les extrémistes islamiques, violemment influencés du mouvement intégriste déclenché dans le monde par l'imam Khomelny, ont commencé à s'agiter. Ils rêvent, écrit l'Iustrovana Politika, de la création d'un vaste Etat musulman sur les bords de la Méditerranée qui engloberait des territoires yougoslaves, y compris la Bosnie, et d'où les « non-croyants » devraient déguerpir. En attendant, ils œuvrent pour faire de la Bosnie-Herzégovine un pays purement musulman et s'indignent des contacts étroits entre musulmans et non-musulmans qui constituent une menace pour la « pureté » de leur religion. Ils

s'opposent aux mariages multinationaux et menacent les coupables des foudres du ciel. « Lorsqu'un musulman, dit l'un de leurs religieux aujourd'hui incarcéré — est blessé dans un accident de la circulation, il doit préférer la mort à une transfusion de sang provenant d'un non-musulman. Il ne doit pas non plus, dans les mêmes circonstances, donner son sang à un non-musulman. »

Popes, curés et hodjas...

A plusieurs reprises, ces temps derniers, les autorités ont fait état de liens entre les nationalistes musulmans et l'« émigration hostile » ou les « milieux réactionnaires ». Dans le premier cas, il s'agit d'anciens oustachis (pendant la dernière guerre, la Bosnie-Herzégovine avait fait partie de l'Etat indépendant croate) qui avaient combattu aux côtés des Allemands et qui ont trouvé refuge en Occident et dans quelques pays arabes. Le grand mufti de

Jérusalem, El Hussein, qui avait épousé la cause des puissances de l'Axe et avait fui la Palestine, estimant que Hitler et Mussolini étaient les seuls capables d'assurer la création d'un Etat panarabe, s'était en effet rendu, début mars 1943, à Sarajevo, après un séjour à Berlin puis à Rome. Il avait regroupé des extrémistes religieux qui formaient, sous le commandement allemand, la division musulmane SS Handjar (Poignard) composée exclusivement de musulmans. Coiffés du fez et déployant le drapeau vert, ces soldats ravagèrent le pays et massacrèrent la population civile, écrivant la page la plus sanglante de la guerre fratricide et religieuse qui, de 1941 à 1945, fit rage en Bosnie.

C'est parce qu'il est décidé à tourner définitivement la page que le régime sévit aujourd'hui avec rigueur contre les nationalistes musulmans. Il n'a jamais précisé, toutefois, quels sont les « milieux réactionnaires » que visent ses allusions. Reste que, à un moment donné, des tracts rédigés en un serbo-croate laissant à désirer mais imprimés sur un excellent papier ont été diffusés à la gloire de l'imam Khomelny...

L'écrasante majorité des musulmans et leurs chefs politiques et spirituels condamnent énergiquement les agissements de ces extrémistes. La jeune génération ne s'intéresse pas aux conflits interconfessionnels dont ses aînés ont tant souffert. Popes, curés et hodjas se saluent cordialement lorsqu'ils se rencontrent dans la rue. Il est, en outre, de règle que la consécration d'un nouveau temple, qu'il soit orthodoxe, catholique ou musulman, rassemble toute la population d'une cité. Sage précaution en Bosnie-Herzégovine, où toute localité juxtapose les nationalités et les confessions.

PAUL YANKOVITCH.

Etranger

Australie

Création d'une commission d'enquête sur l'activité des services secrets

Canberra (A.F.P.). — Le premier ministre d'Australie, M. Bob Hawke, a annoncé jeudi 12 mai la création d'une commission d'enquête sur les activités des services secrets australiens, après l'expulsion d'un diplomate soviétique, le mois dernier, et la récente publication par un journal de documents ultra-secrets.

M. Hawke a précisé que la première tâche de la commission sera de préciser les rapports qu'entretenait un ancien secrétaire fédéral du parti travailliste, M. David Clime, avec M. Valery Ivanov, premier secrétaire à l'ambassade soviétique à Canberra, accusé d'être un agent du K.G.B. et expulsé d'Australie le mois dernier. (Le Monde du 23 août.)

Les propos de M. Hawke devant le Parlement et les ordres qu'il a donnés au gouvernement de ne plus traiter avec M. Clime ont provoqué des divisions au sein du parti travailliste. M. Clime a démenti les allégations selon lesquelles ses relations avec le diplo-

mate soviétique pouvaient porter atteinte à la sécurité de l'Etat.

L'« affaire Clime » a éclaté après la publication, il y a cinq jours, par un journal d'un article fondé sur des documents provenant, selon lui, des services de renseignement australiens, et décrivant les équipements d'écoute sophistiqués dont disposeraient les ambassades d'Australie à Djakarta (Indonésie) et à Port-Moresby (Nouvelle-Guinée).

Après avoir dénoncé les graves conséquences de pareils articles sur les relations internationales et la sécurité intérieure, le gouvernement fédéral a porté l'affaire devant la Haute Cour de justice.

Ces révélations pourraient embarrasser M. Hawke, qui doit se rendre le mois prochain en visite officielle dans ces deux pays. Le premier ministre de Nouvelle-Guinée, M. Michael Somare, a exigé en début de semaine l'assurance que l'Australie n'était pas impliquée dans des opérations d'espionnage dans son pays.

A travers le monde

Arabie saoudite

M. GASTON DEFFERRE, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, est attendu le samedi 14 mai à Ryad pour une visite officielle de quatre jours en Arabie saoudite, à l'invitation de son homologue saoudien, le prince Nayef Ben Abdel Aziz. Les deux ministres examineront ensemble les divers aspects de la coopération franco-saoudienne en matière de sécurité. Cette coopération a fait l'objet d'un accord signé le 2 novembre 1980 lors d'une première visite officielle à Ryad d'un ministre de l'intérieur français, à l'époque, M. Christian Bonnet. L'accord portait sur une aide française à la formation des cadres de la sécurité saoudienne et sur la fourniture de matériel spécialisé.

Comores

AMNISTIE. — A l'occasion du cinquième anniversaire du renversement du régime d'Ali Soilih par des mercenaires commandés par Bob Denard, le président Abdallah a annoncé, vendredi 13 mai, une amnistie en faveur des décrets politiques et de droit commun dont les peines sont inférieures à dix ans. Il a aussi rappelé que les Comores étaient « mariées » avec la France en dépit du désaccord sur le statut de Mayotte, quatrième île demeurée française du petit archipel. (A.F.P., Reuters.)

Danemark

LE PASTEUR MOTZ-FELDT dirigera le gouvernement local groenlandais malgré le recul de son parti Siumut aux élections du 12 avril. Cette formation de gauche, au pouvoir depuis 1979, s'est assuré l'appui parlementaire d'un petit parti indépendantiste dont les deux députés fournissent la majorité nécessaire au Parlement local. Le parti modéré Atassut, partisan du maintien des liens avec le Marché commun, restera dans l'opposition. Les négociations pour le « désengagement » de la C.E.E. vont donc se poursuivre à Bruxelles. (Corresp.)

Espagne

MANIFESTATION DES VICTIMES DE L'HUILE TOXIQUE. — Environ un millier de personnes victimes de l'empoisonnement dû à l'ingestion d'huile de colza falsifiée ont manifesté, vendredi soir 13 mai, dans le centre de Madrid, afin d'exiger du gouvernement socialiste que toute la lumière soit faite sur cette affaire et que les responsables soient traduits en justice. La manifestation, organisée par une association de victimes d'un quartier de la capitale, et au premier rang de laquelle figurait une femme assise dans un fauteuil roulant, a eu lieu sans incident. Une banderole proclamait : « Le plus grand terroriste des années 80, l'huile assassine ! ». (A.F.P.)

Guinée

AUGMENTATION DE L'AIDE FRANÇAISE. — A l'issue de la visite en France de six membres du gouvernement guinéen, M. Christian Nucci, ministre délégué au développement et à la coopération, a déclaré, vendredi 13 mai, que les deux pays vont développer leur coopération bilatérale dans les secteurs de l'énergie, de la culture du coton, de l'industrie textile, de l'habitat, de la planification urbaine et des télécommunications.

Hongrie

L'OPPOSITION INTELLIGENTE NE S'ARRÊTE PAS. — Dans un discours de trois heures devant le comité central, M. Kadar aurait déclaré, annonce le quotidien londonien The Guardian, qu'il n'y aurait pas de procès pour les divers dissidents, mais que ceux-ci seraient inquiétés jusqu'à ce qu'ils renoncent à leurs activités, notamment à la diffusion de publications (Le Monde du 7 mai). Dans les rangs de l'opposition, on estime que ce discours, non publié jusqu'à présent, annonce un relâchement à l'égard des « non-conformistes ».

République Sud-Africaine

MORT SUSPECTE D'UN ÉCOLIER. — Une enquête a été ouverte sur les causes de la mort d'un écolier noir de treize ans à Darling, près du Cap. Daniel Benjamin est subitement décédé dans les bras de sa mère le 4 mai, soit moins de vingt-quatre heures après sa sortie du commissariat de Darling, où il avait été retenu cinq jours durant, en compagnie de trois autres adolescents soupçonnés, comme lui, d'avoir dérobé des pigeons dans une ferme. Selon ses camarades, des policiers auraient cogné la tête du jeune écolier contre un mur, au cours de l'interrogatoire. Le corps sera enterré pour autopsie. (A.F.P.)

du 16 au 20 mai 1983

34^e Salon
le Cadeau et
l'entreprise

PALAIS DES CONGRES
Porte Maillot - Paris

Lundi 16
Mardi 17
Mercredi 18
Jeudi 19
Vendredi 20

de 9 h 30 à 18 h 30
de 9 h 30 à 17 h

a.d.p.
24, place du Général Canova
75017 PARIS - Tél. 01 47 76 57

Pacifistes sur pied de guerre

Le coup de crosse antinucléaire des

Personne, ou presque, ne se dit « pacifiste » aux États-Unis en ce printemps 1983. À l'exception des membres de quelques groupuscules communistes de New-York ou de Boston et des cent vingt-cinq mille Quakers, qui relèvent d'une toute autre tradition, pratiquement aucun Américain n'accepte ce qualificatif, souvent perçu comme une injure. Pourtant, depuis trois ans environ, un mouvement dénonçant l'arme nucléaire en tant que telle est né, s'est développé, a remporté des référendums dans neuf États et, soutenu par le parti démocrate, adresse désormais un redoutable défi à M. Reagan. Ce mouvement se veut « anti-nucléaire » et non pas « pacifiste ». Ses dirigeants en donnent pour preuve le consensus atteint parmi eux sur la nécessité d'accroître l'effort d'armement classique aux dépens du nucléaire. La réalité est plus complexe.

Simplicité biblique

Tout a commencé en avril 1980 avec la publication d'un « appel pour arrêter la course aux armements nucléaires » rédigé par une jeune femme énergique, M^{lle} Randall Forsberg, alors chercheuse au Massachusetts Institute of Technology (M.I.T.), et qui a créé depuis son propre organisme l'Institut pour les études de défense et de désarmement. Le texte de M^{lle} Forsberg, remanié partiellement, est la vulgate de tous les antinucléaires et a servi de base à la résolution votée le 4 mai par la Chambre des représentants. M^{lle} Forsberg a forgé le concept de « gel réciproque et vérifiable », qui fait florès, et qui a été repris par tous les candidats dé-

mocrates (sans exception) à la Maison Blanche.

M^{lle} Forsberg propose que les États-Unis et l'U.R.S.S. « gèlent simultanément » la production et le déploiement de toutes les armes nucléaires. Cela implique en particulier « l'arrêt de la fabrication de matériel fissile (plutonium) à des fins militaires et de l'assemblage des têtes nucléaires ainsi que des missiles ou avions destinés à les transporter ». L'auteur du projet semble faire confiance aux aptitudes de surveillance pour qu'un tel gel soit vérifié. La simplicité quasi biblique de ce projet a séduit de nombreux Américains, même si elle a agacé les spécialistes du désarmement, qui ont souvent en poche des « plans » infiniment plus sophistiqués.

Parti des campus couverts de lierre et des instituts de recherche distingués de Nouvelle-Angleterre, au printemps 1980, le mouvement avait essaimé sur toute la côte est lorsque l'élection de M. Reagan, en novembre 1980, lui donna l'impulsion décisive et lui permit une implantation à travers tout le pays. Tous ceux qui craignaient l'« aventure », le « bellicisme » supposé de l'ancien acteur de Hollywood virent leurs inquiétudes confirmées par le programme stratégique du nouveau président.

En fait, M. Reagan n'innovait guère, se contentant de donner le feu vert aux projets stoppés (missile MX, bombardier B-1) ou mis en veilleuse (bombe à neutrons) par son prédécesseur (1). Mais

l'impression d'ensemble était que son gouvernement se lançait tête baissée dans un effort nucléaire tous azimuts.

Les évêques américains adoptèrent une semblable attitude et furent immédiatement pris sous les projecteurs de l'actualité (Le Monde des 10 et 11 mars). La lenteur toute ecclésiastique avec laquelle ils rédigèrent leurs projets successifs de lettre pastorale sur l'arme nucléaire, même si elle a pour cause les controverses suscitées à l'intérieur de l'épiscopat par l'entreprise elle-même, a été, à l'évidence, un merveilleux « coup » de publicité. Le haut clergé faisait oublier l'épineuse question de l'avortement et, à chaque nouvelle mouture, aussitôt publiée et analysée, suscitait l'attention des médias... et les réactions, parfois vives, de l'administration Reagan, qui, à leur tour, alimentait le débat.

La version autorisée, c'est-à-dire le texte final de la lettre pastorale sur la guerre nucléaire et la « réponse » de l'Église catholique, a provoqué la fureur de l'administration Reagan, puisque ce document, adopté le 3 mai à Chicago, demande « l'arrêt des essais, de la production et du déploiement des armes nucléaires ». Les évêques prennent parti pour le gel des armes nucléaires, même s'ils évitent de prononcer ce mot, trop utilisé par l'opposition démocrate. L'épiscopat, au passage, condamne la doctrine traditionnelle de l'OTAN selon laquelle les alliés se réservent le droit d'utiliser en premier l'arme nucléaire en cas d'attaque conventionnelle soviétique en Europe.

Pour la première fois dans son histoire, l'Église américaine a pris une position non-conformiste sur un sujet politico-militaire. Après une réflexion théologique assez poussée, mélangeant les références bibliques et les citations des Pères de l'Église, l'épiscopat a pris ses risques. Les pressions de l'administration Reagan ont d'ailleurs joué leur rôle. Les évêques étaient prêts à de nombreux accommodements, comme en témoignait la dernière version de leur projet de lettre pastorale, quand la Maison Blanche, en les félicitant de leurs « progrès », les a pris à contre-pied. Ils ont opté pour un texte « dur », tout en reconnaissant, de façon contradictoire, ou à tout le moins ambiguë, le bien-fondé de plusieurs thèses défendues par la Maison Blanche et le Pentagone.

En avance sur leurs ouailles

Les évêques, en tout état de cause, sont nettement en avance sur leurs ouailles, qui ont « répondu » à quelques peu devant leurs réflexions théologiques. Les Églises protestantes, très décentralisées et fort peu hiérarchisées, n'ont pas eu les mêmes problèmes.

En fait, l'opposition de principe à l'arme nucléaire, qui est au cœur du mouvement, est essentiellement un phénomène laïque, même si les clercs sont tentés, par conviction ou par opportunisme, de jouer les compagnons de route. Intellectuel et scientifique par ses origines, le mouvement a atteint

La réunion de Berlin-Ouest

Non-alignement à géométrie variable

De notre envoyée spéciale

Berlin-Ouest. — Elle est quelque peu banale, cette internationale pacifiste réunie à Berlin-Ouest du 9 au 14 mai. La bannière tendue à l'entrée du Centre des congrès proclame l'objectif des trois mille participants : « Pour une Europe dénucléarisée de la Pologne au Portugal ». Alors, instinctivement, on cherche ceux qui sont censés lutter pour le désarmement nucléaire. Est-ce et on ne les trouve pas. Ils étaient invités, ils n'ont pas pu ou pas voulu venir. M. Ken Coates, représentant de la Fondation Russell, dont l'appel d'août 1981 en faveur d'une Europe dénucléarisée sert de texte de base à cette conférence, ne voit dans cette absence qu'une déconvenue minime. « L'essentiel, dit-il, c'est que ces trois mille personnes, qui en représentent des dizaines de millions d'autres en Europe et aux États-Unis, soient venues à Berlin pour discuter de leur problème commun immédiat et concret : celui de l'installation des nouveaux missiles de l'OTAN en Europe à la fin de cette année. C'est cela l'événement ».

Au moins, les péripéties qui ont précédé l'organisation de cette conférence autour-elles incitent le mouvement pacifiste occidental à se poser pour la première fois directement la question de ses rapports avec les mouvements dissidents des pays de l'Est. En décembre 1982, les organisateurs de cette manifestation et quelques mille cents militants du mouvement occidental pour la paix avaient en effet reçu une lettre de M. Youri Joukov dans laquelle le président du comité soviétique de défense de la paix s'irritait de les voir mettre sur le même plan les deux grandes puissances nucléaires au lieu de se prendre au seuls États-Unis. Et puis plus rien.

En dépit de la brouille

Les officiels des pays de l'Est ont boudé la manifestation de Berlin, se contentant d'y envoyer des journalistes en grand nombre. Quant aux militants du mouvement antinucléaire est-allemand, de la Charte 77 et des mouvements dissidents pour

la paix hongrois et soviétique, ils attendent toujours leur visa de sortie. Si les uns et les autres ont fait parvenir des messages de sympathie à la conférence, les Polonais de Solidarité paraissent, il est vrai, beaucoup moins convaincus de l'utilité du mouvement, comme en témoigne le texte de l'un d'eux paru en début de semaine par le quotidien berlinois Tageszeitung.

Cette conférence aura donc servi, entre autres choses, à marquer l'indépendance du mouvement par rapport à l'Union soviétique. Il reste, en dépit de la brouille actuelle et du différend sur les principes, que les antinucléaires portent sur le problème urgent des missiles de l'OTAN, ont tout pour plaisir à Moscou. « Nous ne nous faisons pas d'illusions », dit M. Ken Coates, et nous n'avons jamais pensé qu'un important mouvement pour la paix puisse s'organiser à l'Est sans l'accord des autorités. Mais la question est de savoir quelle est la position des autorités. » La course aux armements obéit, selon lui, à une logique propre, indépendamment des luttes d'influence politique ou économique entre super-puissances. Le propos du mouvement pour la paix est de briser cette logique-là, cette spirale dans laquelle l'Union soviétique est entraînée en quelque sorte malgré elle, puisque c'est à l'Ouest que s'encadre le processus d'escalade. Des rapports présentés par les experts qui se sont succédés pendant les trois premiers jours ressort notamment l'idée qu'il n'y a pas de relation intime entre les Pershing et les SS-20, les premiers, arme de première frappe, introduisant une problématique entièrement nouvelle, qui obligera l'U.R.S.S. à y répondre.

L'autre conviction, qui semble partagée par la majorité des représentants de ces quatre cents organisations pour la paix, est que seule l'amélioration du sort réservé aux mouvements d'opposition démocratiques dans les pays de l'Est : « Nous n'avons pas de solution à court terme à proposer, dit un membre du comité international de liaison. Mais il nous paraît évident que l'implantation de nouvelles armes occidentales ne peut que durcir les tensions et ag-

graver la situation de ces mouvements. Le mieux que nous puissions faire pour eux est par conséquent, pour l'instant, de nous opposer à ces armées. Les Hongrois et les membres de la Charte 77 nous ont très clairement donné leur appui dans ce sens ».

La majorité des participants sont également convaincus que les négociations de Genève n'aboutiront pas et que le stationnement des missiles va commencer dès l'automne. « Le compte à rebours a commencé », dit M. Egon Bahr, l'un des dirigeants du S.P.D. dont la participation à l'organisation de cette conférence semble indiquer que le « ligne Schmidt » sur les questions de défense a décidément perdu du terrain avec le passage du parti dans l'opposition. « Si les deux Grands, estime M. Bahr, ne se décident pas, d'ici la fin juin ou début juillet, à rapprocher leurs points de vue, le temps manquera pour mettre au point l'accord qui permettrait d'éviter l'installation des Pershing avant la fin de cette année. »

Les « communes dénucléarisées »

L'heure est donc plus que jamais à la mobilisation, et c'est l'objet essentiel de ce rassemblement qui n'entendait pas mettre sur pied une organisation centralisée des mouvements européens mais donner lieu à un échange sur les modalités pratiques de la « résistance ».

Cette résistance est d'abord symbolique, et on a eu l'occasion de mesurer l'« étendue » du mouvement des « communes dénucléarisées ». Né aux Pays-Bas, ce mouvement y a conquis environ une dizaine de municipalités qui refusent d'accueillir des armes atomiques sur leur territoire. La Grande-Bretagne a suivi l'exemple de Manchester, qui donna le signal dès 1980, ainsi que ceux de la Belgique, où deux cent quatre-vingt communes se sont déclarées zones dénucléarisées, et que la R.F.A.

Des représentants de Greenham Common, de Florence près de Charleroi et de Comiso en Sicile, où doivent être installés des missiles de l'OTAN, étaient venus témoigner de leur engagement dans des camps

pour la paix construits à proximité des bases d'implantation. Ces actions n'ont évidemment qu'une valeur symbolique, et on vient de voir en Grande-Bretagne qu'une intervention policière ne les empêche pas. Mais elles contribuent à mobiliser les esprits et à saper l'idée que les questions de défense seraient l'affaire exclusive des gouvernements, voire des seuls dirigeants des deux super-puissances. C'est ce type d'intervention, qu'ils appellent le « désarmement par la base », que les organisateurs parisiens de la résistance non violente cherchent à encourager.

Quant aux prolongements institutionnels de ces actions, le S.P.D. étant désormais dans l'opposition, le parti travailliste ayant assez peu de chances de retrouver le pouvoir à Londres en juin, et le parti socialiste français ayant « trahi », c'est surtout du côté des États-Unis qu'on les attend. M. Randall Forsberg, du mouvement américain pour le gel nucléaire, a fait le lien en soulignant que le parti démocrate aura besoin de la légitimation des masses européennes pour échapper à l'accusation d'être antieuropéen et hostile à l'alliance quand la Chambre des représentants discutera du financement des missiles, à l'automne.

L'idée d'une zone dénucléarisée en Europe ne date pas d'hier. Elle a été formulée pour la première fois en 1957 par le ministre polonais des affaires étrangères, M. Rypkowski, sous une autre forme pour la Scandinavie par le président Kekkonen en 1963, puis à plusieurs reprises par M. Ceausescu (pour les Balkans), avant que, en 1982, la commission Palme et le R.D.A. en formulent à leur tour de nouvelles et différentes versions.

L'idée d'une Europe non alignée ne date pas d'hier non plus. Elle a animé une partie du Vieux Continent dans les années 50, A-t-elle plus de chances aujourd'hui ? Il faudrait pour cela qu'on s'entende sur une formulation commune, ce qui ne paraît pas être l'objet de la conférence de Berlin. « Nous sommes une vaste église », reconnaît lui-même M. Coates, et il est évident que le non-alignement n'a pas le même sens pour chacun d'entre nous ».

CLAIRE TRÉAN.

Qui sont les pacifistes ? Dans le vocabulaire politico-stratégique, il n'est pas de mot plus imprécis. Partisans d'une noble cause ? Naïfs manipulés par Moscou ? Ou un mélange de ces deux ingrédients ? Le grand congrès qu'ils tiennent actuellement à Berlin démontre surtout leur diversité. Aux Etats-Unis, l'attitude prise par l'épiscopat catholique est plutôt « antinucléaire », le vrai pacifisme n'y étant guère prisé. En tout cas, en ce printemps, les pacifistes sont sur pied de guerre...

Evêques américains

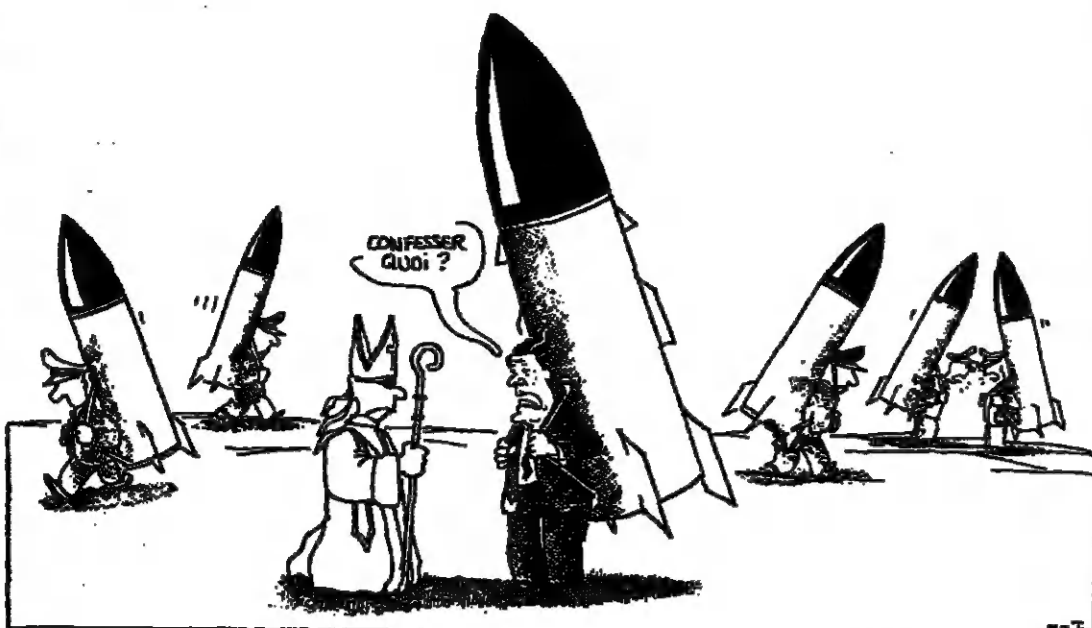
de nombreuses couches des professions libérales, telles que les médecins, les avocats et les enseignants, sans jamais mordre sur les « cols bleus » (la classe ouvrière), ni même vraiment sur les « cols blancs » (les employés). La personnalité de Mme Forsberg, passionnée par les questions de désarmement, qui poursuivait des études supérieures de sciences politiques au M.I.T. lorsqu'elle devint célèbre grâce à son « appel », est révélatrice. C'est une révolte logique tout autant que morale qui l'anime contre l'arme nucléaire.

« Les médecins, par principe, sont plutôt conservateurs, mais, sur un tel sujet, leur activité professionnelle les incite à prendre une position, disons, de centre gauche. Les risques que posent les armes nucléaires à l'humanité déclenchent chez eux un réflexe de médecine préventive », explique de son côté M^{me} Jeanne Wales, qui fut secrétaire d'Etat adjoint chargé des questions d'information du temps de M. Carter et qui est aujourd'hui responsable de l'association Les médecins pour une responsabilité sociale. Cette organisation avait commencé, lors de ses modestes débuts dans les années 60, par dénoncer les effets des tests nucléaires, en particulier la fixation du strontium 90 dans les os des jeunes enfants exposés. Elle a vigoureusement soutenu le Traité de 1963 interdisant les essais nucléaires dans l'atmosphère.

« Nous nous étions un peu endormis quand l'échec de SALT 2 puis l'arrivée de Reagan nous ont réveillés. Nous sommes passés de 1 000 à 30 000 membres de 1979 à aujourd'hui », poursuit M^{me} Wales.

Les rescapés de l'ère Carter

Les associations et les enseignants se sont donné des organisations comparables à celle de M^{me} Wales : l'Alliance des avocats pour le contrôle des armements nucléaires (présidée par M. Paul Warneke, qui conduisit les négociations sur le désarmement avec les Soviétiques du temps de M. Carter) et l'Association des éducateurs socialement responsables. Tous ces groupes de pression, qui ont pignon sur rue à Washington et d'importants moyens financiers, jouent un rôle décisif en publiant une abondante littérature et en poussant la Chambre des représentants à voter une résolution en faveur du « gel ».



(Dessin de PLANTU.)

De nombreux rescapés de l'administration Carter ont trouvé refuge dans ces associations, qui vivaient jusqu'alors, et leur ont donné un nouvel élan. Ainsi M. Roger Molander, qui était chargé des questions stratégiques au Conseil national de sécurité pendant le mandat de M. Carter, dirige-t-il aujourd'hui Ground Zero, une association créée en 1980 « pour informer le public sur les dangers de guerre nucléaire ».

Titulaire d'un doctorat d'Etat en physique nucléaire, obtenu à Berkeley (Californie), M. Molander veut montrer qu'un conflit nucléaire est davantage à craindre à partir d'une « escalade » diplomatique-militaire que d'un « accident » purement technique. Il se réjouit de pouvoir aujourd'hui se faire entendre de millions d'Américains grâce aux 650 « chapitres » locaux de son organisation. Ses fonctions présentes l'amènent à une réflexion sur l'attitude de la précédente administration. « Jimmy Carter avait davantage peur de la course aux armements que d'une guerre nucléaire. Notre attitude est exactement inverse. Et M. Carter a consacré trop de temps au contrôle des armements, et pas assez aux relations avec l'U.R.S.S. Nous voulons, nous, apprendre à notre peuple à mieux comprendre l'U.R.S.S., pour en finir avec les mystères et avec les

mythes », explique-t-il. Ground Zero vient précisément de sortir un livre de poche, *Qu'en est-il des Russes et de la guerre nucléaire ?* qui décrit la vie quotidienne en U.R.S.S. et la « mentalité » soviétique.

Une « organisation parapluie »

Tous les « anti nucléaires » ne passent pas le seuil, franchi par M. Molander, qui sépare la dénonciation d'une arme jugée dangereuse de la tentative de comprendre les motivations de l'adversaire potentiel. Mais beaucoup sont tentés par cette voie, et développent en conséquence des thèmes que l'on qualifierait en Europe de « pacifistes » : il faut tenir compte de la « mentalité » assidue, qui serait celle de l'U.R.S.S., éviter tout ce qui pourrait passer pour une provocation et, en tout premier lieu, arrêter ou en tout cas freiner le réarmement stratégique entrepris par M. Reagan, qui risque d'affoler les Soviétiques.

Les uns et les autres (l'éventail va de l'extrême-gauche aux républicains modérés) se retrouvent cependant au sein d'une « organisation parapluie », la Nuclear Weapon Freeze Clearing House, dont le siège est au centre du pays, à St-Louis (Missouri) et que dirige un ancien de Harvard et du Corps de la paix, M. Randy Kehler. Une fois par mois, les représentants de toutes les associa-

tions membres (confessionnelles, professionnelles ou simplement militantes) se rencontrent à St-Louis. Mais, il s'agit plus d'un parlement du mouvement que d'une instance de décision.

Le mot d'ordre de gel nucléaire a été un merveilleux instrument d'unification pour des personnalités et des organisations très diverses. Les anciens opposants à la guerre du Vietnam y côtoient ceux qui ont été les « gestionnaires » de cette guerre avant de prendre leurs distances, tels que M. McNamara, McGeorge Bundy ou Colby. Les techniciens du contrôle des armements, tels que M. Warneke, qui ne sont nullement attirés par les charmes d'un désarmement unilatéral, y cohabitent avec des militants auxquels cette éventualité ne paraît pas scandaleuse.

Tous ont cependant deux traits communs : ils estiment que le niveau actuel de dissuasion nucléaire américain est suffisant et ils ont peur de M. Reagan. Ce dernier leur rend bien, qui voit dans leur action le principal obstacle au « grand dessein » de sa présidence : réarmer l'Amérique.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

(1) Rappelons que la décision de l'OTAN de déployer, à partir de décembre 1983, 572 missiles de croisière et Pershing 2 en Europe occidentale a été prise en décembre 1979, alors que M. Carter était président.

Stockholm face aux sous-marins de la paix

De notre envoyé spécial

Stockholm — La Suède, une fois de plus, vit à l'heure des sous-marins soviétiques : entrez dans un restaurant, dans un ministère, dans la rédaction d'un journal et vous n'éviterez pas le sujet tant les « submersibles de la paix » sont dans les esprits comme dans la mer toute proche.

Le phénomène n'est pas vraiment nouveau. Depuis des années, les Suédois se passionnent pour la chasse aux sous-marins fantômes. Mais jusqu'en 1981, date à laquelle un « Whiskey » soviétique s'échoua sur un rocher proche de la base navale de Karlskrona, au sud du pays, cette activité s'apparentait un peu à la chasse au dahu ou au monstre du Loch Ness. Depuis, les innombrables alertes enregistrées ont été davantage prises au sérieux, en particulier celle d'octobre dernier sonnée dans l'archipel de Stockholm.

C'est d'ailleurs cette affaire de Stockholm qui devait décider le gouvernement de M. Olof Palme à nommer une commission d'enquête. Dirigée par une personnalité incontestée, M. Sven Andersson, ancien ministre social-démocrate de la défense et des affaires étrangères pendant dix-neuf ans, cette commission a

rendu son verdict le 26 avril dernier : les incursions de sous-marins soviétiques ne relèvent pas de l'imaginaire collectif mais s'inscrivent depuis plusieurs années dans les activités « normales » de la marine soviétique.

Pour certains optimistes et pour les irréductibles de l'amitié soviéto-suédoise, la commission Andersson ne serait arrivée à sa conclusion sur le nationalisme des bâtiments intrus que par déduction. Le rapport ne contient en effet aucune preuve scientifique. Dans les milieux proches de la commission, on dément cette interprétation et on affirme au contraire posséder bel et bien des preuves irréfutables de la nationalité des submersibles. « Mais, ajoute-t-on, il était préférable de ne pas les mentionner car c'eût été informer l'Union soviétique sur nos moyens de détection et sur les progrès que nous avons fait en quelque temps dans un domaine que nous avons eu le tort de négliger pendant des années. » A en croire ces milieux bien informés, les incursions seraient d'ailleurs beaucoup plus nombreuses qu'on ne l'imagine. « Pour une alerte connue du public », affirme un expert, « il faut en compter une autre tenue secrète. De plus nous estimons que nous ne détectons qu'une incursion sur

deux car il est impossible d'établir un système efficace de surveillance de nos deux mille sept cents kilomètres de côtes. »

Une humiliation délibérée ?

A vrai dire, les conclusions de la commission Andersson n'ont été contestées par personne. Même la parti communiste les a approuvées. Quant aux mouvements pacifistes, particulièrement actifs en cette année des euro-missiles, ils ne paraissent pas avoir vu dans ces violations répétées de la neutralité suédoise, une raison d'infériorité ou de modifier leur campagne. A en croire M. Palme lui-même, l'affaire des sous-marins ne doit pas remettre en cause le projet de dénucléarisation de l'Europe du Nord, défendu par la Finlande depuis vingt ans mais regardé sans enthousiasme excessif par la Norvège et le Danemark. Une partie des dirigeants sociaux-démocrates reconnaît cependant que le moment n'est pas opportun pour relancer une idée chère à Moscou. Tout y compris aujourd'hui M. Palme, siment d'entre part qu'une telle zone dénucléarisée devrait comprendre la Baltique (le « Whiskey » qui s'est échoué en 1981 était porteur d'engins nucléaires) ce qui n'est pas prêt d'être accepté par Moscou.

JACQUES ALMARIC.

Israël

Les médecins sont en grève depuis le 2 mars

De notre correspondant

Jérusalem. — Les médecins israéliens salariés ont déjà largement entamé leur troisième mois de grève. Mouvement sans précédent, en conflit épre et complexe qui illustre bien des aspects de la crise économique latente dans laquelle vit Israël depuis des années, mais qui comporte aussi un enjeu politique.

La très grande majorité du corps médical israélien est en quelque sorte fonctionnarisée, dépendante non pas d'un système étatique, mais semi-public, qui tient son originalité de l'histoire de la formation du pays avant la création de l'Etat en 1948. Ainsi la plupart des médecins sont employés par des organismes d'assurances-maladie ou des mutuelles, le principal d'entre eux étant la Kupat Holim, contrôlée par la Histadrut, la centrale syndicale qui jouit d'un quasi-monopole et, de surcroît, possède et administre directement ou indirectement 25 % des entreprises israéliennes. Sur les huit mille cinq cents médecins salariés rassemblés dans l'Association médicale d'Israël (AMI), plus de cinq mille travaillent pour la Kupat Holim. L'essentiel des services médicaux est fourni ou bien dans les établissements hospitaliers (autre particularité, certains appartiennent à l'Etat ou à des fondations privées, telle Hadassah, la plus célèbre, et aux caisses maladie), ou bien dans de très nombreux dispensaires.

La médecine privée en cabinet est très réduite quoique, légalement ou illégalement, des médecins salariés (à mi-temps ou à temps plein) consultent à domicile ou disposent d'un cabinet. Cette marginalité, permise ou tolérée, est l'une des conséquences d'un fait unanimement reconnu : les médecins israéliens sont très mal payés. Forts de cette constatation, ils ont engagé par l'entremise de l'AMI, l'an dernier, des négociations avec leurs employeurs et le gouvernement pour une réévaluation substantielle de leurs revenus. Sur le principe, leurs deux interlocuteurs étaient d'accord, pas sur le montant.

Compte tenu du « retard » pris au fil des années par rapport à d'autres catégories de salariés, les médecins réclamaient près de 100 % d'augmentation, alors que le gouvernement ne voulait pas dépasser la barre des 22 % qu'il a fixée à la fin de 1982 dans une convention passée avec la Histadrut.

Après onze mois de discussions stériles, les médecins se sont mis en grève le 2 mars. Ils ont organisé un service minimum pour les urgences dans les hôpitaux et créé des dispensaires « sauvages » où ils prélèvent 600 shekels (environ 110 F) à chaque consultation, somme que les caisses refusent de rembourser. Cette sanction, que les médecins imposent pour l'instant aux seuls patients — qui continuent de payer leurs cotisations — a soulevé un tollé quasi général dans l'opinion publique et la presse. Le gouvernement, pour demeurer intraitable, a eu beau jeu d'exploiter ce mécontentement, de même qu'il ne s'est pas privé de faire écho aux rumeurs

laissant entendre que les malades étaient morts faute de soins, rumeurs qui jusqu'à présent ne paraissent pas fondées. Il est certain, comme le reconnaissent parfois les médecins eux-mêmes, que cette grève a pour effet de retarder certains traitements ou certaines interventions chirurgicales. D'où, incontestablement, une détérioration de l'ensemble des services de santé dans un pays où il était à plus d'un titre exemplaire.

Le gouvernement a cherché à prouver que les revendications des médecins étaient exorbitantes, soulignant par exemple que leur revenu moyen s'élevait à 65 000 shekels (11 800 F) par mois, alors que celui des autres salariés est de 23 000 shekels (soit près de 4 200 F). L'AMI a très vivement dénoncé une telle comparaison, la jugeant « outrageusement démagogique » et des centaines de médecins ont réagi en publiant leur feuille de salaire et les divers éléments de calcul de leurs revenus pour démentir l'estimation avancée par le ministère des finances. Ainsi, un chef de service d'un grand centre médical, avec plus de trente ans d'ancienneté, ne toucherait-il, compte tenu des heures supplémentaires et des gardes de nuit que 31 000 shekels (nets d'impôts et des diverses retenues pour les cotisations à la sécurité sociale ou aux caisses de retraite). Le revenu net d'un médecin débutant dans le même établissement n'excéderait guère 13 100 shekels.

Le conflit a pris un tour politique qui n'est pas favorable au corps médical, tout au moins à une partie de celui-ci. Le mouvement syndical est paralysé. La Histadrut observe une singulière « neutralité », qui n'est pas tellement étonnante puisque la centrale syndicale dirige la principale caisse d'assurance-maladie, la Kupat Holim et se trouve donc indirectement en position d'employeur de la majorité des médecins contestataires. De nombreux médecins sont amers et, pour le moins, perplexes. L'un d'eux, proche du parti travailliste, nous a confié : « Il est triste d'avouer que je suis à la fois pour et contre la grève. Pour, parce que nous sommes évidemment sous-payés et méprisés au sens propre du terme. Pour encore, parce que je ne tolère pas que la centrale syndicale ne soutienne pas les revendications des salariés que nous sommes. Mais je suis contre, parce que je vois bien que cette grève sert les intérêts du gouvernement à l'encontre de la Kupat Holim pour des raisons basées sur des considérations politiques. Je n'aime pas l'acharnement qui est mis à détruire un système qui, vaillamment, a fait ses preuves, en dépit de certains défauts effectivement bureaucratiques qui donnent un aspect rebutant à l'institution aux yeux des malades. Je suis contre, aussi, parce que favorable par principe à la nationalisation, c'est-à-dire un système cohérent unique, que j'espère plus simple que celui qui existe maintenant. »

La dernière tentative de négociation a échoué la semaine dernière et il semble que chacune des parties campe sur ses positions.

FRANCIS CORNU.

Paris ne confirme pas son acceptation du remboursement en pétrole de la dette irakienne

M. Tarek Aziz, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères irakien, regagne Bagdad ce samedi 14 mai après une visite de travail de cinq jours à Paris et un second entretien vendredi avec M. Cheysson, ministre des relations extérieures.

On ne confirme pas dans les milieux officiels français que Paris ait accepté la proposition de M. Tarek Aziz de régler en pétrole une partie de la dette irakienne envers la France (le Monde du 14 mai). Il n'est cependant pas douteux que les conversations du ministre irakien aient en grande partie porté sur cette

affaire, et il ne semble pas que la France rejette le principe de la proposition irakienne. Mais elle soulève encore beaucoup de problèmes : la qualité du brut en question ne peut transiter par le pipeline qui passe par la Turquie ; le pipeline qui passe par la Syrie est fermé par Damas et la guerre interdit pratiquement l'évacuation de pétrole irakien par mer. Reste la possibilité d'un arrangement triangulaire (la France recevant un autre pétrole arabe dont le prix serait inscrit au crédit de l'Irak) qui ne paraît pas encore conclu.

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LES BUREAUX que vous recherchez.

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être L'APPARTEMENT que vous recherchez.

Etranger

Etats-Unis

Comment la ville de New-York « décourage » les bénéficiaires de l'aide sociale

De notre correspondant

New-York. — La ville de New-York est-elle engagée dans une vaste opération destinée à « décourager » les bénéficiaires de l'aide sociale, devenant ainsi directement responsable de la misère de nombreuses familles jetées à la rue ? C'est la question que posent plusieurs organisations charitables dans leur cinquième étude annuelle sur « la faim dans le Harlem latino-américain ».

Selon le comité interconfessionnel pour l'est de Harlem, le nombre des familles qui ont souffert de la faim en 1982 a considérablement augmenté : six cent soixante-neuf d'entre elles sont venues lui demander secours après s'être trouvées sans nourriture pour une période allant de un à treize jours, soit 24 % de plus que l'année précédente. Une de ces familles sur six a été contrainte à la mendicité, une sur dix au vol. Encore ne s'agit-il, souligne le comité, que de « la partie visible de l'iceberg », aucun chiffre global n'existant pour l'ensemble de la ville, ni même pour la totalité de Harlem.

Un enfant sur trois

Les causes de cette situation tiennent, selon le comité, à plusieurs facteurs : le chômage, le fait que les prestations sociales ont pris un grand retard sur le coût de la vie, le manque de logements à loyer accessible, les réductions des budgets sociaux imposées par l'administration Reagan, enfin ce que les responsables du comité appellent la « mauvaise administration de l'aide sociale ».

Une autre organisation de secours, le Centre d'aide sociale pour le centre-ville, accuse précisément l'administration de tenter de décourager les déshérités qui ont droit à l'aide sociale, voire de « perdre » leurs dossiers. Selon le centre, l'administration a éliminé les dossiers de quinze mille à trente mille personnes par mois, dont la moitié sont des enfants. Cette pratique n'est pas nouvelle, mais elle a pris des proportions inédites ces deux dernières années.

Les deux motifs les plus souvent invoqués pour suspendre les versements d'aide sociale sont « le défaut de présentation » et « l'adresse inconnue ». Faute de

contacts suivis et organisés avec des familles généralement sous-informées et parfois à peine alphabétisées, de nombreux questionnaires ne sont jamais retournés à l'administration, des lettres restent sans réponse, des erreurs d'adresse ne sont jamais corrigées. Très vite, tous les points sont coupés entre les services officiels et les administrés. Ce sont ces suspensions — ou ces arrêts définitifs — de paiement qui sont à l'origine des carences alimentaires de nombreuses familles, de l'éviction de leur logement et de leur « clochardisation » finale. Situation d'autant plus dramatique, souligne le centre, qu'un adulte sur huit et presque un enfant sur trois, à New-York, dépendent de l'aide sociale pour cause de chômage ou d'infirmité.

Selon le comité interconfessionnel pour l'est de Harlem, cette politique « économe » a coûté 84 millions de dollars par an à la ville de New-York, et est aussi responsable du fait que cent cinquante mille enfants souffrent chaque année, au moins pendant un mois, de la faim. Le comité interconfessionnel lance un appel à l'administration pour qu'elle rétablisse les prestations supprimées par le président Reagan, et même les accorde. En particulier, celles qui concernent les enfants.

Pour M^{me} Anna-Lou Dehavenon, l'une des responsables de l'étude annuelle du comité, l'un des « mythes » à détruire est celui du coût trop élevé de certains programmes sociaux. Coût dérisoire, si on l'en croit, comparé à celui des mesures nécessaires pour combattre les effets de la misère : criminalité, soins médicaux et psychiatriques pour les victimes de la violence et pour les marginaux, et, à terme, menace contre le tissu social même du pays.

NICOLE BERNHEIM.

■ **Amnistie pour l'un des « plombiers » du Watergate.** — Le président Reagan a amnistié vendredi 13 mai M. Eugenio Martinez, un des « plombiers » arrêtés en juin 1972 alors qu'ils s'étaient introduits au quartier général du parti démocrate dans l'immeuble du Watergate à Washington. M. Martinez, un exilé cubain recruté par la C.I.A., avait été condamné à une peine allant de un à quatre ans de prison. Il en a purgé quatorze mois avant d'être remis en liberté en 1974. — (A.F.P.)

Le Costa-Rica accepte l'envoi d'observateurs sur sa frontière avec le Nicaragua

Le Nicaragua doit présenter, lundi 16 mai, au Conseil de sécurité des Nations unies, un nouveau projet de résolution suffisamment assoupli pour éviter le veto des Etats-Unis, a-t-on appris vendredi à New-York. Le Conseil, qui avait suspendu ses travaux le 9 mai sur la plainte déposée par le Nicaragua contre le Honduras et les Etats-Unis, a repris vendredi l'examen de celle-ci. Le premier projet du Nicaragua mentionnait « l'agression et les menaces contre son territoire émanant d'une grande puissance ». La nouvelle version ne contiendrait plus cette formule et insisterait, au contraire, sur la nécessité d'un double dialogue entre le Nicaragua et le Honduras d'une part, et entre le Nicaragua et les Etats-Unis d'autre part.

Le Costa-Rica a, par ailleurs, officiellement accepté, vendredi, l'envoi de huit observateurs des pays membres du groupe de Contadora (Mexique, Venezuela, Colombie et Panama) sur sa frontière avec le Nicaragua. Le gouvernement sandiniste accuse les autorités costariciennes de fermer les yeux sur les activités des maquis antirévolutionnaires qui opèrent à partir du Costa-Rica. Selon un envoyé spécial du quotidien costaricien *la Prensa libre*, qui s'est rendu dans la région frontalière, environ cinq cents hommes ont transité par cette zone pour rejoindre d'autres forces antirévolutionnaires au Nicaragua. Les maquis

sards antirévolutionnaires disposeraient d'un aéroport qu'ils ont construit eux-mêmes sur la propriété d'un ressortissant américain.

Les observateurs du groupe de Contadora devraient être à pied d'œuvre dans les prochains jours, a annoncé le ministre colombien des affaires étrangères, M. Rodrigo Lloreda, sans néanmoins fixer de date. Dans l'entourage du ministre nicaraguayen des relations extérieures, le Père Miguel d'Escoto, on se déclarait, vendredi à New-York, « encouragé et satisfait » par cette mesure. — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

Chili

■ **ATTENTAT A VALPARAISO.** — Dix personnes ont été blessées vendredi 13 mai par l'explosion d'une bombe devant la préfecture de police de Valparaíso, à 140 kilomètres au nord de Santiago. L'agence a précisé que deux blessés sont dans un état grave et que l'un d'eux, un policier, avait dû subir une intervention chirurgicale. La bombe, placée dans un local situé face à la préfecture, dans le quartier populaire du marché de Valparaíso, a explosé alors qu'une réunion rassemblant des responsables de la police était en cours. — (A.F.P.)

Lectures

Le retour des cendres du « Napoléon noir »

La France vient de restituer à la République d'Haïti les restes de Toussaint Louverture. Le retour des cendres du « Napoléon noir », mort en captivité sur le sol français le 7 avril 1803, est un geste symbolique. Quant à ses aspects purement politiques, ils sont de nature à porter plus largement bénéfice aux autorités haïtiennes qu'au gouvernement français.

Cette restitution à Jean-Claude Duvalier le gêne, nous déclarait récemment à ce sujet le grand poète Aimé Césaire, député de la Martinique, auteur lui-même d'un ouvrage sur Toussaint Louverture (1), texte qui se présente, en réalité, moins comme une biographie que comme un essai sur la question coloniale à l'époque de la Révolution française.

J'espérais une justice, on me donne des tortionnaires. Allez, monsieur, mon sang retombera sur vos têtes », dit Toussaint Louverture recevant, lors de son emprisonnement au fort de Joux, le général Caffarelli.

Sa mort fut un assassinat plus haineux encore que celui du duc d'Enghien », écrit Victor Schœlcher à propos du héros national haïtien dans la biographie récemment rééditée qu'il lui consacra et publia en 1889 pour le centenaire de la Révolution française (2). Parmi les innombrables mystères qui obscurcissent l'histoire de celui qui écrivait avec fierté à Bonaparte : « le premier des Noirs au premier des Blancs », l'un des plus épais concerne sa mort. Suicide ? empoisonnement ? assassinat ?

Toutes ces thèses ont été avancées, mais aucune d'entre elles ne repose sur des arguments convaincants. Plus vraisemblable est le dépeçage par le froid, la misère et la faim dans cette geôle lugubre du fort de Joux, où il fut mené après son arrivée en France, après que, par fionie, on se fut assuré de sa personne, dans l'île qui devait devenir la République d'Haïti.

Le génie de la race

« En me renversant, on n'a abattu à Saint-Domingue que le tronc de l'arbre de la liberté des Noirs ; il poussera par les racines parce qu'elles sont profondes et nombreuses », dit-il prophétiquement, lorsque, après être tombé dans le piège que lui avait tendu le général Brunet, on l'embarqua pour Brest, où il arriva le 12 juillet 1802.

La haine vigilante du Premier Consul l'amena à s'occuper personnellement des conditions de détention de Toussaint Louverture. Dans son aide de camp, transmis aux gendarmes les consignes de l'homme qui, sous l'influence de Josephine de Beauharnais, créole de la Martinique, eut le triste privilège de rétablir l'esclavage dans les colonies françaises.

J'ai conçu de l'estime pour vous, je me plais à proclamer les grands services que vous avez rendus au peuple français, la nation vous compte au nombre de ses plus illustres citoyens. Si, écrit, en 1801, Bonaparte à Toussaint. Un an plus tard, les instructions reçues à Joux étaient dépourvues de toute ambiguïté :

« Retirez-lui sa montre ; si son usage lui est agréable, on peut y suppléer en établissant dans sa chambre une de ces horribles horloges de bois, du plus vil prix, qui servent assez pour indiquer le cours du temps... Je présume que vous avez éloigné de lui tout ce qui peut avoir quelque rapport avec un uniforme. Toussaint est son nom, c'est la seule dénomination qui doit lui être donnée. Un habitement chaud, gris ou brun, très large et commode, et un chapeau rond doivent être son vêtement. Quand il se vante d'avoir été général, il ne fait que rappeler ses crimes, sa conduite haineuse et sa tyrannie sur les Européens. Il ne mérite alors que le plus profond mépris pour son orgueil ridicule... »

Napoléon Bonaparte, souligne Victor Schœlcher, montre ici toute sa bassesse et toute la petitesse de son âme. « Des nombreux biographes qui se sont penchés sur le destin de Toussaint Louverture, Schœlcher est, à notre connaissance, l'un des rares qui aient, à juste titre, souligné l'étrange parallélisme entre la mort tragique de la victime et celle de son bourreau, ainsi que l'extinction rapide des deux familles.

Ancien ambassadeur d'Haïti en France, Jean Price-Mars voit dans Toussaint Louverture l'un des symboles de l'émancipation du monde noir. Dans *Silhouettes de nègres et de négrophiles*, édité en 1960 par Présence africaine, il écrit : « Il fut sacrifié en holocauste au fort de Joux afin que l'homme noir et ses descendants puissent avoir un jour une patrie créée par le plus grand génie que la race ait jamais produit. » Victor Schœlcher, plus biographe que biographe, avait été jusqu'à prêter à Toussaint Louverture l'intention de porter la civilisation sur le continent africain. L'un de ses biographes antérieurs, Saint-Antoine, avait, en effet, exposé dans les détails cet improbable dessein : « Il voulait régner le commandement en chef de Saint-Domingue et se jeter à la tête d'une poignée de soldats sur le continent africain pour y abolir la traite de l'esclavage. Sans les troubles de Saint-Domingue à cette époque et plus tard sans l'expédition du général Leclerc, il aurait mis ses généreux projets à exécution ; tous les préparatifs en avaient été faits secrètement aux Etats-Unis. Il aurait ainsi devancé l'Europe d'un demi-siècle... »

Le choc sucrier

Comme Jean Price-Mars, comme Aimé Césaire, le poète et historien Roger Dorville ne s'étend pas sur la captivité et la mort de Toussaint, mais sur son œuvre. Dans *Toussaint Louverture ou la vocation de la liberté*, paru en 1965 chez René Julliard, il insiste sur le fait que Toussaint n'était pas un précurseur. « Si Toussaint demeure grand », écrit-il, c'est parce que l'exigence de liberté qu'il avait éveillée chez ses concitoyens survivait à sa défaite.

C'est cette thèse qu'avec plus de nuances nous exposait récemment Aimé Césaire : « Encore pé-



Statue de Toussaint Louverture. Dessin de Valentin paru dans l'illustration, journal universel, 1852.

né de l'idéal de la Révolution française, qui n'a pas eu de prolongement à Saint-Domingue, même si l'insurrection des Noirs y a eu lieu à cette occasion, Toussaint, général de division de l'armée française, gouverneur nommé par la Convention, défenseur de la colonie contre les troupes anglaises, n'est pas le héros de l'indépendance haïtienne. Ce rôle revient à Jean-Jacques Dessalines, qui déclara effectivement l'indépendance. Toussaint fut un simple précurseur... ambigu... »

Césaire montre bien dans son livre que la métropole n'a jamais voulu étendre à Saint-Domingue, « perle des Antilles » et plus beau fleuron de l'empire colonial français sous l'Ancien Régime, les bienfaits de la Révolution française. Ce que voulait le colonat blanc de Saint-Domingue, c'est la fin du système dit de l'Exclusif et l'établissement de la liberté commerciale totale. Les mulâtres ou hommes de couleur libres, dont certains possédaient eux-mêmes des esclaves, exigeaient leur propre part de privilèges, c'est-à-dire les mêmes droits politiques que les colons. Quant aux Nègres, seuls les esclaves de Saint-Domingue, c'est le rejet de cette idée qui mena à l'indépendance. Pour expliquer l'attitude séparatiste réactionnaire des colons blancs que devait étrangement rappeler celle des amis d'Ian Smith en Rhodesie, un siècle et demi plus tard, avant l'indépendance du Zimbabwe, Aimé Césaire dit, non sans raison : « Comme il y a un choc pétrolier aujourd'hui, il y eut, au début du XIX^e siècle, un choc sucrier... » On oublie, on ignore en effet, qu'en 1791, au moment où éclate la révolte générale des esclaves de Saint-Domingue, cette île, « bon an, mal an, fournissait le tiers du budget général de la France et représentait à elle seule le cinquième de son commerce » (3).

Plusieurs centaines de sucreries fonctionnaient alors dans l'île et permettaient à la France de retirer de substantiels bénéfices de la redistribution du sucre dans la plupart des cours européennes, dont celle de Prusse.

Héros ambigu, Toussaint Louverture a, en retour, suscité lui aussi, l'ambiguïté chez beaucoup de ceux qui se sont penchés sur sa vie et sur son œuvre. Certes, ce n'est le cas ni de Schœlcher, engagé passionnément dans sa croisade pour l'abolition de l'esclavage, ni de Lamartine, qui consacra à Toussaint un drame en vers de cinq actes, représenté pour la première fois le 6 avril 1850 au Théâtre de la Porte-Saint-Martin. Ni celui d'Edouard Glissant (4), autre poète, romancier et dramaturge antillais, qui lui a consacré également une pièce de théâtre. Pas davantage Jean Fouchard, auteur de l'article néo-colonial d'*Hommes et Destins* déjà mentionnés.

Sous la plume de Fouchard, il n'est, à propos de Toussaint, question que de « fulgurante carrière » de « suprême habileté », de « principal organisateur de l'avènement certainement le plus marquant de l'histoire du Nouveau Monde ». Lyrique jusqu'à l'extravagance, il affirme, à propos de celui qui fut, en son temps, surnommé le « Napoléon noir » (5) : « Aux quatre coins de l'île, tout s'embellit, s'enrichit et croît comme par enchantement. Toussaint partout relève les cultures, traque la paresse, l'oisiveté et les superstitions, organise la famille, prêche la morale, perce des routes, crée des écoles, fortifie le nécessaire encadrement d'une armée modèle. »

Reputé plus neutre, le Larousse universel du XIX^e siècle affirme, pour sa part, à la fois que « l'ambition du général nègre ne connut plus de bornes » et qu'« une admirable prospérité commença pour la colonie sous l'administration de ce chef intelligent ». Plus loin il dénonce... « une infâme trahison, que l'histoire ne saurait flétrir comme elle le mérite », en évoquant les conditions de son arrestation.

Mais ce qui reste capital pour comprendre non seulement le personnage mais l'histoire d'Haïti et, au-delà de celle-ci, celle de nombreuses autres sociétés multiraciales, c'est ce qui différencie Toussaint de l'empereur Jean-Jacques Dessalines, mort trois ans après lui, assassiné par ses adversaires politiques. Cela tient en une phrase : « De même que Toussaint, sous l'influence des colons qui abhorraient le mulâtre, personnifiait le principe de la suprématie noire à Haïti, Dessalines y personnifiait l'alliance des deux races trop longtemps opprimées ». Sur ce point, l'empereur, cruel, fat et intrépid, l'emportait sur le général, intelligent, fin diplomate et magmatique.

PHILIPPE DECAENE.

- (1) Présence africaine, 1981.
- (2) Réédition, il y a quelques mois aux Editions Karthala, 22, boulevard Arago, 75013 Paris. 454 pages. 75 francs.
- (3) *Hommes et destins*, tome 2. Académie des sciences coloniales, Paris, 1975, article sur Toussaint Louverture, page 594.
- (4) *Monsieur Toussaint*, théâtre, Le Souff, Paris, 1961.
- (5) Voir notamment Paul Haurigot, *Napoléon noir*, éditions de la Nouvelle France, Paris, 1946, et Raphaël Tardieu, *Toussaint Louverture, le Napoléon noir*, éditions Bellesand, Paris, 1951.

LE DERNIER « PETIT LIVRE » D'AMNESTY

Une nouvelle science : la criminologie d'Etat

L'organisation Amnesty International a des objectifs à la fois humanitaires et pratiques. Elle intervient systématiquement auprès des gouvernements et des institutions internationales pour obtenir la libération des détenus, empêcher leur exécution, retrouver des « disparus ». Le volume qu'elle vient de publier sur les *Assassins politiques* est cependant une véritable et remarquable contribution à la science politique. Ce livre analyse la violence d'Etat en Afrique, en Asie du Sud, et en Amérique latine. Soit dans une trentaine de pays. Les cas du Guatemala, de l'Indonésie, du Kampuchéa, de l'Ouganda, de l'Inde, de la Libye, de l'Argentine, sont étudiés en détail. Hallucinant tableau d'un tiers-monde qui semble s'être enfoncé, vers le milieu des années 60, dans un état

de transe. De cet exposé clair et dense, on tire l'impression que la politique, qui s'occupait jusqu'alors surtout des processus électoraux, devrait aujourd'hui, pour être utile et efficace, se redéfinir comme une branche de la criminologie comparée.

Un phénomène social diffus

Amnesty démonte l'action concertée ou complice de gouvernements, d'appareils policiers, d'armées régulières, dans un certain nombre d'assassinats d'un type nouveau. L'exécution extrajudiciaire s'est beaucoup répandue dans le courant des quinze dernières années. Ce terme englobe en pratique tous les types d'exécution « informelle » ; il veut saisir conceptuellement les formes

de répression à la fois sauvages et décentralisées mises au point en Amérique du Sud, en Inde ou en Indonésie : « disparitions » au Guatemala ou en Argentine, « assassinats » au cours d'affrontements en Andhra Pradesh, rituels meurtriers dans l'île de Java des années 1965-1966 ou dans le Cambodge des années 1975-1979.

Ici, les impératifs légitimes de l'action humanitaire, qui ne peut s'adresser qu'à des structures de pouvoir officielles et visibles, obligent à une simplification des faits sociaux. Le problème de pays comme le Guatemala, l'Argentine, l'Indonésie anticomuniste des années 60, le Cambodge des Khmers rouges, n'est pas tant l'action de l'Etat que la dissolution de l'Etat, au sens habituel du terme. On observe bien sûr dans de nombreux cas de meurtres l'ac-

tion d'organisations, de groupes ou d'hommes appartenant plus ou moins à la sphère des bureaucraties militaires et policières. Mais l'Etat de la philosophie politique, celui de Hobbes, Locke ou Hegel, incarnation d'un ensemble de règles sociales et morales, n'existe pas, n'existe plus. La violence naît largement de l'anarchie. Elle est un phénomène social diffus et massif, largement incontrôlable.

Resterait à expliquer l'entrée en violence, entre 1965 et 1980, de l'ensemble de l'Amérique centrale et de la plus grande partie de l'Asie du Sud.

EMMANUEL TODD.

* Amnesty International, *Assassins politiques. Rapports sur la responsabilité des Etats*, Seuil, collection « Points », 186 pages.

France

Les députés et la chasse au canard

Un député peut-il prendre le risque de se mettre à dos les présidents des fédérations de chasse et de pêche de sa circonscription ? Sur tous les bancs de l'Assemblée, la réponse est nette : non. Tant pis si, en faisant, quelques libertés sont prises avec la rigueur qui devrait présider aux travaux du législateur.

L'affaire est simple. Pour satisfaire aux promesses du candidat Mitterrand, le gouvernement a préparé un projet de loi prévoyant la titularisation de nombreux contractuels de la fonction publique. Seulement, parmi ceux-ci, figurent depuis un décret du 2 août 1977 les gardes-chasse et les gardes-pêche, bien que leur salaire soit en grande partie payé grâce aux contributions des chasseurs et des pêcheurs. Dans l'opération, les présidents de fédération craignent de perdre leur autorité sur leurs gardes. Ils ont donc entrepris une forte campagne de persuasion auprès des parlementaires, avec succès.

Première battue au Sénat le 12 avril : M. La Pors, secrétaire d'Etat à la fonction publique, a beau assurer que la titularisation ne changera rien pour ce qui est des rapports entre gardes-chasse, gardes-pêche et sociétés de chasse ou de pêche, les sénateurs préfèrent écouter la voix pressante des chasseurs et des pêcheurs. Ils ajoutent au projet de loi un article prévoyant ceci : « Les organismes à caractère associatif et qui assurent des missions d'intérêt général, notamment les organismes de chasse ou de pêche, bénéficient sur leur demande pour l'octroi de ces missions, de la mise à disposition ou du détachement de fonctionnaires de l'Etat et des communes ou d'agents d'établissements publics. Ces fonctionnaires sont placés sous l'autorité directe du président élu des organismes auprès desquels ils sont détachés. »

Deuxième acte à l'Assemblée le 4 mai. Le gouvernement demande - sans grand espoir - la suppression de cet ajout du Sénat. Il est inutile, dit en quel-

que sorte M. La Pors, puisque pour partie il reprend des dispositions qui existaient déjà et qu'il n'est pas question de supprimer. D'autre part, la « mise à disposition » n'existe pas dans le statut actuel des fonctionnaires, et si elle figure dans le projet de statut en cours de discussion au Parlement, c'est sous une autre forme. Il y aura des contradictions entre deux textes. La tâche proposée par le Sénat est aussi dangereuse, puisqu'il ouvre un droit très vague à toutes les associations assurant une mission d'intérêt général. Les communistes ont l'oreille attentive aux arguments de leur ministre. Les socialistes sont aussi tentés, mais maintenant que cette disposition a été inscrite, la supprimer ne serait-il pas mal interprété ? Alors tant pis pour le soutien au gouvernement. R.P.R. et U.D.F., eux, n'ont pas d'états d'âme : il leur faut à tout prix apparaître comme les meilleurs défenseurs des chasseurs et des pêcheurs. Finalement l'amendement de M. La Pors est repoussé par les voix du R.P.R., de l'U.D.F. et du P.S. Les élus du P.C., eux, préfèrent quitter l'hémicycle pour ne pas avoir à se prononcer. La majorité ne voulait pas que l'on puisse dire dans les fédérations qu'elle s'opposait aux passionnés de pêche ou de chasse.

Cet effort fut vain. Responsabilité du pouvoir obligent, le P.S. et le P.C. proposèrent et votèrent un amendement transformant dans le texte de l'article additionnel le « bénéfice » en « peuvent bénéficier ». Il n'était guère possible d'ouvrir un « droit de tirage » sans limite de fonctionnaires aux associations. Pour l'opposition, cette limitation était inacceptable. Tant pis si certains de ses membres prennent en séance publique une position différente de celle qu'ils avaient soutenue dans le huis clos de la commission. Demandant un scrutin public, elle changea le vote qui lui permettait dans les compagnes de se dire le meilleur défenseur des chasseurs et des pêcheurs.

THÉRIER BRÉHER.

Justice pour les « immigrés de l'intérieur » !

(Suite de la première page.)

Dans quelle mesure a-t-on vraiment pensé, vraiment cru, vraiment voulu, pendant les années 60 et 70, que les anciens suppléants de l'armée française, exposés jusqu'au dernier jour des « événements » d'Algérie aux premières lignes de la « pacification », arrivés en France dans des circonstances dramatiques et souvent comme des survivants, puissent devenir des citoyens à part entière ? Et que leurs enfants puissent aussi, à leur tour, le devenir.

Certes - la mauvaise conscience aidant ? - ils ont, après celle du sang versé, reçu la nationalité française des papiers officiels, cartes d'identité ou passeports. Ce fut, hélas, tout.

La même ou un élémentaire effort d'information était nécessaire pour que ces Français, maîtrisant alors parfois malaisément notre langue, puissent bénéficier en connaissance de cause de leurs droits de citoyens (et de ceux, plus spécifiques, de rapatriés), trop de choses furent laissées à l'initiative des seules bonnes volontés. L'une des premières décisions que je dus prendre fut « simplement » de laisser courir à nouveau des délais de forclusion : beaucoup de Français musulmans démunis n'avaient jamais touché de versements indemnitaires auxquelles ils pouvaient prétendre.

Et que dire, aussi, de ce qui fut fait - ou plutôt de ce qui ne fut pas fait - pour que les Français musulmans profitent pleinement de ces droits, qui, pour nous socialistes, sont des droits élémentaires de citoyenneté : droit au savoir, droit au travail, droit au logement, droit à l'information ?

Surmontant une cruelle ironie de l'histoire et de la linguistique, ces Français musulmans quittaient à jamais en 1962 leur terre d'origine pour être « rapatriés » dans une autre terre - la nôtre - qu'ils ne connaissaient pas, avec, au cœur, un esprit immense. En témoignage les premiers qu'ils donnèrent alors en majorité à leurs enfants : des prénoms de connaissance - bien de chez nous ». Témoignent aussi de leurs déceptions les prénoms auxquels ils reviennent plus souvent depuis

1970 : des prénoms d'origine arabe. J'ai malheureusement la certitude qu'ils n'ont pas agi ainsi dans un désir (dont on ne pourrait que se féliciter) de renouer une « identité culturelle » mais dans le dépit de voir qu'on leur refusait, en fait, une véritable identité française. Eux à qui tout espoir de retour au pays - cet espoir qui, souvent, anime le plus démuné des travailleurs étrangers - était interdit, découvraient qu'ils étaient devenus, à bien des égards, des « immigrés de l'intérieur ». Avec tout ce que cela implique : une résignation de morts-vivants pour les aînés, et, un jour peut-être, une révolte sans espoir pour les plus jeunes.

Vingt années perdues, c'est dramatique. Pourtant, rien d'irréversible n'est encore accompli. Elu de l'Aude, j'ai rencontré, avant même de devenir « leur » secrétaire d'Etat, des Français musulmans qui, dans un environnement rural et au milieu d'une population qui en d'autre temps avait déjà su accueillir Espagnols, Italiens, ou Polonais, ont pu s'insérer. Leurs enfants qui se prénomment Mohammed ou Pierre jouent avec d'autres enfants dont les parents s'appellent Lopez ou Kascoviak, et dont les grands-parents ont oublié qu'ils furent parfois appelés « Espingons » ou « Ritals » ou « Polacks ».

Vingt années, cela se remonte. Ce qui a été possible pour des étrangers venus d'autres pays d'Europe doit l'être pour des Français venus d'extrême-Orient. Déjà, depuis deux années, avec des moyens budgétaires très importants, des fonctionnaires, aidés par de nombreux élus, se consacrent avec enthousiasme à cette tâche. Plus spécialement tournée vers les Français musulmans, une délégation nationale à l'action sociale, éducative et culturelle, des déléguations régionales relaient son action dans toute la France. Des centres d'éducation, de formation professionnelle - certains d'un niveau d'études supérieures - ont été mis en place. Des contrats d'action sociale éducative et cul-

turelle sont signés avec des municipa-

lités. Bref, un immense effort d'aide dont le seul but est de tirer, enfin, cette population de Français à part entière de son statut d'assisté.

Mais cet effort ne servira pas à grand-chose si ne s'accomplit pas, en même temps, l'essentiel : que cinquante millions de Français d'ori-

gine hexagonale « prennent clairement conscience que peuvent et doivent vivre à leur côté, et parmi eux, quatre cent mille Français musulmans qui, au regard des épreuves tragiques qu'ils ont traversées, ont le droit de goûter, enfin, leur citoyenneté française.

RAYMOND COURRIÈRE.

M. Notebart (P.S.) n'est plus assuré de conserver la présidence de la communauté urbaine de Lille

Lille. - Désaccord à la communauté urbaine de Lille (C.U.D.L.) : les maires des quatre-vingt-six communes qui la composent ne sont pas parvenus à s'entendre sur la répartition des sièges et la présidence du futur conseil communautaire. Une majorité s'est dégagée pour rejeter le projet d'accord amiable que, conformément à la loi du 31 décembre 1982, une commission de bons offices avait été chargée de présenter. Cet échec marque une radicalisation des rapports au sein de la communauté urbaine qui pourrait bien annoncer, si elle devait s'accroître, une crise plus profonde.

De notre correspondant

Avec les municipales qui ont vu basculer dans l'opposition notamment Roubaix et Tourcoing, la gauche a perdu la majorité absolue qu'elle détenait à la communauté urbaine. Pour autant, M. Arthur Notebart, l'actuel président, maire de Lomme et député socialiste, n'a jamais caché sa volonté de briser sa propre succession (le Monde du 22 mars 1983). Mais il ne pouvait que se heurter, dans ce projet, à la volonté de l'opposition de faire basculer la C.U.D.L. et à celle des maires du versant nord-est de l'agglomération de « rééquilibrer » la métropole. Toutefois, M. Notebart espérait une bienveillante neutralité des maires des petites et moyennes communes regroupées au sein du GADEC (Groupe d'action démocratique et communautaire).

Pour obtenir ce soutien, la gauche disposait d'un atout : accepter de porter à cent quarante le nombre des sièges, ce qui lui permettrait une meilleure représentation des petites communes souhaitées par le GADEC. Ce faisant, la gauche descendait encore

de quelques points en dessous de la barre des 50 % des sièges ; elle demandait donc en contrepartie des garanties, à savoir la reconduction de M. Notebart au poste de président et la mise en place d'un bureau élu à la proportionnelle intégrale. Tel était l'objet de l'accord amiable proposé à l'assemblée des maires.

Mais pour l'U.D.F. et le R.P.R. il s'agissait d'un « ultimatum » inacceptable, et les maires du GADEC n'acceptaient pas non plus cette proposition.

Cet désaccord marque un durcissement des rapports au sein de la communauté urbaine. M. Notebart pourrait bien trouver en face de lui un candidat du GADEC, auquel se seraient ralliés les partis d'opposition. On serait loin alors du consensus que M. Mauroy, devant le conseil municipal de Lille, souhaitait récemment voir se dégager pour la communauté urbaine. Pourtant, le premier ministre avait averti : « La communauté ne se fera pas sans Lille ni contre Lille. »

JEAN-RENÉ LORE.

M.-A. Macciocchi, romancière politique

(Suite de la première page.)

Et de chaque expérience, elle espère avec une fougue inextinguible l'impossible conciliation des contraires qui vient de lui être refusée. La vivacité de cette attitude donne à son récit le ton d'un éternel présent.

L'enfant catholique s'arrache à sa mère et à l'Eglise. L'adolescente partisane qui colle des tracts dans Rome occupée par les Allemands estamée dans l'appareil du parti communiste une carrière de permanence indissociable de celle de l'épouse successive de deux membres marginaux du groupe dirigeant. Elle double les enchevêtrements des défis que sa revendication d'existence personnelle lance à répétition aux règles et aux dogmes. Chacun de ces défis au groupe est aussi un défi au couple.

Libertaire ? Que non pas. Macciocchi est une militante fidèle et scrupuleuse, une tête politique et même disciplinée. Très vite révéler bonne journaliste, elle assume la responsabilité d'hebdomadaires du parti, sans jamais consentir à la condition minoritaire où, instinctivement, les « machistes » de la direction la relèguent. Plus tard, un dirigeant du parti communiste français la qualifiera d'« homme politique ». C'est un autre contresens : Macciocchi ne revendique qu'une dénomination, celle de « personnalité politique » de plein droit, que son sexe ne dévalorise ni ne valorise comme telle.

Longtemps, ces défis n'ont pour résultat qu'un changement de poste. Le refus d'insérer dans sa publication une lettre de Togliatti célébrant d'Annunzio et sa ferveur pour Pasolini l'amènent à Paris en 1963 comme correspondante de l'Unità. Elle y remplira parfaitement la stratégie dont elle est chargée : convaincre l'intelligentsia parisienne des mérites exceptionnels de la « voie italienne », révolutionnaire

certainement, mais « intelligente », sans sectarisme et héritière scrupuleuse d'un fondateur philosophe que les Français ne connaissent pas, ou peu : Antonio Gramsci, dont Togliatti s'est fait l'exécuteur testamentaire.

Autant de contrevérités, certes, et Macciocchi en sait quelque chose, dès cette époque. L'amitié qu'elle noue avec Althusser lui ouvre les yeux. Mais le P.C.F. ne la tolère plus sur ses terres. Macciocchi est rappelée à Naples pour y devenir députée contre le gré des

notabilités locales du parti, et contre leur star, son ex-beau-frère, Giorgio Amendola lui-même.

Hostilité qui ne lui suffit pas. A peine élue, elle publie en France les lettres qu'elle envoyait à Althusser pour lui rendre compte de la campagne électorale. Tollé à Rome : la voilà qui met à nu les vices secrets du parti : « Je venais de mettre un pied dans le succès institutionnel, et aussitôt le déclin de la « vérité révolutionnaire » jouait dans mon for intérieur. »

La fédération de Naples lui fait son procès, Rome interdit de l'exclure. Elle ne rend pas son mandat, mais ne sera pas représentée en 1972. Macciocchi indomptable se fixe son propre travail de militante : la découverte de la Chine et la ferveur pour la révolution culturelle, l'enseignement à Vincennes sur Gramsci, et, quand elle a conquis dans le groupe intellectuel de Paris de grandes amitiés et du renom, un reportage sur la France dont la verve provocatoire rencontre peu d'objections.

Exclue du P.C.I. à l'automne 1977, exclue de Vincennes par M^{me} Saunié-Séité après son élection au Parlement européen sur les listes du parti radical italien, Macciocchi s'en détachera et adhèrera au groupe socialiste. Mais l'histoire ne s'achève pas là. Vaut-il la peine de décrire un parti socialiste, dont les défauts et l'appareil figurent tout ce contre quoi Macciocchi s'est dressée ailleurs ? La voici candidate socialiste aux élections italiennes du 26 juin. Mais le livre ne le dit pas.

Elle le sait bien, Maria-Antonietta Macciocchi, qui a débilement manié le narcissisme - elle le dit - pour accomplir « le geste moqueur de me réapproprier moi-même en traversant les éthers, les choses et la vie du monde ». Et qui a voulu parler d'elle dans « un roman politique ». On entend déjà les rires agacés à Rome, à Milan, à Naples, qui diront : « MAM est pire que jamais ! A ses propres défauts qui l'ont conduite à l'exil, elle a ajouté tous les défauts des Parisiens. Puisqu'ils la prennent au sérieux, qu'ils la gardent ! »

L'aisance de ses compatriotes serait aussi stupide que l'ébahissement des Parisiens la jugeant « merveilleusement italienne », même si elle se retrouve dans les traits de la Vierge bleue d'Antonello da Messina. Par la vertu d'une admirable transcription de Jean-Noël Schifano, ce roman politique appartient autant à l'Italie qu'à la France, comme d'autres œuvres dont le rappel risquerait d'opérer comme le pavé de l'ours.

Dans l'immédiat, certes, une lecture au premier degré s'attarde à l'anecdote, à la vérification des personnages et des repères. Il faut aller plus loin, devancer le temps et discerner que ces « deux mille ans de bonheur » s'apparentent à Femmes, comme Maria-Antonietta répond à Philippe Sollers. Ces deux fictions majeures sont les partitions d'un oratorio à deux voix sur le thème : « Was Will das Weib ? » (Que veut le féminin ?) La littérature y reprend tout son sens et sa saveur, champ unique où ces deux écrivains réinscrivent et dépassent les dupes et les désirs qui ébranlaient le « féminin ».

JACQUES NOBÉCOURT.

* Maria-Antonietta Macciocchi. Deux mille ans de bonheur. Traduit de l'italien par Jean-Noël Schifano. Grasset éditeur, 391 pages, 120 F.

Le carnet de l'ambassadrice

Installée pendant plusieurs années à la jointure des P.C. italien et français, M^{me} Macciocchi donne un aperçu peu conventionnel de ces deux « appareils », qui se ressemblent plus qu'elle n'avait, elle-même, contribué à le faire croire. Car l'ancienne correspondante de l'Unità à Paris a sa part dans ce qu'elle appelle, aujourd'hui, le « mythe des communistes italiens », lequel repose pour beaucoup, dans les milieux politiques et intellectuels français, sur un contraste avantageux avec un P.C.F. jugé médiocre.

Le rôle de M^{me} Macciocchi était, précise-t-elle, celui d'une « ambassadrice en Europe », spécialisée dans « l'approche des socialistes et des sociaux-démocrates européens dans la perspective de l'eurocommunisme ». M^{me} Macciocchi fut, aussi, une ambassadrice du P.C. italien auprès du parti communiste français. Elle n'occupait qu'un petit bureau dans l'immeuble de l'Humanité, mais, lorsqu'elle quitta son poste, pour se présenter aux élections législatives, Naples, au printemps de 1968, le secrétaire général du P.C.F. offrit un déjeuner en son honneur.

Elue députée le 18 mai, M^{me} Macciocchi n'ont rien de plus pressé que de revenir à Paris, où

elle guida M. Enrico Berlinguer à travers l'Océan et la Sorbonne occupée. La futur secrétaire général du P.C.I. lui enjoignit de rentrer en Italie. En octobre, Luigi Longo, prédécesseur de M. Berlinguer à la tête du parti italien, renvoya M^{me} Macciocchi en France, afin qu'elle « contactât » Waldeck Rochet.

Les deux secrétaires généraux avaient condamné l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, au mois d'août. M^{me} Macciocchi ne nous renseigne pas sur l'objet exact de la mission que lui avait confiée Longo, mais elle a conservé, dans un carnet, la transcription d'une conversation avec Waldeck Rochet, qui eut lieu dans le bureau de M. Etienne Fajon, alors directeur de l'Humanité.

Selon le quotidien du P.C.F., M^{me} Macciocchi « accuse la direction du parti communiste français d'être responsable de la maladie de l'ancien secrétaire général, accusation qui s'inscrirait dans un « tissu d'affabulations » (l'Humanité du 3 mai). Le texte de l'ancienne correspondante de l'Unità est loin d'être aussi catégorique que le suggère le réplique de l'Humanité. On ne sait ce qu'elle pense au juste : que Waldeck Rochet, mort le 15 février dernier après avoir quitté la direc-

tion effective du P.C.F. en 1969, était présent comme « fou », dès la fin de 1968, par les provocations hostiles à ses positions ? Ou qu'il souffrait réellement de troubles psychiques dus à la tension à laquelle le soumettait son conflit avec Moscou ?

Pendant cet entretien, M^{me} Macciocchi informa Waldeck Rochet de la maladie de Longo, qui allait quitter ses fonctions, un mois plus tard, à la suite d'une attaque d'apoplexie. Le dirigeant français, écrit-elle, fut « tout alarmé, comme s'il avait déjà sa petite idée derrière la tête ». Comme s'il craignait, donc, que la maladie de son homologue italien ne fût pas naturelle et qu'un sort identique ne lui fût réservé.

Le témoignage de M^{me} Macciocchi confirme la déclaration faite, en mars 1980, à la demande du P.C.F. par les professeurs José Aboulker et Jean-Paul Camus. Ceux-ci indiquaient qu'ils avaient examiné Waldeck Rochet en octobre 1968 et observé « les premiers symptômes d'une maladie neurologique organique ».

L'ancienne correspondante de l'Unità apporte un fait nouveau, ce commentaire de M. Fajon, Waldeck Rochet ayant quitté la pièce : « Il débile, le pauvre vieux. » PATRICK JARREAU.

Société

AVANT LA DISCUSSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU PROJET DE LOI SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'essoufflement des contestataires

Trois semaines après le début de leur mobilisation contre le projet de réforme de l'enseignement supérieur, les étudiants en droit et sciences économiques, qui font les comptes, ont bien du mal à discerner si l'actif l'emporte sur le passif.

La grève des cours, après avoir marqué le pas, a tendance à perdre du terrain : de l'aveu même de la coordination nationale des étudiants contre le projet Savary, moins d'U.E.R. (unités d'enseignement et de recherche) juridiques sont affectées aujourd'hui qu'il y a huit jours. Les modalités de la grève des examens annoncées par la Fédération nationale des syndicats autonomes de nombreux universités, la date des examens a été repoussée d'une ou deux semaines. Ni le bénéfice de l'année universitaire, ni la tranquillité d'esprit des vacances d'été ne sont pour l'instant irrémédiablement compromis.

La masse des étudiants en droit et, a fortiori, des autres disciplines,

littéraires, scientifiques, reste à l'écart du mouvement de contestation. Même si, à Paris notamment, des secteurs peu concernés par le projet de réforme, comme l'architecture, s'affichent dans les défilés.

Les actions de type « commando », tentatives réussies ou non d'occupation du Panthéon, de l'Institut, etc., n'atteignent finalement guère l'opinion. Il y a eu les accrochages, les harcèlements avec les forces de police. Du point de vue de l'effet par médias interposés, c'était déjà mieux réussi : nuages de fumée et pneus enflammés ont toujours un certain impact. L'énervement, les excès de certains policiers, en ont deux plus d'un. M. Georges Messin, député U.D.F. de Paris, a demandé la création d'une commission d'enquête sur « ces brutalités inadmissibles ». Mais là encore à aucun moment n'est apparue, dans le quartier Latin, une vague d'indignation d'une population scandalisée qui serait devenue, du coup, quelque peu solidaire des manifestants.

Sur le fond du mouvement de protestation, sur son contenu plus exact, les choses n'ont guère avancé. La date du 24 mai reste fixée par le gouvernement pour l'examen à l'Assemblée nationale du projet de loi. Le fait même que les contestataires ont prévu ce jour-là une manifestation à Paris qui prendra vraisemblablement une certaine ampleur révèle qu'ils ne croient plus guère à un report. Une « action » à Paris, le 18 mai, dont le détail n'est pas encore connu n'y changera vraisemblablement rien.

Ferme sur la date, le ministre de l'Éducation nationale a lancé quelques modestes ouvertures. Aux dirigeants de l'UNEF-ID qu'il recevait, vendredi 13 mai, M. Alain Savary a indiqué que le gouvernement « est disposé à prendre en considération notamment pour l'article 13 (celui qui traite du passage entre le premier et le deuxième cycle) des amendements parlementaires (...) de nature à apaiser les inquiétudes dont ils ont fait part ». Il s'est

aussi déclaré prêt à commencer, dès le mois de juin, une discussion préparatoire ouverte « à tous les représentants mandataires des étudiants » sur « la mise au point des futurs textes d'application de la loi ».

Ces dispositions ne suffisent sans doute pas à rassurer les opposants au projet de loi. Mardi dernier, un long entretien du ministre avec une « coordination nationale » traversée de dissensions n'avait pas dissipé « l'inquiétude » de ses membres. Les étudiants de droit, leurs professeurs hostiles au projet de loi, ont souvent proclamé qu'ils ne voulaient pas « se trouver dans la situation des médecins contestant une loi déjà votée » et qu'ils procéderaient pour cela les armes à la main. Ils ont encore une semaine pour essayer de faire valoir leur point de vue. Une semaine et, passé l'intermédiaire des vacances, quelques autres à l'automne ; puis, que sera bien le texte ne pourra pas être adopté au cours de la session actuelle.

CHARLES VIAL.

A BORDEAUX

Bavures ou mauvaises habitudes policières ?

Bordeaux. — Le journal *Sud-Ouest* a porté plainte vendredi 13 mai près du procureur de la République de Bordeaux, de la suite du matraquage de son reporter photographique, Michel Lacroix, blessé le mercredi 11 mai au cours des manifestations des étudiants contre le projet de loi de réforme de l'enseignement supérieur.

De notre correspondant

A Bordeaux comme à Paris, Lille ou Lyon, les manifestations du 11 mai s'étaient terminées par diverses actions de groupes très mobiles, qui dévotaient, ici, quelques mètres carrés de rue, tandis que, ailleurs, d'autres incendiaient ou renversaient des palissades de chantier. A chaque fois, la compagnie d'intervention de la police urbaine a agi avec vigueur, parfois avec rudesse. Côté manifestants, on signale plusieurs cas de matraquage contre des personnes âgées, voire des mères de famille avec un enfant dans les bras. Côté police, même si les étudiants n'ont jamais paru très offensifs, il fut question de sept blessés.

Vers 23 h 30, mercredi soir, des étudiants, qui s'étaient massés sur une place du centre-ville, ont été chargés par plusieurs groupes de policiers venant de différentes rues du vieux Bordeaux. La fuite fut très rapide. Ne restèrent sur place que quelques journalistes sûrs de leur bon droit et d'un brassard, dont le ministre de l'Intérieur avait tant recommandé le port.

Trois policiers ont chargé délibérément le groupe avec un objectif bien précis : le photographe de *Sud-Ouest*. Celui-ci n'a pas manqué de leur rappeler sa qualité, et il est impossible que, sur cette place bien

éclairée, on n'ait pas vu son brassard. Impensable aussi qu'on ne s'en soit pris qu'à lui, qu'on l'ait matraqué violemment et frappé à coups de pied une fois qu'il fut tombé à terre.

C'est la troisième fois en moins de deux mois qu'un photographe de *Sud-Ouest* est ainsi victime de brutalités. A chaque fois les intentions paraissent être les mêmes : la volonté de tenir le journaliste éloigné du point chaud.

Le commissaire central de Bordeaux s'est déclaré navré d'un accident qu'il ne conteste pas, mais qui ne peut, en lui, être imputable qu'à la fatigue d'une journée qui avait comporté plus de trente charges, ou à l'obscurité. Si chaque journaliste bordelais est prêt à admettre un coup de matraque « dans la chaleur de l'action », personne ne croit à l'accident dû à l'obscurité ou à la fatigue. De plus, Michel Lacroix, habitué du Stade des Girondins, était bien connu de ceux qui l'ont frappé.

Personne ne croit non plus à l'expulsion parfois avancée d'un acte d'indiscipline de trois éléments incontrôlés ; mais plutôt à un acte délibéré : on sait, par exemple que le chef de la compagnie d'intervention de Bordeaux n'est autre que le fils de Pascal Vittori, qui fut le bras droit de M. Guéna en Dordogne et la responsable local du SAC jusqu'à sa mort, en 1974. Le commandant Vittori, qui a fait une ascension très rapide, n'hésite pas, lorsque se présentent des élections législatives, à prendre un congé pour diriger l'équipe de collets d'affiches du maire de Périgueux. Il n'hésite pas non plus à se servir de sa carte de policier ou de son pistolet pour interpellier les collets d'affiches concurrents. Deux fois, en 1978 et en 1980, il a été prié de rejoindre Bordeaux, au grand soulagement du préfet de la Dordogne et de ses collègues policiers de Périgueux.

PIERRE CHERRIAU.

L'ÉRUPTION DE L'ETNA

La coulée de lave est partiellement détournée

(Suite de la première page.)

D'abord annoncée pour 19 heures, puis 19 h 30, puis 21 heures, l'opération explosion, — une première mondiale qui allait mettre l'homme et le volcan face à face en une audacieuse partie de bras de fer — devait avoir lieu à minuit, au moment où les radios et les télévisions à l'heure où le minestrone avait déjà refroidi.

Seule récompense offerte à leur curiosité, le spectacle peu commun de l'Etna se foudroyant à peu dans le soir après que le couchant eut teinté du rose le plus tendre l'énorme panache de vapeur grise que l'arbre de jour. La nuit de venue noire, ce fut un autre spectacle dont on ne sait s'il faut le qualifier de fantastique, de féérique, de terrifiant ou les trois à la fois. Celui de rivières de lave incandescente, descendant d'un pas d'homme ivre les pentes et descendant dans l'obscurité d'hallucinants méandres chauffés à 1000°C.

C'est donc à 4 h 10, samedi, qu'on s'est enfin décidé à presser le contact électrique chargé de mettre le feu aux poudres. Contre toute attente, aux dires de certains, per-

suadés que seul le grand jour pouvait permettre la meilleure observation, une surveillance précise des opérations et le regard d'oiseur de proie des hélicoptères qui n'avaient jamais cessé de bourdonner au-dessus de la chaudière. Détourné un flot de lave donut en un endroit donné, est un exploit. Mais cela n'excitait pas que le volcan, demain, se foudroye de nouvelles bombes à feu, qu'il vomisse d'autres torrents, ni qu'il s'invente de nouveaux itinéraires pour y déverser ses humeurs apparemment intarissables.

Quoi qu'il en soit, l'Etna, au quarante-septième jour de la présente éruption, vient de vivre, le 14 mai, la nuit la plus longue de son histoire. J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

En 1669, déjà...

L'opération de détournement de la lave de l'Etna n'est pas tout à fait une « première ». L'idée fut essayée en 1669 et, malgré la faiblesse des moyens techniques de l'époque, elle eut un certain succès. Une coulée de lave s'écoula de Catane. Une cinquantaine d'hommes, dirigés par Diego Pappalardo et protégés de la chaleur par des peaux de vache mouillées, creusèrent une brèche dans le mur de lave encore chaude bordant un côté de la coulée (1). Une partie du flot de lave passa par la brèche et s'engagea dans une direction légèrement différente de la route « normale », ce qui réduisit d'autant le volume de lave continuant son chemin vers Catane.

Mais les habitants de Paternò, agglomération située à une quinzaine de kilomètres au nord-ouest de Catane, estimèrent que le nouveau cours les menaçait et cinq cents d'entre eux prirent des armes et mirent en fuite les Catanais au travail. La brèche qui n'était plus entretenue fut bientôt comblée par de la lave solidifiée et toute la coulée reprit la direction de Catane. La lave atteignit les remparts de la ville le 15 avril. Pendant plusieurs jours, le flot se divisa : une partie contourna la ville par l'ouest et s'écoula dans la mer sur un front large de 1,5 kilomètre. Mais l'autre partie de la coulée s'accumula contre les remparts qui cédèrent le 30 avril : la lave submergea le quartier ouest de la ville.

L'éruption, commencée le 11 mars, ne s'arrêta qu'en juillet.

La tentative de 1669 suggère plusieurs hypothèses pour la suite de l'opération actuelle. La brèche ouverte le 14 mai ne risque-t-elle pas de se colmater à plus ou moins longue échéance ? Si tel est le cas, la lave pourrait déborder par-dessus sa « noraine », comme elle l'a fait à plusieurs reprises ces derniers jours, et s'écouler alors vers des cultures et des villages. Ce risque est d'autant plus sérieux que le canal normal s'élève de façon progressive de la lave du bas de la coulée.

Si la brèche ne se colmate pas, une partie de la coulée va aller, comme prévu, dans une direction qui serait un ancien cratère du volcan. Mais que se passera-t-il lorsque cette cuvette naturelle sera pleine ? Si l'Etna continue à émettre de la lave au rythme moyen actuel de quelques 2 millions de mètres cubes par jour, la cuvette débordera et l'écoulement reprendra, risquant de menacer des zones habitées et cultivées.

Y. R.

(1) Ce récit est repris des livres de Gordon A. MacDonald, *Volcanoes*, édité par Prentice-Hall Inc., et d'Alfred Rittmann, *Les Volcans et leur activité*, édité par Masson et Cie.

■ Inondations en Argentine et au Paraguay. — Des pluies exceptionnelles ont provoqué de graves inondations en Argentine, au Paraguay et sur une partie du Brésil. Selon les estimations faites vendredi 13 mai, près de cent cinquante mille Argentins seraient sinistrés, 11 000 bœufs seraient sous les eaux dans les

provinces de Formosa, Chaco, Corrientes, Misiones et Santa-Fé, et les dégâts dépasseraient 200 millions de dollars. La situation pourrait encore s'aggraver en raison de la coïncidence de ces inondations et de la crue annuelle du fleuve Paraguay, qui devrait être, cette année, d'une ampleur exceptionnelle. — (A.F.P.)

LE CONGRÈS DES JEUNES AVOCATS

Inquiétudes et soulagement

De notre envoyé spécial

Marseille. — M. Robert Badinter souhaite rassurer les avocats. Il l'a fait, vendredi 13 mai, à l'île des Embiez (Var), où le congrès de la Fédération nationale des unions de jeunes avocats (modérés) s'était transporté, de Marseille, pour la journée. Commencé dans l'inquiétude, mercredi 11 mai, le congrès a pris fin ce samedi dans un climat de relatif soulagement.

En une heure d'improvisations brillantes, le ministre de la justice a apparemment convaincu les avocats présents que des lendemains radieux les attendaient. L'avenir serait rose pour eux, défenseurs par vocation des libertés individuelles, et si l'on admet que le gouvernement de la gauche à bâti en deux ans une justice à leur mesure. Cela, M. Pascal Bernard, le président de la Fédération, ne le conteste pas. Ses inquiétudes, et celles des trois mille cinq cents adhérents que revendique son organisation, viennent plutôt du plan de sauvetage de la justice annoncé le mois dernier par le garde des sceaux (le *Monde* daté 24-25 avril).

M. Badinter a rappelé à ses trois cents interlocuteurs les difficultés dans lesquelles se débat la justice et qui justifient qu'on agisse vite. Tribunaux encombrés, délais démesurés, justiciables exaspérés. Pour le garde des sceaux, un plan Orsec s'impose rapidement, car « il est nécessaire de faire vite ». Pour ce qu'on en connaît, ce plan revient à recruter (assez peu finalement) des magistrats et à débarrasser (le plus possible) les tribunaux des tâches secondaires et répétitives qui sont les leurs. La conciliation serait développée.

« Il ne faut pas rêver »

La motivation des jugements, à laquelle les magistrats consacrent un temps précieux, serait allégée. Les infractions à la législation sur les chèques et au code de la route, qui sont la plaie de la justice pénale, seraient sanctionnées selon des procédures simplifiées. Des circuits judiciaires seraient trouvés pour trancher les petits litiges civils, tels ceux de la consommation. Dans certains cas, les décisions judiciaires seraient rendues par un juge unique au lieu de trois.

Ce plan ne sourit pas aux avocats, en particulier aux plus jeunes, qui redoutent de voir ainsi leur échapper les petits litiges qui sont la mamelle des débutants et, parfois, des autres. Moins sévère en présence de M. Badinter, M. Bernard avait dénoncé, la veille, les « *Diogenes du monde judiciaire* », sous-entendu les commis scribes qui seraient chargés de régler en amont ces litiges mineurs. Comme l'a dit M. Paul-Albert Weiss, de Paris, « les justes paralèles ne rejoignent jamais la justice, même à l'infini ». Et comme l'a expliqué M. Bernard : « La justice est lente, mais elle est sûre. Nous pensons qu'elle restera sûre tant qu'elle sera rendue par des juges ».

Marathon judiciaire pour des « prix illicites » sur les eaux à Mende

De notre correspondant

Mende. — La cour d'appel de Nîmes va être appelée à se prononcer dans une affaire qui oppose depuis plusieurs années, à Mende, l'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.V.) à la Compagnie générale des eaux (C.G.E.). En effet, le 9 mai, l'U.F.C.V. a fait appel du jugement de sursis à statuer rendu le 28 avril par le tribunal de grande instance de Mende, qui invitait la C.G.E. et son P.D.G., M. Guy de Jouany, à saisir le tribunal administratif de Montpellier, pour examen préalable d'une décision préfectorale controversée. Il s'agit en effet de savoir si la C.G.E. avait le droit d'appliquer à Mende, en 1977, des hausses sur le prix de l'eau s'élevant, le premier semestre, à 73,5 %, et le second semestre, à 73,8 %, alors que le plan Barre limitait l'augmentation des prix à 6,50 %.

Le 13 mai 1980, l'U.F.C.V. avait porté plainte contre la C.G.E. pour « pratique de prix illicites ». Un mois plus tard, elle se constituait partie civile. Le 24 septembre 1982, M. Francis Carle, juge d'instruction, renvoyait, après inculpation, M. de Jouany devant le tribunal correctionnel de Mende, où il comparait le 27 janvier 1983.

M. Jean-Denis Bredin (Paris),

M. Badinter s'est montré ferme, mais rassurant. L'apoplexie des tribunaux est telle « qu'il faut agir ». « Le justiciable n'en peut plus ». Et il n'est pas question de retirer les affaires de divorce aux tribunaux, donc de tarir cette source de revenus pour les avocats. En somme, la direction qu'il s'est fixée n'est la bonne que si l'on n'y est pas d'accord. Et, comme l'affirme M. Bernard, « la justice, cela n'a pas de prix ». « Il ne faut pas rêver », a expliqué le garde des sceaux : le budget de la chancellerie a peu de chances d'augmenter dans les proportions qui permettraient de recruter des magistrats en nombre toujours croissant, comme les litiges qu'ils doivent trancher.

C'est le premier auditoire d'avocats que M. Badinter affrontait depuis l'annonce de son plan de sauvetage. Il s'y était préparé et a su trouver les mots pour calmer les appréhensions de ses interlocuteurs. Percevant leurs craintes, il a insisté, statistiques à l'appui, sur les perspectives qu'offrirait aux avocats l'énorme accroissement de litiges constaté ces dernières années. Ce que le barreau risque de perdre au profit des circuits de dérivation de la justice est déjà compensé par l'augmentation du contentieux.

A quelques-uns, toutefois, est bon. Pour être direct, ce langage n'en a pas moins convaincu son auditoire, ce qui n'exclut pas une nouvelle levée de boucliers lorsque le plan de sauvetage de M. Badinter, qui n'est pour l'instant qu'une ébauche, sera connu dans ses détails.

BERTRAND LE GENDRE.

■ La réforme du Conseil supérieur de la magistrature. — S'adressant, vendredi, à l'île des Embiez (Var), aux congressistes de la Fédération nationale des unions de jeunes avocats, M. Badinter, garde des sceaux, a exprimé, pour la première fois en public, ses doutes sur la possibilité de réviser la Constitution pour modifier la composition du Conseil supérieur de la magistrature. « Je ne dis pas que ce processus ne sera pas entrepris, mais ce sera un processus difficile, très difficile », a-t-il déclaré.

Cette réforme constitutionnelle, promise par M. François Mitterrand lors de la campagne présidentielle de 1981, correspond aux vœux de l'Union syndicale des magistrats (modérée) et, dans une moindre mesure, à ceux du Syndicat de la magistrature (gauche). La réforme du Conseil supérieur de la magistrature pourrait alors être assurée par une série de mesures démocratiques du mode de désignation des membres de ce Conseil (le *Monde* du 19 avril).

■ Suicide d'un prisonnier. — Un détenu de la maison d'arrêt de Belfort (Territoire de Belfort), Albert Fabre, 20 ans, condamné en avril à deux ans de prison par le tribunal de grande instance de Belfort pour vols et agressions, s'est pendu à l'aide de draps dans sa cellule, le jeudi 12 mai dans la soirée.

JEAN-MARC GILLY.

POUR PRÉVENIR LES INCENDIES DE FORÊT

Cent vingt vaches des Alpes prennent le maquis

Les vaches au secours de la forêt varoise : c'est le début d'une expérience insolite qui se veut un moyen de prévention contre le feu qui ravage chaque année la région : l'incendie.

Immédiatement derrière les 800 mètres du mont Caume - qui domine la rade de Toulon et la baie de Saint-Jean - le rucher sous-bois barde d'épines n'avait jamais connu pareille anabase. De plantureuses bouses, distribuées pendant quatre mois par cent vingt vaches venues des Alpes, ont apporté à son maigre sol un humus inconnu. Entre pins et petits chênes verts ou blancs, entre genêts et cistes, l'herbe du printemps en repousse plus verte et grasse : promesse, peut-être, de futures passages dans ces collines rongées par le soleil avant d'être brûlées par l'incendie.

Tout a commencé par un appel de Philippe Honoré d'Estienne d'Orves (1) à l'établissement public de Haute-Provence pour que lui soit adressé un contingent de moutons nettoyeurs de sous-bois. On lui répondit par l'effarante proposition d'un troupeau de vaches... car dans la vallée de l'Ubaye - une très haute Provence - la sécheresse, là aussi, avait engendré un considérable déficit de fourrage pour l'hiver. C'est ainsi qu'à partir du 15 décembre on vit ce qu'on n'avait jamais vu, cent vingt bovins paître dans le thym et le romarin. Le troupeau a regagné ses Alpes, mais il a laissé cette image d'« alpeurs » : sous d'énormes chênes, une mare aux alentours piétinée par les sabots, comme dans n'importe quelle Normandie ! Au-delà de ce pittoresque inattendu, un bilan qui n'est pas négatif.

Pour renouveler l'expérience, voire l'étendre à la forêt méditerranéenne, il faut réviser au moins trois leçons. Une : ne pas croire que les feux sont des accidents. Les feux, repousses de genêts et de cistes - des bêtes en mauvaise forme, ni de génisse en puissance de veau. Deux : tenir le troupeau derrière une clôture électrifiée - que, d'ailleurs, dédaignent moutons et chèvres - car les bovins, moins grégaires

que les ovins, se dispersent et s'égarant dans l'épaisseur du maquis. D'autre part, ainsi parquées, les bêtes « nettoieront » mieux en broutant et en piétinant la brousse dense que les moutons se refusent à pénétrer. Double but mieux atteint. Trois : il faudra retirer le troupeau un peu plus tôt que prévu, peu de temps après l'apparition de l'herbe nouvelle - trop vite épuisée ici, bien que relativement plus abondante qu'ailleurs - l'enrichissement - par les bouses et la tonte. En effet, séduites par cette herbe nouvelle, les vaches qu'on avait envoyées dans le maquis, au début de l'été, se sont défilées, au début de l'automne, au début de l'hiver.

Au total il faudra concilier au point de vue de l'éleveur des Alpes et celui du propriétaire forestier de Basse-Provence.

Une stratégie globale

L'aspect pittoresque de cette histoire de vaches au maquis n'est évidemment pas le seul à avoir attiré l'attention. A un moment où l'on s'efforce de promouvoir la prévention plutôt que d'engouffrer à l'infini de nouveaux crédits dans l'armée du feu. On le sait : malgré la flotte aérienne des Canadair, les formations d'engins au sol et l'infanterie des sapeurs-pompiers, l'issue de la lutte dépend toujours - une fois l'incendie déclaré - de la conjonction de la sécheresse et du mistral. Le calcul a été refait, semble-t-il, du coût d'un « réaménagement préventif » par rapport à celui d'une armée, nécessairement toujours plus coûteuse, et au prix des ravages économiques, écologiques, esthétiques, humains. Le temps s'écoule enfin où un paysan-forestier des Maures (le Maure du 19 juin 1976) passait pour « fada » quand il préconisait un débroussaillage systématique par moutons et chèvres. Aujourd'hui, de semblables expériences se multiplient, avec ou sans l'aide de l'Etat. Les divers moyens - élevage, cultures, arrosage - on parle maintenant de « réaménager » la forêt, au lieu de la combattre, pour cause de non-rentabilité, et de la livrer aux broussailles pourvoyeuses d'incendies. Pas de panacée, mais au contraire l'adoption de dispositions diverses et chaque fois adaptées à une situation donnée. Il se trouve que, au-delà de l'aventure des vaches, le domaine d'Orves occupe la position-pilote.

Il n'est peut-être pas indifférent que ces cent vingt vaches du maquis - de maquis, de forêts, de collines - véritable « maquis » à cheval - appartiennent aux Honoré d'Estienne d'Orves. Divisés en cinq parts, l'héritage de ce grand homme - qui se sont rûs par là cinq ou six fois en vingt ans. - Une certaine idée - du maquis - d'un pays - a fait décider à l'association familiale de réunir les parts et de gérer l'ensemble de façon à « sauver » la forêt - en brandissant cet aimable slogan. Neuf ans après cette décision, le résultat « sur le terrain » est remarquable. Voici d'ailleurs 20 éleveurs d'ovins et de bovins répartis dans le maquis et mis au gabarit des pompiers, et 10 autres kilomètres ouverts en parcsours à l'entretien, chargés - bien entendu - de « nettoyer » l'ensemble. Au total, 110 hectares nettoyés, 60 à 40 d'aides diverses, et 60 d'entretien (on y reviendra) au sein du maquis à sa petite part.

Voici en ce moment même une vingtaine d'hectares en cours de nettoyage - par une entreprise spécialisée d'Aix - afin de permettre le développement de rejets de chênes après un passage d'incendie. Selon les conditions météorologiques, les rémanents sont brûlés ou broyés sur place pour enrichir le sol. Là, le Fonds européen d'aide à la forêt méditerranéenne participe pour la première fois au financement. Le coût de chauffage « récupéré » par l'ensemble du maquis produit moins de 10 % de l'investissement général. Une meilleure récupération à l'étude. Dix-huit hectares sont d'autre part mis en culture pour des prairies à moutons et pour le fourrage des dix chevaux d'un centre équestre installé sur la domaine. Voilà du même coup 30 nouveaux hectares de parcs à chevaux retirés à l'incendie, une autre forme de contribution au financement et des « rondes spontanées » sur les parcsours équestres, maintenant en « période rouge ».

S'ajoutent encore l'action - et les actions - d'associations de chasseurs admis au domaine. Ils assurent un débroussaillage des zones qui les intéressent. Enfin, un lac collinaire pluvial de 3 hectares - établi avec le concours de la D.D.A. - est venu fixer le gibier et fournir éventuellement des pompiers jusqu'à l'incendie. Philippe Honoré d'Estienne d'Orves est maintenant à une « période de pêche », à l'établissement d'un charbonnier pour fabriquer artisanalement du « vrai » charbon de bois, etc.

Une « certaine idée » du terroir

Il faut qu'à cette idée - les moyens les plus divers pour la défense et la réanimation de la forêt - d'autre part créatrices d'emplois - s'ajoute l'exploitation d'un certain terroir, confiée à une société. A côté des petits revenus du maquis et des locations, c'est la grosse source de l'auto-financement. Certes, tout le monde ne dispose pas d'un territoire « maquis » sur le territoire d'une forêt à réanimer ! Mais rien n'aurait été possible ici sans d'abord la « famille » familiale à gérer en commun, puis de permettre l'exploitation de la forêt et, enfin, de réinvestir ce revenu dans la forêt. Il y fallait en somme une volonté - par une « certaine idée » du terroir, d'un pays. Cette idée-là, les Honoré d'Estienne d'Orves, les maquis du futur, la forêt, en contemplant les splendeurs d'une bergerie du dix-huitième siècle dont les murs se dressent encore au flanc de leur colline, et où s'étaient jadis des centaines de moutons. En ce temps-là, cultivateurs, bergers, forestiers, « animaliers » ces 1000 hectares étaient à l'Orve ne connaissant guère d'autres feux que ceux de l'écobuage : les « petits feux ».

JEAN RAMBAUD.

(1) Philippe Honoré d'Estienne d'Orves est l'un des fils de l'officier de marine Honoré d'Estienne d'Orves, fusillé par l'occupant en 1941, à l'âge de quarante ans.

COURS D'ANGLAIS AU LYCÉE RODIN, A PARIS

L'ordinateur : comme un livre d'exercices

Les huit consoles blanches ont été déshabillées de leur housse de plastique. Ce matin, au lycée Rodin, 13^e, qui comporte un premier cycle, une moitié de la classe de cinquième 6 a son cours d'anglais en salle d'informatique. Pendant près d'une heure, les onze collégiens pianotent sur le clavier d'un micro-ordinateur. Ils s'efforcent de mémoriser les trames des phrases en anglais qui les invitent à choisir entre les différentes formes des verbes *to be*, *to do*, *to have*. Vingt questions, à choix multiples, parcourues à des rythmes différents : tandis que deux élèves se sont envolés à la question 18, une autre piétine à la question 6. Après la vingtième question, l'écran ne lâche pas son interlocuteur : « Voici, à nouveau, les phrases dans lesquelles tu as fait des erreurs ». Si l'élève se trompe encore, alors l'écran noir aux lettres vertes avec un humide son impuissant : « Demandez des explications à ton professeur ».

Le professeur ? Il est, en effet, sans cesse sollicité. Pour la mise en route des appareils, pour rappeler les opérations d'introduction de la disquette et d'affichage des instructions. Les hésitations des jeunes élèves s'expliquent par la rareté du matériel avec l'ordinateur : les séquences comme celle de ce matin, ils n'en ont que quatre, peut-être six, au cours de l'année scolaire. Mais, aussi, le professeur, M^{me} Françoise Lauréac, exige des élèves qu'ils recopient sur un cahier toute phrase - corrigée - à laquelle ils ont échoué. Elle va donc de l'un à l'autre pour vérifier, aider, faire comprendre la nuance entre *must*, qui est lié à l'idée d'obligation, et *may* à celle de probabilité.

Au lycée Rodin, où les huit machines (fabriquées par la société R2E, filiale de CIT-Honeywell-Bull) ont été installées en février 1981, trois professeurs ont acquis une maîtrise de l'outil, qui les rend capables non seulement de concevoir eux-mêmes des programmes, mais d'initier les élèves à l'informatique, à la logique déductive qui caractérise son fonctionnement.

Ainsi, M. Jacques Tenier, professeur de mathématiques, anime-t-il un atelier d'informatique avec les élèves du sixième, organisé pendant un contingent d'heures de soutien. Par rotation, les élèves font de l'astronomie, du théâtre,



Illustration de PESSIN.

du scrabble, etc., de l'informatique, seul atelier où ils doivent passer au cours de l'année scolaire. Les élèves, ici, n'ont pas cours à la disquette, c'est-à-dire des programmes, à des « diagnostics » préparés. Ils posent un problème : « Combien de fois au hasard une pièce tombe-t-elle sur la face ? », et la résolvent en apprenant à nourrir la machine d'une série « aléatoire ». Pour M. Tenier, l'informatique, c'est cela. Plus que l'utilisation d'un ordinateur, c'est l'usage d'un langage, où la machine réalise un processus de raisonnement et en vérifie l'acquisition : cette activité, qui l'on retrouve habituellement au sigle E.A.O. (enseignement assisté par ordinateur), évoque trop, pour certains enseignants, le conditionnement. Skinner n'est pas loin avec ses bolles d'évitement. « Nous ne voulons pas, dit M. Tenier, que la machine renforce le caractère mécanique de l'enseignement, où quelqu'un a la solution et juge sans appel ».

Comme lui, les Québécois, qui traduisent E.A.O. par « application pédagogique de l'ordinateur », M. Daniel Gras, conseiller technique au cabinet de M. Alain Savary, préfère parler, pour l'aspect, d'« outil pédagogique ». L'intention du ministère, qui promet la mise en service de l'éducation nationale de mille micro-ordinateurs d'ici à 1982 (le Monde du 6 avril), six mille s'ajoutant à un an à

quatre mille cinq déjà en service, ne néglige aucun des deux approches jugées « complémentaires » : l'ordinateur, outil pédagogique propre à améliorer les phases répétitives de l'enseignement, et l'informatique comme objet d'études.

« Outil pédagogique », c'est pratiquement l'expression qu'emploie M^{me} Lauréac à propos de l'ordinateur dans sa classe d'anglais. Elle fait partie des quatre-vingt-dix enseignants du lycée que la curiosité et l'intérêt ont poussé à suivre un stage de formation « légère » (deux heures environ), en dix-sept qui amènent leurs élèves en salle d'informatique. Elle n'attend - ni sa redoute - de l'ordinateur plus que sa raison. Elle ne souhaite pas disposer de programmes multiples, utilisables solitairement, « le « l'élève est indispensable ». D'ailleurs, l'apprentissage d'une langue commande qu'elle soit parlée, et M^{me} Lauréac constate qu'en l'état des choses la machinerie couplant le et l'écran n'est pas sophistiquée pour que l'éducation nationale s'en serve à grande échelle.

Elle voudrait bien, tout de même, pouvoir recourir davantage à l'ordinateur. Le nombre restreint de programmes disponibles le lui interdit : lorsque des élèves de cinquième auront miné le programme commencé tout à l'heure, ils n'en auront d'autres à leur disposition avant la fin de la classe du troisième.

CHARLES VIAL.

« OBJET DE FOIRE »

Qui a peur de l'obèse ?

Sainte-Menhoult (Morne) : - Miranda - 210 kilos - s'est mise à table. L'« entre-sort » commence à 14 heures et elle prend son temps. A petites bouchées tristes, elle entame son plat du jour. Dehors, dans le soleil, le machiniste tire les derniers fils. Place d'Austerlitz à Sainte-Menhoult, le Barnum-Record - parchemin sur trompe-l'œil étoilé qui pichent dans le rûpion bleu - a déroulé la liste en gothique forain de ses attractions sensationnelles : les frères parastéaires, Elephant man, le squelette de Rita et Christina, Jacky l'enfant-singe, Bambino le porc phénomène et Miranda, la vedette, qui occupe à elle seule tout un panneau.

Le dernier bocal de formol où se recroqueville « Tom » le chat à huit pattes n'est pas encore installé que tout Sainte-Menhoult bondit vers la caisse, un trou rond dans le cortège-placé où remue une tête blonde. Mesdames et Messieurs, ça va commencer.

Miranda n'a plus d'appétit, elle repousse l'assiette à moitié pleine et se lève péniblement pour revêtir une robe blanche festonnée d'argent. « C'est une amie qui me l'a cousue », dit-elle en touchant le tissu, une coquetterie aussitôt retenue par la peur du ridicule. A vingt-trois ans, elle est sans âge et sans rève : « J'attends ici. Entre les représentations, je ne dois pas me montrer dans le village, sinon les gens ne viendront pas. Il y en a d'ailleurs qui relèquent dans la caravane. » La malade suit la marche pesante des jours. « Je suis bien ici, mais, cet été, il faut

dra m'installer un climatiseur, sinon je vais fondre. » Miranda ne plaisante pas. L'affaire dépend d'elle, fragile objet de foire. « Je me sentais bien fait soigner, mais les médecins n'ont rien pu pour moi. Je suis allée, pensez, jusqu'à Toulouse. J'étais secrétaire : mon rendement n'était pas assez fort. Ils m'ont dit : « Revenez quand vous serez guérie. » On se payait ma tête. Maintenant, je suis tête d'affiche... »

La Colosse » regagne sans hâte, en chaussons et bonnets, sa chaise derrière le rideau. Les enfants sont déçus, à qui il est arrivé, dans leur campagne, de noyer des chats tordus comme ce Tom. Les parents, gênés, jouent les naturalistes devant les forêts. Mais tous espèrent mieux, les yeux fixés sur le velours qui s'agite mollement.

Miranda apparaît. Les curieux en sont pour leurs frais.

Ils piquent ensemble du nez, honteux. Ils n'écourent même pas la visite commentée, la voix de monsieur d'ours qui dit : « Et maintenant, mesdames et messieurs, Miranda, consacrée à juste titre comme la femme la plus forte du monde... » Ils n'osent même plus « observer » la caresse phénoménale que le contrat oblige à montrer. Et, lorsque, pour un finir, il leur est leur souhaite un bon après-midi avec l'accent traînant du Sud-Ouest, les « petits monstres » sont les premiers sortis pour vite chasser leur malaise sur la place en jouant et en criant trop fort.

CHRISTIAN COLOMBANI.

Les jeunes clochards n'existent pas

« Peace and love », proclamait, il y a vingt ans, une jeunesse dorée qui refaisait le monde à son compte. « T'es pas un ballé », demandait aujourd'hui les jeunes en marge. Les hippies de l'âge d'or voyageaient au long cours, ceux des années 80 font du sirop : comme ce jeune au visage d'ange, qui marchait un après-midi place de l'Opéra, enveloppé dans sa grande cape noire. Quelques paquets de galettes secs et de maigres pissettes répondirent ce jour-là à son appel, qu'il avait griffonné sur un bout de carton : « J'ai faim ».

Cette main tendue et d'autres pourraient laisser croire à l'apparition, avec la crise économique, d'une génération de jeunes clochards. L'impression est largement trompeuse : la mendicité est plutôt chez ces jeunes un moyen de vivre leur marginalité ; elle les entraîne rarement vers une réelle clochardisation. Les « bleus », ces aimables policiers de la brigade aux pattes d'éléphant, sans abri, qui depuis des lustres ramassent les vagabonds de la ville de Paris, ne s'y sont pas trompés. Ils ont noté une progression sensible, depuis 1971, du nombre de vingt-cinq ans parmi les personnes ramassées. Il y a eu, en 1982, 542 jeunes interpellés sur un total proche de 1000 personnes.

Ainsi ces quatre jeunes qui traînent à l'entrée du Forum des Halles n'ont de clochard que l'habit. Tous ont déjà fait la manche dans leur existence ; aucun ne veut pourtant de cette étiquette de clochard et de la déchéance qu'elle suppose. « Je suis un glan-

neur », explique le premier, déjà père de deux enfants, qui vit seul dans le pavillon en bois de sa mère, sans eau ni électricité. Il travaille de loin en loin comme manœuvre. En septembre, un mendiant aux heures noires de la vie, chasseur de vagabonds, le trouve dans un coin mieux. « Zou, garde » se met la deuxième pour avoir traîné, encroûtée, d'escalier d'immeuble en bouche de métro, pour vivre désormais comme 3 500 autres squatters à Paris dans un immeuble abandonné.

Le troisième est simplement « pauvre ». « Pour tenir un balai dans ce pays, dit-il, il faut le bac. Ils me veulent faire du mal France un pays intellectuel. » Le loyer de la chambre qu'il partage avec un compagnon squatté n'a pas été payé depuis deux mois. Il est resté pour le quatrième sa seule ressource à revendre. « Par choix », puisqu'il refuse « le système capitaliste » : la rue a toujours été son théâtre et Gavroche sa muse. Il n'aura que mépris pour les « bouffe-gamelle », ces tricheurs qui lui semblent de vivre autrement.

« Joël, ancien photographe de presse »

Ceux-là, comme Joël, Francis, dix-huit ans, qui vient d'interrompre des études de langues orientales, et l'un deux, Jean fendu à la caisse, pieds nus dans une sale, il est désormais clochard à six heures perdues « pour le plaisir de se promener dans la rue ».

S'il fait la manche, c'est deux voyages à Amsterdam, c'est seulement par le bus, à Saint-Germain-des-Près, avec les touristes étrangers auxquels il aime parler anglais. S'il fait de belles « deux » deux expositions de peinture, c'est pour acheter de vieux objets et les revendre aux passants. Le soir, il s'installe à toute façon sa chambre chez son père. « On s'entend bien », deux, explique-t-il, c'est un ancien de 18, qui m'a laissé une grande liberté. Je l'ai bien utilisé, il n'a rien à me reprocher. A la recherche de la culture underground en France, intelligent et curieux, il privilégie « une façon choquante de voir le monde ». Surréaliste il aurait pu être ; clochard à moitié partiel il est aujourd'hui.

C'est en 1971, à Montmartre, place des Abbesses, qu'on l'a vu pour la première fois en tant que jeune pour un photographe clochard : « Joël, ancien photographe de presse, maintenant clochard ». Une histoire trop connue : il buvait, elle partie, il a bu davantage en attendant jusqu'à consommer, aujourd'hui, 6 litres par jour de rouge ordinaire, malgré les sommations du médecin. Il vit d'ailleurs dans un Clichy et Montmartre, l'hiver dans les bouches de métro, l'été dans les squares. Une vie ponctuée seulement par les interventions de la police et les séjours forcés à l'hospice de Nanterre. Il est le plus jeune des clochards du quartier. Il a trente-cinq ans et n'a plus d'âge. Les jeunes clochards n'existent décidément pas.

NICOLAS BEAU.

مکان العمل

Culture

PERSPECTIVES Fable sociale et histoires d'amour

Cinq minutes de comique à la Tati : l'affolement causé, dans les bureaux ultra-moderne du ministère du labour, par la découverte de deux fiches d'identité poussiéreuses. Deux fonctionnaires ont été oubliés sur une île déserte où ils fabriquent cette « ouverture ». Un bruit après court s'installe dans le sang. Réalisateurs et interprètes, Jean-Pierre Sentier de Daniel Laloux jouent les Robinsons accoutrés en clowns, libres, loin de la civilisation.

On reconnaît le style du *Jardier*, premier long métrage de Sentier, mais la fable sociale est plus claire, plus drôle et il y a une invention constante, grâce aux décors et aux machines bricolées, aux rapports à la nature, dans ces images défilantes.

On a pu remarquer, dans un programme de courts métrages, *Grand huit*, de Cyril Collard, où un adolescent, tombe dans la délinquance, rencontre une sorte de femme fatale, déesse de la nuit apportant ses sortilèges à la foire du trône. Mise en scène brillante et sans bavures d'un fantastique social où les personnages se meuvent et se heurtent dans un monde de fascination sexuelle et de mort.

Un *brutal*, de Jean-Claude Brisson est d'une force et d'une audace peu communes. Tisser, un biologiste, abandonne ses activités, après avoir assassiné une fille de douze ans. Il se retire dans le Midi avec sa propre fille, à peine plus âgée, Isabelle, une handicapée dont il ne s'est jamais occupé. Cette infirme aux jambes inertes, d'appareils orthopédiques n'est pas une victime pathétique mais un être sauvage et cruel, dont le père criminel prend le dressage implacable. Le film n'a pourtant rien d'une étude de pathologie morbide. L'homme s'absente, régulièrement, pour aller

tuer à nouveau des enfants. La réalisation monte par paliers, une double ascèse spirituelle, l'union du père et de la fille dans un amour mystique. Brisson réussit le dosage de l'équilibre de situations insensées, de l'intensité violente et dramatique ou illuminée d'une brusque tendresse. On y sent le théâtre des âmes, une mise en scène cinématographique qui a tous les interprètes. Particulièrement Emmanuelle Debever dans le rôle de l'infirme, peu à peu transfigurée de l'intérieur, et Bruno Cremer dans une extraordinaire composition.

Avec *Palombière*, Jean-Pierre Denis est revenu au Périgord de *Alfred* d'été mais il s'agit, dans une écriture dépouillée, suggérant les sentiments et les sentiments, d'une belle histoire d'amour, dans un village d'aujourd'hui. Un employé communal, chasseur de palombes, s'prend d'une institutrice venue là pour trois mois seulement. Attachée ailleurs et pourtant attirée vers lui, avant de repartir, elle lui cède sous la charmes de la nature, de la forêt, qui a en quelque sorte inspiré, secrètement, passion. Millet et Jean-Claude Bourbault, étonnants de simplicité, de vérité intimiste et sociale, vivent une histoire par laquelle Jean-Paul Denis se renouvelle, complètement.

J. S.

Un petit garçon, Edouard, qui a eu douze ans le 11 mai, demande à son père journaliste pourquoi il n'a jamais essayé d'écrire un article sur Rien, où il parlerait du Rien, avec des mots de rien, ou, voire, pas de mots du tout... (des blancs).

Réponse : « en principe, cela ne se fait pas. » (Les adultes sont habiles à trouver des alibis.)

L'installation sonore présentée par l'Américain Max Neuhaus au Musée d'art moderne de la Ville de Paris plaira peut-être à Edouard.

Il n'y a rien à voir, rien. Une grande salle, claire, au sol revêtu de gris, clair - il dallage linéaire, un matériau entre les deux, résistant et souple à la fois, ne résonnant pas sous les pas. Des murs, blancs. Rien à voir, sinon les bruits qui ici d'une petite fenêtre et là d'une porte - rectangles crus dispersent des rayons perpendiculaires et obliques à travers la lumière générale, celle du jour à peine filtrée par un store ; une verrière au-dessus de la porte. Rien à voir. Pourtant... le faux plafond acoustique ayant été rempli, il y a, si... des tuyaux, canalisations, conduites métalliques la gaine lumineuse du système d'air... Encore un peu vous en aurez plus d'eux que pour ce dispositif à renouveler l'atmosphère. C'est le titre : *Edouard*. Venu au Musée d'art moderne

en curieux pour la dernière installation sonore de l'Américain Max Neuhaus, qui a invité la première fois à se produire à Paris, on se retrouve dans ce volume vacant, désert. On imagine que quelques bruits y feraient « joli », « insolite », comme dans certains appartements new-yorkais - ces places nettes, où nul encombrement ne paraît toléré.

« Voulez-vous regarder » quand on est là pour « entendre »... Bon, applications-nous, on perçoit bien une sorte de roulement monotone assimilable par exemple à celui d'une soufflerie... d'air conditionné... ou de quelque gros steam, loin des machines sur le pont supérieur. Vient l'impression d'un ce qui se réveille un peu perdu au milieu d'un avion... quand le brusquement de l'appareil semble avoir disparu, sans plus à ses habitudes qu'un bruit vague souvenir. Il y a saut à 10 000 mètres au-dessus d'un océan, à des heures de vol de son point de départ et on chasse, rationnellement, comme on rejette une frayeur nocturne, sans illusion que les bruits ont une réalité.

Mythification ? Chacun peut envisager comme il veut une « œuvre d'art », Max Neuhaus décrivant son dispositif : « une structure invisible dans un espace sonore et qui n'a rien de visible ». Il l'explique, ce rien-ci : « Le ventilateur était là, j'ai rajouté des petites impulsions plus graves, qui représentent un peu la pluie de la pluie coulant sur un toit. Mais dès qu'il pleut sur la verrière mon œuvre disparaît, c'est bien ça » (ça le fait sourire). Il dessine alors sur un bout de papier la configuration des

mini-synthétiseurs dissimulés lui derrière les armatures du plafond. Les programmes ont été concoctés à New-York par des ingénieurs électroniques, il a travaillé huit jours durant, sur place, « en fonction du lieu ». Il affirme que le « processus » (l'œuvre) change, évolue, s'adapte, et qu'il y a à saisir des modulations, des variations d'intensité... Ne serait-ce qu'à cause de la lumière. Mais la notion d'un début, d'une fin, sans développement et récapitulation, cette notion, qui fait partie du concept de musique, ne marche pas ici. Il est possible de débrancher l'installation pour entendre la différence, mais ce n'est pas le point.

D'ailleurs, il ne sait même plus où est caché l'interrupteur. L'« espace sonore » est permanent (en tout jour et nuit). Il faut au moins quatre minutes pour y entrer ou en sortir, et chacun regarde à sa façon, selon une perspective unique. « Une expérience simple, résume Max Neuhaus : enseigner aux gens que leur dépend d'eux seuls. Rien d'imposé, à la différence de toutes les musiques où l'ambiance détermine d'ascenseurs ou supermarchés. » Il parle de ses installations comme un sculpteur dirait : « Vous êtes libre de regarder mon œuvre, de passer votre chemin, de détourner le regard. Cependant on peut toujours clore ses paupières (le silence étant de couleur noire, n'est-ce pas ?) (1) mais qui veut fermer ses oreilles, échapper aux bruits ? »

Il s'explique, Neuhaus : « Est bruit ce qui est indésirable, les bruits de la ville ne sont pas à décrire en bloc, il s'en trouve d'aussi intéressants que ceux de

la nature elle-même a priori aimable. Pourquoi le chant des oiseaux, le ruissellement d'une fontaine vaudraient-ils plus qu'un passage d'automobile ? »

Il continue : « N'est-ce pas ce qui agresse. Voilà pourquoi les autorités de New-York lui ont confié la charge de mettre au point des nouveaux signaux pour les avertisseurs des équilibres des voitures de police : afin qu'elles préviennent sans effrayer, sans faire violence. »

A Paris, en bon manager qu'il est, Neuhaus a quasiment convaincu les responsables du R.A.T.P. auxquels il propose d'aménager ses installations acoustiques « fondamentalement non agressives » dans le lieu de correspondance de la ligne Maine-Montparnasse - une ligne longue, un trottoir roulant, un plafond en plein centre, des milliers de personnes s'engouffrant là chaque jour : ce le fait réver, ce compositeur dont les inventions sont « exposées » au musée de Chicago, ont été exposées à la Documenta de Kassel et dont tous les New-Yorkais connaissent le nom à cause de son « morceau » à découvrir, à déceler dans un coin du carrefour populaire des Times Square. En fait l'oreille, on y devine même la résonance d'une cloche bien après qu'elle a été frappée.

Neuhaus est celui qui, en 1977, proposait à quelque dix mille personnes de téléphoner aux stations de radios de cinq villes différentes en sifflant dans le combiné la réception. Tous ces messages étaient enregistrés électroniquement et pouvaient être émis par ondes pour un public de cinq millions d'auditeurs. « La musique, dit-il, devrait plutôt être une activité communautaire et non une performance sur une scène. Cette fois du concert où l'on regarde d'autres, date de la deuxième moitié du XVIII^e siècle. La musique devient un produit et le disque accentue encore cet aspect, en modifiant même les habitudes de l'auditeur ou les Africains. »

Ce grand homme quarante-trois ans, juif de Manhattan - même s'il est né au Texas - avec une sourire astucieux et déboussolant à lui-même percussionniste, a joué en tant que pays en pays dans la direction, notamment de Pierre Boulez. Il se trimbalait avec des caisses à musique de matériel. Puis en 1968, plus rien. Il arrête tout, enregistre son répertoire chez Columbia et entre à la Compagnie des téléphones Bell - artiste résident, un peu comme Varèse l'était lui - pour apprendre les secrets secrets des circuits intégrés, et les possibilités de l'électronique. La technologie évolue tous les quinze jours. Il suit. Il ne touche plus jamais un instrument et n'écoute plus de musique - à part ce que les médias déversent (pop, disco, rock, les chansons pour connaître l'air du temps).

Comme d'autres en Amérique, et ici, en France, des compositeurs ont pu à un entendre les expériences au Festival de La Rochelle, ou au Havre, Neuhaus croit - plus qu'aux harmoniques - aux sons dans l'espace.

MATHILDE LA BARDONNIE.
* Jusqu'au 30 juin.

(1) Il n'y a plus fréquent, plus relatif - l'absence le silence au lieu des goûts et des couleurs, faut-il jamais discuter ?

Sports

Les championnats d'Europe de judo

Pas de France, vendredi 13 mai, sur le podium des championnats d'Europe de judo consacrés aux poids moyens. En moins de 78 kilos, catégorie dominée par le champion du monde britannique Neil Adams, le Parisien Michel Novak, qui a été battu au premier tour par le champion olympique soviétique Sibata.

Si Sibata a dû laisser un visage au désespoir, il a été le champion battu, les trois du jeune radingman Novak se seraient imposés après son élimination définitive de la compétition au premier tour par un Hongrois de modeste renommée.

Novak, d'ailleurs un junior phénoménal qui, avec son seul bras gauche,

plait l'échec de ses adversaires comme un batteur ferait de faire tord une barre de fer - un véritable tueur tatarin, champion du monde juniors en moins de dix-huit ans et dans la même année champion d'Europe. Sa technique est plus frustre, mais les entraîneurs, entraînés dans la force du gamin au bras comme un vérin hydraulique, le laissent dans le grand bain.

Et le drame commence. Championnats d'Europe de judo (Hongrie) : battu au premier tour. Championnats du monde de judo (Pays-Bas) : battu au premier tour. Championnats d'Europe de judo (R.D.A.) : battu au premier tour. Championnats d'Europe de judo de Paris : battu au premier tour. Dans les deux derniers championnats, Novak peut faire valoir qu'il n'est intervenu que respectivement deux et trois fois dans la compétition. Mais en 1979, les Nantais espèrent même réussir cette saison le premier double coupe-championnat de leur histoire.

Mais l'entraîneur ne mince quand on ambitionne l'or.

de confiance dont il jouissait jusqu'alors auprès d'eux. Insubmersible, il glisse de la catégorie « espoir » à la sous-catégorie « espoir ». Intuitivement, Novak, qui a tout misé sur le judo, l'a senti après son élimination. Et une déception qui n'aurait rien de définitif pour un autre genre de vingt ans devient une sorte de drame, qui lui a fait quitter le stade de Coubertin en s'enfuyant comme un petit animal blessé. Le beau papillon était méchamment épinglé.

ALAIN GIRAUDO.

FOOTBALL

Nantes : sacré avant l'heure

Vainqueur de l'Amateur Cup, l'équipe de Saint-Etienne par 4 buts à 2, vendredi, la Fédération Club de France a fait un match très national, alors qu'il reste encore trois journées de championnat à disputer. Déjà champions en 1965, 1966, 1973, 1977 et 1980, les Verts de la coupe de France en 1979, les Nantais espèrent même réussir cette saison le premier double coupe-championnat de leur histoire.

A l'issue de la rencontre, l'international nantais Thierry Tuseau a été élu meilleur joueur du match, mais il va signer un contrat de son club. Le joueur Aguerbock ira à Bordeaux. En revanche, Jean-Paul Bertrand-Demanes, Michel Bihard, Bruno Baronchelli et Patrick Rio, qui arrivaient en fin de contrat, ont

choisi de rester dans le club nantais.

RÉSULTATS

*Nantes b. Saint-Etienne	4-2
*Bordeaux b. Tours	1-0
*Paris-St-G. b. Metz	3-1
*Nancy b. Monaco	2-1
*Lens b. Sochaux	3-0
*Laval b. Toulouse	2-1
*Brest b. Strasbourg	1-0
*Bastia b. Auxerre	1-0
*Lyon b. Lille	3-1
*Mulhouse et Rouen	0-0

Classement. - 1. Nantes, 53 pts ; 2. Bordeaux, 47 ; 3. Paris-St-G., 43 ; 4. Lens, 41 ; 5. Laval, 40 ; 6. Monaco, Nancy, 39 ; 8. Brest, 36 ; 9. Metz, Toulouse, 34 ; 11. Auxerre, 33 ; 12. Mulhouse, Lille, 32 ; 14. Saint-Etienne, 30 ; 15. Tours, Rouen, Strasbourg, 29 ; 18. Bastia, 28 ; 19. Lyon, Mulhouse, 26.

LE MONDE diplomatique

Numéro de mai

L'ATOME ET SES MYTHES : VIVRE L'ATOME (Dominique David)

LES SYNDICATS ITALIENS ET LE RECUL DE LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE (Fabrizio Tanello)

Le numéro : 10,50 F
à retenir : 1982 Paris Club 02
Publication mensuelle du Monde
(En vente partout)

BETTE MIDLER LA FLAMBEUSE DE LAS VEGAS

UNE PRODUCTION DE JERRY BRUCKHEIMER UN FILM DE DON SEGEL

REN NATA - 1981

Produit par JERRY BRUCKHEIMER, coproduit par DON SEGEL, scénario de JERRY BRUCKHEIMER et DON SEGEL, réalisé par DON SEGEL.

Le champion-papillon du judo-ocoon français n'en finit pas de se casser le nez sur la vitre qui le sépare de la médaille d'or. Surtout comprendre. Il ne lui arrive pourtant que l'ordinaire mésaventure du plus grand nombre d'aspirants champions.

Vendredi, Adams, qui s'est imposé dans la catégorie des moins de 78 kilos, en a fait la démonstration en éliminant de façon définitive les problèmes que lui ont posés chaque adversaire : il les a tous éliminés par des combinaisons de projection avant et arrière enchaînées au sol. Le jongleur et le fort des Halles, Novak n'a rien tenté d'autre, pour sa part, que broyer le Soviétique Habarelli et le Hongrois Magyosolymosi. Autant tenter de percer les murs de la Banque de France avec un tire-bouchon. Le plus simple est encore d'être une combinaison qui est le B.A.-Ba du judo.

Pourquoi Novak l'ignorait-il ? A-t-il été mal conseillé ? N'a-t-il pas compris ces combinaisons ? Est-il incapable de les appliquer, inhibé par l'enjeu de la compétition ? Les sélectionneurs n'ont pas de réponse à ses questions. Toutefois, par ses répétitions, Novak a entamé le capital

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

LAPEROUSE 30-34 et 68-04 51, quai Grande-Angustins, 6 ^e F. dim.	LE SARRADAIS 52-23-62 2, rue de Vienne, 8 ^e F. sam. midi/dim.	AUB. DE RIQUETWIR 770-62-39 12, rue du Fg-Montmarie, 9 ^e Ts.1.jrs	J. 23 h. Grande Carte. Menu dégustation : 240 F a.m.c. Carte à prix fixe : 190 F. vin et service compris. Salons de 2 à 50 couverts. Cadre ancien de réputation mondiale.	J. 22 h. Cantine d'été. Menu 140 F 1/2 vin de pays + café + alcool de prune, avec loterie, concert au conf. SA CARTE : 150/160 F tout compris.
--	--	--	--	---

De 12 h à 2 h du matin. SPÉCIALITÉS ALSACIENNES. Vins d'Alsace. SA CARTE DES DESSERTS. Salons de 20 à 80 couverts.

Paris / programmes

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA RONDE (558-65-33), sam. 20 h et dim. 16 h.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 19 h

ROMÉO ET JULIETTE

SALLE FAVART (296-06-11), sam. 19 h 30 ; le Bourgeois de Mézières

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), dim. 13 h 30 ; le Bourgeois de Mézières

CHAILLOT (727-81-15), 19 h

ROYER

LA PETITE VILLETTE (297-59-81), 19 h

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

LA PETITE VILLETTE

MICHEL (265-35-02), sam. 18 h 15 et 21 h 30 ; On dit que tu es...
MICRODIÈRE (742-95-22) sam. 20 h 30, dim. 15 h et 18 h 30 ; le Vieux voyageur.
MONTFARNASSE (320-89-90) sam. 21 h, dim. 15 h ; R. Duvet ; Petit Montfarnasse sam. 21 h 15, dim. 16 h ; P. Antonin.

NOUVEAUTES (770-52-76) sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h ; l'Entourloupe.

ŒUVRE (774-42-52) sam. 20 h 30, dim. 16 h ; Sarah ou le Cri de la langouste.

PALAISS DES ULAI (607-49-93) dim. 16 h ; la Naisance.

PARADIS (297-59-81) 19 h 30 ; le Fils du banquier.

POCHE (548-92-97) sam. 21 h ; Vera Bar.

SANT-GEORGES (778-63-47) sam. 20 h 45, dim. 15 h ; Six heures plus tard ; sam. 15 h, dim. 21 h ; Théâtre de Bou.

STUDIO DES (723-35-10) sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 ; le Fantôme à bascule.

STUDIO-THÉÂTRE (545-49-77) sam. 20 h ; Et nos amours ; 21 h 30 ; Bérénice.

TAI THÉÂTRE (778-10-79) 1. sam. 22 h, dim. 18 h ; l'Épouse du jour ; 2. sam. 20 h 30 ; Hais clos ; sam. 20 h 30 ; Fin de partie.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02) sam. 20 h 30, dim. 17 h ; l'Opéra de quat'sous ; 21 h 30 ; le Fils du banquier.

THÉÂTRE DE LA MER (327-48-61) sam. 20 h 30, dim. 15 h ; les Hommes et la Mer ; 21 h 30 ; les Hommes et la Mer.

THÉÂTRE DE MONTMARTRE (255-26-47) sam. 20 h 30 ; Et attendez Godot.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 ; ballet de l'Opéra de Hambourg.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes des salles « LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES » 201-26-20 + (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 14 et Dimanche 15 mai

La danse

CENTRE MANDAPA (589-01-00), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 ; Rite pour une poutale.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage d'Éric et P. Duvet.

TH. 18 (226-47-77), sam. 20 h ; P. Duvet ; H. Duvet, Bricolage

France / services

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 14 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 15 Série : **Dalles**.
21 h 25 **Droit de réponse**.
Émission de Michel Polac. *Corré blanc ou la sexualité*.
22 h 40 **Etoiles et toiles**. Spécial :
Magazine du cinéma de Frédéric Mitterand.

DEUXIÈME CHAÎNE : 2

20 h 35 Variétés : **Champs-Élysées**.
De M. Drucker. Avec Claude Nougaro.
21 h 15 **Téléfilm** : **Diane Lanster**.
D'après l'œuvre de J.D. Wolffromm, réalisation B. Quen-
sano, avec A. Alvin, J. Spieser, J. Parent... (2^e partie)
Un jeune homme handicapé rencontre une jeune fille de
bonne famille. Ils s'aiment et se marient. Mais la jeune
femme est atteinte d'une maladie grave. Elle meurt.
22 h 10 **Histoires courtes**. Le point d'eau, de V. Mon-
corpi.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Tous ensemble ou chacun son pro-
gramme**.
■ Dossier : **Stavisky**, l'homme qui fit trem-
bler la République.
Diffusé en Bourgogne, Paris-Normandie, Centre, Midi-
Pyrénées, Limousin, Languedoc, Rhône-Alpes.
Une enquête sur le scandale politico-financier qui fit
trembler la République française et de ses
grands émeutes en 1934.

■ **Le Fou de Buffon**.
Diffusé en Bretagne et Pays de Loire.
■ **Variétés** : Pour le plaisir.
Diffusé en Alsace-Lorraine.
■ **Frédéric Mistral**.
Diffusé en Provence - Côte d'Azur.
■ **Championnat d'Europe d'athlétisme**.
Diffusé en Nord-Picardie, Aquitaine.
21 h 15 **Le temps d'une chanson** autour de Pierre
Delanoë.
Une émission d'A. Weinberger, avec la participation du
ministère de la culture. Avec J.C. Paulin, Nicoletta,
G. Bédard, E. Barclay, M. Fugère...
22 h 30 **Journal**.
22 h 45 **Une minute pour une image**.
D'Agès Varda.
23 h 50 **Musique** : Spécial danse.
Alvin Ailey et l'American Dance Theater.

FRANCE-CULTURE

20 h 15 **Le riche convoité**, de C. Goldoni, avec M. Bouquet.
F. Personne, J. Bengui, J. Dessailly...
21 h 55, Ad lib.
22 h 5, **Le fagot du samedi**.

FRANCE-MUSIQUE

Journées avec les radios
régionales et locales
de Radio-France.
20 h 15 **Concert** donné le 6 mai 1983 au Grand Théâtre de
Paris : le **Barbier de Séville** de Rossini, par
le Chœur de Bordeaux-Aquitaine, dir. M. Müller, les
I. Cuperli, L. Alva, A. Mariotti...
■ **Radio Rhin-Alpes**.
■ **Radio Vaucluse** : Jazz avec Michel Portal et Mar-
cel Solal.

Dimanche 15 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

19 h **Le magazine de la semaine** : Sept sur
sept.
De J.-L. Burgat, E. Gilbert, F.-L. Boulay.
20 h **Journal**.
■ **Film** : **Sacco et Vanzetti**.
Film franco-italien de R. Rossellini (1971), avec
C. Cacciola, G.M. Volante, C. Cusack, W. Priolo
(Rediffusion).
■ **1920**. États-Unis. **anarchistes italiens**
émigrés sont soupçonnés d'avoir participé à un hold-up
et un meurtre et condamnés à mort. Leur scandaleux
procès émeut l'opinion mondiale.
Reconstitution d'un terrible drame de justice où s'entremê-
lent le racisme et les luttes sociales. Montaldo a réali-
sé ce film politique pour réhabiliter les victimes de
cette affaire célèbre. La ballade a été écrite et
par Jean Bess.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

19 h 5 **Dimanche magazine**.
19 h 5 **Stade 2**.
20 h **Journal**.
20 h 35 **Jeu** : La chasse aux trésors. Réal.
P. Gaudry-Réy et C. d'Yvoire.
21 h 40 **Éléments documentaires** : **Métiers dangereux**
et spectaculaires, de P. Legendre, réal. G. Dudayer.
Profession : pilote de Canadair.
22 h 30 **Concert** magazine.
Le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. D. Zitman,
interprète l'ouverture de « Béatrice et Bénédict », de
Berlioz, et le « Trio » de Beethoven.
Solistes : C. Zocher, piano, H. Blücher, violon et
H. Schiffrin, violoncelle.
23 h 15 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Boîte aux lettres**.
Magazine littéraire de J. Garlin.
Sur le thème : **Le roman et le théâtre**.
■ **Tout le monde**, directeur général de Gaumont.
21 h 35 **Aspects du court métrage français**.
22 h 15 **Journal**.
22 h 30 **Cinéma de minute** : **Ville haute, ville basse**.
Film de M. Le Roy (1949), avec R. Sca-
wyck, J. Mason, A. Gardner, Van Heflin, C. Char-
ney (v.o. sous-titré).
Un homme marié, appartenant à la bonne société new-
yorkaise, tombe dans les filets d'une ancienne ma-
dame.

■ **Intégrité**. **Un jour**, **un soir**.
Le style romanesque de Mervyn Le Roy, au service
d'une histoire qui lui a fait de la réputation de maître
de l'affaire. Un drame de la vieillesse et de la mort.
femmes : Ave Gardner, Barbara Stanwyck et... Cyd
Charisse.
■ **Une minute pour une image**, d'Agès Varda.
■ **Préface à la nuit**.
■ **Musique** : **Le grand concert d'archives**, par
l'Opéra.

FRANCE-CULTURE

19 h 10 **Le cinéma des cinéastes**.
■ **Albatros** : **Ballades romanesques**.
20 h 40 **Atelier de création radiophonique** : **biennale 82**.
musique post-moderne précédée de miniatures.

FRANCE-MUSIQUE

19 h 15 **Jazz** : Le groupe Zaka percussion et le Koiner
Saxophonarium.
20 h 15 **Les chœurs de la terre**.
20 h 30 **Concert** : **Les grands concerts d'archives**.
■ **Divertissement** : **Le bal de la fête de la fin de**
de Stravinski, « Concerto pour piano et orchestre », de
Bartok, « Les Tableaux d'une exposition », de Moussorgski
par l'Orchestre philharmonique de New-York, dir.
F. Reiner, sol. R. Serbin, piano.
22 h 30 **Le grand concert d'archives** : **Les figures du**
livre ; 23 h, **Entre guillemets** ; 0 h 5, **Les mots de Fran-**
çoise Xenakis.

TRIBUNES ET DÉBATS

DOMINIQUE 15 MAI

■ **M. Jean Le Geyec**, secrétaire d'État chargé du Plan et
de l'aménagement du territoire, est présent au Journal de
R.M.C. midi, à 13 h.
■ **M. François Guillemin**, président de la F.N.S.E.A., an-
ciennement R.M.C. à 13 h.
■ **M. Alain Savary**, ministre de l'éducation nationale, est
présent au Club de la presse à 14 h.
■ **M. Laurent Fabius**, ministre de l'industrie et de la re-
cherche, est le « grand témoin » de magazine à 7 h et 7 h 30
sur TF 1 à 19 h.
■ **Mme Edwige Avice**, ministre déléguée au temps libre, à
la jeunesse et aux sports, participe à l'émission de Ph. Calot
sur France-Inter de 6 h à 8 h 45.
■ **M. Eli Barnavi**, écrivain israélien, est l'invité de « Plai-
doyer » de R.M.C. à 8 h 30.
■ **Mme Edith Cresson**, ministre du commerce extérieur et
du tourisme, répond aux questions des auditeurs dans « Face
au public » sur France-Inter à 19 h 20.

LUNDI 16 MAI

■ **Mme Edwige Avice**, ministre déléguée au temps libre, à
la jeunesse et aux sports, participe à l'émission de Ph. Calot
sur France-Inter de 6 h à 8 h 45.
■ **M. Eli Barnavi**, écrivain israélien, est l'invité de « Plai-
doyer » de R.M.C. à 8 h 30.
■ **Mme Edith Cresson**, ministre du commerce extérieur et
du tourisme, répond aux questions des auditeurs dans « Face
au public » sur France-Inter à 19 h 20.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3449

HORIZONTALEMENT

I. Qui dépassent donc les limites. - II. Une tâche sur un tissu. Travail
qui exige une bonne lampe. - III. Étendue sur le sol. Peut-être se mettre à
ronfler sous... - IV. Comme du sel, parfois.
V. Partie du monde. Une femme qui n'a jamais besoin de faire la manche.
VI. Sévère. Dur.
VII. Lire comme un débutant. Difficile à...
VIII. Le Japon. Ville.
IX. La raison. Vieille ville. - IX. Ou ne parle plus. - X. Ou ne parle plus. - X. Ou ne parle plus.
XI. Le Japon. Ville.
XII. La raison. Vieille ville. - IX. Ou ne parle plus. - X. Ou ne parle plus.
XIII. Les lettres arabe. Note. Petites arabe. S'écrit primer d'une façon très chouette.
XIV. Présentes.
XV. Un plateau. Au beurre, c'est un bon fromage. - XII. Colère. Pays du Dauphiné. Symbole. - XIII. Chien en Bretagne. Lettres annonçant de nouvelles. Peut porter le chapeau. - XV. Plus. Peut-vent racheter tout ce qui a été cassé.

VERTICALEMENT

1. Indispensable pour que les charmes s'épanouissent. Faire des choses. - 2. En Espagne. Le dessus, c'est le gratin. - 3. Tenait la jambe chez des. Ont besoin de gros bonnets quand ils sont lourds. - 4. Pour l'or. Comme une pierre. Héros dans le

Sud. - 5. Une redondance en Note. Sa paix mit fin à la Fronde parlementaire. - 6. Moi pour le psychanalyste. Une charge peut le faire exploser. Préposition. - 7. Procédait à une inscription. Demi, n'est pas vraiment un homme. Monte soudainement quand ça va mal. - 8. Bien joué. Une fois pour une. - 9. Agir comme un mauvais employeur. Ne poursuivait pas. - 10. Qui ne bougea donc pas. - 11. Chef éthiopien. Ville d'Allemagne. Nourrit un dieu. - 12. Préposition. Pronom. Peut descendre dans la fosse. - 13. Coudre un tissu précieux. Un mot qui prouve qu'on est allé trop loin. Ne se frappe plus. - 14. Point commun. Très utile quand il s'agit de faire une passe. Patrie d'Abraham. - 15. Fait du tort. Va ventre à terre. Qui n'avait peut-être pas été bien digérée.

Solutions du problème n° 3448

Horizontalement

I. Guiltoria. - II. Annuité. - III. Sec. Strop. - IV. Hé! Vent. - V. Réarmer. - VI. Ovi. Ea. - VII. Tête-à-tête. - VIII. Ue. - IX. Mi. Bas Rio. - X. Illusions. - XI. Exil. Te.

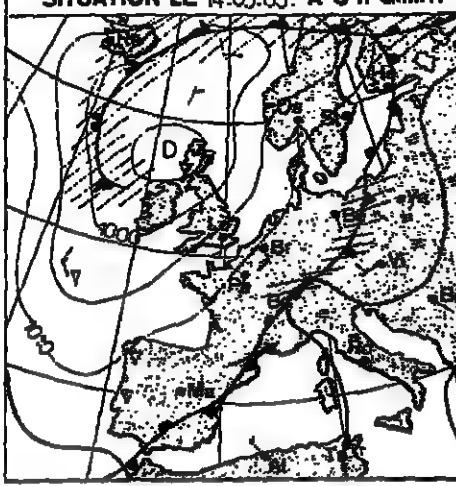
Verticalement

1. Gastrologie. - 2. Une. Ève. II. - 3. Inchantable. - 4. Lu. Érié. Aux. - 5. Les. Aussi. - 6. Olivette. II. - 7. Tirer. Ro. - 8. Iou. Ézint. - 9. Neptune. Océ.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 14.05.83. A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le samedi 14 mai à 0 heure et le dimanche 15 mai à midi.

Les conditions barométriques restent dépressionnaires sur la France et le proche Atlantique. Un front ondulant provoquant des pluies orageuses achève de traverser l'est du pays suivi de masses d'air instables.

Dimanche : le matin, on observera des nuages bas près du littoral méditerranéen. Les pluies et orages liés au front froid concerneront les régions s'étendant du golfe du Lion à l'est du Massif Central, aux Alpes du Nord et au Nord-Est. Le soir, ils s'attacheront plus que les Alpes du Sud, la position méditerranéenne et la Corse.

En fin de journée, le vent de secteur sud se renforcera près de l'Atlantique. Les températures minimales seront de 13 à 15 degrés sur les régions méditerranéennes, 8 à 10 degrés sur le littoral nord, 10 à 12 degrés ailleurs.

Les maximales atteindront 17 à 18 degrés dans l'ouest, 19 à 21 degrés ailleurs. Les précipitations atmosphériques réduites au niveau de la mer sont à Paris, le 14 mai, à 8 heures, de 1011,4 millibars, soit 754,6 millibars de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 mai ; le second le minimum de la nuit du 13 mai au 14 mai) :

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 14 mai :

UN DÉCRET

■ Relatif au transfert de compétences aux départements en matière d'équipement rural et d'aménagement foncier.

UNE LISTE

■ D'aptitude aux fonctions de deuxième grade du corps des greffiers en chef des cours et tribunaux.

BREF

DOCUMENTATION

VIENNE EN POITOU-CHARENTES. - Le Centre régional Poitou-Charentes temps libre, jeunesse et sports propose dans ses installations audio-visuelles, un cycle de deux stages de formation : le premier de la photographie et de l'animation sonore. Outre l'attestation de fin de cycle, le niveau technique atteint permet alors aux stagiaires qui le désirent de se présenter au C.A.P. photographie, option A. Premier stage du 18 au 28 mai et du 24 mai au 10 juin.

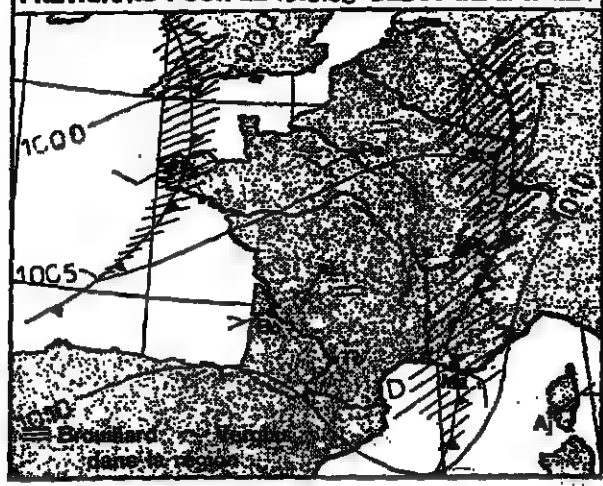
★ **Château de Beuvre, Vienne.** - 86000 Poitiers, tél. : (49) 53-31-34.

LOISIRS

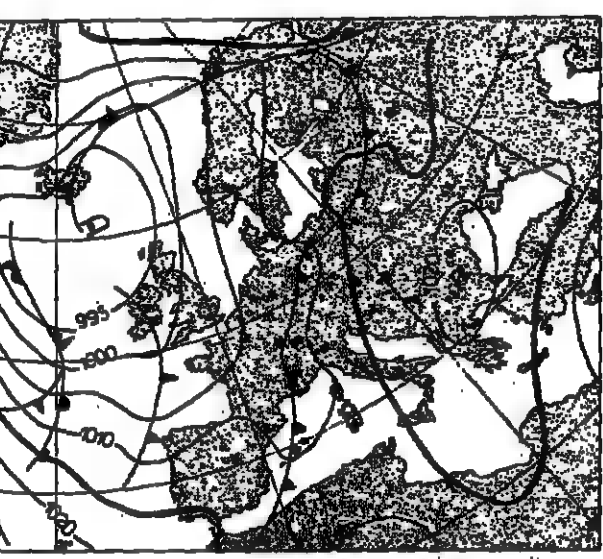
GUIDE DES MUSÉES EN ÎLE-DE-FRANCE. - La préfecture de région de l'Association des musées de France vient de rééditer le Guide des musées d'Île-de-France.

■ Ce brochure qui fait découvrir les départements de l'Île-de-France, hors Paris, répertorie soixante-quatre musées d'État. Ce guide est disponible, gratuitement, dans tous les musées cités dans les huit préfectures de la région, l'accueil de la mairie de Paris ainsi que dans les offices de tourisme et les syndicats d'initiative de la région.

PRÉVISIONS POUR LE 15.5.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 15 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)



Ajaccio, 25 et 12 degrés ; Biarritz, 19 et 10 ; Bordeaux, 19 et 9 ; Bourges, 16 et 5 ; Brét, 12 et 9 ; Caen, 15 et 6 ; Cherbourg, 13 et 7 ; Clermont-Ferrand, 16 et 6 ; Dijon, 11 et 8 ; Grenoble, 13 et 9 ; Lille, 12 et 6 ; Lyon, 12 et 9 ; Marseille-Marganne, 23 et 15 ; Nancy, 13 et 7 ; Nantes, 16 et 8 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 14 ; Paris-Le Bourget, 16 et 6 ; Pau, 22 et 9 ; Perpignan, 21 et 14 ; Rennes, 15 et 7 ; Strasbourg, 11 et 10 ; Tours, 16 et 4 ; Toulouse, 19 et 12 ; Poitiers-Poitou, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 13 degrés ; Amsterdam, 16 et 7 ; Athènes, 28 et 17 ; Berlin, 19 et 9 ; Bonn, 16 et 7 ; Bruxelles, 16 et 8 ; Le Caire, 31 et 17 ; Casablanca, 25 et 18 ; Coppenhague, 13 et 7 ; Dakar, 24 et 19 ; Djibouti, 30 et 17 ; Genève, 11 et 8 ; Harbin, 23 et 14 ; Lisbonne, 18 et 11 ; Madrid, 16 et 7 ; Luxembourg, 13 et 7 ; Moscou, 19 et 8 ; Moscou, 24 et 12 ; Nairobi, 24 et 17 ; New-York, 20 et 12 ; Palma-de-Majorque, 24 et 12 ; Rome, 23 et 13 ; Stockholm, 17 et 4 ; Téhéran, 31 et 23 ; Tokyo, 22 et 15.

[Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.]

CARNET

Naissances

■ M. et M^{me} François STEUDLER et Guillaume sont heureux de faire part de la naissance de...
Paris, le 30 avril 1983.
22, rue Chevert, 75007 Paris.

Mariages

■ On nous prie d'annoncer le mariage de...
Amick ROUCHER et André MONSIEINGON.
La bénédiction nuptiale leur a été donnée, le 25 avril 1983, en l'église de Bourron, dans l'intimité familiale.
11, cité Vaneau, Paris.

Décès

■ M. et M^{me} Amzallag Léon et...
M. et M^{me} Amzallag Sam et enfants, M. et M^{me} Hayot Samuel et enfants, M^{me} veuve Amzallag...
M. et M^{me} Mauss et enfants, M. et M^{me} Abecassis et enfants, M. et M^{me} Sérafin et enfants.
ont la grande douleur de faire part du décès de...
M^{me} veuve AMZALLAG Sarah, leur mère et grand-mère.
L'inhumation aura lieu le mardi 17 mai, à 10 heures, au cimetière de Blanc-Mesnil.

■ M^{me} Louis Beaudoin, née Simone Chigot, son épouse, M. et M^{me} Jean Beaudoin et enfants, M^{me} Monique Beaudoin, M. Gérard Maury et ses enfants, M. et M^{me} Denis Tallon et leur fils, ses enfants, petits-enfants, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de...
Louis BEAUDOIN, officier de la Légion d'honneur, premier vice-président de la F.N.C.P.G.-C.A.T.M., maire de Neuville-Denis-Clochers (Cher), survenu le 12 mai 1983, dans sa soixante-huitième année.

Les obsèques auront lieu le lundi 15 mai, en l'église de Neuville-Denis-Clochers, à 15 heures. Prière pour lui.
Cet avis tient lieu de faire-part.

■ M^{me} Pierre Bréas, son épouse, M^{me} Marie-Louise Lamy, sa belle-sœur, ont la douleur de faire part du décès de...
M. Pierre BRÉAS, survenu le 3 mai 1983.
Les obsèques ont eu lieu le jeudi 11 mai en l'église de Lury-Lévis.

■ M^{me} Pauline Groselle, son épouse, Christine et François Trivin, Jean-Jacques et Dominique, leurs enfants, Anne, Florence, Cécile, Benoît, Claire, Fabien, ses petits-enfants, Les familles Lebrette, Groselle, Cabalet et Coman, ont l'immeuble douleur de faire part du décès de...
Maurice GROSELLE, survenu brutalement le 11 mai 1983, dans sa soixante-cinquième année. Le présent avis tient lieu de faire-part.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 16 mai 1983, à 14 h 15, en l'église paroissiale Saint-André de Chelles. L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse dans le caveau de famille.
10, rue Parmentier, 77300 Chelles.

Anniversaires

■ Pour le septième anniversaire de la mort de...
M. André GANEM, une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Communications diverses

■ Au profit de l'association de la Polynésie française, une Nuit polynésienne est organisée le 20 mai 1983, à 20 h 30, au Théâtre municipal de La Caille-Saint-Cloud, salle de la Caravelle. Marché ouvert à 19 heures, 23 heures, soirée dansante. Tél. : 969-20-00 (poste 357).

هناك من العمل

Economie

Les paysans français vont «contrôler» les postes frontière

(Suite de la première page.)

Par ce jeu dangereux, ils concluent à leur manière le débat sur le protectionnisme : s'estiment attaqués par les avantages procurés par les M.C.M., qui taxent leurs exportations et subventionnent celles des autres pays, ils se protègent. Ces manifestations sont autant un exutoire qu'un moyen d'attirer l'attention des médias, il y a d'agriculteurs que derrière un cortège de tracteurs.

Demandeurs sur tout

Les griefs des paysans français sont importants : le retard apporté à la fixation des prix provoque, selon un calcul du COPA, l'organisation des agriculteurs européens, un manque à gagner de 2,5 milliards de francs, dont 1,1 millions pour les seuls paysans français. Les hausses proposées par la Commission européenne, même partiellement réduites, vont continuer à exacerber leurs efforts pervers. Et, enfin, sujet masqué dans les débats entre ministres, le compromis risque bien de comporter des clauses de limitation de la production, clauses dangereuses pour les agriculteurs eux-mêmes, mais, disent-ils, pour l'économie européenne dans son ensemble aussi.

En fait, ce qui irrite le plus les paysans, c'est qu'aucun accord ne paraît satisfaisant. Mais y a-t-il même ? Les conditions d'un arrangement sont aujourd'hui rendues plus difficiles parce que le ministre italien est en campagne électorale et que celui de la Grande-Bretagne, conservateur, ne va pas tarder à être face aux travaillistes britanniques dont l'hostilité à la politique agricole commune est bien connue. Sans accord, les Français obtiennent, au mieux, ces deux points de démantèlement des M.C.M., et on se rappelle les 21 et 26 mai dans un conseil préalablement fixé pour discuter du règlement tarifaire et légal, pour lequel les Français, particulièrement demandeurs, d'ailleurs, dans cette négociation, Français sont demandeurs sur tout. C'est leur faiblesse, plus grande encore, faute d'avoir pensé aux contreparties et ignoré que les négociations européennes sont un vaste marchandage.

Un rendez-vous piraté

S'il y a un compromis, la politique agricole commune continue, aussi essouffée qu'auparavant. Le budget communautaire reste trop faible et les distorsions monétaires subsistent. « Les agriculteurs en ont assez », dit-on à la F.N.S.E.A., de voir leur rendez-vous économique piraté par des discussions politiques. En France, le climat est à la pluie, ce qui est un beau temps pour les manifestations mais inquiétant pour les récoltes. Le climat est à la crise aussi, en Bretagne surtout, les difficultés des producteurs de lait, de porcs, de poulets et d'œufs se conjuguent. D'ores et déjà, on prévoit une forte chute de revenus en 1983, d'autant plus vive que la

Des devises pour les Italiens. — Le ministre italien du commerce extérieur a décidé d'augmenter le montant de devises alloués aux Italiens désireux de se rendre à l'étranger. Jusqu'à présent, chaque voyageur pouvait emporter chaque année 1,2 million de francs (6000 F). Cette somme est désormais fixée à 1,6 million de francs (8000 F). S'ajoutent à ce montant les 200 000 francs (1000 F) qu'il est possible de sortir d'Italie à chaque voyage.

hausse (moyenne) fut élevée en 1982.

Les paysans avancent que 8 % d'augmentation des prix, plafonné par le gouvernement français, ne permettront pas de couvrir les charges « seront inférieures à la hausse du coût de la vie que l'INSEE évalue à 9 % au moins.

Quel peut-être alors le jeu de M. Michel Rocard ? La passe est étroite. Partisan du plan de rigueur, il craint que l'agriculture n'y soit plus qu'il ne conviendrait. La commission agricole de la partie estime, elle, que le plan ne serait pas suffisant pour permettre la poursuite du rattrapage de l'agriculture. M. Mauroy et M. Delors se laisseront-ils fléchir ? Rien n'est moins évident, car, au-delà de la rigueur, il y a la place même de l'agriculture dans les préoccupations du gouvernement. En demandant une réévaluation du mark élevée, M. Delors a favorisé la création des M.C.M., positifs. Dans ses discours à l'Assemblée, M. Mauroy n'aborde les questions agricoles que pour exiger le maintien de l'ordre républicain. Enfin, depuis que le ministère du Plan a changé de titulaire, l'agriculture a disparu des programmes d'action prioritaires dans le projet de loi. Un oubli que M. Rocard compte bien faire réparer.

Un coup de force

À la F.N.S.E.A., on craint pour l'ambition personnelle de M. Rocard pour ramener la question agricole au niveau qui devrait être le sien. Certains, dans la centrale de M. Rocard, en rajoutent même : « Si le dossier lui apparaît trop petit, Michel Rocard est capable de prendre ses distances avec le gouvernement. Il veut qu'il y ait beaucoup à proposer dans le milieu agricole et rural sur lequel il veut faire une O.P.A. »

La F.N.S.E.A. a un autre souci. Elle veut déamorcer l'impasse provoquée par l'annonce d'un revenu agricole en francs en 1982 en expliquant combien la moyenne cache les évolutions négatives et en évitant que les manifestations ne heurtent l'opinion publique. « Une chose est certaine », écrit M. Guillaume, dans la Lettre S, hebdomadaire de la majorité sénatoriale, les disparités entre les régions et les systèmes de production se sont considérablement accrues. La nouveauté mérite d'être relevée, car il y a quand le gouvernement entendait avoir une politique distincte selon les régions et les exploitations, la F.N.S.E.A. était toujours appuyée, pour la refuser, sur les résultats globaux de la branche agricole.

Comment sortir de l'impasse ? Comment éviter le pourrissement du dossier ? Par une initiative spectaculaire ? Un coup de force à la de Gaulle, qui exigerait une réforme hardie du fonctionnement de l'Europe des Dix ? La France a peu de moyens pour l'imposer. Un retour à la règle du jeu de la préférence communautaire, une politique d'exportation avec des contrats à long terme, supposeraient que les Dix aient ensemble vocation à faire de la Communauté une grande puissance agricole. La situation du franc par rapport au dollar, au mark et le fait de devoir recourir à un emprunt communautaire ne sont pas des arguments pour exiger. On le voit, le dossier agricole amène aussi à se poser la question de la compatibilité d'une politique socialiste en France avec le respect des règles économiques classiques en vigueur dans la Communauté.

JACQUES GRALL

LE CONFLIT DE « LA MANURHIN »

Quand les défenseurs du bel ouvrage s'opposent aux gestionnaires réalistes

Jadis prospère, le Manurhin, de Mulhouse, connaît des difficultés aussi graves que soudaines. Un an après la mort de son patron, Paul Spingler, le nouveau président-directeur général, M. Antoine Veil, nommé avec l'appui de l'actionnaire principal, le groupe Matra, a annoncé huit cent vingt-six suppressions d'emplois sur un effectif de cinq mille personnes. En face, se mobilisent les travailleurs, hautement qualifiés.

De notre envoyé spécial

Mulhouse. Deux mondes. Deux manières de voir le monde. Deux manières de parler. Les deux mondes ne se comprennent pas parce que, au-delà des idéologies, ils représentent des façons de vivre qui ne peuvent cohabiter durablement.

D'un côté, les travailleurs — alsaciens — de Manurhin, à Mulhouse, calmes et posés, hautement qualifiés, qui revendiquent fièrement de continuer « à faire du copain », symbole d'une tradition ouvrière, d'un savoir-faire, et fleurons d'une industrie mécanique qui est le renom de la ville. Cent-cinquante, nonchalants assurés des compétences, ont l'ancienneté moyenne d'environ vingt et quarante ans, pour la plupart « passés au moule » de l'apprentissage de « la Manurhin ». Ainsi, et depuis toujours, on a l'habitude de travailler de 6 heures du matin à 14 heures. Une discipline.

De l'autre côté, les fringants mousquetaires parisiens, habitués à en découdre, fins analystes et pondeurs des vieilles idées reçues. En retrait, M. Jean-Luc Lagardère, président-directeur général de Matra, qui se porta acquiescent de 34,60 % de Manurhin en 1978 au nom des « synergies possibles entre les deux groupes », comme on l'affirmait à l'époque. En première ligne, très exposé, M. Antoine Veil, nommé président-directeur général de Manurhin en juin 1979 à la demande du premier, après la mort, le 15 mai 1982, de l'ancien propriétaire, M. Paul Spingler, un septuagénaire paternaliste et notoire mulhousien. Carré et ventru, lucides, résolument modernes, et ne craignent pas d'être cyniques pour le bon droit, la compétitivité ou l'expansion de l'entreprise. Virevoltant, habile, à la fois tranchant et familier, M. Antoine Veil se plaît à croire qu'il a « un contact facile avec les syndicalistes ». Incapable de rester en place dans son bureau un peu vieillot — l'héritage de M. Spingler, qui avait déjà été directeur de la Manurhin —, il aime se faire charmer pour confier : « Je t'enseigne la part la plus difficile de ma tâche ».

En avril dernier, le 25, ces deux mondes se sont découverts pour ce qu'ils étaient, un mariage de l'eau et du feu, quand M. Antoine Veil annonça au conseil d'administration, réuni à Mulhouse, la nécessité de licencier huit cent vingt-six personnes — au plus vite —, sur un effectif déjà retombé à cinq mille personnes (Manurhin employait cinq mille huit cent cinquante personnes fin 1981 avant « l'érosion naturelle » d'un contrat du Fonds national de l'emploi touchant deux cent quatre-vingt personnes, en septembre 1982). « Si nous, ajoutera M. Veil, on risque la fermeture de l'usine d'un groupe qui possède des usines à Mulhouse, à Chassat (Allier) et à Saint-Martin-de-Crau (Bouches-du-Rhône), divisé en cinq filiales et plusieurs branches d'activités (mécanique, constructions mécaniques, machine-outil, matériel agro-alimentaire, etc.).

Depuis, dans l'attente du

mité central d'entreprise du 24 mai prochain, les deux mondes s'affrontent. Des manifestations ont lieu presque quotidiennement comme ce mercredi 11 mai, où « le plan de réajustement de Veil-Lagardère », dit-on, a été « enterré » sous un parapluie fleuri de la Porte Juive à Mulhouse par quelques centaines de manifestants. L'appel syndicaliste C.G.T. et C.F.D.T.

Incrédulité

Comment en être arrivé là alors que, il y a peu, tout le monde s'employait à vanter les mérites de Manurhin, « entreprise modèle », dont les bilans de 1978 à 1980 étaient bénéficiaires, et qui on espérait le développement avec son nouvel actionnaire Matra ?

Certes, il y a eu, en 1981, « le premier choc déficitaire depuis la deuxième guerre », avec une perte de 250 millions, mais personne ne voulait y voir plus qu'une alerte, justifiée par une mauvaise passe. Manurhin avait beaucoup investi (250 millions de francs) dans la recherche pour un missile, APILAS, dont l'homologation n'interviendrait peut-être qu'en 1983. La société avait connu quelques déboires avec de nouveaux matériels, et notamment une machine pour l'embouteillage, ainsi que des problèmes avec une implantation dans les Alpes. Enfin, elle n'avait cessé d'emprunter à court terme, depuis 1978, et en particulier en Suisse, au point de voir ses frais financiers augmenter jusqu'à 9 % de son chiffre d'affaires et de faire figurer des « provisions pour pertes de change ».

Or, il est évident que M. Veil, ce premier signe inquiétant aurait dû ouvrir les yeux, d'autant que l'année 1982 allait en confirmer la tendance avec 1 milliard de francs d'endettement : un bilan qui s'annonce mauvais.

Il nous a été expliqué avec son déficit, répliquent, incrédules, MM. Gaston Sittler secrétaire C.G.T. du comité central d'entreprise, et M. Meyer, secrétaire de la section C.G.T. « Il y a eu, on ne parlait pas de tout ça et on n'en avait même pas entendu parler au conseil d'administration de Manurhin, et il y a pour nous des Matra » (MM. Durand et Lagardère). « Il y a une incompréhension de la part », reprend M. Pierre Marx, le responsable de la section C.F.D.T. « On ne demande pourquoi l'espace d'un an, depuis la mort de Spingler, on est arrivé là. Mais il ajoute aussi que la charge de travail, qui avait été normale de 1978 à 1980, paraissait régresser en 1982, précisant en outre que, depuis un moment déjà, « on avait les yeux rivés sur la Manurhin ».

Tout le monde, syndicalistes ou banquiers, se demandait donc pourquoi, pour M. Veil, « En fait, Manurhin était en train de faire faillite virtuelle en 1979 ou 1980... ». Et de rappeler rapidement que, avant de venir, il ne manquait rien à cette affaire, si ce n'est ce que lui en avait dit M. Lagardère, « le contrat d'un sleeping-partner, mais trop occupé et égaré, à l'époque, du problème des multinationales ».

Pour la mécanique

Nous sommes donc au cœur du problème. Sans l'avouer, M. Veil s'interroge sur la gestion passée, qui fut aussi celle d'une époque financière avec un patron, M. Spingler, qui avait la barre, malgré l'arrivée de Matra. Aussi les interventions et les diagnostics furent-ils rodomontés, jusqu'à la mort. M. Veil nommé, il fit réaliser une étude, un premier audit pour connaître la réalité de la situation,

« plus grave que nous ne pensions », dira-t-il, et négociera un plan de réajustement qui se révélera « irréaliste et doigt mouillé ».

« J'étais seul, je me suis senti seul », raconte-t-il. Nous avons préparé un plan industriel qui sera voté en juin, et j'ai désigné un deuxième audit. Entre-temps, car M. Veil est pressé, il lancera pour ses intentions, notamment dans une interview à l'Écho Nouvelle de Mulhouse en 1982. On y apprend que Manurhin souffre de la dispersion de ses activités et d'un « déséquilibre entre l'outil de production et les effectifs qu'il faudra réajuster d'ici à six mois ». Prémonitoire...

Trois marques de l'esprit des multinationales en Alsace, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. rendent un hommage appuyé à leur ancien patron et n'aiment guère qu'on le mette en cause. « On a parlé de magouilles... », réplique pourtant M. Pierre Marx, et le terme résonne sur les pancartes C.F.D.T. lors du 11 mai à Mulhouse, le 11 mai : « Il faut licencier les magouilles ».

Les paroles de Manurhin, se perpétuent, en effet, le souvenir des grandes époques de la mécanique de 1950 ou 1965, quand Mulhouse et le Haut-Rhin étaient réputés pour leurs machines-outils et leurs machines textiles. Les ouvriers ont légitimement fierté de leurs productions et de leurs compétences professionnelles ; aujourd'hui, ils craignent par-dessus tout la déqualification et la perte d'une machine-outil, en cinq ans, a perdu dix mille emplois dans le département.

Manurhin, c'est l'exemple d'un pan entier qui disparaît dans un pays et dans le tissu industriel du Haut-Rhin, explique M. Gaston Sittler, le secrétaire départemental de la F.G.M.-C.F.D.T. (métallurgie), qui reconnaît, toutefois, « que le savoir faire a vieilli et que le retard se prolonge ».

Dernière pirouette

Même à la C.G.T., M. André Muré, le secrétaire départemental de l'U.S.T.M. (métallurgie), évoque la « dernière pirouette » de Manurhin, mais préfère M. Veil d'appliquer la stratégie qui a bien réussi pour Matra. « On essaie de produire le moins possible par nos moyens, on vend surtout des idées », explique-t-il. Ici, cela reviendrait à se dégarer de l'usage, pour faire travailler, et à assurer que l'assemblage, voire acheter à l'étranger, comme aux normes françaises ou européennes et commercialiser ».

La fin d'un monde donc, que M. Spingler, dans les avis, avait personnalisé jusqu'à sa mort ou artificiellement prolongé par orgueil. Car les multinationales, selon M. Veil, imposent de rompre avec la tradition : « Quand on perd 40 centimes pour 1 franc de chiffre d'affaires, la machine-outil, il faut faire autre chose ».

Manurhin, aujourd'hui, doit se dégarer de la tradition de la machine-outil pour se redéployer vers la mise au point de systèmes automatisés de production. Prête à l'abandon de son savoir pressé et réaliste, la Manurhin recherche un regroupement pour ses activités dans le matériel agro-alimentaire, tandis qu'elle voudrait redonner vigueur à sa branche militaire. Mais il ne s'agit là que d'un plan à trois ans qui devra être peaufiné, et comporte, nécessairement, un volet financier.

C.G.T. et C.F.D.T. récusent cette idée de projet industriel « qui n'existe pas » ou « qu'on nous cache ». « On s'oriente vers le développement », dit-on à la C.G.T. « Il y a un danger de créa-

tion de P.M.I. multiples », dit-on à la C.F.D.T.

Si les deux organisations mettent l'accent sur l'intégration de Manurhin au plan machine-outil ou même au plan agro-alimentaire, les nuances apparaissent vite dans leur argumentation. Pour la C.G.T., au prix d'une adaptation de l'usine, « on peut produire français » quand le pays national ne se laisse pas étranger et composé de machines d'une ancienneté moyenne de dix-sept ans. « Si puis, ajoute M. Sittler, on peut faire Peugeot sans s'équiper de mille robots d'ici dix ans. Manurhin pourrait produire ce qu'on construit ». Pour la C.F.D.T., il s'agit de proposer une politique industrielle alternative pour éviter « cet énorme gâchis humain, la perte de son potentiel technique ». Elle réclame la constitution d'un pôle robotique et électronique en Alsace, déclarant avec amertume, M. Veil : « Nous ne voudrions pas que les pouvoirs publics prennent le plan Veil pour argent comptant ». Là aussi, que Matra une « entreprise semi-nationalisée », selon le sens de M. Lagardère, interviendrait comme un élément de poids dans la poursuite des négociations déjà engagées, avec l'hôtel Matignon et le ministère de l'Industrie. « Sinon, cela reviendrait à dire que la gauche a le pouvoir en chargeant le dispositif social, les groupes pourraient en profiter pour se restructurer », conclut M. Leprêt.

De part et d'autre, ce sont deux logiques qui s'ignorent, l'une basée sur une valeur professionnelle digne d'un compagnonnage, qui ne mais attaquée dans ses fondements. L'autre impatient d'aller dans le vent de l'histoire et qui ne voit rien, sauf de ne pas marcher. L'une parle de bel ouvrage quand l'autre piaffe à la porte de l'avenir.

Cela n'empêche pas M. Veil, dans une dernière pirouette, de bouclier la boucle et de lâcher tout à fait : « Je les connais, ils ont une très bonne qualification. S'ils le veulent, qu'ils quittent Manurhin et qu'ils se mettent à leur compte. Nous leur donnerons du travail ! » L'utopie de la réconciliation fonctionne-t-elle ?

ALAIN LEBAUDE.

Aux Etats-Unis LA PRODUCTION INDUSTRIELLE AUGMENTE ET LES PRIX DE GROS BAISSENT

Une forte progression de 2,1 % de la production industrielle a été enregistrée en avril aux Etats-Unis, a annoncé le 13 mai le Bureau d'Analyse Economique. C'est la cinquième amélioration mensuelle consécutive et la plus forte progression mensuelle depuis huit ans. Cette ampleur confirme, aux yeux des économistes, la reprise économique en cours. Selon la FED, l'amélioration de la production s'est manifestée particulièrement dans les industries durables (les biens d'équipement ont progressé de 1,8 % et la production d'automobiles a atteint un rythme annuel de 5,9 millions d'unités (contre 5,8 millions en mars).

D'autre part, les prix de gros ont baissé (de 0,1 %) en avril pour la troisième fois depuis le début de l'année. Cette baisse est due au recul des prix de l'énergie (- 2,8 %). Au cours des quatre premiers mois de 1983, les prix de gros ont ainsi baissé de 3,7 % en rythme annuel. — (A.P., Reuter.)

PRÉCISION. — Dans la page consacrée à la « revanche de l'économie » (Le Monde du 12 mai), il faut compléter la légende du graphique sur le commerce extérieur : après correction des variations saisonnières y compris matériel militaire.

هكذا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

3. M. Chaysson à Madrid.

POLITIQUE

Les députés et la chasse au canard.

SOCIÉTÉ

10. Avant la discussion à l'Assemblée nationale du projet de loi sur l'enseignement supérieur.

CULTURE

12-13. LE FESTIVAL DE MONTAUBAN.

ÉCONOMIE

17. Le conflit de la Manurhin.

RADIO-TÉLÉVISION (16)

INFORMATIONS

« Services » (16) : Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés. Carnet (16) ; Programme des spectacles (14).

TENNIS

Noah : fin de série pour Wilander

A une semaine des championnats internationaux de France, Roland-Garros, Yannick Noah a fait sensation, vendredi 13 mai, à Hambourg, en battant le Suédois Mats Wilander 6-4, 6-4, en quatre sets. Efficace au service, agressif dans les échanges, le numéro un français a mis fin à une série de quatre défaites consécutives de Wilander sur terre battue, où le Suédois n'avait plus été vaincu depuis le 21 mai 1982. En demi-finale, Noah rencontrera l'Américain Eric Fromm, tandis que l'Argentin Guillermo Vilas sera opposé à l'Espagnol José Higueras.

A Florence (75 000 dollars), Thierry Tulasne et son entraîneur Georges Goven ont été battus en quatre sets de finale, par le Français Jimmy Ariès (6-4, 6-1) et Eddie Dibbs (6-3, 6-4).

L'Américain Jimmy Connors a officiellement renoncé, vendredi, à venir disputer les Internationaux de France.

M. François Leroy - fils du directeur de l'Humanité, M. Roland Leroy -, qui effectuait son service militaire à l'état-major maritime de Rochefort, a été sanctionné de vingt jours d'arrêt pour avoir participé à une manifestation de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), dont il est militant, à la veille immédiate de cette sanction.

Le gouvernement chinois a décidé de prendre des mesures pour lutter contre la piraterie maritime et de contrôler strictement le déplacement des navires par avion, à la suite du premier détournement réussi sur les lignes aériennes de la Manurhin (le Monde du 11 mai).

M. Qingdong, secrétaire général adjoint du gouvernement, cité, jeudi 12 mai, par l'agence Chine nouvelle, a annoncé que les « mesures énergiques » allaient être prises pour prévenir de tels incidents. Il a également annoncé des sanctions sévères contre des employés de la CAAC (administration de l'aviation civile), dont la « négligence » a permis à six Chinois de détourner un avion des lignes intérieures chinoises vers un aéroport à l'étranger.

Un porte-parole de la CAAC a, pour sa part, déclaré qu'une première mesure de prévention très stricte des permis de déplacement des citoyens sur les lignes aériennes. (A.F.P.)

A B C D E F G

L'ACCORD ENTRE JERUSALEM ET BEYROUTH

Le président Assad dénonce violemment le « protectorat israélien » sur le Liban

Beyrouth. - Le refus syrien de l'accord libano-israélien a été qualifié de « refus de la sécurité de la Syrie ». Le chef de l'Etat syrien a déclaré que ce projet d'accord est très grave car il revient à mettre fin à l'état de guerre avec Israël, à établir des relations diplomatiques sous couvert de bureaux spéciaux, à imposer des restrictions politiques, économiques et portant sur l'information. Il conteste l'arbitrage américain « évidemment favorable à Israël », relève que « des centres militaires israéliens pourrissent dans les zones limitrophes de la Syrie » et conclut que « l'accord viole de manière flagrante la charte de la Ligue arabe (...) et fait du Liban un protectorat israélien ».

Le président Assad, qui avait longuement écouté les explications du ministre libanais, a fait diffuser un communiqué dans lequel il expose ses objections à l'accord. « Imposé au Liban (...) qui rétribue l'invasion israélienne (...) en échange de la souveraineté et l'indépendance du Liban, lui impose la domination d'Israël, ré-

De notre correspondant

duit à ses « arabes, et met en danger la sécurité de la Syrie ». Le chef de l'Etat syrien a déclaré que ce projet d'accord est très grave car il revient à mettre fin à l'état de guerre avec Israël, à établir des relations diplomatiques sous couvert de bureaux spéciaux, à imposer des restrictions politiques, économiques et portant sur l'information. Il conteste l'arbitrage américain « évidemment favorable à Israël », relève que « des centres militaires israéliens pourrissent dans les zones limitrophes de la Syrie » et conclut que « l'accord viole de manière flagrante la charte de la Ligue arabe (...) et fait du Liban un protectorat israélien ».

Une dernière lecture du projet d'accord

En fin de compte, le président El Assad donnait plus de solennité à un refus déjà exprimé en long et en large par son ministre des Affaires étrangères, M. Khaddam, sur un ton autrement plus menaçant : « Vous auriez mieux fait de rester professeur d'université », a-t-il dit à son collègue libanais avant d'évoquer « Sadate, qui s'imaginait aussi bénéficier d'un consensus et qui, aujourd'hui, n'est que dans le vent ». Ce qui visait surtout les deux principaux personnalités musulmanes actuellement au pouvoir à Beyrouth : le chef du gou-

vernement, M. Wazzan et le président de l'Assemblée, M. Marwan El Assad.

Entre-temps, à Natanya, en Israël, les négociateurs libanais et israéliens procèdent à une dernière lecture du projet d'accord ; mais ils n'ont pu terminer leur travail et une nouvelle séance est prévue pour dimanche. Le texte pourrait être signé mardi prochain. Même s'il ne devait pas entrer en application dans l'immédiat à la suite de son rejet par la Syrie, une étape n'en serait pas moins franchie : l'accord existerait et restera « en réserve » pour le jour où la conjoncture régionale permettra de le « réactiver ».

LUCIEN GEORGE.

A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche a déclaré après l'annonce du rejet syrien : « Nous continuerons à travailler avec les Syriens, à travers divers canaux, pour les amener à participer au retrait de toutes les forces étrangères du Liban. Il s'est refusé à préciser quels étaient ces « divers canaux ». Mais, des fonctionnaires du département d'Etat, le gouvernement américain envisageait des conversations directes avec la Syrie pour convaincre Damas de participer au retrait des forces étrangères du Liban. Les Etats-Unis seraient prêts à envisager la négociation avec Damas d'un accord libano-syrien qui ferait passer le Liban entre Israël et le Liban.

AVANT LE SOMMET DE WILLIAMSBURG

M. Delors voudrait élargir à onze pays les procédures de surveillance mutuelle des politiques économiques

Le ministre des Affaires économiques et du Trésor, M. Donald Regan, s'est indirectement prononcé vendredi contre la proposition du président français François Mitterrand de réformer le système monétaire international. « Nous ne sommes pas prêts pour un tel projet », a-t-il déclaré. M. Regan a déclaré que les industriels américains, réunis à Hot Springs (Virginie), la semaine dernière, ont conclu un consensus qui ne reprend pas l'objectif mondial de l'accord de Bretton Woods, mais vise à établir un système de surveillance mutuelle des politiques économiques.

Les vues ainsi exprimées par le secrétaire américain au Trésor, M. Donald Regan, ont été plus que celles de M. Jacques Delors, ministre français de l'Economie, des Finances et du Budget. M. Jacques Delors a, ce même vendredi, déclaré l'attitude de M. Regan, qui, le 29 avril dernier, avait donné sa signature à un communiqué approuvant le rapport du groupe de travail (groupe Jorgensen, du nom du fonctionnaire français du Trésor qui le présidait) relatif aux « imbalances sur les marchés des changes » et le même jour déclaré que les Etats-Unis continueraient de laisser le marché fixer librement les cours du dollar.

A propos de l'initiative prise par M. François Mitterrand de proposer une réforme du système monétaire international, M. Delors pense qu'il s'agit d'une « tâche de longue haleine ». Il rappelle qu'il a lui-même demandé à un an qu'on revienne à l'esprit de Bretton Woods. Il a déclaré que la proposition de l'Elysée pour le prochain sommet de Williamsburg, qui, assure-t-il, « ne peut être qu'une première étape », est encore, ne serait-ce qu'en ce qui concerne les procédures de surveillance mutuelle des politiques économiques, destinée à marquer les difficultés françaises au profit d'un grand dessein international. La preuve, ajoute-t-il, est que la France ne prête sans la moindre réticence au sein du groupe des Cinq (dont elle fait partie aux côtés des représentants des Etats-Unis, de la R.F.A., de la Grande-Bretagne et du Japon), à l'examen de sa situation économique et financière et des mesures mises en œuvre pour en corriger les déséquilibres. Le principe d'un tel examen mutuel avait été décidé à Versailles l'an dernier. Deux exercices de ce genre ont déjà eu lieu depuis lors. Non seulement la France ne s'y soustrait pas, mais M. Delors préconise que la formule soit élargie à d'autres participants, en la transportant au sein du groupe des Onze (les cinq pays déjà cités plus l'Italie, le Canada, la Belgique, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse, plus les experts du F.M.I.).

UN RAPPORT DE M. GANDOIS

Le redressement de la sidérurgie wallonne coûtera beaucoup plus cher que prévu

De notre correspondant

Bruxelles. - La « bombe Gandois » vient d'exploser. Depuis des semaines, on attendait le rapport de l'ancien P.D.G. de Rhône-Poulenc, M. Gandois, auquel le gouvernement belge avait demandé une étude sur la façon de sauver l'entreprise sidérurgique Cockerill-Sambre. Personne ne s'attendait que ce rapport puisse aboutir à des conclusions si réjouissantes. Les conclusions de M. Gandois, rendues publiques le 13 mai à Bruxelles, se sont toutefois révélées bien plus « catastrophiques » qu'on ne le croyait généralement.

Selon la consultation française, le sauvetage de Cockerill-Sambre coûterait non pas 40 milliards de francs belges, comme l'annonçaient les prévisions les plus optimistes, mais 95 milliards, sans parler d'un supplément de 12 milliards pour payer le plan social consécutif aux réductions de main-d'œuvre.

Le schéma industriel proposé par M. Gandois envisage en effet la fermeture d'une aciérie à Liège et d'une seconde à Charleroi, ce qui entraînerait le licenciement de huit mille travailleurs environ.

Le problème ainsi posé met en cause non seulement le sort du gouvernement Martens, mais aussi l'équilibre fondamental de l'Etat belge. Les partis flamands sont à peu près unanimes à ne pas vouloir payer un tel prix pour sauver la sidérurgie wallonne, à moins que le gouvernement central accorde des avantages équivalents à la région. La flamande est donc qu'il convient de « régionaliser » les secteurs industriels encore nationaux, ce qui obligerait la Wallonie à assurer elle-même la plus grande partie des besoins financiers de Cockerill-Sambre.

Il est encore trop tôt pour mesurer toutes les réactions à ce plan Gandois, qui a été divulgué durant une période de « quasi-vacances », et sur lequel le gouvernement ne s'est pas encore prononcé de façon officielle. Éléments favorables, si l'on ose dire, à la faillite de Cockerill-Sambre, selon M. Gandois, à peu près aucun. L'effort nécessaire pour assurer son redressement.

Le rapport est d'une extrême sévérité pour la gestion de Cockerill-Sambre, qui avait jusqu'à présent été considéré comme sur le plan technique comme sur le plan économique. Une partie de ce rapport n'a pas été publiée. Elle concerne les accords éventuels avec les aciéries de Luxembourg (Arbed), de la région de Liège (Hoogovens) et, selon les propos de M. Gandois, « certaines choses intelligentes » qui pourraient être faites avec les Allemands et les Français.

francs belges, comme l'annonçaient les prévisions les plus optimistes, mais 95 milliards, sans parler d'un supplément de 12 milliards pour payer le plan social consécutif aux réductions de main-d'œuvre.

Le schéma industriel proposé par M. Gandois envisage en effet la fermeture d'une aciérie à Liège et d'une seconde à Charleroi, ce qui entraînerait le licenciement de huit mille travailleurs environ.

Le problème ainsi posé met en cause non seulement le sort du gouvernement Martens, mais aussi l'équilibre fondamental de l'Etat belge. Les partis flamands sont à peu près unanimes à ne pas vouloir payer un tel prix pour sauver la sidérurgie wallonne, à moins que le gouvernement central accorde des avantages équivalents à la région. La flamande est donc qu'il convient de « régionaliser » les secteurs industriels encore nationaux, ce qui obligerait la Wallonie à assurer elle-même la plus grande partie des besoins financiers de Cockerill-Sambre.

Il est encore trop tôt pour mesurer toutes les réactions à ce plan Gandois, qui a été divulgué durant une période de « quasi-vacances », et sur lequel le gouvernement ne s'est pas encore prononcé de façon officielle. Éléments favorables, si l'on ose dire, à la faillite de Cockerill-Sambre, selon M. Gandois, à peu près aucun. L'effort nécessaire pour assurer son redressement.

Le rapport est d'une extrême sévérité pour la gestion de Cockerill-Sambre, qui avait jusqu'à présent été considéré comme sur le plan technique comme sur le plan économique. Une partie de ce rapport n'a pas été publiée. Elle concerne les accords éventuels avec les aciéries de Luxembourg (Arbed), de la région de Liège (Hoogovens) et, selon les propos de M. Gandois, « certaines choses intelligentes » qui pourraient être faites avec les Allemands et les Français.

Le rapport est d'une extrême sévérité pour la gestion de Cockerill-Sambre, qui avait jusqu'à présent été considéré comme sur le plan technique comme sur le plan économique. Une partie de ce rapport n'a pas été publiée. Elle concerne les accords éventuels avec les aciéries de Luxembourg (Arbed), de la région de Liège (Hoogovens) et, selon les propos de M. Gandois, « certaines choses intelligentes » qui pourraient être faites avec les Allemands et les Français.

Le rapport est d'une extrême sévérité pour la gestion de Cockerill-Sambre, qui avait jusqu'à présent été considéré comme sur le plan technique comme sur le plan économique. Une partie de ce rapport n'a pas été publiée. Elle concerne les accords éventuels avec les aciéries de Luxembourg (Arbed), de la région de Liège (Hoogovens) et, selon les propos de M. Gandois, « certaines choses intelligentes » qui pourraient être faites avec les Allemands et les Français.

EN LOZÈRE, LA SAFER A NOUVEAU CONTESTÉE

De jeunes agriculteurs veulent mettre un terme à la politique du secret dans les transactions foncières

De notre correspondant

Mende. - Dix-sept agriculteurs ont assigné devant le tribunal de grande instance de Mende la SAFER (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural) en Lozère « en annulation de rétrocession de propriété ». La loi prévoit, pour la SAFER, lors des rétrocessions de terres, de faire une publicité sous forme d'appels de candidatures par affichage au mairie et par des avis publiés dans les journaux locaux.

C'est la première fois qu'une action de ce genre est intentée contre la SAFER, un organisme contrôlé 55 % de marchés foncier et 45 % de marchés agricoles. Selon les vingt-deux autres personnes impliquées, la SAFER a, lors de la rétrocession de terres, fait une publicité sous forme d'appels de candidatures par affichage au mairie et par des avis publiés dans les journaux locaux.

Depuis quelques mois, un contentieux oppose des agriculteurs à la SAFER. L'an dernier, au cours de l'assemblée générale du C.D.J.A. - Centre départemental des jeunes agriculteurs - M. Bernard Martin, ancien président de ce syndicat, avait demandé à la SAFER de favoriser l'accès des jeunes à la propriété foncière.

« Comment peut-on parler d'échange quand, en même jour, la SAFER cède 106 hectares, en réciprocité, à un autre propriétaire ? », répliquait M. Martin. Avant d'ajouter : « En fait, la SAFER procède à des rétrocessions sous la forme d'échanges, mais elle ne respecte pas les règles de publicité prévues par la loi. »

M. Bernard Martin poursuivait ses critiques et constatait que « l'un des attributaires de la SAFER avait obtenu un plan de développement d'une manière peu orthodoxe ». En effet, la décision de rétrocession de ce plan portait la date du 22 septembre 1981, le jour même où une commission réunie à la préfec-

LES DIRIGEANTS

SOCIALISTES EUROPÉENS DE RÉUNION MERCREDI A PARIS

Cinq chefs de gouvernement socialiste sont attendus mercredi 18 et jeudi 19 mai à Paris : MM. González (Espagne), Palme (Suède), Papandréou (Grèce), Sinowatz (Autriche) et Soares (Portugal).

Cette réunion des chefs de gouvernement socialiste a pour objet de discuter avec les dirigeants français des questions d'actualité, et notamment d'échanger les points de vue des gouvernements socialistes sur les dossiers qui feront l'objet du sommet des grands pays industrialisés occidentaux de Williamsburg (Etat-Unis), du 28 au 30 mai. La France sera le seul pays européen à gouverner socialiste à participer à ce sommet.

La tension en Nouvelle-Calédonie

L'AUTEUR DU COUP DE FEU MEURTRIER DE TÉMALA EST INculpé D'HOMICIDE VOLONTAIRE

Nouméa. - La tension reste vive, en Nouvelle-Calédonie, après le meurtre survenu le mercredi 11 mai à Témalá, près de Voh, d'un jeune militant indépendantiste mélanésien qui était recherché par la gendarmerie (le Monde du 14 mai). L'auteur du coup de feu meurtrier, M. Alphonse Savignat, a été inculpé samedi 14 mai d'homicide volontaire. Il a été incarcéré.

Deux nouvelles manifestations indépendantistes ont eu lieu samedi matin, l'une à Pindimé, l'autre à Henghène, localités de la côte est du territoire. Le Front indépendantiste, qui rassemble les principales formations indépendantistes de Nouvelle-Calédonie, appelle à manifester le jour de l'arrivée du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Georges Lemaire, dans le territoire, mercredi 18 mai, à partir de 8 heures, sur la place des Cocodiers, au centre de Nouméa. Le même jour, les partis « nationaux » anti-indépendantistes appellent à manifester, à partir de 10 heures, devant le port autonome de Nouméa, à quelques centaines de mètres de la place des Cocodiers. La police redoute des affrontements entre ces deux rassemblements.

Le secrétaire d'Etat, dont ce sera le premier voyage dans le territoire, doit quitter Paris lundi 16 mai dans la soirée. (Corresp.)

Le numéro de « Le Monde » daté 14 mai 1983 a été tiré à 468 696 exemplaires.

Le Monde



NICOLAS VIAL

La délation, poison latent

Querelles de voisinage, travail au noir, adultère, vrais ou faux : les dénonciations fleurissent toujours et se multiplient en période de crise. Les autorités s'en méfient, mais les utilisent.

MONSIEUR le commissaire, le nommé C... habite au quatrième étage. Il a été depuis longtemps déjà à des chapardages dans le quartier. Peut-être pourriez-vous, par exemple, lui demander à l'improviste l'origine des quatre roues de sa voiture...
- Messieurs, je vous signale l'existence au 14, rue C... d'un groupe de Brésiliens, travestis qui plus est. Ils se livrent à la prostitution, jouent les exhibitionnistes et se livrent dans la cour, même en plein jour...
- L'antiquaire du marché, place B... est un individu louche. On dit d'ailleurs qu'il est israélite. Avec nous, nous avons été importunés plu-

sieurs fois. Je vous demande de faire cesser ses cochonneries...

Trois lettres prises au hasard dans les archives d'un commissariat de police parisien, qui ont emprunté les voies noires de l'anonymat. « Ce genre de lettre, on en lit presque tous les jours », assure un jeune inspecteur déjà blasé.

Un petit bureau, il se dit partagé entre le dépôt et une franche rigolade. C'est que les « renseignements » sont diligents et qu'ils sont toujours d'une grande valeur. « Sur les lettres, il y a quatre cents lettres qui arrivent chaque année, 10 % ne sont pas vérifiées. Le reste, c'est du bidon, cela relève parfois du paranoïa, de la méchanceté pure. » Certains, d'ailleurs, ajoutent pour donner plus de poids à leurs accusations, sans craindre parfois l'invraisemblance : « On cherche à nous appâter avec des histoires de dormir debout. »

Que les faits rapportés soient exacts, démesurément grossis ou tout bonnement inventés, peu importe au fond. Le délateur cherche moins à faire éclater la vérité qu'à tirer profit de la dénonciation elle-même. Par esprit de vengeance, par volonté de nuire, ou encore pour se faire justice, il espère qu'elle débouchera sur une procédure contre le « coupable », et, si possible, sur sa punition. Il ne s'agit pas de n'importe qui. C'est toujours l'autorité qui est visée, celle qui dispose d'un pouvoir de sanction : police, gendarmerie, justice, fisc, douanes, inspection du travail, Sécurité sociale, mais aussi maires et gardes champêtres.

Délation et pouvoir : ce couple a fait, et fait encore parfois, ménage. Son histoire est à écrire. Dans l'Athènes antique, celui qui dénonçait son concitoyen était récompensé par l'État. Mais condamné (1). La Venise du dix-septième siècle avait institué des « boîtes à délation ». Les archives de la Bastille d'avant la Révolution française, créées par Michel Foucault et Arlette Farge (2), témoignent de l'usage des plaquettes, demandes adressées au roi par l'intermédiaire du lieutenant général de la police - était un moyen commode pour les familles de faire enfermer mari, femme ou enfants

accusés de débauche, de folie ou de violence...

Plus près de nous, sous Hitler comme sous Staline, les régimes totalitaires ont seulement secrété la délation, mais encore ils l'ont encouragée en faisant d'elle une vertu civique. En France, durant la période noire de l'occupation, elle atteignit une ampleur considérable.

Mauvais payeurs et mauvaises meurs

Dans un ouvrage à paraître bientôt (3), présenté comme un véritable « cahier à charge de l'école », André Halimi, se référant notamment aux archives allemandes, parle de trois à cinq millions de lettres anonymes ou signées, envoyées par les Français aux autorités. Des milliers de juifs ont pu être arrêtés et envoyés à la mort sur un simple renseignement fourni par des voisins qui commençaient leur lettre par des formules du genre : « Bon Français, bon catholique, patriote, convaincu d'aider nos pays... »

Sans attendre aujourd'hui de ces niveaux, cafardages et mouchardages

existent cependant. Il est vrai que la dénonciation, ou si l'on préfère l'« esprit de coopération », se manifeste dans la vie quotidienne. « Cafards » des cours de récréation qui se plaignent au « pion », subordonnés qui croient devoir informer leurs chefs des agissements de tel ou tel, personnes qui font état de la mauvaise conduite de leurs voisins, « corbeaux » de village qui assouvissent leurs vengeances, vieillards qui changent le style et le degré d'ignominie ou de quinerie.

Que dénonce-t-on en effet ? Comme le fait remarquer le premier substitut, si la pratique n'est pas rare, les infractions relèvent plus du civil que du pénal. On écrit pour des brouilles. Exemple : les querelles de voisinage, de plus en plus fréquentes. Dans ce commissariat des beaux quartiers, à Paris, un officier de police indique que les trois quarts des lettres anonymes reçues invoquent des nuisances d'ordre. « En nous écrivant, ils espèrent attirer des ennemis au voisin. Pour qu'on aille faire une petite vérification, qu'on arrive avec le car, ils doivent se frotter les yeux derrière leur porte... »

Vient-on par exemple à débarrasser d'un locataire qui en prend à ses aises les quittances de loyer ? On ne fera pas que le louer, on va de le discréditer dans l'immeuble et dans le quartier à coups de lettres énumérant tous les griefs en détail. Ainsi cette jeune femme signalée à l'autorité publique dans un document vengeur signé par l'ensemble des copropriétaires : « Melle D... a retardé de trois mois dans le paiement de son loyer », de plus « cette personne reçoit des messieurs tard le soir. Son comportement est une insulte permanente à la bonne réputation de l'immeuble... »

Mais en matière de ragots, d'insinuations malveillantes, voire de calomnie pure et simple, la campagne ne s'arrête en rien à la ville. La substance des dénonciations varie peu. Mais les interlocuteurs changent. Dans le terroir profond, dans les bourgs où l'on se calfeutre la nuit tombée les « on dit » parviennent presque toujours aux gendarmes. À M. le maire ou à ses adjoints, quelquefois aux curés, naguère tenus informés par quelques bonnes âmes des turpitudes de leurs paroissiens.

« Ici, observe l'adjoint au maire d'une commune d'un millier d'habitants en Sologne, on reçoit aussi des appels par téléphone. On voit des gens débouler pour des histoires de fossés à curer, de bornes illicites, de clôtures déplacées de nuit, de bois masquant la vue... » Récemment un villageois a été dénoncé pour avoir construit une douce cabane à lapins au fond de son jardin... Une vingtaine de ces affaires nourrissent chaque année la chronique d'un village bien paisible au demeurant.

HEURTEAUX.
(Lire la suite page III.)

(1) Une partie de la fortune de l'accusé revenait à l'accusateur. Cependant, lorsque le dernier n'obtenait pas le cinquième des voix, il devait payer une amende ou perdre sa partie. Ses droits civiques. Certains exerçaient ainsi un chantage sur les riches ou menaçaient leur intenter un procès.

(2) Le Désordre des familles, lettres cachées, archives de la Bastille, par Michel Foucault et Arlette Farge. Coll. « Archives », Gallimard-Julliard, 1982.

(3) Les Délations sous l'occupation, par André Halimi, éditions Albin Moreau, 1983.

LIRE

LES FILONS DE LA COOPÉRATION INFORMATIQUE

Comment soutenir l'informatisation du tiers-monde et élaborer un « nouvel ordre international » ? (lire page IV).

FRITJOL CAPRA, DE LA PHYSIQUE AU BOUDDHISME

La science connaît une révolution conceptuelle qui la rapproche des enseignements des philosophies orientales (lire page XIII).

LES PROGRAMMES DE LA RADIO ET DE LA TÉLÉVISION (pages VII à XI).

DEMAIN

Les filons de la coopération informatique

Le Bureau intergouvernemental veut à la fois soutenir l'« informatisation » du tiers-monde et élaborer « un nouvel ordre international » dans ce domaine. Peut-il faire les deux ?

Le Bureau intergouvernemental pour l'informatique (IBI) de Rome a pour vocation d'aider les nations à maîtriser ces outils. Tout peut y arriver. Dans les faits, l'IBI compte trente-cinq membres, dont la France est, économiquement parlant, le plus important (1). Son influence y est prépondérante, au point que l'organisme passe souvent pour une « affaire française ». Or, au mois de décembre dernier, le secrétaire des affaires étrangères annonça par lettre à l'IBI son intention de se retirer « si la situation n'évolue pas ». Menace, malentendu, malentendu ? L'affaire en cours en réalité plusieurs autres. Au centre du problème : la conquête, voire la contrainte, de nouveaux marchés dans les pays en voie de développement.

Si l'on s'en tient à l'expansion des outils informatiques dans les nations du tiers-monde, on voit rapidement que celle-ci n'est pas très développée. Les experts estiment que ces nations représentent aux alentours de 7 % du marché informatique mondial. Certains y voient une cote mal taillée, la dépense informatique à 0,5 % du produit intérieur brut, contre 3 % en moyenne dans les pays développés. Comment

pourrait-il en être autrement, puisque l'utilisation de l'ordinateur est toujours venue, jusqu'à présent, en renfort d'activités secondaires ou tertiaires importantes ?

A l'image des pays riches qui misent largement sur l'automatisation dans la phase de développement, les pays du tiers-monde devraient accroître fortement leur demande en matériels modernes dans les années à venir. Or, de très rares exceptions près, ils sont totalement dépourvus d'industries électroniques. Les pays du Nord entrevoient donc là des débouchés importants. Pour certains, notamment, les pays du Sud représentent même un « relais » opportun pour les systèmes dont les marchés traditionnels s'essouffent et où la concurrence se durcit.

C'est dans ce contexte que l'IBI continue à faire parler de lui, surgissant lentement depuis 1975 d'un long demi-sommeil. Conçu en 1951, sous l'égide de l'UNESCO, comme un centre de calcul international, l'organisme avait en effet peu à peu perdu de sa raison d'être avec la diffusion des matériels de la « troisième génération ». Sous l'impulsion de son directeur général, un Argentin, M. Bernasconi, il allait connaître une seconde jeunesse en se consacrant à la tâche de promouvoir l'informatique au service du développement. Orientation que confirmeront de nouveaux statuts et la première Conférence intergouvernementale sur les stratégies et les politiques de l'informatique (SPIN I).

Au lendemain de cette réunion qui groupa soixante-dix-huit pays, le budget de l'IBI quintupla presque, d'une année sur l'autre, passant de 1,15 million de dollars à 5,45 millions en 1979. La France, principale instigatrice de ce essor et premier financier de l'organisme, est encore aujourd'hui le premier soutien : elle apporte 4,7 millions de dollars à un budget total (1983-1984) de 16,8 millions.

Des besoins extrêmement divers

Fort de ses succès financiers, l'IBI s'est engagé ces cinq dernières années dans une politique de coopération et de développement très azimutale, qui fait son originalité. Elle est maintenant de traverser une crise.

Entre 1981 et 1982, près de 1 million de dollars ont été engagés dans des dépenses de formation. « Nous devons affronter des besoins extrêmement divers », explique Enrique Melrose, responsable du département Technologie.

Cela va du Mexique, qui nous demande d'organiser un séminaire sur l'intelligence artificielle, au Bénin qui veut une bourse pour former quelques analystes-programmeurs. Quelque mille sept cents mois d'enseignement ont été dispensés durant cette période à cent quatre-vingt-cinq stagiaires, et de nombreux séminaires ont été organisés dans des organismes comme le CEPIA à Roquencourt (Yvelines), l'université scientifique de Grenoble, l'I.U.T. de Dakar ou un établissement spécialisé à Budapest.

Le gros de l'effort porte sur l'assistance et la coopération. Ce peut être un concours ponctuel, comme celui d'étude de quinze jours qui déboucha sur un schéma directeur de l'informatique au Rwanda, l'étude de l'automatisation des procédures judiciaires en Bolivie, le soutien d'une université au Chili, ou encore un examen global des problèmes informatiques en Haiti avec l'institut statistique local. L'objectif est toujours de stimuler les capacités internes d'un pays.

Les programmes de coopération à long terme ou les « projets pilotes » visent plutôt à organiser des transferts de compétences entre pays « donneurs » et pays « receveurs ». Il s'agit, à partir d'un besoin exprimé par plusieurs pays de culture ou de tailles semblables, d'élaborer une application dans l'un d'entre eux et de la proposer à d'autres ensuite. Ainsi le « tableau de bord prédictif » des indicateurs sociaux et économiques, développé à la demande du Togo. Le système a coûté environ 1 million de dollars. L'IBI en a financé un cinquième. En échange, le Togo s'est engagé à lui céder son logiciel et à la société française IFEMA, l'organisation a pu ainsi l'offrir récemment à la Bolivie et à l'offrir récemment à la Bolivie et à l'offrir récemment à la Bolivie.

D'autres projets, comme celui d'une banque de données administratives avec la Côte d'Ivoire, sont ainsi en cours avec le Zaïre, le Bénin ou le Pérou.

Mais l'opération la plus importante réalisée à ce jour par l'IBI concerne le transfert en Argentine du système italien d'informatique judiciaire Italsiura. Cette application, très lourde, nécessitant sur un gros ordinateur Univac, aurait coûté quelque 10 millions de dollars à l'Italie dans les dix années nécessaires à sa mise au point. Aux termes de l'accord tripartite conclu, celle-ci a été le logiciel de l'IBI, qui a financé aussi une partie de son adaptation en espagnol, et a donné le système à l'Argentine, qui s'est engagée, en échange, à en faire bénéficier les pays tiers. Le Chili, le Mexique ou l'Equateur, qui se sont montrés intéressés, pourront le jour venu



HONORE

profiter du savoir-faire — acquis conjointement par l'IBI et l'Argentine.

Une bonne carte de visite

Deux enseignements peuvent être tirés de ce type d'échanges :

— Les pays bénéficiaires ont des besoins très diversifiés à certaines applications technologiques. L'Argentine a en effet déboursé que 5 millions de dollars pour l'installation de ses tribunaux, soit une économie de 50 %. Mais les connaissances acquises — liées à une famille de matériels et à une application — sont trop partielles pour permettre à ces pays un quelconque affranchissement technologique.

— De nouveaux champs d'expansion sont offerts aux constructeurs ou aux

sociétés de services. L'Italie a ainsi ouvert un marché de quatre cents terminaux — et ultérieurement de deux mille cinq cents unités — à un constructeur de la Péninsule, Stétiac. Bonne carte de visite pour le marché potentiel de douze millions de terminaux qui se dessine en Amérique latine, remarque-t-on à l'IBI. Bonne affaire aussi pour la firme Sperry Univac, qui s'est taillé des perspectives commerciales très intéressantes dans un domaine et une région du monde où elle aurait eu beaucoup plus de mal à pénétrer seule.

(1) Membres : Algérie, Argentine, Brésil, Bolivie, Cameroun, Chili, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Egypte, Equateur, Espagne, France, Gabon, Ghana, Haïti, Haute-Volta, Irak, Italie, Jordanie, Liban, République malgache, Maroc, Mexique, Nicaragua, Niger, Nigeria, Panama, Sénégal, Suède, Syrie, Togo, Tunisie, Venezuela, Zaïre.

REPORTAGE

Présidents sur canapé pour P.-D.G.

Les « décideurs » des grandes entreprises aiment rencontrer en privé les vedettes du « show biz » politique. Celles-ci peuvent ainsi accroître leur célébrité internationale et leurs revenus.

Pour les chefs d'entreprise, les grands patrons, les gens importants, convaincus de l'être, un nouveau « must » : glisser dans leur portefeuille Hermès, entre leurs multiples chemises de crêpe, des réservations à leur club de golf ou au polo de Bagatelle : la seule preuve de membre de l'Executive Club de France.

L'Executive Club de France fait de l'élitisme sa raison d'être. Son objectif est de permettre à ceux qui tiennent (ou croient tenir) les commandes de l'économie française de rencontrer dans la plus stricte intimité (trois cents personnes au grand maximum) les très grands noms de la scène internationale et de profiter ainsi d'informations ou d'analyses réservées à un « happy few ». La philosophie, c'est l'importance des relations et des problèmes internationaux sur la marche des affaires. Un exemple : une semaine avant la chute du chah d'Iran, un club de Paris aux Américains : « Investissez en Iran, ne craignez rien, c'est du solide. Heureusement, dit-on, un général danois, lors d'une conférence à l'Executive Club de Copenhague, avait prédit un an plus tôt : « Retirez vos avoirs en Iran, ça va mal finir. » Ceux qui, présents ce soir-là, l'ont cru s'en frottaient encore.

Un critère de sélection pour les invités : avoir joué, jouer ou être sur le point de jouer un rôle de premier plan. Jugez-en : en 1982, l'Executive Club, qui a tout juste un an, a servi chauds à ses membres Jimmy Carter, Michael Blumenthal, l'ancien secrétaire au Trésor américain, Alexander Haig, quelques jours après son départ du secrétariat d'Etat en octobre, et Walter Mondale, qui commençait à envisager d'être le candidat démocrate à l'élection présidentielle de 1984. Pour 1983, on s'annonce pas trop mal non plus. Kissinger est venu en France. En principe, l'ancien chancelier Schmidt, Cheikh Yamani, le ministre saoudien du pétrole, le général Sharon, l'ancien ministre israélien de la défense, lui succéderont.

Pour filtrer les membres, le critère de sélection est tout aussi simple : il faut être un « décideur », un de ces P.-D.G. qui ont le pouvoir, qui sont aux commandes, bref, offrir aux grands de ce monde un auditoire digne du dérangeant. Un des organisateurs explique : « L'orateur dira des choses intéressantes parce qu'il sait que son public est de qualité et ne se laissera pas d'un speech de seconde classe. Quand on a dit à Carter que les deux cents cinquante membres du Club représentaient 80 % du chiffre d'affaires de l'industrie française, il a dit : « My God ! On ne parle pas devant des gens importants devant nous à chacun. » La garantie joue dans les deux sens.

Aussi, dans l'esprit des organisateurs, l'Executive Club est-il destiné à être un lieu de rencontres, de vulgarité fondée de pouvoir. Cela ne durera pas. Quand on cherche des clients, on a tendance à ouvrir les bras, mais à présent, c'est juré, on refuse de recevoir tous les jours. Motif : on n'est pas un V.I.P. Les patrons qui viennent en confiance, ils savent qu'ils ne seront pas seuls à côté de leur quatrième adjoint, il n'y aura que des gens de leur niveau. Pour recueillir les confidences d'un ancien président, il vaut mieux rester entre soi.

Une demi-heure chez Mitterrand

De cette façon, il y a une barrière financière : la cotisation annuelle est de 1000 francs, T.V.A. comprise. Pour un prix, on a droit à une conférence de dix minutes, à un échange de questions et de réponses pendant une heure, à tout arrosé de champagne et de petits fours.

Il paraît que l'ancien chancelier allemand Helmut Schmidt ne parle pas non plus pour le plaisir. Il faut bien vivre ! L'Executive Club a ainsi partie la chaîne (il a d'ailleurs ses semblables

à la chaîne) et les réponses pendant une heure, à tout arrosé de champagne et de petits fours.

Il paraît que l'ancien chancelier allemand Helmut Schmidt ne parle pas non plus pour le plaisir. Il faut bien vivre ! L'Executive Club a ainsi partie la chaîne (il a d'ailleurs ses semblables

à la chaîne) et les réponses pendant une heure, à tout arrosé de champagne et de petits fours.

Il paraît que l'ancien chancelier allemand Helmut Schmidt ne parle pas non plus pour le plaisir. Il faut bien vivre ! L'Executive Club a ainsi partie la chaîne (il a d'ailleurs ses semblables

à la chaîne) et les réponses pendant une heure, à tout arrosé de champagne et de petits fours.

d'autres pays d'Europe) qui, avec les imprimeries et les organisateurs de tournées, garantissent l'oubli des maux de la politique mondiale ou aide les vedettes montantes à se forger une réputation internationale.

Pour les organisateurs du spectacle, rien de choquant dans cette façon de se faire payer. Mais la compétence, son expérience et son temps : réservés aux États-Unis, la pratique gagne l'Europe. Seuls sont payés les « anciens », la scène politique, naturellement. Pas question de rétribuer quelqu'un qui est encore en fonctions. Pas question non plus d'inviter des personnalités françaises aux conférences. Ça risquerait de devenir une tribune politique. Et puis, les vedettes françaises, « il suffit de tourner le bouton de la télé pour les entendre, qu'on le souhaite ou non ».

Pour diversifier ses activités, l'Executive Club offre quand même à ses membres des déjeuners-débats, où les patrons français viennent échanger leurs paires des idées, confronter des expériences. Minime bénéfice, la carte de membre donne également droit à 30 % de réduction dans une chaîne d'hôtels, à une priorité dans une firme de location de voitures et à 20 % de réduction à la boutique danoise — le premier Executive Club ayant vu le jour à Danemark, il y a cinq ans.

Les initiateurs de l'Executive Club français — une agence de publicité et un cabinet de « chasseurs de têtes » — y trouvent, pour leur part, deux avantages : l'entreprise flatte leur goût des célébrités ; elle « bonne pour leur image » ; qu'on le sache, ils ne sont pas de monter des campagnes publicitaires ou de rechercher des directeurs pour leurs membres et clients ; ils leur offrent en plus Carter sur canapé.

LILIANE DELWASSE.

Les folkeux passionnés de Brest

DEMAIN

Si on peut penser que ces **transferts** profitent à tout le monde, ils ne favorisent rien l'émancipation industrielle des pays dans les secteurs de l'électronique et de l'informatique. Aussi l'IBI tente-t-elle d'explorer une autre voie, celle que l'on pourrait nommer **transfert des valeurs ajoutées**.

Une expérience commence ce moment entre Madagascar et une micro-informatique française, la SYMAG. Le principe consiste à confier la distribution de matériels à une société du pays « receveur » et lui apprendre la capacité d'assurer la maintenance et le service après-vente. On a calculé que l'IBI que 38 % de la valeur ajoutée d'un équipement vendu revenait à l'entreprise malgache. A terme, les autorités de l'île souhaitent également constituer des **centres d'assemblage** - ce qui porterait le taux à 69 %, estimation - **Cela ne signifie pas bien sûr que Madagascar acquerra une compétence de constructeur informatique du jour au lendemain**. Mais il y existera au moins quelque chose qui ouvre au pays la possibilité d'envisager d'autres développements **l'avenir, tout en lui donnant dans l'immédiat un statut économique plus intéressant que le simple rôle d'importateur**, explique Enrique Melrose.

Modifier le jeu commercial

Autre exemple, celui de l'**association** « terminaux. Météo avec le constructeur français SEMS et le Centre national informatique de Tunisie (C.N.I.). Le projet a consisté à développer des **terminaux** qui permettent d'utiliser des caractères arabes et de les voir apparaître sur **écran** ou de les faire **imprimer**. Si l'application ne fonctionne aujourd'hui que sur la gamme Mitra de SEMS, il semble que le C.N.I. de Tunisie ait acquis suffisamment de savoir-faire pour adapter ses interfaces à d'autres matériels.

Dans ce cas, comme dans les précédents, l'action de l'IBI a une incidence sur le jeu commercial. En **favorisant** (et même en créant) à certains **secteurs** au détriment de concurrents éventuels, comme dans le cas de l'Argentine et du projet « **informatique** », ou en **favorisant** les **champs** de **travail** comme on sera probablement le cas à Madagascar.

Enfin, petit à petit les règles d'un jeu qu'elle juge trop défavorable aux **utilisateurs** des **firmes** multinationales - et **notamment** I.B.M. qui jouit souvent d'une situation **monopolistique** - tel est l'un des objectifs

affirmés de l'IBI. « Il faut rééquilibrer les rapports de forces, commente Jean-François Soupizet, responsable du département Politiques. Il n'y a pas de raison pour qu'un **constructeur** vende deux fois **plus cher** un logiciel qu'une application déjà amortie ».

Au schéma traditionnel des rapports Nord-Sud, l'IBI voudrait **introduire** une logique différente. « Les **pays en voie de développement** cherchent le plus **bon marché** à acheter **matériel** cher, les **pays fournisseurs** ou les **industriels eux-mêmes** à gagner de l'influence. Il faut rompre ce cercle vicieux, dit Jean-François Soupizet. Les **pays du Sud** doivent **valoriser** la **valorisation** des réalisations pour leur permettre de **bénéficier** de **leurs dépenses**. Les **industriels en fait ont à y gagner**, car une **meilleure appropriation** des **nouvelles technologies** par les **pays utilisateurs** favorise leur **expansion commerciale**. Et d'autant plus qu'on aide les **pays acheteurs** à devenir plus solvables ».

Pour faire mûrir ces idées qu'elle espère voir reprises lors de la conférence SPIN II qui aura lieu à La Havane en mai 1984, l'IBI organise du 31 au 26 de ce mois-ci une **semaine préparatoire**. La **Havane** toujours, à laquelle **participeront** les représentants des **pays utilisateurs**, **industriels producteurs** de **matériels** et de **logiciels**, et des **organismes financiers**. Le but de cette rencontre, baptisée SPINDE, est de permettre à **chacun** d'exposer **ses besoins** ou ses **objectifs** pour susciter des possibilités de coopération **concrètes** sur **place**.

Chemin faisant, les préoccupations de l'IBI évoluent **encore**. Actuellement, **elles** **concernent** dans **quelques** : celle d'un **organisme d'intervention** rapide **face** aux **coups** de **main** sur le terrain - et celle d'un **outil** qui pourrait s'élaborer au **quartier** et **servir** « un **nouvel ordre international de l'informatique** » au-delà des **limites** particulières du **monde** tel **pays** ou de **tel** **continent**.

Enfin, la **question** de **travail** de l'IBI souffrent d'un manque de clarté. Sur quels critères l'organisation décide-t-elle **de** **quelques** auxquels elle apporte une aide ? des **fabricants** et **des** **services** à qui il revient l'avantage **économique** d'en être les **fournisseurs** ? On ne voit pas d'ailleurs à quel point les **châtiments** s'insèrent dans un plan d'action **coordonné** assorti d'objectifs auxquels on pourrait se référer pour juger du **succès** ou de l'**échec** des opérations décidées.

Plus largement, une analyse sur l'état réel de la situation des pays en voie de développement à l'égard des outils informatiques et télématiques **pourrait** faire totalement défaut à l'IBI, de même

qu'une analyse des **besoins** et **grandes** **difficultés** et **des** **expériences** passées.

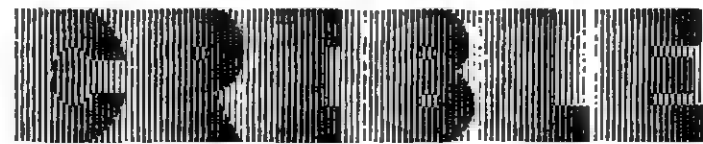
D'autre part, les deux orientations envisagées par l'IBI sont-elles conciliables ? La vocation de « force d'appui » suppose que l'on **puisse** **faire** **cause** **commune** technique ; mais un **besoin** de **diffusion** sur de **nouvelles** **technologies** ou de **valorisation** de **savoir-faire** requiert une **neutralité**.

La France **ne** **peut** **largement** **raisonner** de ces ambiguïtés. Tant qu'elle a vu essentiellement dans l'IBI un moyen de promotion commerciale, elle s'est accommodée du caractère flou de ses orientations et de ses méthodes. Aujourd'hui, elle ne **peut** **plus** **s'en** **satisfaire**, mais elle ne formule aucune

politique alternative. Pas plus qu'elle n'a tenté d'en imposer **lors** des **précédentes** réunions de l'organisation.

Qu'elle s'en tienne à **des** **vagues** **reproches** ou qu'elle se retire, il est malheureusement à craindre que les questions de fond - le sous-développement technologique du tiers-monde et son assujettissement à cet égard aux firmes multinationales - ne trouvent **pas** **de** **réponses**.

ERIC RONDE.



ANNIE BATLLE

A SUIVRE

Profession : technologue

Au Québec, une corporation professionnelle des technologues des sciences appliquées a été créée le 10 septembre 1980. Elle **regroupe** **plus** **de** **vingt** **mille** **membres** **professionnels** **des** **sciences**, **des** **techniques**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des** **mines**, **des** **forêts**, **des** **industries**, **des** **services**, **des** **affaires**, **des** **communications**, **des** **transports**, **des** **travaux publics**, **des** **biotechnologies**, **des** **agro-alimentaires**, **des**

ENQUETE

La délation, poison latent

(Suite de la première page.)

Le garde champêtre recueille aussi, au gré de ses bucoliques pérégrinations, de ces informations au ras des pâquerettes : de l'avis d'un « expert » gendarme à la retraite, « c'est l'agent de renseignement par excellence », à qui on glissera l'oreille quelques petites phrases bien perfides en avalant un verre de blanc. Le matin en uniforme, l'après-midi en civil, il a vu de toutes les petites histoires, de tous les délits. Ainsi a-t-il pu faire découvrir, grâce à un « bavardage », celui qui, par vengeance probablement, avait scindé la branche d'un cerisier dans le verger du boucher...

Aux différends de propriété s'ajoutent les affaires de mœurs, les histoires de « qui chavirent » la haine. Femmes trompées et maris jaloux marquent parfois leurs supplices à une autorité quelconque. Une manière détournée de faire payer l'autre qui vous a trahi. Dans une entreprise de l'Ouest qui emploie deux mille personnes, dont 40 % de femmes, un responsable du personnel avoue recevoir, bon an mal an, une quinzaine de lettres anonymes, plus les coups de téléphone, « tous des adresses, car c'est dans l'activité professionnelle qu'il s'en commet le plus ».

Mais un tel « appel » peut briser l'interdit qui pèse sur la délation : patron : « Ces appels, pathétiques parfois, proviennent de gens qui dénoncent les relations extra-conjugales de leurs conjoints. On s'adresse alors au patron pour dire que cette situation est intolérable pour l'entreprise elle-même ! Certains, dans le passé, s'en sont servis pour réclamer le déplacement de l'amant ou de la maîtresse, voire même son licenciement ».

« Un coffre-fort secret »

Les conjoints trompés ne sont pas les seuls à demander justice. Tous ceux qui signalent au fisc les arnaques à l'impôt, les coupes de main, de leurs concitoyens ne s'expriment pas, eux aussi, trompés, en quelque sorte ?

Dans ce domaine, la délation paraît plus difficile à mesurer : on écrit quelquefois directement au ministre, à la direction générale des impôts, à la direction nationale des enquêtes fiscales (D.N.E.F.) ; mais le plus souvent les informations aboutissent dans les services de base. « A certaines périodes de l'année, il arrive qu'on reçoive plusieurs dizaines d'appels par semaine, anonymes ou signés, réclamant un contrôle sur tel ou tel contribuable, ou sur le responsable d'un service de l'administration fiscale, à Paris. Derrière ces démarches, on



NICOLAS VIAL

découvre parfois des histoires jalouses : par exemple, à l'occasion d'une procédure de divorce, on voit des épouses dénoncer leur mari en l'accusant de ne pas payer d'impôts ! Elles agissent ainsi, elles espèrent obtenir plus tard une réévaluation de leur pension alimentaire...

Mais là aussi, c'est l'esprit de vengeance qui fait le dénonciateur occasionnel. C'est, par exemple, le comptable licencié qui « donne » son ancien patron : « A tel endroit, dans un coffre-fort rempli de lingots d'or ou de bijoux, j'ai caché des sommes d'argent que j'ai gagnées en tant que comptable occulte. » On trouve aussi des contribuables qui attirent notre attention sur un procédé de fraude dont ils ont été victimes, ajoute un agent du fisc. Mais d'autres signalent une affaire sous l'espoir de toucher la prime d'avisé, généralement versée en liquide, et montant à 10 % du montant de la fraude des sommes récupérées, car l'administration paie officiellement la dénonciation. « L'efficacité dans la lutte contre la fraude est aussi à ce prix », reconnaît, laconique, un des responsables de la direction générale des impôts.

Une autre forme de fraude, le travail clandestin, qui a pris dans certains corps de métier - bâtiment, réparation automobile - notamment - des proportions considérables, est de plus en plus fréquente. D'abord auprès des organisations professionnelles, fédérations et chambres de métiers, puis par les informations transmises, le marteau ou par « téléphone arabe », les rumeurs circulent.

Les renseignements sont souvent précis pour que « neuf fois sur dix, on tombe pile sur le chantier clandestin », indique un petit patron du bâtiment des Yvelines, qui organise de temps en temps des opérations coups de poing avec la gendarmerie pour débarrasser les tricheurs. Dans la coiffure, où le travail au noir sévit aussi, des « tuyaux » permis des professionnels de découvrir des shampooineuses en chambre et même, prise exceptionnelle, de surprendre l'aube un barbier en train de raser un mort : cinq billets de cent francs en poche, au milieu du quartier.

« Les voleurs de travail »

Les « voleurs de travail » - selon l'expression d'un responsable de l'assemblée permanente des chambres de métiers, - sont du bâtiment qui bricolent pour leurs voisins ou chômeurs, aussi « signalés » anonymement à l'Agence nationale pour l'emploi, aux ASSEDIC, à l'URSSAF ou à l'inspection du travail. « Les dénonciations sont les plus fréquentes dans les zones urbaines, là où les problèmes d'emploi sont les plus aigus », le responsable d'une antenne de l'A.N.P.E. de la région parisienne. Elles peuvent entraîner une « demande de renseignement » qui peut aller jusqu'à une convocation et même jusqu'à des poursuites si les faits sont avérés.

Les immigrés sont le plus souvent visés : à leur égard, les lettres s'accompagnent généralement de propos injurieux

de style : « Vous le bol des bougnoules ! Faites pas s'étonner qu'ils prennent votre boulot... » Avec les immigrés, les jeunes, les femmes célibataires et, d'une manière générale, tous ceux qui sont perçus comme des marginaux, ceux qui sont le plus fréquemment victimes des dénonciations, observent surprise juges les policiers.

A ces catégories, faut-il ajouter les ecclésiastiques de la fraction la plus réactionnaire de l'Eglise ? Certains ont eu un passé récent à subir les foudres des militants intégristes, affirme un dominicain : « Au moment du débat sur l'avortement, des prêtres ont été dénoncés par des parents inquiets, ou des fidèles très attachés au respect de la liturgie traditionnelle. Des lettres arrivent encore couramment aux bureaux des évêques et même jusqu'au Vatican ».

Les policiers disent eux-mêmes pas faire à l'abri. Les petits délinquants font depuis quatre à cinq ans de la dénonciation - point anonyme cette fois - une méthode de défense, déclare-t-on au Syndicat national des policiers en civil (S.N.A.P.C.) : « Une véritable plaie pour la police. Arrivés devant le juge d'instruction, ils accusent les inspecteurs de passages à tabac ou de vols à l'occasion de perquisitions. A l'heure actuelle, nous avons trois à quatre affaires de ce genre par mois », dit-on, transmises pour enquête à l'inspection générale des services (I.G.S.).

Phénomène permanent mais marginal, la délation n'est néanmoins potentiellement dangereuse. L'histoire le prouve :

En périodes troublées, elle peut développer un envahissement de la société. C'est un poison en attente, remarque ce commissaire de police d'une grande ville de province. On le voit bien dans les problèmes de délinquance, les débats sur l'insécurité. Les gens, inquiets, téléphonent pour un oui ou un non, pour signaler un vol de vélomoteur, un cambriolage dans un magasin : on leur rend utile, défend la loi, l'ordre en coopérant.

Nécessaire parfois, cette coopération les autorités peut aboutir, dans des situations de crise comme en Allemagne fédérale lors de la lutte contre les terroristes de la « Baader » en 1977, à une délation de masse. Invitée par la section « terrorisme » du B.K.A. (bureau de police criminelle fédéral) à fournir des indications par voie anonyme, la population répondit au-delà de toute espérance. Il y eut quelque chose : depuis plusieurs années, une émission de télévision qui fait participer les spectateurs à la recherche de malfaiteurs a connu des records d'audience en Allemagne.

Cinq mille appels

En France, certains policiers rêvent d'une telle coopération. Le code pénal ne fait-il pas de la dénonciation du crime un devoir ? En 1977, à la suite de l'assassinat d'un coiffeur d'Acaccio, les autorités policières et judiciaires firent diffuser la voix des racketteurs à la radio et à la télévision. Plus, en appelant un numéro de téléphone on pouvait écouter sur un disque les malfaiteurs. En l'espace de quelques heures, cinq mille appels furent enregistrés. Les dénonciations fournies par des témoins anonymes devaient permettre d'arrêter les coupables.

Ce succès apparaît aujourd'hui comme un encouragement à poursuivre cette voie. Une voie qui a été encouragée par la diffusion de portraits-robots de truands ou de présumés terroristes. Là aussi, le grand public a été invité à fournir des éléments d'information. Pour cet inspecteur de la brigade criminelle du quai des Orfèvres qui avoue ne pas avoir trop d'états d'âme, la diffusion de portraits-robots à son revers. « Les délateurs de toute espèce se manifestent à cette occasion. On dit avoir reconnu le coupable ; en fait c'est le voisin de palier dont la tête revenait pas... Après l'attentat de la rue des Rosiers, nous avons reçu près de trois cents informations qu'il fallait vérifier. 85 % étaient totalement fantaisistes, certaines carrément malveillantes. Cette lettre de Marseille : vérification faite, elle mettait en scène un épicer arabe du coin qui n'avait aucune ressemblance avec le portrait du tueur publié dans les journaux ! »

A la faveur d'événements de ce genre, certains croient pouvoir régler leurs comptes en toute bonne conscience. « On peut le déplorer », ajoute cet inspecteur. Mais une bonne police ne se pas de renseignements, et donc de certaine forme de dénonciation. « Parfois utile aux pouvoirs, véritable instrument de régulation sociale en temps de crise, la délation ne perd pas cependant son caractère abject ».

MICHEL HEURTEAUX.

CROQUIS

La maladie des urnes

Arrivé à Seillans au hasard d'un été, Charlot y rencontre ma tante, l'épouse et ne repartit pas.

Depuis dix ans, tempes blanches et belle prestance, on le voit et, surtout, on l'entend dans tout Seillans. Car Charlot a le verbe haut et il en use à tout propos et en tout lieu : aux rencontres des anciens combattants, à la buvette de la Boule moussieuse, à la section locale du parti socialiste, chez Edith le café près du tunnel, chez Alain le café du Fossé, à la Coop et au Casino.

Retraité, il s'est présenté aux municipales sur une liste des « jeunes ». Sa campagne lui a coûté 270 F pour faire tirer de grandes affiches jaunes afin de marquer le coup face à celles du maire sortant, petites et sans allures.

Il est allé assister au dépouillement avec « un de sa classe », non sans avoir auparavant commandé un repas monumental pour fêter sa veste. Il savait bien qu'il ne serait pas élu car il en avait plus d'un, au village, ce Parigot qui lit beau,

coup et n'importe quoi et donne des avis péremptifs sur chaque chose.

Il a recité trente-huit voix dont celle de sa femme et la sienne. Les trente-six autres lui ont fait bien plaisir.

Charlot s'est demandé s'il avait bien fait. Les gens ne m'auraient pas reconnu et n'auraient pas voté pour moi. Les méchantes langues ont suggéré que de n'être pas reconnu du plutôt à favoriser le désavantage. Les élections lui ont laissé quelques souvenirs. Le plus précis est le menu du repas qu'il digère avec sa défaite. Mais il se souvient aussi du dépouillement et des discussions autour des bulletins nuls. Il a bien du mal à faire admettre que le bulletin sur lequel on avait écrit « la sou- » à côté du nom de l'adversaire n'était pas valable, ni celui où l'on avait ajouté le nom « Dédé ». D'ailleurs, qui a pu voter pour Dédé qui n'était pas candidat ? Lui-même ? Surtout pas, Dédé ne sait ni lire ni écrire. C'est le

Le lendemain des élections, Charlot est resté au lit, malade. Le médecin a diagnostiqué une bronchite, les copains, eux, ont pensé à la maladie des urnes.

ANNIE OBERTI.

L'aquarium

Quelqu'un peut-être cognerait doucement à la porte. On penserait : j'aurais rêvé. L'on fermerait un peu plus les yeux sous les couvertures. La lampe serait éteinte. Les livres en tas près du lit ou sous la table. L'on songerait à ce Dieu-poisson auquel les simples poissons adressent leur prière tous les soirs. On penserait aux courses à faire pour le week-end : les cigarettes, les journaux, la viande hachée, les fruits jaunes. Puis ça recroquerait à la porte. On ne dirait rien. On se relèverait avec précaution, évitant les trois ou quatre lettres du parquet qui grincent toujours. On s'approcherait de la porte. On écouterait. Quelques frotements. Une voix qui s'éclaircit. On irait ouvrir, un peu intrigué.

On penserait : c'est sûrement J... mais ne peut être que B... ou K... ou L... rentré de Hollande. Puis, peut-être, on verrait le bec de cane s'abaisser doucement pour ramoner aussitôt la position initiale. On entendrait quelques mots, rapides, comme des coups de feu. Les poissons prieraient leur Dieu-poisson. On retournerait à se coucher. Les suspects seraient évités. On lit ne croquerait pas. Personne ne saurait rien. Ce serait la nuit, tout est noir.

JEAN-LUC COATALEM.

Le Monde DE L'EDUCATION

L'AMOUR AU LYCÉE



Réforme du collège: les réactions

PÉRIPHÉRIE

JEUDI

■ R.T.L., ■ h, Dailés :
Adoption : 21 h,
Film : *Un homme qui*
ne pleurt, de Claude
Lelouch on *Le Maison*
de Rambou, de Samuel
Fuller : 22 h 50, *La joie*
de lire.

■ T.M.C., ■ h 35, *La*
île aux femmes : 21 h,
Une fille à l'amitié ;
20 h 35, *Mystère sur*
canapé ; 20 h 45,
Film : les Vieux ;
21 h 35, *Le monde*
vieille, de Gilles Grang-
ny : 22 h 30, *Euro-*
port, de Jean et auto-
mobile.

■ R.T.S., 20 h 5, *Autant*
avoir : Comment l'in-
vestir dans ■ région :
20 h 30, *Film : Du ri-*
ty à Paramé, de
Jocely de la Favière :
22 h 30, ■ ■ ■ ■ ■
aux images, et *Le*
monde ■ ■ ■ ■ ■

■ T.S.F., 19 h 10, *Le*
dernier mot : 20 h 5,
Temps présent : *Cele-*
bration, le point de *no-*
reux : 21 h, 10 h, *Film*
de John, de John
Boorman : ■ h 5,
Football.

**Rigoberta
l'Indienne**

TELEVISION

TF 1

A2

FR 3

PÉRIPHÉRIE

Téléfilm

Les charmes suspects des années de Vichy

Qui sera Valmont ? Plus personne. Si vous la rencontrez, bizarrement perdue des plus beaux habits de soirée, dans une boîte de nuit de Vézère, vous ne lui donneriez pas deux sous. La chanteuse réaliste a fait son temps. Pendant les années noires, elle chantait d'une voix rauque l'amour cruel pour une assemblée de nazis et de collaborateurs. Douze ans plus tard, son fils François tente de la faire remonter sur les grandes scènes du Tout-Paris. Retour impossible.

Vichy Dancing, de Leonard Kiegl, tiré du roman de Pascal Sevran, nous ramène avec une certaine complaisance dans les bars minables à la rencontre des charmes suspects des années pétainistes, mythe à combien ressassé sur les stars déçues, ce téléfilm se défile comme une rétrospective alimentée de vagues nostalgies. La mise en scène est victime de nombreux passages à vide. Les acteurs, Renard, Henri Tisot ou Stéphane Freiss font comiquement leur métier.

M. G.

■ VICHY DANCING, FR 3, lundi 16 mai, 20 h 35 (90 mn).

Documentaire

Le vent qui ravage

C'EST le doigt de Dieu, disent les superstitieux, l'ardent sur la terre, le diable qui prend les ongles, les oreilles, les commencent à lui couper la langue... et à lui enfoncer beaucoup d'aiguilles en même temps... et mon frère criait... Peu à peu ses blessures enflaient et quand il fut tout infecté, les militaires lui dirent : tu es un guérillero... Un camion de l'armée arrive avec vingt personnes... Ils les ont regroupées, arrosées d'essence et brûlées vives... Beaucoup criaient.

Si Rigoberta Menchu, indienne de la région de Quiché au Guatemala, a raconté sa vie, si elle a « profité de cette possibilité » qui lui était donnée, c'est parce qu'elle sait que son peuple ne peut pas le faire, mais, dit-elle, « son histoire n'est pas différente de la mienne ». L'histoire de Rigoberta Menchu, c'est en effet la vie de cette jeune fille de 20 à 30 ans d'indiens qui constituent la population quasi-totale de la région. L'histoire de Rigoberta Menchu, c'est en effet la vie de cette jeune fille de 20 à 30 ans d'indiens qui constituent la population quasi-totale de la région. L'histoire de Rigoberta Menchu, c'est en effet la vie de cette jeune fille de 20 à 30 ans d'indiens qui constituent la population quasi-totale de la région.

M. G.

■ CHASSEUR DE CYCLONES, A 2, dimanche 22 et 29 mai à 21 h 40 (52 mn chacun).

Information

Rigoberta l'Indienne accuse

« Les premiers jours, on lui demande où était son père, où étaient les voisins, on le torturait lentement, on lui arrachait les ongles, les oreilles, ils commencent à lui couper la langue... et à lui enfoncer beaucoup d'aiguilles en même temps... et mon frère criait... Peu à peu ses blessures enflaient et quand il fut tout infecté, les militaires lui dirent : tu es un guérillero... Un camion de l'armée arrive avec vingt personnes... Ils les ont regroupées, arrosées d'essence et brûlées vives... Beaucoup criaient.

Si Rigoberta Menchu, indienne de la région de Quiché au Guatemala, a raconté sa vie, si elle a « profité de cette possibilité » qui lui était donnée, c'est parce qu'elle sait que son peuple ne peut pas le faire, mais, dit-elle, « son histoire n'est pas différente de la mienne ». L'histoire de Rigoberta Menchu, c'est en effet la vie de cette jeune fille de 20 à 30 ans d'indiens qui constituent la population quasi-totale de la région. L'histoire de Rigoberta Menchu, c'est en effet la vie de cette jeune fille de 20 à 30 ans d'indiens qui constituent la population quasi-totale de la région.

C. H.

★ VENDREDI : POURQUOI ILS NOUS TUENT ! FR 3, vendredi 20 mai, 20 h 30 (90 mn).

VENDREDI

20 MAI

- 11 h 35 Vision plus.
- 12 h H.F. 12 (info).
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 50 Portes ouvertes : A l'école les autres.
- 14 h 5 Une étrange plaie. Émission du C.N.D.P.
- 15 h C'est à vous.
- 15 h 25 Le village dans les nuages.
- 16 h 50 Histoire d'en rire.
- 17 h 5 Météorologie.
- 18 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Les uns pour les autres. Journal.
- 20 h 35 Variétés : Formule 1. Émission de M. et G. Carpentier. Autour de Yannick Noah, Annie Girardot, Bob Debut, Pia Zadora...
- 21 h 40 Série : Les routes de l'Europe. D'après H. H. H. J. K. avec A. Muhammad, M. Kristofferson, R. O'Neal. (Lire notre article ci-contre.)
- 22 h 50 Spécial Cannes 83. Carnet de bord de Sam Fuller.
- 23 h 50 Histoire naturelle : La faune des Alpes. Émission d'E. Lalon, L. Barrière et J.-P. Fleury.
- 23 h 20 Journal et cinq jours en Bourse.

- 10 h 30 ANTIOPE.
- 12 h Journal (et à 12 h 45).
- 13 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.
- 13 h 35 Émissions régionales.
- 14 h 5 Série : La vie des autres.
- 15 h 5 Série : Les diamants du président.
- 16 h 5 Reprise : L'Académie en question. Toutankhamon (diff. le 15 mai).
- 17 h 20 Itinéraires. Sabel 83.
- 17 h 30 Récit A 2.
- 18 h 30 C'est le vie.
- 19 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le monde de Bouvard. Journal.
- 20 h 30 Série : Les routes diplomatiques. De D. de La Patellière. Enquêtes policières. Magazine littéraire de B. Pivrot. (Lire notre article ci-contre.)
- 21 h 40 Apostrophes : Julien Green.
- 22 h 30 Journal.
- 22 h 40 Ciné-club (cycle Simco) : L'Atlantide, de Jean Vigo.

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 55 Tribune libre.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 30 Météo animée : Tintin.
- 20 h 30 D'accord, pas d'accord. Magazine d'information d'A. Campana. (Lire notre article ci-contre.)
- 21 h 35 Journal.
- 21 h 55 Magazine de la photo : De J. Bardin, P. Dhostel et J. Egner. (Un photographe raconte ses secrets : les pionniers de la photo soviétique ; portrait de Jacques-Henri Lartigue ; pratique de la photo de spectacle.)
- 22 h 35 Minute pour une image. D'après Varda.
- 22 h 40 Prélude à la nuit. Trio pour violon, violoncelle et piano. Ravel. Avec Poulet et Ph. et N. Lee.
- 23 h Journal et spécial.

- R.T.L., 20 h, Film : les Indivisibles. Stuart Rosenberg : 21 h 40, Dynastie : Le grand jour ; 22 h 55, Le monde à venir.
- T.M.C., 19 h 35, L'Empereur ; 20 h 35, Mystère sur canapé ; 21 h 45, Film : la Loi, de Jules Dassin ; 22 h, Chrono (magazine automobile).
- R.T.B., 20 h 5, A suivre ; 21 h 5, La vie des estivants, de Nikolai Gouganov (v.o. sous-titrée).
- T.S.R., 19 h 10, Le dernier ; 20 h 10, La quel ; 20 h 35, La chasse aux trésors ; 21 h 35, Earth, 22 h, Fire ; 23 h 50, Film : Journal ; 24 h, Gital.

SAMEDI

21 MAI

- 9 h 45 Vision plus.
- 10 h 15 La maison de TF 1 (et à 13 h 35).
- 12 h Bonjour, bon appétit. La cuisine de M. Oliver.
- 12 h 30 La séquence du spectateur. Journal.
- 13 h Documentaire : Les Français du bout du monde. « La Gabon », de P. Dhostel et J. Egner.
- 14 h 30 Série : Les Visiteurs. Trente millions d'années.
- 15 h 30 Pépinière.
- 16 h 35 Magazine auto-moto.
- 17 h 10 D'accord, pas d'accord. (L.N.C.)
- 18 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 40 Les uns pour les autres. Journal.
- 20 h 35 Série : Delles. Barbecue pervers dans la famille Ewing.
- 21 h 25 Droit de réponse. Émission de Michel Polac. Vous y croyez... les mouvements religieux.
- 22 h 50 Étoiles et toiles. Magazine du cinéma de F. Mitterrand. Autour du cinéaste Patrice Chéreau : un entretien avec Hervé Guibert, une enquête de Gilles Godard et Elie Ben-soussan sur l'enfant prodige du théâtre « l'Opéra », des extraits des films de Chéreau : « Le Chien de l'île », « Judith Therpape », « l'Homme blessé » et de « Champs d'amour », de Jean Genet.
- 23 h 30 Journal.

- 10 h 30 ANTIOPE.
- 11 h 10 Journal des sourds et des malentendants.
- 12 h 30 Platiné 45.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Série : Colorado.
- 14 h 5 Les jeux du stade.
- 15 h Récit A 2.
- 16 h 30 Les carnets de l'aventure.
- 17 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 18 h 10 D'accord, pas d'accord.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Bouvard. Journal.
- 20 h 35 Variétés : Champs-Élysées. De M. Drucker. Autour de Sacha Distel, Sheila, Carlos...
- 21 h 50 Téléfilm : L'île. De J.-C. Guillemin et M. Jarry. Dans un monde situé dans le futur, où le temps a été arrêté pour des raisons de sécurité (chaque personne est programmée à un certain âge), Boris veut de trouver une brèche... Un film de science-fiction ambitieux, mais travaillé sur la machine et sur le son (de Michel Portal).
- 23 h 20 Journal.

- 12 h Objectif entreprise.
- 13 h 30 Horizon. Magazine des armées.
- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 30 Météo animée : Tintin.
- 20 h 30 Tous ensemble au cinéma son programme.
- Dossiers : John E. Hoover et le F.B.I., de J.-M. Charlier. Diffusé en Alsace, Bourgogne, Limousin, Lorraine, Nord-Picardie et Rhône-Alpes. Le portrait de John E. Hoover, chef des services de contre-espionnage et des renseignements généraux américains, l'un des hommes les plus puissants des États-Unis qui se permit de faire chanter tous les présidents des États-Unis.
- La légende de la ville d'Ys. Diffusé en Bretagne et Pays de Loire.
- La Fière son direct au théâtre. Diffusé dans les régions.
- 21 h 40 Court métrage : L'émigrant. Cycle Chaplin. (Version musicale muette N.B., 33 mn.) Avec Ch. Chaplin, E. Puvion, H. Bergman, K. Bradbury.
- Les charges d'émigrants d'Europe arrivent à New-York, où ils croient trouver la liberté. Ils sont brutalement parqués. L'un des meilleurs courts-métrages de la grande série de 1917 qui annonce les grandes œuvres futures.
- 22 h 15 Journal.
- 22 h 35 Minute pour une image. D'après Varda.
- 22 h 35 Muni-Club. « Fugue chromatique », « Parité », « I en majeur », « Toccata et fugue en ré mineur » de J.S. Bach, par K. et N. Lee.

- R.T.L., 21 h, Chips : Le rossignol ; 21 h, Film : Breezy, Clint Eastwood ; 22 h, 45, Ciné-club : la Gueule ouverte, Maurice Pialat.
- T.M.C., 19 h 35, Série : Les Officiers ; 20 h 35, Mystère sur canapé ; 21 h 45, Film : Un aller simple, de José Giovanni ; 22 h 40, Variétés : Chansons toujours.
- R.T.B., 18 h 5, Émission 80 : magazine du rock ; 19 h, Film : touriste ; 20 h, Le Jardin extraordinaire ; 21 h 35, Film : Julie ; 22 h, Colla, de Philippe de Broca ; 23 h, Documentaire : Le meilleur des...
- T.S.R., 19 h 40, Football en direct du Wembley : Finale de la Coupe de l'A.F. anglaise.
- T.S.R., 19 h, New-York Police Department ; 20 h 10, Film : Vengeance au Texas, Billy Texas ; 21 h 45, Série : Benny Hill ; 22 h 30, Sport.

En France, le fait qu'un pouvoir veuille passer des coups de fil est inévitable. Ce qui est regrettable, c'est que l'on n'arrive pas encore à trouver à la tête des médias des hommes qui sachent résister à ces pressions.

(M. Roland Cayrol, maître de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques, interviewé dans Presse, actualité, avril 1983.)



DIMANCHE

22 MAI

- 9 h Émission islamique.
- 9 h 15 A la une.
- 9 h 30 Christianisme chrétien.
- 10 h 30 La journée protestante.
- 10 h 30 La journée du Seigneur.
- 11 h 30 Émission de télévision depuis le théâtre de l'Opéra de Lille.
- 12 h Télé-foot.
- 13 h Journal.
- 13 h 25 Série : Starsky et Hutch.
- 14 h 30 Sports dimanche (et à 16 h 10).
- 15 h 40 Série : Arnold et Willy.
- 16 h Racontez-moi une histoire.
- 17 h Les animaux du monde. Au secours des derniers faucons pélerins.
- 18 h 30 Jeu : J'ai un secret.
- 19 h Le magazine la semaine : Sept sur sept. De J.-L. Burgat, E. Gilbert, F.-L. Boulay.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Film : La Bourgeoise gentilhomme. De Roger Coggio.
- 21 h 50 Passions, passions. D'A. Beroff et P. Desfons. Magazine des rêves, des envies, des... l'hérivain anglais Thomas Yonai et le français Jean Nouel.
- 23 h 35 Journal.

- 10 h Gym tonio. (et à 10 h 45.)
- 10 h 30 Magazine du cheval.
- 11 h 15 Dimanche Martin. Entrez les artistes.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 20 Dimanche Martin (suite). Incroyable mais vrai ; 14 h 30, Série : Simon et Simon ; 15 h 10, Émission des fans ; 15 h 55, Les voyageurs de l'histoire ; 16 h 30, Théâtre.
- 17 h 5 Série : Arcade ou la terre promise.
- 18 h 10 Dimanche magazine.
- 19 h 5 Stade 2.
- 20 h 30 Journal.
- 20 h 35 Jeu : La chasse aux trésors.
- 21 h 40 Série documentaire : Métiers dangereux et spectaculaires : Chasseurs de cyclones. De P. Legendre. (Lire notre article ci-contre.)
- 22 h 30 Magazine : Les arts. De C. Hudiot. « In » : avec Page, directeur de l'ARC, le peintre Jean J. Gac, J.-L. Froment, dir. du nouveau Musée d'art contemporain de Bordeaux.
- 23 h Journal.

- 10 h Images de...
- 10 h 30 Europe des immigrés : un pays auquel se sont adaptés cinq chaînes de télévision étrangères : débats, analyses, débats.
- 17 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 45 Émission des humains. V. Lamy. Avec C. Blanchard, M. Leonor, M. Jackson, M. Verde Show.
- 19 h 30 Spécial DOM-TOM.
- 20 h 30 Série : Les routes diplomatiques.
- 20 h 35 Boîte aux lettres. Magazine littéraire de J. Garcin. Avec Daniel Boulanger : un portrait de Paul Eluard et de Jean Bernard ; les rubriques de la semaine.
- 21 h 35 Aspects du court métrage français. La France des...
- 22 h 5 Journal.
- 22 h 30 Cinéma du minuit : Pen. d'Albert Lévin.
- 23 h 58 Une minute pour une image. D'après Varda.
- 0 h Prélude à la nuit. « Symphonie n° 4 » de Darius Milhaud par les solistes de Marseille.

- R.T.L., 17 h 40, Film : les Colts brillent au soleil. Sergio Morille ; 21 h, La Mac Clain ; 21 h, Film : l'Extrême et l'Agonie, de Carol Reed ; 22 h, Les points de la comète.
- T.M.C., 18 h 15, Des films animés ; 18 h 30, Série : The Duchess of Duke Street (et 15) ; 19 h 30, Série : The Two of Us ; 20 h 35, Film : Kill Joy, de Joe Wallenstein (v.o. sous-titrée) ; 22 h 10, By the Sea ; 23 h 10, Série : Soap.
- R.T.B., 17 h 45, Les films animés : les Schtroumpfs ; 18 h 40, Le week-end sportif ; 20 h 5, Variétés : La bonne étoile ; 21 h 15, Téléfilm : anniversaire, Juliette...
- T.S.R., 18 h 35, Souvenirs d'enfance ; 20 h, Colombo : Attente ; 21 h 15, Tickets de première : bimensuel arts et du spectacle ; 22 h 10, Jean-Pierre Huser, enregistré à l'Orangerie du parc La Grange à Genève.

x

Provence-Roussillon

La crise du « tiers-secteur »

QUE vient faire Saintes-Maries-de-la-Mer (Bouches-du-Rhône) le Carrefour international de la communication (CIC) ? On sait que en 1982 le président de la République a décidé la construction de la Défense d'un centre qui rassemblera le engagement de la France dans le monde de l'audiovisuel, de la communication et du cinéma. Ce grand projet de septennat, au même titre que l'Opéra de la Bastille et le musée de la Ville, a tout le flou de opérations de prestige. La mission d'étude, confiée à M. Serge Antoine, le définit à la fois comme un monument architectural, un vitrine internationale, un lieu de style du Centre Pompidou et, décentralisation oblige, un point d'appui pour les régions de l'audiovisuel. Encore faut-il faire accepter à ces régions par un projet qui ne peut manquer d'apparaître, une fois plus, un parfait exemple du centralisme parisien !

C'est pourquoi, l'équipe du CIC parcourt la France depuis quelques semaines en organisant des rencontres régionales de la communication. Les protagonistes des régions Provence-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon, réunis aux Saintes-Maries, semblaient toutefois plus soucieux de leur survie immédiate que de la définition du futur centre. En l'absence remarquée de la presse régionale et du secteur privé, en l'absence de quelques responsables de Radio France et de FR 3, la majorité des participants appartenait à ce qu'il est coutume d'appeler le « tiers-secteur » : enseignants, amateurs socio-culturels, associa-

tions de micro-informatique, groupes vidéo. Une pratique qui ne doit pas cacher l'hétérogénéité des groupes concernés. Qu'y a-t-il de commun entre Radio-Fil-à-soie, la petite station conviviale des Cévennes, le Forum 92, qui s'appuie sur le puissant mouvement mutualiste, la Gazette vidéo qui parcourt, tel un cinéma ambulatoire, les petites communes des Hautes-Alpes, et Vidéo 13, qui travaille depuis dix ans avec un matériel professionnel aux commandes institutionnelles ? Tout les sépare : les stratégies, les budgets, l'expérience. Un seul point commun pourtant : le statut ambigu de l'expérimentation, qui les maintient depuis dix années en marge du monopole mais les rapproche parfois de la demande sociale.

Les incertitudes du câble

Cela forge donc une identité régionale de l'audiovisuel, une sorte de langage commun. On se situe volontiers dans une « perspective éducative », mais pour beaucoup, c'est l'éducation qui constitue, hélas, un obstacle à la résistance incontestable. On parle beaucoup d'« appropriation des nouvelles technologies » par les usagers, même si l'on a du mal à définir ce mot. On place ses espoirs dans la décentralisation et les stratégies de développement local pour tenter de sortir du marasme financier.

Car tous ces groupes sont les premières victimes du sous-développement du matériel français de l'audiovisuel. Les plus chanceux n'ont qu'un seul par-

tie grâce aux commandes des institutions, les autres font une chasse continue aux maigres subventions. Une chasse qui risque de s'aggraver. En l'absence d'accès aux canaux de diffusion, la loi sur la communication audiovisuelle ne peut ouvrir enfin la voie vers le public et le financement. Mais en y regardant de plus près, le « tiers-secteur » de l'audiovisuel ne s'agit pas de personnes. Par leur convergence, le satellite de télévision France 3 et la quatrième chaîne semblent rattrapés aux yeux producteurs privés.

Reste à savoir qui, à travers le futur réseau de Montpellier et les projets évoqués à Marseille et à Nice, paraît plus près des entreprises régionales. Mais le représentant de la Mission télédiffusion, présent aux Saintes-Maries, a tempéré les enthousiasmes : la pari technologique des fibres optiques rend le câblage coûteux, et l'équilibre économique des services d'exploitation est précaire pendant les premières années. De plus, la programmation d'un canal de télévision suppose un volume de production et un professionnalisme que les groupes régionaux ne peuvent offrir pour le moment. Comment, alors, concilier la montée en charge des réseaux et celle de la production indépendante ?

« Si l'on veut préserver le pluralisme des réseaux et la production locale », a souligné le représentant de la Mission, le service public décentralisé a un rôle essentiel à jouer, en collaboration avec les acteurs régionaux de l'audiovisuel. Mais, en encore, le dialogue est

difficile. A la demande de collaboration des régions locales, M. Didier Béraud, conseiller à la présidence de Radio France, répond par la prudence : « La chose est plus que souhaitable, mais c'est l'affaire des conseils régionaux de la communication audiovisuelle qui ne sont pas encore mis en place. » Même prudence chez M. Romaric Sulgerbael, conseiller pour la régionalisation à la présidence de FR 3, qui évoque les résistances éventuelles de personnel et les habitudes du public : « Seules les futures sociétés régionales de télévision pourront envisager des coproductions avec le secteur non professionnel de l'audiovisuel. »

En attendant le déblocage institutionnel, quelques initiatives ébauchent une collaboration entre le service public et le « tiers-secteur » de l'audiovisuel. FR 3 a lancé son antenne un mouvement mutualiste pour la diffusion d'un magazine mensuel. Jean-Pierre Cotté, responsable de Colimason, producteur régional du magazine, l'opération est estimée à 30 000 F et la production d'une demi-heure de programme environ 600 000 F. Mais si on prend en compte l'audience d'une telle diffusion, le coût-contrôle s'élève à 15 centimes, moins cher qu'un timbre-poste. La direction de FR 1 Provence-Côte d'Azur compte, pour sa part, inviter les producteurs indépendants à présenter leurs réalisations dans le cadre de la programmation régionale ouverte de 17 h à 20 heures à partir de septembre prochain. Une invitation gratuite bien entendue. Ce n'est pas encore cela qui assurera la production indépendante un équilibre financier.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

PRATIQUES

VIDÉO

Transport et protection

La firme française Sacer, installée à Saint-Chamond (Loire), est spécialisée dans l'audiovisuel, et plus spécialement dans le sac de transport pour appareils photo. Tout naturellement, ce fabricant a cherché à gagner vers le vidéo amateur. Parmi les nombreux modèles du catalogue, on distingue deux tendances. Les sacs de transport qui sont réalisés en matière souple et déformable (nylon, polyamide ou cuir synthétique) et dont les modèles sont spécialement étudiés pour ne pas gêner la prise de vue comme ce sac à dos rembourré mousse et qui contient un portable et une quantité appréciable d'accessoires. L'autre famille est plutôt composée d'une gamme de robustes coffres en aluminium « pointe d'acier », destinés aux professionnels ou aux amateurs qui veulent protéger leur matériel. Les coffres sont conçus pour transporter les magnétoscopes ou les caméscopes ou pour servir de support à l'alimentation. La dernière Sacer diffuse au public un nouveau système d'alimentation. Il s'agit d'un panneau de cellules solaires que l'on fixe sur son sac à dos de la marque et qui permet de recharger les batteries au cours d'une prise de vue prolongée. Une heure d'autonomie pour les appareils à charge solaire.

Cassette haute performance

La firme Japan Victor Co (J.V.C.) lance prochainement une nouvelle génération de cassettes vidéo qui intègre les dernières avancées de la technologie. Cette nouvelle performance, cette avancée technique est due, en partie, au développement du format

compact - V.H.S. C - et de la nécessité d'assurer à la copie enregistrée une qualité irréprochable. L'exigence du public en matière de qualité d'image et de son a conduit la plus grande entreprise du monde à la fabrication de cassettes vidéo de haute qualité. L'armature du magnétoscope et de la révolution, la réduction des pertes d'information - drop out - ont été réalisés par une technique magnétique. L'armature du magnétoscope est réalisée en une seule pièce, ce qui permet d'obtenir une qualité d'enregistrement magnétique. L'emploi de lents plus performantes, d'un support plastique plus résistant aux rayures mécaniques et d'un procédé de fabrication à haute température ont permis de réaliser des cassettes vidéo de haute qualité. L'arrivée prochaine des magnétoscopes et des cassettes préenregistrées rendra plus accessible à tous une qualité d'enregistrement magnétique.

PHILIPPE PELAPRAT.

HIFI

Un vecteur vidéo

Le câble Vecteur est un câble sur le principe d'un câble à haute performance pour la vidéo. La structure originale du câble, qui a fait l'objet d'un dépôt de brevet, permet d'obtenir une qualité de transmission pratiquement indépendante de la longueur et de la température. Cette structure comporte quatre conducteurs rigides en laiton pur spécialement traités pour assurer la conductivité, l'isolation et le blindage. Ces fils sont protégés par un revêtement qui leur confère une excellente résistance à l'abrasion. Cette structure permet un usage d'installation très simple. La modularité doit intervenir dans le sens in-

diqué par les flèches imprimées sur la gaine du câble. Les câbles doivent être branchés dans l'ordre indiqué sur les repères colorés. Le câble à la gaine Vecteur comprend aussi des cordons pour les liaisons vidéo (de la platine à l'amply, par exemple) et pour l'alimentation des haut-parleurs.

[Vecteur est distribué par AU-DEUS : 30, av. du Docteur-Nectar, 75016 Paris (307.73.22)].

Ph. P.

Un lecteur laser très compact

La firme japonaise Alva a mis à profit son savoir-faire dans le domaine de la vidéo pour concevoir un lecteur de disque audio-numérique très compact - 7 mm d'épaisseur et 10 cm de large - qui s'intègre parfaitement dans la gamme « Mini » de la marque. Le chargement se fait en 10 secondes. La gestion du programme est très complète : lecture des pages musicales, répétition, jusqu'à dix fois, du morceau choisi, deux vitesses de lecture rapide et de retour, lecture par lecture de chaque page, etc. Les données du disque sont lues par un système d'enregistrement ou un amplificateur sont réglables indépendamment. Les microprocesseurs sont programmés pour gérer toutes les fonctions de ce mini-lecteur.

Ph. P.

PHOTO

Standardisation des procédés en couleurs

De tous les producteurs de supports sensibles, Agfa-Gevaert, le plus grand firme européenne, est la première à s'engager sur les problèmes de standardisation en matière de supports sensibles. Cette initiative est destinée à assurer un usage d'installation très simple. La modularité doit intervenir dans le sens in-

cessus que les films concurrents proposent. Les films de Fuji, de 3 M et de Sakural. Dans une conférence réunie le 22 avril à Anvers, M. André Luyten, président du groupe, a en effet annoncé qu'Agfa-Gevaert, commercialisera, au printemps 1984, une nouvelle gamme de films négatifs et inversibles compatibles, reposant sur la nouvelle technologie qui permet d'obtenir des photos très fines, même avec une sensibilité élevée.

Les négatifs sont des Agfachrome 100, 200 et 400, dont les sensibilités sont respectivement de 100/21°, 200/24° et 400/27° ISO. Leur traitement se fait indifféremment dans les bains Agfa ou Kodak C 41. Les cas négatifs, un Agfachrome 200/24° ISO sera utilisable dans les appareils à disque. Ce sera le premier film de ce type produit par Agfa.

La gamme des films inversibles (pour réalisation de diapositives de projection) n'a pas été précisée. Mais il est probable que ce seront des Agfachrome 50, 100 et 400. (En ce qui concerne la gamme de 200/24° ISO, un Agfachrome 200 Professionnel vient d'être commercialisé en avril.) Ces émulsions se traitent dans les bains Agfa AP44 ou dans les bains Kodak D19. Il est probable aussi qu'à cette gamme d'émulsions plus de Agfachrome sera un développement spécifique Agfa, comme c'est le cas, par exemple, de l'Agfachrome 50 (sensibilité de 50/18° ISO).

Cette standardisation devient une nécessité pour la firme germano-belge, en raison des coûts des équipements industriels de traitement et de l'impossibilité de les recouper avec de futures gammes de films. Avec les informations complémentaires du même genre, l'entreprise a une chance de développer pour les films Agfa, à côté d'une chaîne industrielle d'assemblage des films et autres marques.

ROGER BELLONE.

VIDEOCASSETTES SELECTION

Edith Piaf

Si malgré votre admiration inébranlable pour la « Môme Piaf » vous ne pouvez vous résoudre à aller voir le dernier film de Claude Lelouch, si vous préférez la beauté du souvenir aux platitudes des reconstitutions, alors précipitez-vous sur cette cassette. Grâce aux archives de l'Institut national de la communication audiovisuelle, de Pathé et de quelques autres, Denis Darden a composé un portrait plein de respect et de ferveur. Il suit Edith Piaf des trottoirs de Belleville jusqu'au Carnegie Hall de New-York, au 19^e Gauguin du pauvre Jean jusqu'à Je ne regrette rien.

Echappant aux pièges traditionnels des films de montage, Denis Darden a préféré aux témoignages les entretiens de la chanteuse avec un Pierre Tchernia plein de délicatesses et de tendresse. On lui fait tout au plus privilégier la chanson par rapport aux discours et de nous permettre de garder ainsi l'image éternelle d'une grande professionnelle, d'une petite bonne femme vibrante, transportée par son chant.

Edith Piaf, Edité par Cinéma-Québec, collection « Ces chers disparus ». Distribué par G.C.R.

FILMS

Films étrangers

L'Apprentissage de Ducky, de Ted Kotcheff, avec Richard Dreyfuss. Edité par Brooklyn Video et distribué par G.C.R.

Barbe-Bleue, d'Edward Dmytryk, avec Richard Burton, Raquel Welch et Verna Hill. Edité et distribué par M.P.M. Productions.

Au nom du peuple italien, de Dino Risi, avec Ugo Tognazzi et Vittorio Gassman. Edité et distribué par Proserpine Editions.

Nous les femmes, de Dino Risi, avec Monica Vitti. Edité et distribué par Proserpine Editions.

Les hommes de Monicelli, Ugo Tognazzi et Ornella Muti. Edité et distribué par Proserpine Editions.

Grands classiques

Henry V, de Laurence Olivier, avec Laurence Olivier. Version originale. Edité et distribué par R.C.V. collection « La mémoire du cinéma ».

Menages, d'Yves Allégret, avec Simone Signoret. Edité et distribué par R.C.V. collection « La mémoire du cinéma ».

J.-F. L.

Aux quatre coins de France

Produits régionaux

HUILE D'OLIVE VIERGE EXTRA

Produit naturel de renommée millénaire. Catalogue et tarif M gratuits. Demandez à M. JEAN-LUC B. P. 37 SALON-DE-PROVENCE, 13652

Vacances et loisirs

19320 Saint-Paul-Trois-Châteaux. CORBIÈRE. Hôtel Le Beau Site. Plage, piscine, tennis, etc.

FAUCONNET DU VERCORS. Hôtel du Sept, 26150 Romand. Repas sur commande. S. 100 F. Tél. (75) 45-57-63. Fax. 100 à 120 F. Cuisine, piscine, repos, promenade.

AVEYRON STAGES ÉQUITATION. Prépar. ANS et parfait. par instructeur M. DUPUY, DOMAINE DE VAIN - 12000 ORT.

VACANCES EN CORSE DU SUD. FILITOSA (près de Propriano).

Studios de 2, 3 ou 4 personnes. 10 mn de la mer. Très calme. Rens. Tél. : 16 (95) 74.00.81 de 10 h à 12 h.

PARTICIPER AUX MOISSONS DANS LES ALPES DU SOLEIL AVEC « POLYGONE »

7, rue Dragon, 13006 MARSEILLE

Vins et Alcools

CROZES HERMITAGE

Grand vin A.O.C. CAVI CLAIRMONTS. PRODUCTEUR ÉLEVEUR DU VIN A VOTRE TABLE « VIGNES VIEILLES ». 2000 TON VIGNETAGE. VINS FINS DE BORDEAUX. CAVI. conc. ag. Rouge Blanc Rosé. Bout. ou est. Tarif sur dem. à Serge SIMON, viticulteur. Château Vieux-Moulin, 33141 VILLEGOUGE. GRAND VIN DE BORDEAUX A.O.C. Fronsac - Les Treize-Croix. GUILLOU-KEREDAN, 33141 Fronsac. Tarif. Se reconnaître de journal. Tél. : 16 (97) 84-32-89.

CHATEAU MAZERIS BELLEVUE. Vins de France. Vins de France. Bout. cabit. Tarif s/dem. BUSSIER, 33143 SAINT-MICHEL-DE-FRONSAC. Découvrez un HAUT-MEDOC.

LE CHATEAU DILLON

LYCÉE AGRICOLE. DÉPARTEMENT 33290 BLANQUEFORT - Tél. 35-02-27

BARSAC SAUTERNES DIRECT. Fournisseur : Roger PUJOLS. 11, de la Paix 33720 BARSAC - Tél. (56) 27-18-45

CHATEAU LA TOUR DE BY. Cru Grand Bourgeois du Médoc. Begauden. 33340 Lesparre. Tél. : (56) 41-50-03. Documentation et tarif sur demande.

Bordeaux supérieur Rouge 1981. Médaille d'or Concours général agricole Paris 1983. 24 bt. : 480 F. 60 bt. : 1 050 F. F. DOM. TEMPLEY - 33550 PAILLET.

CHATEAU ANNEXE : COTES D'OR VIGNOBLES MICHEL PION. Hautes 33550 LANGOIRAN. Vin rouge 15 F.T.T.C. Départ.

VINS DE BORDEAUX

Domaine de Grand-Clos. Georges Audoubert, 33148 BOURGUEIL.

POUR 385 F

12 BOUT. VIN DE CHARENTAIS A.C. 1981. 75-80. 1 Bouteille 100 g. Expédition après réception règlement. TOUR DU PAPE JEAN-XXI. 3, boulevard Gambetta. 46000 CAHORS. Tél. (55) 35-39-52.

DEVENIR LE POUILLY-LOCHÉ

et le POUILLY-VINZELLES. Vins A.O.C. Pinot-Chardonay. Tarif sur demande. Carre des Grands Crus, 71145 VINZELLES. Vins de Bourgogne-Sud. POUILLY FUISSE. Saint-Véran, Meun. Tarif sur demande à Ets G. 71148.

DE L'APÉRITIF AU DESSERT...

OFFREZ ET DÉGUSTEZ DU MONBAZILLAC de la CAVE COOPÉRATIVE de MONBAZILLAC. Documentation et tarif sur simple demande à : CAVE COOPÉRATIVE de MONBAZILLAC. 24240 MONBAZILLAC. Tél. : 16 (56) 84-32-89.

GRAND VIN DE BORDEAUX

TOUR SAINT-CHRISTOPHE 1978. Appellation contrôlée. Saint-Émilion Grand Cru. Prix spécial avant vendange valable jusqu'à fin septembre. 36 bouteilles : 850 F.T.T.C. Franco domicile France/Métropole. T.V.A. comprise. GUITER, viticulteur. 33300 SAINT-ÉMILION.



ABBAS-MAGNUM

ENTRETIEN

Fritjol Capra, de la physique au bouddhisme

Pour le physicien Fritjol Capra, la science contemporaine connaît une révolution conceptuelle fondamentale qui la rapproche des enseignements des philosophies orientales, et en particulier du bouddhisme.

DANS l'histoire de la pensée humaine, les développements les plus féconds naissent à l'intersection de deux courants d'idées. Cette maxime de Werner Heisenberg semble être parfaitement illustrée par l'étude comparée entre l'unicité de la matière en physique contemporaine et la vision unitaire des philosophies orientales, menée par le physicien avant-gardiste Fritjol Capra, de l'université de Berkeley (Cal-

ifornie), dans son livre *Le Tao de la physique* (Tehou). Selon la physique actuelle, l'univers n'est pas un système mécanique composé d'une multitude de particules indépendantes, mais un ensemble dynamique d'événements interconnectés, dont seules les interactions déterminent la structure de la réalité.

Cet univers de processus et d'énergie évoque certaines notions des traditions spirituelles, tout particulièrement celles du bouddhisme, qui permettent une compréhension plus immédiate des nouveaux concepts de l'espace-temps-matière. Fritjol Capra compare ainsi le flux incessant de la matière à la danse cosmique de Shiva, pour qui tous les éléments du monde sont « maya », non pas fondamentaux, mais illusoire et changeants.

La philosophie de Fritjol Capra est bien exposée dans son livre *Le Temps du changement - Science-société-nouvelle culture*, qui vient de paraître aux éditions du Rocher.

« N'est-il pas surprenant de constater que l'Occident concevait une philosophie dualiste, tandis que l'Orient fondait une spiritualité moniste ? »

« On peut, aujourd'hui, imaginer l'évolution de la conscience, son « comment », mais toutefois pas son « pourquoi ». Cette évolution de l'esprit humain, qui a dû avoir lieu quelques milliers d'années avant notre ère, se situe simultanément en Occident et en Orient. Pour des raisons mystérieuses, nous nous sommes identifiés en Occident avec l'esprit rationnel, qui analyse et sépare, qui est l'expression de l'ego étroit, opposé à la pensée intuitive et synthétique, tandis qu'en Orient ils ont cherché à le transcender. De grands mystiques ont existé à l'Ouest comme à l'Est. Mais c'est en Orient que ce courant a trouvé un terrain plus propice. »

« Serait-il alors juste de croire, avec le célèbre savant japonais Yukawa, qu'il pourrait exister une corrélation entre l'importante contribution du Japon à la physique moderne et la philosophie zen-bouddhiste ? »

« Les physiciens orientaux auxquels j'ai signalé ce parallélisme m'ont avoué ne pas y avoir pensé eux-mêmes, car ils se trouvaient conditionnés par la science et la culture occidentales, au point qu'ils ne pouvaient plus instaurer une corrélation entre ces deux visions du monde. »

C'est seulement à leur maturité qu'ils purent établir — tel Yukawa — ce lien. Il est fort probable, néanmoins, qu'ils ont pu garder, dans leur subconscient collectif, l'empreinte de la philosophie orientale, qui leur permettait ainsi de mieux saisir les nouveaux concepts de la physique atomique.

« Les principes d'unité et d'interdépendance des phénomènes seraient-ils propres aussi bien à la spiritualité orientale qu'à la microphysique ? »

« Autrefois, selon la théorie newtonienne, l'espace tridimensionnel de l'univers était le théâtre de phénomènes physiques composés de particules élémentaires interagissant et se séparant indépendamment les unes des autres. Cependant, l'une des découvertes majeures de la physique contemporaine fut de se rendre compte qu'il n'existait pas d'entités physiques indépendantes, que la réalité était un ensemble de corrélations, un tissu d'événements interconnectés, une interface entre l'observateur et l'observé. C'est l'un de ces types spécifiques de corrélation que nous appelons « particule » ; celle-ci n'est plus un grain de sable ou une boule de billard, mais un transfert permanent d'énergie et d'information. »

L'objet est une illusion

« De quelle manière cette nouvelle conception de la matière peut-elle évoquer certaines notions de la philosophie orientale ? »

« Je crois pouvoir l'illustrer par un conte taoïste du sage Chuang Tzu. Un jour, promit-il à ses disciples, il leur ferait connaître le secret ultime de l'univers. Et ce jour-là, il leur dit : « Il n'y a pas de « choses », voilà la nature fondamentale de la réalité. » Telle est la base philosophique du taoïsme, du bouddhisme et d'autres traditions mystiques. La différence majeure qui existe entre l'attitude scientifique et la tradition mystique réside dans le fait que, en tant que scientifique, je dirais qu'un objet est une notion approximative très utile dans la vie quotidienne, mais que, fondamentalement, l'objet n'existe pas, qu'il est uniquement une « idéalisation », tandis que le mystique oriental dirait que c'est une « illusion » ; pour lui, tous les phénomènes sont interdépendants, manifestation d'une seule et même réalité fondamentale. »

« Croyez-vous que cette réalité ultime puisse être l'énergie ? »

« J'en doute ; d'ailleurs, la réalité ultime ne peut être exprimée par des mots : elle transcende nos conceptions intellectuelles et, d'après les mystiques, elle peut être vécue mais pas racontée ; alors que la science, essayant de décrire ses expériences, ne peut qu'avoir recours au domaine rationnel qui, en lui-même, est restreint et approximatif. »

« La tradition mystique ne chercherait-elle pas à transmettre son message ? »

« La différence essentielle entre un scientifique et un maître mystique consiste dans le fait que ce dernier n'est pas particulièrement intéressé à expliquer les phénomènes : il cherche plutôt à faire éprouver par son disciple la réalité fondamentale, en mettant l'accent sur l'initiation à l'expérience, tandis que le scientifique cherche avant tout à l'analyser et à la décrire. »

« De quelle façon la théorie quantique serait-elle apte à révéler, à l'instar des philosophies orientales, l'unité fondamentale de l'univers ? »

« Nous constatons que cette unité et cette interdépendance parcourent la physique moderne, quels que soient la théorie ou le modèle utilisés, y compris la théorie quantique ou la relativité. Einstein avait construit cette dernière en concevant l'action des champs en termes de modification des structures de l'espace et du temps, et il pensa pouvoir modifier davantage ces structures afin d'y inclure les autres interactions, mais il échoua. Depuis lors, d'autres savants ont réussi à associer la théorie de la relativité avec celle de la mécanique quantique, afin d'aboutir à la théorie quantique des champs. Cette nouvelle conception évoque des images de la tradition orientale, puisque le champ quantique peut se condenser en matière ; et une particule faisant partie de ce champ particulièrement dense évoquerait une « vague émergeant de l'océan », métaphore classique de la tradition orientale. »

L'unité des contraires

« Héraclite pensait déjà que tous les changements dans l'univers provenaient de l'interaction des contraires, dont il souligna pourtant la complémentarité. Pourquoi la pensée occidentale a-t-elle mis deux mille cinq cents ans pour redécouvrir cette vérité ? »

« L'esprit rationnel tend à voir la réalité de façon statique, incapable de

réconcilier les « contraires », tandis que la pensée dynamique semble plus apte à les unifier. Les philosophes, comme celles d'Héraclite ou du Tao, qui avancent la réalité dynamique, soulignent ainsi l'unité des contraires : le yin et le yang ne font qu'un. En Occident, certains philosophes comme Hegel, par sa dialectique : thèse, antithèse, synthèse, ont partagé cette vision du monde. »

« Cette optique dynamique resurgit aujourd'hui dans les sciences, tout particulièrement en physique. Niels Bohr avait déjà unifié l'onde et la particule dans sa « loi de complémentarité ». Et actuellement la nouvelle « théorie des structures dissipatives », introduite par Ilya Prigogine (1), ainsi que la « théorie des systèmes », soulignent que la compréhension de la vie — à tous ses niveaux — procède par cette unification des contraires. »

« Pourtant, deux conceptions contraires subsistent : celle d'Albert Einstein : « Le réel existe », et celle de Niels Bohr : « Tout jugement d'existence est abusif ». A qui les faits donneront-ils raison ? »

« Ce fut en effet un débat historique qui eut lieu entre Niels Bohr et Albert Einstein. Ce dernier croyait à l'existence objective de la réalité ; ce fut d'ailleurs cette croyance qui l'avait empêché d'assumer les ultimes conséquences de la mécanique quantique dont il était pourtant l'un des fondateurs. S'il fut incapable d'accepter les interprétations avant-gardistes d'Heisenberg et de Bohr, la cause essentielle de ce refus provenait de son caractère fondamentalement déterministe, car il avait fondé sa vision — une réalité objective composée de petites particules séparées — sur celle de Descartes. »

« Diriez-vous qu'Einstein fut un prophète qui n'a pas su assumer ses propres prophéties ? »

« D'une certaine façon. Je suis d'ailleurs fasciné de voir que Descartes est plus fondamental que Newton et c'est la raison pour laquelle Einstein a pu dépasser celui-ci sans pouvoir pour autant dépasser le premier. Le seul qui en fut capable était Niels Bohr, le plus proche d'un mystique qu'un scientifique puisse l'être. »

GUITTA PESSIS PASTERNAK.

(Lire la suite page XIV.)

(1) La Nouvelle Alliance d'Ilya Prigogine et Isabelle Stengers (Gallimard, 1979). Voir l'interview d'Ilya Prigogine dans le Monde Dimanche du 9 mai 1982.

CHRONIQUES

POÉSIE

JACQUES IZOARD

Jacques Izoard est né en 1936 à Liège. Il a notamment publié *Un chemin de sel pur* (Chambelland), *Voix, vêtements, saccages* (Grasset), *Vêtu, dévêtu, libre* (Belfond) et *Enclaves de nuit* (Origine). Il anime la revue *Odradek*. Sensible, cette poésie du corps touchant parce que touché caresse le réel. Cette respiration sensuelle part d'une peau qui découvre les objets.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Le corps. Le jardin.

Fougère près d'un bras d'eau sans veines.
Fougère qu'on aime sans soleil.
Fougère qu'on dresse dans le corps
d'un sosie de verre léger.
Le bleu n'incendie que lui-même.
Le bleu n'est qu'un abîme
au fond d'un autre abîme.
Tu vois sourd d'un sourd bonheur
à travers bras, ventre et jambes.
Ce qui court sous la peau
c'est fluide salin et fluide écume
que le corps accumule
au cours des longs sommeils
sans épaules et sans doigts.

Humus à bouche obscure
d'un jardin déjà jauni...
Dès qu'on brise les vitres,
les orbes se hissent
à hauteur des toits, des pavés.
Tumulte en haleine.
Rêve en odor de menthe.
Femme en papier de soie
que les lièvres étreignent.
Les nains se font complices
des pigeons voyageurs.
J'accuse un jardin.
Je joue au voleur d'échasses.
L'homme aux sabots fleuris
carresse le tronc des arbres.
Le petit cœur durcit
dès qu'on touche les lèvres
d'un dormeur sans enfants,
d'un enfant sans sommeil.
Pavots, je vous aime,
écarlates sur la peau, tuméfiées,
volant en poudre infime,
en embellies de bleu
couvrant visage et ventre.
Un voyage a commencé,
qui conduit au vertige
des cerfs-volants, des fées.

La langue lèche l'autre langue.
Déferlent soleils par milliers.
Chariots de neige succombent.
Les mains touchent les mains.
On amoncelle la laine
dans la chambre aux miroirs.
On amoncelle aussi l'herbe
tout autour d'une maison
cachée dans un étang.
Mais qui vit dans le ponce ?
Qui regarde les regards ?
Qui lèche l'autre langue
des visiteurs aveugles ?
Acide cerisier. Oûie iore.
Ou rose opaque. Rose amie.
Qui coud le sommeil dans un sac ?
Qui déchire à belles dents
le rêve des chercheurs d'air ?
Qui respire au fond d'un puits
le parfum des tonnelles ?
Celui qu'on cherche en vain.
Celui qui ne caresse
que l'écume ou le gel.

Le corps. Le jardin. Le corps.
J'observe l'aloë et la serpe,
la glycine et le chat, le sureau.
Mille jambes sous la peau,
mille doigts sur la bouche.
Le sable enroulé terre et parloir,
emplit ventre et crâne.
Sans savoir qu'il grandit,
l'enfant joue à pigeon bleu
près du dormeur qui l'aime.
Touche hampes et tiges.
Touche corolles et pétales.
Touche cent coquelicots
(le rouge est une couleur !).
Touche la terre très noire
jusqu'au fond de la terre.
Tout un jardin surgit.
Les châteaux d'eau voyagent.

Vacances. Et cerises. Et mirabelles.
Et la fille d'écume qui vit.
Les teinturiers d'emparement
d'objets d'usage et de ténacité :
épingles et crêpes de bûis,
menus outils de jardinage,
chandelières qu'on ne frotte plus...
S'effondre la maison
plus rouge qu'on ne croit.
Dort d'un œil un chat borgne.
S'unissent corps et jardins.

NUMISMATIQUE

Parlez-moi d'argent...

A place si importante de l'argent dans la plupart des civilisations depuis le 7^e siècle avant J.-C. et l'usage quotidien de son expression matérielle, la monnaie, ont abouti à des utilisations parfois surprenantes de cette dernière.

Alors que la monnaie reste seulement, aujourd'hui, un instrument d'échange économique, nous savons qu'elle a pu représenter, dans le passé, non seulement un pouvoir d'achat mais, aussi, un véritable pouvoir spirituel (1). Un exemple particulièrement significatif de nos relations non économiques avec l'argent est celui de l'influence réciproque des monnaies et du langage.

Comme l'a remarqué Henri Petit (2), « les mots ressemblent à de vieilles monnaies ayant beaucoup circulé : on les répète machinalement sans comprendre tout ce qu'ils renferment de souvenirs historiques, de même que l'on jette un œil distrait sur la pièce usée par les siècles sans en deviner les détails estompés. Le numisma, lui, saura faire revivre l'histoire en interprétant ces détails estompés, tout comme le linguiste saura faire revivre les divers sens du mot depuis ses origines ».

Junon qui avertit

Si toutes les monnaies reçoivent un nom officiel à leur émission, la plupart d'entre elles le perdent et sont rebaptisées par le peuple d'un nouveau nom souvent appelé à une longue vie. A ce courant de création de mots pour les monnaies correspond un courant inverse de création de mots pour les monnaies : mots nouveaux, souvent argotiques, pour désigner l'argent et expressions populaires employant le langage monétaire ou numismatique.

Avant d'illustrer cette double source de néologismes, il peut être utile de rappeler brièvement l'étymologie des mots *monnaie* et *numismatique*, ainsi que celle de quelques noms de monnaies universellement connues.

Numismatique vient du grec *nomisma* (la pièce de monnaie), mot issu lui-même de *nomos*, dont le sens premier

fut peut-être celui de partage, et évolua vers celui de règle ou mesure.

Quant au mot de monnaie, son origine est plus récente puisqu'elle remonte seulement à l'Antiquité romaine : monnaie vient de l'épithète *moneta*, c'est-à-dire « qui avertit ». Le rapport entre les deux termes n'est pas évident au premier abord. Il faut savoir que les dieux de l'Antiquité se voyaient attribuer un grand nombre d'épithètes destinées à rappeler la gamme de leurs pouvoirs ; dans cet ordre d'esprit, la déesse Junon était connue comme *Juno Moneta* — Junon qui avertit, — et un temple lui était consacré au Capitole, à Rome.

C'est dans l'enceinte de ce temple que fut installé vers 268 avant J.-C. l'atelier monétaire, et peu à peu l'usage prévalut d'assimiler le nom de la production monétaire au surnom de la protectrice des lieux : *Moneta* devint la monnaie. Voyons maintenant quelques étymologies d'espèces monétaires, et prenons par exemple l'obole, qui fut, avec une valeur d'un demi-denier, la plus petite pièce circulaire. Son origine remonte à la monnaie d'argent de la Grèce antique, qui tirait elle-même son nom d'*obolos*, la broche à rôtir, car des broches de fer sacrificielles furent utilisées en tant qu'instruments prémonétaires.

Le nom d'un poignée de ces broches, *drachmis*, donna naissance à la *drachme*, multiple de l'obole. La drachme est toujours l'unité monétaire grecque, et sa déformation en arabe a donné *dirham*, monnaie également utilisée de nos jours. D'autres noms de monnaies ont des origines plus anecdotiques ; ainsi, en Italie, le nom des *sequins* d'or (*zecchini*) de Venise dérive de *Zecca*, l'atelier des monnaies vénitien, tandis que les *oselles* d'argent, également vénitiennes, seraient ainsi nommées parce qu'elles auraient remplacé à partir du seizième siècle des dons d'oiseaux (*uccelli*) qui constituaient des libéralités précieuses traditionnelles. Enfin on ne saurait parler de noms de monnaies sans citer le *thaler* (ou *Taler*), large pièce d'argent allemande qui commut un immense succès, et dont le nom fut à l'origine de nombreuses autres appellations monétaires. Contons-en rapidement l'histoire.

En 1518, les comtes de Schlik obtinrent de la couronne de Bohême l'autorisation de prospecter la vallée de Kladaruth pour y trouver des minerais argentifères. L'abondance des gisements d'argent que l'on découvrit fut telle que l'on dut créer une ville nouvelle pour les exploiter. Les comtes de Schlik fondèrent alors Joachimsthal en Bohême (aujourd'hui Jachymov en Tchécoslovaquie). Ils y ouvrirent dès 1520 un atelier monétaire qui fut rattaché en 1528 à la couronne de Bohême ; en huit années

d'émission, ils produisirent près de deux millions de grandes pièces d'argent, les *Joachimsthalers*, dont le nom bientôt raccourci en *thaler* supplanta celui des *silbergroschen* (gros d'argent), puis sera transformé en *daler*, expression de bon aloi. Le nom de *thaler* ou *daler* succombera en Allemagne à la naissance du mark en 1871, mais non sans avoir accouché de nombreux rejetons : *dallre de Montbéliard* ou de *Combray*, *daler et riksdaler* (équivalent du *reichsthaler*) danois et suédois, et bien entendu *dollar* américain.

Même la Russie s'inspira un moment du nom de Joachim ; lorsque Pierre le Grand, avant d'instaurer un nouveau système monétaire, utilisa les pièces d'argent étrangères simplement contre-marquées de l'aigle impérial à deux têtes, il les baptisa du nom de *jeffimok* (au pluriel, *jeffimki*) dérivé de Joachim.

Louis d'or, napoléon, et nap

Revenons à présent à la création de surnoms pour les espèces monétaires. Un exemple actuel en est donné par le vocabulaire relatif aux monnaies d'or cotées en Bourse, vocabulaire qui semble refléter une certaine nostalgie des anciennes appellations symboliques des monnaies. Nous savons, en effet, que les noms officiels des anciennes pièces (*le franc d'or*, *l'écu*, *le louis*, etc.) rappelaient souvent le symbolisme du pouvoir d'abord dynastique (*l'écu*, la *couronne*), puis personnel (*le louis*, le *napoléon*). Alors que de nos jours on n'utilise plus que le nom de la valeur faciale, multiple ou sous-multiple d'une unité (*le franc*) ayant perdu toute sa valeur symbolique, nous avons gardé pour les seules monnaies d'or les appellations du passé.

Ainsi le public parle encore de louis d'or pour une pièce de 20 F à l'effigie de Marianne, tandis que les professionnels de la Bourse préfèrent comptabiliser leurs opérations en napoléons ou dans le jargon du métier en « nap » quelle que soit l'effigie figurant sur la pièce d'or ! Le *nap* est alors hissé au rang d'unité de compte, car toutes les autres pièces d'or sont dénommées en fonction de celle de 20 F : la pièce de 10 F devient un demi-nap, celle de 100 F une cinquième nap, etc. Dans un prochain article, nous donnerons des exemples plus anciens de surnoms monétaires, et nous essaierons de retracer le sentier inverse de création linguistique, celui des expressions populaires ayant pour fondement le vocabulaire numismatique.

ALAIN WEIL.

(1) Cf. A. Weil : *Les Pouvoirs cachés de la monnaie*, Fayard, 1961.
(2) Cf. : *Cahiers numismatiques*, 1968, n° 13, p. 635.

Fritjol Capra

(Suite de la page XIII.)

— Serait-ce la philosophie chinoise qui l'a inspiré ?

— Il a même adopté pour son blason le symbole du yin et du yang, tant il était impressionné par le principe chinois de complémentarité.

Une révolution dramatique de la pensée scientifique

— L'aurait-il aussi été par la complémentarité entre la « stabilité » et le « changement » ?

— En effet, car vous pouvez avoir une « stabilité dynamique » qui impliquerait des « fluctuations ». C'est d'ailleurs une telle stabilité qui fut évoquée par Héraclite et les taoïstes dans leur vision d'un monde en perpétuel mouvement, un processus de changement ayant néanmoins une certaine stabilité. C'est une cosmologie de l'autorégulation, de l'auto-organisation, analogue à la stabilité conçue par Prigogine dans sa conception de l'ordre par fluctuations.

— Justement, ces récentes découvertes ne pourraient-elles pas rétablir le fondement que la révolution scienti-

fique du début du siècle avait tant ébranlé ?

— Nous assistons, en effet, à l'émergence de nouvelles théories, qu'il s'agisse des « structures dissipatives » d'Ilya Prigogine, de l'« auto-organisation » de Von Foerster ou du « hasard organisateur » d'Henri Atlan. Ce sont les éléments complémentaires d'un puzzle complexe qui est progressivement en train de constituer ce nouveau fondement recherché par Einstein. Il s'agit d'une vision holistique, systématique et dynamique qui s'applique à une gamme étendue de phénomènes et de champs scientifiques. Ce n'est d'ailleurs pas seulement en physique que nous observons actuellement ce que nous pouvons appeler une révolution dramatique de la pensée scientifique.

— Pourquoi considérez-vous cette révolution comme « dramatique » ?

— Elle l'est intellectuellement car, lorsque Niels Bohr et Werner Heisenberg, durant les années 20, ont dû radicalement modifier leurs idées et leurs concepts, ils se sont trouvés dans un état de crise profonde : intellectuelle, existentielle et même émotionnelle. Je crois que nous vivons une crise analogue aujourd'hui.

— De ce fait, assisterions-nous à l'émergence d'un nouveau paradigme ?

— Je le crois et je l'appellerai « paradigme écologique », car l'écologie insiste sur l'interdépendance fondamentale de tous les phénomènes et sur la nature intrinsèquement dynamique de l'univers.

— Pourrait-on supposer que le récent colloque « Désordre-Ordre » (2), réunissant d'éminents sa-

vants, marquerait une « bifurcation » dans la recherche scientifique ?

— J'aime beaucoup cette question puisque mon dernier livre, *Le Temps du changement*, traite précisément de cette « bifurcation » importante qui a lieu actuellement dans le domaine scientifique, signalant le passage de la vision universaliste et mécaniste de Descartes et de Newton à la vision holistique et dynamique de Prigogine.

— Ainsi, vous semblez être attiré par la conception dynamique du boudhisme, qui soutient qu'il ne faut pas s'attacher à des formes fixes, objets, personnes, idées, mais accepter un monde mouvant et changeant...

— C'est la raison principale de mon attirance pour les philosophies orientales et tout particulièrement pour le boudhisme, car j'ai toujours considéré l'aspect mouvant de l'univers comme l'essentiel. Même leur terminologie dégage des connotations dynamiques : le terme « *physis* », par exemple, dont dérive « *physique* », signifiait à l'époque présocratique — quand la philosophie, la religion et la science n'étaient pas encore séparées — « *réalité fondamentale* ». Cette même racine, dans les langues indo-européennes, est devenue « *brahma* » qui, en sanscrit, signifie aussi « *réalité fondamentale* ». Une même racine donna donc naissance à la « science » en Occident et au « *mysticisme* » en Orient.

GUITTA PESSIS PASTERNAK.

(2) Colloque tenu en septembre 1981 à l'université Stanford (Californie). Voir l'article de Christian Descamps dans *le Monde Diplomatique* du 10 octobre 1981.

CHRONIQUES

HISTOIRE

Les juifs français vus des Etats-Unis

Les juifs français sont pour les Américains un sujet d'étonnement : en réussissant leur intégration, ils ont perdu leur culture spécifique

PRÈS de deux cent cinquante universitaires de nombreux pays ont participé durant plusieurs jours, à la fin avril, à une conférence sur les juifs français, organisée par le Tauber Institute dans le cadre de l'université de Brandeis. Qu'une telle réunion se tienne ainsi aux Etats-Unis peut à première vue surprendre. Ce fait traduit pourtant l'intérêt porté outre-Atlantique à l'histoire si particulière des juifs français.

En France, au contraire, l'étatisation de la société ayant rendu illégitime l'examen des cultures minoritaires, les historiens s'en sont souvent détournés. C'est pourquoi, comme l'ont noté Bernard Blumenkrantz et George Weil, l'histoire des juifs français a été souvent conduite en dehors du cadre universitaire. Cette difficulté a aussi suscité par contrepoint la naissance d'essais reposant davantage sur l'imagination que sur la connaissance rigoureuse des archives.

La communauté juive française a été la première à connaître une émancipation libératrice garantissant l'égalité des citoyens, mais repoussant aussi à l'arrière-plan la diversité des cultures. A la différence de la situation qui prévaut aux Etats-Unis, le franco-judaïsme implique à la fois l'atomisation des juifs devenus citoyens et la fin de leurs structures collectives autres que religieuses, celles-ci étant elles-mêmes organisées

Limites l'expression religieuse

Les travaux qui ont été discutés lors de cette conférence soulignent l'opposition entre l'esprit de 1789 et le régime de Vichy, entre l'émancipation et sa négation. Entre ces deux dates, pendant l'affaire Dreyfus et sous la III^e République, nombreux sont déjà ceux, comme l'a montré Zeev Sternhell, qui estiment contradictoire en elle-même l'expression de « juif français ». A l'extrême droite, comme souvent à l'extrême gauche, l'antisémitisme fait recette, car il unifie les oppositions à la démocratie, renforce le combat contre la République, tout en suscitant d'un bout à l'autre du territoire de violentes émeutes qui se déclenchent même dans certains départements où les juifs sont presque totalement absents (Eugen Weber).

Les juifs assimilés ne s'en considèrent pas moins comme essentiellement français et, comme l'ont souligné Paula Hyman et Nancy Green, tiennent à

marquer la distance à l'égard des juifs immigrés. Les premiers s'efforcent ainsi de limiter les modes d'expression religieux de leurs coreligionnaires en refusant qu'ils créent leurs propres synagogues et en imposant leur franco-judaïsme universaliste, attitude analogue à celle de la C.G.T. qui n'accepte pas la formation de syndicats ouvriers très militants mais spécifiquement juifs. Notons que déjà au milieu du dix-neuvième siècle, les juifs assimilés avaient tenté d'exercer par la formation de l'Alliance israélite universelle une action modernisatrice, par exemple auprès des juifs algériens : comme ceux-ci défendaient leurs particularismes et refusaient même la nationalité française, on la leur imposa en renforçant du même coup le poids démographique de la mère patrie (Michel Abitbol, Lucette Valensi).

Plus tard, même trahis par leur Etat, les juifs assimilés conservent longtemps leur confiance à l'égard de Vichy et, légalistes, les institutions comme le Consistoire ou la nouvelle U.G.I.F. (Union générale des israélites français) ne voudront pas croire que l'Etat français puisse réellement tourner le dos à sa mission émancipatrice (Y. Cohen). La citoyenneté leur étant retirée, les juifs assimilés ou récemment immigrés vont pour la première fois s'organiser ensemble dans le cadre du C.R.I.F. (Conseil représentatif des institutions juives de France) qui naît pendant la Résistance, puis du F.S.J.U. (Fond social juif uni-

fié) et enfin, avec l'arrivée massive des juifs d'Afrique du Nord qui ont conservé leurs organisations collectives, à travers de nombreuses structures communautaires.

Depuis 1968, avec la résurgence des cultures minoritaires encouragée aujourd'hui par le parti socialiste, les juifs français se dotent eux aussi d'institutions qui interviennent dans le champ politique, de moyens d'expression (radios, livres, etc.) destinés à maintenir une culture particulière. S'organisant politiquement, ils se trouvent d'avantage confrontés au problème de l'engagement politique (S. Trigano) : doivent-ils, à l'américaine, se constituer en groupe de pression, favoriser la naissance d'un « vote juif », autant d'actions peu compatibles avec une étatisation forte qui résume de manière générale toute forme d'allégeance périphérique ?

Comme l'ont rappelé Michael Marrus et Stanley Hoffman, dans la France d'aujourd'hui, c'est moins l'antisémitisme (en relatif déclin ainsi que l'attestent les sondages) qui fait problème que la coexistence de structures étatiques à vocation universaliste et d'organisations particularistes. R. Marientras constate à juste titre que cette question se pose de la même manière pour l'ensemble des cultures minoritaires dans le cadre national : l'attachement très compréhensible de la grande majorité des juifs français à Israël contribue pourtant à lui donner une dimension spécifique.

PIERRE BIRNBAUM.

La thèse

(Suite de la page XVI.)

Le téléphone sonna. « Excusez-moi. Allô ! Oui. Monsieur le recteur ? Bien. D'accord. Tout le monde est là ? Eh bien, j'arrive ! » Il raccrocha.

Une réunion de tous les membres de la faculté, avec le recteur. Elle a commencé. Je dois vite y aller. Vous ne m'avez pas dit que vous cherchiez votre professeur ?

— Je voulais lui remettre le plan de ma thèse.

Vous voulez que je le lui remette ? Donnez.

Bouty se trouva dans l'impossibilité de refuser l'affaire du doyen. Qu'est-ce qu'il a été faire là. Se lever dans la grande salle. Fallait-il qu'il soit content ! Il lui tendit ce pendant une chemise, une dizaine de feuillets dactylographiés, que le doyen, peut-être avec trop de précipitation, fourna dans sa serviette. Le geste était d'une hostilité plus brutale que celle avec laquelle Ngounkou avait reçu l'annonce de son sujet de thèse. Bouty se mit à trembler de la tête aux pieds, à claquer des dents, à rouler des yeux. Le doyen ne le regardait pas, mettait de l'ordre sur les quelques papiers qui traînaient sur son bureau. Il dit : « Bon, j'y vais. »

En lui prenant le plan de la thèse des mains, le monsieur engouffrait le bras, l'épaule. Sauver la tête, le tronc. Ah ! le cannibale ! Le sadique, ce sourire... Oh non ! ça ne se passera pas comme ça. Bouty venait de commettre la pire des gaffes. Il avait donné la preuve de sa collusion avec l'ennemi étranger. Oh non, ça ne se passera pas comme ça.

Le doyen leva les yeux sur Bouty et instinctivement se tita les parties nues de ses membres pour se rendre compte s'il avait froid comme ce gars qui, de toute évidence, grelottait de froid ou de fièvre.

« Rendez les papiers. » Bouty brandissait une chaise, résolu à frapper.

La surprise glaça et fit suer d'abondance le doyen. Il resta interdit. Bouty agita la chaise et répéta avec plus de force :

« Rendez les papiers. Si vous croyez que je vais me laisser avoir, vous vous trompez. Votre manie de voir des fous ou des ennemis partout vous perdra. »

Le doyen recouvrit son calme.

« Vous n'êtes pas bien ! »

Il ne reçut pas de réponse. Bouty recula, posa la chaise, se plaqua le dos à la porte. Il fit un effort pour parler à nouveau mais pas un mot ne sortit de sa bouche. Il tremblait toujours, il protégeait sa tête contre des coups imaginaires.

« Je vais vous accompagner au dispensaire, c'est sur ma route. », proposa le doyen.

Comme s'il cherchait à surprendre un python, le doyen sortit avec précaution les papiers de Bouty de sa serviette, lut le titre :

« Tenez, vous remettez vous-même à votre professeur. »

« Ecrivais congolais, Tchicaya U Tamsi a publié plusieurs ouvrages de poèmes, un recueil de nouvelles — la Main sèche (Laffont, 1980) — et deux romans : les Camerlains (1980) et les Méduses (1983), chez Albin Michel. »

La cave de Guy Jeunemaître Du bordeaux ou l'art de recevoir

Les vins de Bordeaux, par leur richesse, leur diversité, leur savoir, sont la base même d'une bonne cave, et doivent en faire la pierre la plus importante. Plus de 5 000 châteaux, de la plus petite cabane au plus prestigieux domaine, se partagent le territoire de ce grand vignoble.

Les vins de Bordeaux ont été en commun et qui leur est très particulier : leur parfum, un arôme spécial et délicat, se développent avec l'âge, et que l'on ne trouve dans aucune autre vin ; pour les 1^{ers} Grands Crus classés, ce sont indiscutablement les plus grands vins du monde.

En vins rouges, le vignoble se divise en 4 grandes appellations : « Le Médoc » qui comprend 6 communes principales : Pauillac, Margaux, Saint-Estèphe, Saint-Julien, Cantenac, Moulis. Caractéristiques : élégance, finesse, race, délicatesse.

« Les Graves » : communes principales : Pessac, Léognan, Martillac. Caractéristiques : « velouté », « soyeux », « moelleux ».

« Les Saint-Estèphe » : communes principales : Saint-Estèphe, Libourne. Caractéristiques : « charmes », « finesse », « de la mèche », « taniques ».

« Les Pauillac » : communes principales : Pauillac, Nèze. Caractéristiques : « charmes », « finesse », « de la mèche », « taniques ».

« Les Graves » : communes principales : Pessac, Léognan, Martillac. Caractéristiques : « velouté », « soyeux », « moelleux ».

« Les Saint-Estèphe » : communes principales : Saint-Estèphe, Libourne. Caractéristiques : « charmes », « finesse », « de la mèche », « taniques ».

« Les Pauillac » : communes principales : Pauillac, Nèze. Caractéristiques : « charmes », « finesse », « de la mèche », « taniques ».

« Les Graves » : communes principales : Pessac, Léognan, Martillac. Caractéristiques : « velouté », « soyeux », « moelleux ».

« Les Saint-Estèphe » : communes principales : Saint-Estèphe, Libourne. Caractéristiques : « charmes », « finesse », « de la mèche », « taniques ».

« Les Pauillac » : communes principales : Pauillac, Nèze. Caractéristiques : « charmes », « finesse », « de la mèche », « taniques ».

« Les Graves » : communes principales : Pessac, Léognan, Martillac. Caractéristiques : « velouté », « soyeux », « moelleux ».

« Les Saint-Estèphe » : communes principales : Saint-Estèphe, Libourne. Caractéristiques : « charmes », « finesse », « de la mèche », « taniques ».

« Les Pauillac » : communes principales : Pauillac, Nèze. Caractéristiques : « charmes », « finesse », « de la mèche », « taniques ».

« Les Graves » : communes principales : Pessac, Léognan, Martillac. Caractéristiques : « velouté », « soyeux », « moelleux ».

« Les Saint-Estèphe » : communes principales : Saint-Estèphe, Libourne. Caractéristiques : « charmes », « finesse », « de la mèche », « taniques ».

« Les Pauillac » : communes principales : Pauillac, Nèze. Caractéristiques : « charmes », « finesse », « de la mèche », « taniques ».

« Les Graves » : communes principales : Pessac, Léognan, Martillac. Caractéristiques : « velouté », « soyeux », « moelleux ».

« Les Saint-Estèphe » : communes principales : Saint-Estèphe, Libourne. Caractéristiques : « charmes », « finesse », « de la mèche », « taniques ».

« Les Pauillac » : communes principales : Pauillac, Nèze. Caractéristiques : « charmes », « finesse », « de la mèche », « taniques ».

« Les Graves » : communes principales : Pessac, Léognan, Martillac. Caractéristiques : « velouté », « soyeux », « moelleux ».

« Les Saint-Estèphe » : communes principales : Saint-Estèphe, Libourne. Caractéristiques : « charmes », « finesse », « de la mèche », « taniques ».

« Les Pauillac » : communes principales : Pauillac, Nèze. Caractéristiques : « charmes », « finesse », « de la mèche », « taniques ».

« Les Graves » : communes principales : Pessac, Léognan, Martillac. Caractéristiques : « velouté », « soyeux », « moelleux ».

« Les Saint-Estèphe » : communes principales : Saint-Estèphe, Libourne. Caractéristiques : « charmes », « finesse », « de la mèche », « taniques ».

« Les Pauillac » : communes principales : Pauillac, Nèze. Caractéristiques : « charmes », « finesse », « de la mèche », « taniques ».

« Les Graves » : communes principales : Pessac, Léognan, Martillac. Caractéristiques : « velouté », « soyeux », « moelleux ».

« Les Saint-Estèphe » : communes principales : Saint-Estèphe, Libourne. Caractéristiques : « charmes », « finesse », « de la mèche », « taniques ».

« Les Pauillac » : communes principales : Pauillac, Nèze. Caractéristiques : « charmes », « finesse », « de la mèche », « taniques ».

« Les Graves » : communes principales : Pessac, Léognan, Martillac. Caractéristiques : « velouté », « soyeux », « moelleux ».

« Les Saint-Estèphe » : communes principales : Saint-Estèphe, Libourne. Caractéristiques : « charmes », « finesse », « de la mèche », « taniques ».

« Les Pauillac » : communes principales : Pauillac, Nèze. Caractéristiques : « charmes », « finesse », « de la mèche », « taniques ».

« Les Graves » : communes principales : Pessac, Léognan, Martillac. Caractéristiques : « velouté », « soyeux », « moelleux ».

« Les Saint-Estèphe » : communes principales : Saint-Estèphe, Libourne. Caractéristiques : « charmes », « finesse », « de la mèche », « taniques ».

Château Laroque 1979

M.D.C. - Grand cru Saint-Estèphe

Ce domaine de 44 hectares, est situé sur plusieurs châteaux à l'Est et au Midi ; un encépagement à base de vieilles vignes procure au Château Laroque à la fois race, richesse, élégance (ce qui est assez rare pour un Saint-Estèphe) et une grande constance dans les millésimes ; l'une de nos meilleures sélections.

La bouteille : 36,00 F.

Château Bel Orme

M.D.C. - Grand cru Saint-Estèphe

Beau vin léger, souple, assez étoffé mais moins « gommé » que les Saint-Estèphe, velouté, assez rapidement ; cette cuve de 1979, déjà bien agréable en bouche, devrait atteindre sa plénitude dans 3 ou 4 ans.

La bouteille : 36,00 F.

Clos Grange-neuve 1979

M.D.C. - Grand vin de Pauillac

Comme tous les « grands » de 1979, millésime exceptionnel, ce vin est un exemple de réussite : d'un équilibre parfait, puissant, très aromatique, long en bouche, achève ce vin sans hésitation une remarquable bouteille à laisser vieillir, et d'un prix intéressant pour un 1979.

La bouteille : 49,00 F.

Château La Louvière 1979

M.D.C. - Grand vin de Graves

Vin parfumé, bon et plein, très souple, et doit malgré tout d'une certaine vigueur, la prépondérance du Sauvignon lui donne un bouquet particulièrement agréable ; au fur et à mesure que le temps passe, les experts s'accordent à dire que le millésime 1979 acquiert de plus en plus de qualités ; excellent rapport qualité-prix.

La bouteille : 55,00 F.

Château Camensac 1979

M.D.C. - 5^e Grand Cru classé Haut-Médoc

Très sévère, tendre et velouté, d'une extrême distinction ; avec les années, le Château Camensac développe un bouquet d'une rare perfection : cuvaux d'une rare passage en barrique de chêne durant 16 à 24 mois, tout est fait pour que s'épanouissent les qualités naturelles de ce grand cru.

La bouteille : 59,00 F.

Château Chasse-Spleen 1979

M.D.C. - Grand cru

Cru exceptionnel du Médoc. Situé au Nord-Ouest de Margaux, certainement le meilleur vin de la commune de Moulis ; cru classé de réputation mondiale ; très race, rond, corsé, complet, méritant un classement supérieur ; vin de garde par excellence, n'hésitez pas à en mettre quelques bouteilles en cave.

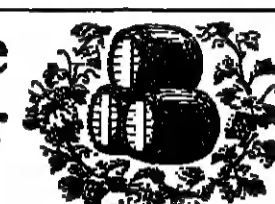
La bouteille : 68,00 F.

Château Lynch-Bages 1979

M.D.C. - 5^e Grand Cru classé Pauillac

Universellement connu, se vend en réalité au prix des 2^{es} Grands Crus. Riche, corsé, généreux, superbe : lors de dégustations « à l'aveugle », ce vin arrive souvent avant les trois premiers. Ce grand vin de garde atteint sa plénitude après 10 ans de bouteille au moins.

La bouteille : 82,00 F.



en cadeau

Pour tous les clients qui ont acheté un minimum de 100 F.

Le remboursement de la bouteille que vous nous fournirez, les vins Guy Jeunemaître sont heureux de vous offrir le tire-bouchon de vos bouteilles, à l'usage de la cuisine, de la salle à manger, de la bibliothèque, de la chambre, de la salle de bains, de la cuisine, de la salle à manger, de la bibliothèque, de la chambre, de la salle de bains.

Conditions de vente : Des prix s'entendent toutes taxes et droits compris. Expéditions en caisses de 12 bouteilles (passerelles ou non, à votre choix). Expéditions aux frais de transport : 30 F (obligatoire pour chaque expédition, quelle que soit l'importance de la commande). Expéditions en France métropolitaine seulement.

BON DE COMMANDE valable jusqu'au 30.08.83

Nom Prénom Tél.

Adresse Code postal

Ville des recevoir

RESELECTION

Château Lamotte 1980 15,50 F

Château Cant La Chapelle 1978 17,50 F

Château La Londe 1979 22,00 F

Château Laroque 1980 24,00 F

Château Tour-Calos 1980 26,00 F

Château Puy-Castéra 1979 27,50 F

Château Fourcas-Dupré 1980 28,50 F

Saint-Estèphe 1979 - Médaille d'Or 29,50 F

Château Laroque 1979 36,00 F

Château Bel Orme 38,00 F

Clos Grange-neuve 1979 49,00 F

Château La Louvière 1979 55,00 F

Château Camensac 1979 59,00 F

Château Chasse-Spleen 1979 68,00 F

Château Lynch-Bages 1979 82,00 F

Château Pechon-Longueville 82,00 F

Château Elise 1966 90,00 F

Château Lascombes 1979 95,00 F

Sous-total F

IMPOT 12% - Vert de bleu valable effective votre commande pour un total multiple de 6 ou 12 bouteilles (cavitation, ou non, à votre choix).

Remise : F

Participation pour frais de port : F

Total net franco domicile T.V.A. comprise : F

Ma commande étant supérieure à 750 F, je reçois en cadeau le tire-bouchon « le rustique ».

Libeller un chèque du montant total à l'ordre des Vins Guy Jeunemaître.

Expéditions commandées et restituées à :

Vins Guy JEUNEMAÎTRE - Vins Fins de Propriétaires.

NOUVELLE

La thèse

Par Tchicaya U Tam'si

BOUTITY CÉLESTIN, étudiant en sociologie, désespérait de trouver un sujet de thèse de doctorat du troisième cycle, alors que depuis longtemps les rues d'Ouenzé, de Tala-Ngai, de Potopoto et d'ailleurs lui en proposaient un, même que ce sujet avait alimenté de nombreuses conversations entendues, écoutées, et qu'il avait eues aussi avec ses copains et surtout Ngouakou, avec qui il formait la paire d'amis la plus inséparable de la faculté des lettres et sciences humaines. C'est le cas de le dire : sa thèse, on pouvait la lire à certains carrefours, à toutes les places, et surtout aux alentours des marchés. Il n'y avait pas un lieu qui n'en offrit des pages d'exemplaires à écrire sur le sujet, lequel d'ailleurs, maintenant qu'il lui sautait aux yeux, le surprenait par sa familiarité.

On s'enut, on commenta, on approuva ou désapprouva (pas ouvertement, bien sûr !) les mesures « radicales » qui avaient été arrêtées, aux seules fins d'assurer la protection des citoyens contre les agressions trop répétées de tous ces maniaques, de ces « simples d'esprit » qui soudain vous sautaient dessus, vous déchiraient l'épaule comme un vieux chiffon, semblaient l'effroi, la terreur — Brr... Brr... — qui, boudiers, se mettaient à houpiller le vent ; qui, tranquillement, venaient jusqu'à votre seuil, minaudaient un temps, proposaient leur service avec une touchante amabilité ; qui vous surprenaient, car pour tout salaire vous contraignaient à accepter qu'ils déféquent là, dans votre salon. La flamme qui apparaissait dans le regard était si sauvage qu'il était difficile... C'est vrai, c'était arrivé chez un commandant qui, tout militaire qu'il était, avait dû subir l'odieux outrage sans broncher, sur la page d'un quotidien officiel. Il y avait de quoi rire. Il y avait de quoi frémir. Il y avait de quoi trembler de peur.

Plusieurs d'entre eux avaient été maîtrisés, embarqués dans des camions militaires, transportés dans un lieu désert, dans les collines au nord de la ville. Pour les intimider et les dissuader de revenir en ville, on les avait arrosés de quelques rafales à bout portant.

Boutity avait vu quelque un « devenir fou sous ses yeux ». La scène se passait dans un bar de Potopoto. Le héros en était précisément un étudiant — pas de sa faculté, il était en sciences — dont on disait qu'il transpirait les maths. Une bouteille de Primus à la main, brandie comme un fétichisme, il pérorait : « C'est mathématique. La démonstration est ce qu'il y a de simple. Vous dites que les maths m'ont mangé la tête ? Je peux vous prouver que nous sommes tous en train de devenir fous ! Sortez un poison de l'eau, il se débat un temps, puis il meurt. Si personne ne le prend pour le manger, il pourrit et sent mauvais. Le pêcheur qui a oublié de manger le poisson à temps s'étouffe, promène son nez dans tous les coins. Il dit : « Tiens, ça sent le pourri. » Une équation, une parabole. Je vous explique parabole à l'appui. Je veux dire l'équation est là : ça sent la folie ! Qui a compris ? Je vois bien que vous n'avez rien compris. Mais peut-être vous dites-vous : il y a comme une épidémie de la folie. Eh bien, c'est vrai ! »

Il parlait de folie et il était en train de devenir fou. Il découvrait même pourquoi : « Sortez le poisson... » Quelqu'un en fit la remarque plus tard. Ce quelqu'un, c'est Ngouakou, l'ami de Boutity, qui ne sut retenir son ami sur la mauvaise pente où il se laissait glisser.

On faisait « chut » pour le laisser parler. Boutity sut plus tard que le gars, le mathématicien, s'appelait Odieng. Il était grand, le front haut et l'œil exorbité. Les jeans qu'il portait, bien que serrés, ne le moulèrent pas. Il mangeait les mathématiques, littéralement, mais il n'avait pas plus de tête que de fesses. Sa tête, aussi inquiétante que celle d'un cobra, semblait tourner sur son cou, et l'éclair qui surgissait de son œil était à la fois terreur et horreur.



FRANÇOIS RÉTAÏ

Odieng but deux lampées. Il claqua la langue pour apprécier. Ça, c'est de la bière ! Il remplit à nouveau avec application son verre, il le leva à la santé de l'assistance, le sourire très jovial, les lèvres humides où personne ne vit naître un affreux rictus qui acheva de s'épanouir au moment où il porta le toast à sa propre santé de curieuse façon, car au lieu de boire il se versa la bière sur la tête. Au fur et à mesure que la bière pissait et moussait sur sa tête, on s'écarta. Il regarda l'un après l'autre ceux qui étaient autour de lui.

« Eh bien, vous en faites des têtes ! Non, non, je ne suis pas devenu fou tout d'un coup. Non, non ! Rien de tel, la bière, pour les soins capillaires, rien de tel. Et puis, avec une tête fraîche, on a les idées plus claires. Et les idées claires, c'est peut-être ce qui nous fait défaut... Ni fou ni saoul, et pas sans le sou, et pas de poux, jamais à gêner, toujours debout, pourrais être un époux charmant. Mon Dieu, ils se taisent, consternés. Eh, eh ! de la gaieté ! Gai, soi sans le sou. Voilà la devise de notre nouvel esclavage. »

Quelqu'un risait d'un rire nerveux, d'un rire idiot presque. « Voilà, il faut rire ! A boire, à boire ! » Il se fouilla les poches. « Plus le sou. Ecoutez, je vous raconte une histoire drôle et quelqu'un offre à boire. D'accord ? Non ? Sale tas de radins. Et toi, tu ne fais pas de « bon pour... » ? Bien, ne bougez pas d'ici, je reviens, je vais chercher de l'argent. Je reviens, je vous saoule tous. »

Ngouakou lui cria : « Evite les carrefours, tu risques de ne pas nous revoir sain et sauf ! » Odieng s'arrêta net au moment de sortir, revint sur ses pas, marcha jusqu'à Ngouakou. Il souriait, mais le regard était déjà vide. Boutity s'en souvenait. Odieng s'était planté

devant Ngouakou, son sourire tremblait. Quand il mit ses deux mains dans ses poches, les deux amis eurent la même pensée, ils se mirent sur leur garde, croyant qu'Odieng allait sortir un couteau ou quelque chose de ce genre-là, mais il sortit ses poches, chassa de ses mains Dieu sait quoi et les montra, tourna le dos, se tourna, présenta son postérieur, émit un pet du genre le plus persifleur. Il sortit, drapé dans sa dignité qui ajouta une raison enivrante de rire. Même Ngouakou le persifla si incongrument rit. Un autre étudiant fit traîner son nez dans le sillage d'Odieng et décréta que ce pet était inodore, il ne pouvait pas être celui d'un être sain d'esprit, encore que le corps ne résisterait pas longtemps à la corruption !

BOUTITY se souvenait de cette scène. Il n'en souriait pas. La folie d'Odieng se révéla suicidaire. On le trouva pendu à la branche la plus basse d'un frangipanier de l'ancien Jardin botanique. Pendu, c'est trop dire puisqu'il avait les pieds à terre, au sol, seul le cul en l'air comme assis à une chaise longue invisible. Il tirait la langue avec orgueil à ceux qui étaient accourus pour le voir une première ou une dernière fois. De cette scène aussi Boutity se souvenait. Comme tout le monde, Boutity avait une peur superstitieuse de la folie. La pire des maladies. La lépre lui est préférable, arguait Ngouakou. C'est un moindre fléau pour les autres. Un lépreux ne l'agresse pas, tu comprends ; il prévient qu'il est sur ton chemin, tu t'écarteras ou il s'écartera. Tu peux même le saluer, sans pour autant l'inciter à la familiarité. Mais le fou, tu ne sais jamais, parce qu'il peut être comme toi et moi. Il rit, tu ris avec lui. Quand il ne bondit pas sur toi, il reste quelque chose de son

rire qui est contagieux... C'était ce que Paul Ngouakou affirmait... Car tu n'as pas besoin de te frotter à un fou pour être contaminé. Un chien te donne la rage quand il te mord. Tu ris avec un fou et tu te retrouves fou. Insidieusement. Il répétait : « Insidieusement », car il aimait ce mot.

Quand il repense que c'était toujours lui qui disait : « Si on parlait d'autre chose... » C'est bien curieux qu'il en vienne maintenant pour sa thèse à vouloir traiter des causes socio-économiques de la folie parmi les populations suburbaines de la ville de B... Mais pourquoi ce sujet ? Sa motivation profonde ? Pour conjurer sa peur superstitieuse de la folie ? Pour se donner des armes contre ces « épidémies » ? « Sortez le poisson de l'eau... Je peux vous prouver que nous sommes tous en train... »

Il aurait eu à choisir un guépier où fourrer la tête, il n'aurait pas trouvé mieux. Le sujet plut à son professeur, un coopérant aux allures de gauchiste, qui lui demanda seulement pourquoi il n'avait pas plutôt libellé son sujet comme ceci : « Les origines socio-économiques... » mais qui convint : « Non, c'est mieux les causes... »

Mon ami Ngouakou ne montra pas le même enthousiasme que le professeur. Ne trouvant que dire, il se mit à citer des vers : « Entends-tu la folie qui plane et qui demande le cordon... » « Tiens, tu pourrais mettre ça en exemple, je ne sais plus de qui c'est. » Ne pas trouver de l'enthousiasme chez son ami rendit Boutity tout d'un coup susceptible.

« Ça ne t'embarasse pas, mon sujet ?
— Pourquoi ?
— Ton regard !
— Mon regard, qu'a-t-il mon regard ? »

Ngouakou, à ce qu'il parut à Boutity, ne regardait plus son ami dans les yeux. Il demanda, sarcastique :

« Et tu es certain qu'il y a des causes socio-économiques à... Tu ne crois pas qu'on en met un peu trop sur le dos du régime ?... »

Boutity n'était pas du Parti. Ngouakou était un des responsables de la cellule du Parti à l'université. Aussi sa réflexion parut-elle de mauvais présage à Boutity. Comme le poisson de la parabole d'Odieng, Boutity se mit à suffoquer. Sans conviction, il protesta : « C'est un travail scientifique que je veux faire, et non de la politique... »

« Qui t'a dit que la science est neutre ? » répliqua Ngouakou avec défi. Et il le planta là.

Boutity bâillonné par la menace sous-jacente dans les propos de son ami et par la peur d'avoir, à son insu, été contaminé par l'objet, le sujet... de sa thèse.

Il trembla : Ngouakou ne sera plus son ami. Il fantasma. Il n'avait pas pensé à l'incidence, à la résonance politique de « ces causes socio-économiques ». Pour la première fois de leur amitié, Ngouakou bâcla une rencontre ; il l'avait planté là. Après avoir lâché l'anathème. La réligation n'était pas loin. Il en avait la gorge serrée. Voyons, voyons, il aura voulu me faire peur. C'est certain, il désapprouve un tel sujet. Sa théorie est que la folie est contagieuse. C'est une supposition. Une de plus à vaincre. La politique n'a rien à voir là-dessus.

AVANT même de décider du dépôt du sujet de sa thèse, il avait procédé à une pré-enquête, établi un questionnaire, identifié des familles où le mal avait sévi. Il avait fait la preuve d'une patience de chasseur, développé un doigté à la mesure de son souci de vérité scientifique. Le plaisir qu'il avait eu à faire tous ces préparatifs le confortait dans le sentiment qu'il ferait un travail utile, excellent. Et voilà qu'il ne pouvait en parler, en discuter avec son ami qui le menaçait. Qui l'accusait d'attaquer basiquement le régime. Qui l'avait regardé comme si déjà la folie était peinte sur son visage. Il eut un sursaut, se reprit. La fatigue me joue des mauvais tours, se dit-il.

Le lendemain, pourtant, le guépier lâchait ses dards.

Il passa près d'un groupe d'étudiants qui ignoraient mais parlèrent à haute voix, avec hostilité, des relations que certains élèves réactionnaires ont avec certains professeurs au comportement pas très catholique... « Ennemis de classe... » « Bureaucratie compromise... » Ces mots jappaient à ses trousses.

Personne n'avait vu Ngouakou. On s'écartait de lui ostensiblement. Au garage de la faculté, il ne vit pas la molyette de Marie-Léontine, sa nouvelle conquête. Il regarda par deux fois et même plus. Il se souvint qu'il n'avait cours que l'après-midi ce jour-là. Mais, en général, ils se retrouvaient à la bibliothèque. À la bibliothèque, par exemple. On évitait son regard. Il chercha à voir son professeur, car il devait lui remettre le plan de sa thèse ; le plus tôt qu'il l'aurait approuvé, le mieux ce sera. Mais personne n'avait vu M. Cornilier, son professeur. Il n'osa pas aller le voir chez lui. Il demanda le doyen de sa faculté qui lui demanda de le suivre dans son bureau : « Asses-vous. » Il se maudit de sa docilité. Il se mit à étudier chaque geste du doyen pour prévenir son signe de folie.

Le doyen s'informa de ses études : « Si je ne me trompe pas, vous étiez avec le professeur Cornilier ? C'est un de nos meilleurs professeurs. Espérez que nous l'aurons encore l'année prochaine. Avec l'assistance technique, ce n'est pas toujours facile de garder un bon professeur. Surtout maintenant avec les thèses à soutenir, on ne... Je ne sais pas pourquoi je vous dis tout cela. C'est le souci du doyen. Il est vrai, les étudiants qui s'attachent à un professeur ont autant de raisons qu'un doyen de ne pas accepter de bon cœur de le perdre. » Maintenant l'erreur n'était plus possible. Les mots du doyen étaient pesés, pas dits au hasard. Ils étaient gros de menaces. M. Cornilier sera mis dans le prochain avion et lui, on le ramassera au coin d'une rue, direction les collines du Nord ou la prison, en qualité d'ennemi du peuple. Il sur sauta.

(Lire la suite page XV.)